

RAPPORT MONDIAL SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN 1996

PNUD

Publié pour le
Programme des Nations unies
pour le développement (PNUD)
par



ECONOMICA

49, rue Héricart, 75015 Paris

Titre original : *Human Development Report 1996*

Copyright © 1996
by the United Nations Development Programme
1 UN Plaza, New York, New York, 10017, USA

© Ed. ECONOMICA, 1996

Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation et d'exécution
réservés pour tous les pays.

ISBN 2-7178-3097-9

Maquette et couverture : Gerald Quinn, Quinn Information Design, Cabin John, Maryland



Préface

Les avancées de l'humanité sont tributaires de notre conception du progrès. Depuis son lancement, en 1990, la série des *Rapports mondiaux sur le développement humain* s'emploie à combler une lacune dans la mesure du progrès humain : celle qui consiste, pour mesurer ce progrès, à se fonder uniquement sur la croissance économique. Certes, le changement de paradigme en faveur du développement humain durable n'est pas encore parvenu à son terme. Mais dans beaucoup de pays, les décideurs sont de plus en plus nombreux à parvenir à une conclusion inévitable : pour avoir une valeur et une légitimité, le développement, qu'il soit national ou international, doit être axé sur les individus, équitablement réparti et durable sur les plans de l'environnement comme du social.

Le *Rapport mondial sur le développement humain* de cette année explore en détail la relation complexe qui unit croissance économique et développement humain. Ce rapport est à la fois un miroir qui reflète les aspects actuels des déséquilibres mondiaux et un télescope qui présente les avènements possibles sous un angle plus positif. Les quinze dernières années ont été témoin d'une polarisation accrue du monde en termes économiques et cela, à l'échelon international comme à l'échelon national. Si les tendances actuelles se poursuivent, les disparités économiques entre les pays industrialisés et les pays en développement ne seront plus seulement inéquitables, mais deviendront inhumaines.

En termes purement économiques, les années quatre-vingts ont constitué une « décennie perdue » pour près de 70 pays. Cependant, il est remarquable d'observer que, sur la même période, presque tous ces pays sont parvenus à maintenir et dans

certaines cas à accélérer leur rythme de croissance en termes de développement humain. Cette nouvelle est réjouissante car elle montre que des politiques délibérées et bien ciblées peuvent faire la différence lorsqu'elles sont appliquées avec cœur, même dans les circonstances les plus difficiles. Mais à n'en pas douter, ces améliorations ne perdureront que si elles sont rapidement étayées par un retour à la croissance économique.

Croissance économique et développement humain manifestent ainsi une certaine indépendance l'un par rapport à l'autre, en particulier dans le court terme. Cependant, il existe entre ces deux aspects des relations à plus long terme : le développement humain favorise la croissance économique et la croissance économique profite au développement humain. Contrairement à certains travaux anciens, la théorie et l'observation suggèrent aujourd'hui que la croissance et l'équité ne sont pas obligatoirement des objectifs contradictoires, pas plus que ne le sont la croissance et la participation. Par ailleurs, l'histoire de l'Asie de l'Est montre avec force que des investissements massifs consacrés au développement humain à l'échelle nationale - diffusion des compétences et satisfaction des besoins sociaux élémentaires - constituent un tremplin d'où peut s'élancer une croissance économique capable de durer plusieurs décennies.

Le message essentiel du *Rapport mondial sur le développement humain 1996* est clair : il n'existe pas de relation automatique entre la croissance économique et le développement humain, mais lorsque de telles relations sont établies par une action concrète et déterminée, ces deux aspects peuvent se renforcer mutuellement. Dans ce cas, la croissance écono-

mique permettra une amélioration efficace et rapide du développement humain. Les politiques nationales sont vitales à cet égard. En effet, nous connaissons à présent les limites des théories de la relance par le haut, censées produire *in fine* des retombées pour tous.

Que faut-il faire, dans ces conditions ? Le scénario du développement humain au XXI^e siècle reste à écrire. Les premières pages en seront constituées par les choix que nous faisons et que nous ferons d'ici la fin du siècle présent. Idéalement, ces choix devront admettre le principe que l'économie existe pour les personnes, et non l'inverse.

Le *Rapport mondial sur le développement humain 1996* se penche principalement sur ce que les différents pays du monde peuvent faire pour eux-mêmes. Ce rapport présente d'importantes recommandations. Tous les pays doivent s'efforcer d'améliorer la nature et la qualité de leur croissance économique. Dans de nombreux pays, les besoins immédiats comprennent également une accélération de la croissance économique. Bien sûr, les mesures à adopter dépendent du contexte national. La communauté mondiale peut et doit également aider les pays à traduire dans la réalité leurs propres stratégies de développement humain.

Nous sommes entrés dans l'année internationale pour l'éradication de la pauvreté, signe fort de l'engagement moral du PNUD, et des autres organisations internationales qui se consacrent au développement, en faveur de l'aide aux plus pauvres parmi les pauvres dans le monde. L'élimination de la pauvreté nécessite une approche globale du développement humain. Il faut préférer la maîtrise des personnes sur leur destinée aux actes de charité et il importe de mettre en place les conditions nécessaires à l'auto-assistance plutôt que des mesures de fortune adoptées au coup par coup.

Le PNUD réitère fermement son engagement à utiliser son réseau mondial

unique de ressources et de bureaux nationaux pour soutenir les pays dans leurs efforts pour parvenir à un développement humain viable à long terme. Les objectifs et les engagements des sommets mondiaux qui se sont récemment succédés de Rio à Beijing, en passant par Le Caire et Copenhague fournissent une ossature puissante et un grand nombre d'outils concrets dans la perspective d'une action concertée. Nous avons l'occasion et l'impératif moral d'inverser les tendances négatives des dernières années, et de renforcer les tendances positives qui mènent au développement humain durable. C'est cette vision qui doit guider nos pas dans le siècle prochain.

Comme les années précédentes, les opinions exprimées dans le *Rapport mondial sur le développement humain* de cette année sont le reflet de l'analyse compétente réalisée par une équipe indépendante de consultants éminents placés sous la direction de mes deux conseillers spéciaux, qui sont aussi les maîtres d'oeuvre de cet ouvrage : Mahbub ul Haq et Richard Jolly. M. Haq a été responsable du processus jusqu'à la fin de 1995, avant de passer le témoin à M. Jolly. Mme Sakiko Fukuda-Parr, qui dirige le bureau du *Rapport mondial sur le développement humain*, a assuré la continuité pendant ce changement.

Les idées exprimées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement celles du PNUD, de son conseil d'administration ou des gouvernements de ses pays membres. Ce qui fait la vraie valeur de la série des *Rapports mondiaux sur le développement humain*, c'est l'indépendance intellectuelle et l'intégrité professionnelle qui président à leur rédaction. Je veux croire que l'analyse fournie par le présent rapport contribuera efficacement au dialogue mondial sur les questions liées au développement humain et à la croissance économique. C'est en tout état de cause notre intention et notre souhait.



James Gustave Speth

New York
Mars 1996

Membre de l'équipe de préparation du
Rapport mondial sur le développement humain 1996

Coordinateurs principaux
Mahbub ul Haq et Richard Jolly

Equipe du PNUD

Direction : Sakiko Fukuda-Parr

Adjoint : Selim Jahan

Membres : Håkan Björkman, Mary Chamie, Moez Doraid, Terry McKinley, A. K. Shiva Kumar, Gül Tanghe-Gülluova, assistés de Ozer Babakol, Knut Engedal, Laura Mourino, Alejandro Ramirez et Amei Zhang.

Consultants

Sudhir Anand, Kaushik Basu, Jere Behrman, François Bourguignon, Meghnad Desai, Gary Fields, E. V. K. FitzGerald, Ricardo Infante, Jeni Klugman, Jong-Wha Lee, Süle Özler, Howard Pack, Eul Yong Park, Gustav Ranis, Amartya K. Sen, Hans Singer, Frances Stewart, Paul Streeten, Victor Tokman et Adrian Wood.

Remerciements

L'élaboration du présent rapport n'aurait pas été possible sans l'aide et les précieuses contributions fournies par un grand nombre de personnes et d'organismes.

Plusieurs institutions internationales ont généreusement partagé avec les auteurs l'expérience acquise, les résultats de leurs recherches et les informations dont elles disposaient. Les statistiques communiquées ici proviennent des bases de données et des documents de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Fonds international pour le développement agricole, du Bureau international du travail, du Fonds monétaire international, de l'Union interparlementaire, du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, de l'Organisation de coopération et de développement économiques, de la Division de statistique et de la Division de la population du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques (ONU), de l'Office statistique de l'Union européenne, du Programme commun coparainé par les Nations unies sur le VIH et le SIDA, du Centre des Nations unies pour le développement social et les affaires humanitaires, du Fonds des Nations unies pour l'enfance, de la Division de la promotion de la femme (ONU), de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Afrique, de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique, de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale, de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe, de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, du le Programme des Nations unies pour l'environnement, de

l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel, du Bureau des Nations unies à Vienne, du Fonds des Nations unies pour la population, de l'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social, de l'Université des Nations unies, de l'Université de Pennsylvanie, de la Banque mondiale, du Programme alimentaire mondial, de l'Organisation mondiale de la santé, de World Priorities Inc et du World Resources Institute.

Le présent rapport a bénéficié des recherches documentaires et des études de cas nationales réalisées par F. Arestoff, A. Baah-Nuakoh, Chaouki Benazzou, Benchmark Environmental Consulting, Thorsten Block, Emmanuel S. de Dios, Stefan de Vylder, J-C. Dumont, Lucy M. Fye, Marek Góra, Tsuneo Ishikawa, Nurul Islam, A. Joseph, Jong-Wha Lee, S. Mesplé-Somps, Clever Mumbengegwi, Njuguna Mwangi, Ricardo D. Peredes-Molina, S.L. Rao, Ewa Ruminska-Zimny, Binayak Sen, Guy Stranding, Adam Szulc, Kwadwo Tutu, Michael Witter, Joseph Yao, Mustapha Zaanouni et Amei Zhang.

Ce rapport a également profité dans une très large mesure des conseils et orientations éclairés d'experts éminents réunis au sein d'un comité de consultants extérieurs. Ces interlocuteurs sont Galal Amin, Michael Best, Nancy Birdsall, Solita Collas-Monsod, Ishrat Husain, Jean-Claude Milleron, Takatoshi Ito, Dani Rodrik, Gert Rosenthal, Akligpa Sawyerr et Arjun K. Sengupta.

Citons également les discussions théoriques très utiles menées avec Izak Atiyas, Ricardo Barros, Robert Cassen, Andrea Cornia, Gerardo Esquivel, Dharam Ghai, Gerry Heilleiner, Akihumi Kuchiki, Sanjay Lal, Michael Lipton, S. Loaeza, Jacky Mathonnat, Peter Morgan, Sung Sang Park, Prabhat Patnaik, James Paul,

D. Raczynski, Rehman Sobhan et Jan Vandemoortele.

Des collaborateurs au sein du PNUD nous ont fait part de leurs remarques et suggestions tout à fait pertinentes lors de l'élaboration du rapport. Les auteurs souhaiteraient en particulier exprimer leur gratitude à Nada Al Nashif, Denis Benn, Boubou Camara, Desmond Cohen, Djibril Diallo, Juliette El Hage, Peter Gall, Robert Głofcheski, Jean-Jacques Graisse, Isabelle Grunberg-Filatov, Nadia Hijab, Nay Htun, Ellen Johnson Sirleaf, Inge Kaul, Normand Lauzon, Carlos Lopes, Khalid Malik, Paul Matthews, Saraswathi Menon, Cesar Miguel, Patricia de Mowbray, John Ohiorhenuan, Rajeev Pillay, Kristian Sorensen, R. Sudarshan, Sarah L. Timpson, Emma Torres, Edouard Wattez, Clay Westcott, David Whaley et Fernando Zumbado.

Plusieurs bureaux du PNUD nous ont par ailleurs fourni de l'aide et des informations. Ces organes comprennent différents bureaux extérieurs et régionaux du PNUD, ainsi que le Bureau des politiques et de l'appui aux programmes. Enfin, le Bureau des services d'appui a apporté à l'ensemble de l'équipe un soutien administratif essentiel. Nous aimerions remercier tout particulièrement Ingolf Schuetz-Mueller, Daniella Mattos, Margaret Chi et Cristina Colon à cet égard.

La version française a été réalisée par Architexte (Nicolas Froeliger, Marielle Santoni, Martine Delibie, Marie-Paule Bonnafous), Michel Cocler (notes techniques), Jean-Christophe Dumont (conseiller économique) et Christiane Milev (bibliographie et références), sous la direction d'Elizabeth Scott Andrews.

Le secrétariat et le traitement administratif ont été assurés par Oscar Bernal, Gabriella Charles, Renuka Corea, Linda Pigon-Rebello, U Thiha and Marjorie Victor. Et comme pour les années précédentes, ce rapport a bénéficié des talents d'éditeur de Peter Stalker et de la maquette de Gerald Quinn.

L'équipe qui a préparé ce rapport a été assistée pour les recherches de fond, les statistiques et d'autres contributions par Babar Akbar Ahmed, Emilia Azevedo, Sayuri Inoue, Rajshri Jayaraman, Hisao Sanada, Jamil Sarraj, Sarwar Sultana et Enrique Zaldua-Gorostegi.

Les auteurs tiennent également à rappeler l'énorme dette qu'ils ont envers l'Administrateur du PNUD, M. James Gustave Speth. Son engagement sincère et le soutien qu'il apporte à l'indépendance et au caractère novateur de ce rapport ont inspiré notre démarche à tous.

Les auteurs de ce nouveau rapport sont reconnaissants pour le soutien dont ils ont bénéficié et assument entièrement toutes les opinions exprimées.

ABREVIATIONS

APD	Aide publique au développement
BIT	Bureau international du travail
CAD	Comité d'aide au développement
CEI	Communauté des Etats indépendants
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la population
HCR	Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés
IDH	Indicateur du développement humain
IPF	Indicateur de la participation des femmes
ISDH	Indicateur sexospécifique du développement humain
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMS	Organisation mondiale de la santé
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PPA	Parité de pouvoir d'achat
SCN	Système de comptabilité nationale
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance (FISE)

Table des matières

VUE D'ENSEMBLE

La croissance au service du développement humain ? 1

CHAPITRE 1

Tendances de la croissance et du développement humain 13

Des performances spectaculaires et des désastres en termes
de croissance 13

Détresse et progrès humains 20

Les enseignements de l'IDH 1996 32

CHAPITRE 2

La croissance, instrument du développement humain 48

La croissance n'est pas une fin en soi 48

Nouvelles théories de la croissance et développement humain 56

Les dimensions du développement humain 62

La croissance au service du développement humain 63

CHAPITRE 3

Les liens entre la croissance et le développement humain 74

De la croissance au développement humain 76

Du développement humain à la croissance 84

Des liens solides, fragiles ou déséquilibrés 88

Typologie des pays 89

CHAPITRE 4

Traduire la croissance en opportunités d'emplois 97

Opportunité d'emploi productif : la clé 98

Augmentation du revenu et accroissement des opportunités 98

Politiques pour une croissance créatrice d'emplois 104

Perspectives 114

Notes techniques 120

Bibliographie et références 130

INDICATEURS DU DEVELOPPEMENT HUMAIN 141

Liste de tous les indicateurs 142

Note sur les statistiques du *Rapport mondial sur le développement humain* 143

Tous pays 157

Pays en développement 166

Pays industrialisés 210

Données consolidées par région 231

CONTRIBUTIONS SPECIALES

L'équité intergénérationnelle, oui, mais qu'en est-il de l'équité aujourd'hui ?

Robert M. Solow 18

Humaniser la croissance : la voie de l'équité

Fernando Henrique Cardoso 49

Le défi et l'exemple de l'Afrique du Sud

Nelson Mandela 98

BILANS DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Pays en développement 23

Pays industrialisés 24

Pays arabes 43

Asie de l'Est, Asie du Sud-Est et Pacifique 44

Amérique latine et Caraïbes 45

Asie du Sud 46

Afrique subsaharienne 47

ENCADRES

- 1.1 L'évolution de la croissance économique et du développement humain à long terme 14
- 1.2 La « décennie perdue » l'a-t-elle été totalement ? 20
- 1.3 Les coûts sociaux de la transition 21
- 1.4 Le SIDA : un obstacle au progrès du développement humain 25
- 1.5 Développement humain, établissements humains et Habitat II 29
- 1.6 Décomposition de l'ISDH pour l'Inde 39
- 1.7 Modification du classement selon l'ISDH et l'IPF 41
- 2.1 Pourquoi le revenu est-il pris en compte dans l'indicateur composite du développement humain ? 56
- 2.2 Prise en compte du travail non rémunéré 58
- 2.3 Japon : un siècle de croissance et d'équité dans les opportunités 59
- 2.4 Suède : un modèle précoce de croissance compatible avec l'équité 60
- 2.5 PNB : naviguer avec un instrument faussé 64
- 2.6 La démocratie est-elle un luxe ? Qui souffre de la famine ? 65
- 2.7 Libéralisation et inégalité 66
- 2.8 Malaisie : une croissance équitable au service du développement humain 67
- 2.9 Egalité dans l'accès aux services de santé 69
- 2.10 Des comptes nationaux qui virent au « vert » 70
- 2.11 Une nouvelle mesure pour la richesse nationale 71
- 3.1 Mobilisation des ressources pour le développement humain : l'initiative 20-20 82
- 3.2 Décentralisation des administrations publiques 83
- 3.3 Agir ensemble 84
- 3.4 La République de Corée, exemple d'un développement humain favorisant une croissance équitable 89
- 3.5 L'action publique au service d'un développement humain durable au Kerala 90
- 3.6 Zimbabwe, deux pas en avant, deux pas en arrière 92

- 3.7 Marche arrière en Russie 94
- 4.1 Engagement en faveur des droits au développement 97
- 4.2 Le travail des enfants, une injustice 103
- 4.3 Maurice : un engagement en faveur de l'accroissement des opportunités 105
- 4.4 Chine : une nouvelle économie, de nouveaux emplois 106
- 4.5 Des petites exploitations agricoles pour plus d'emplois et plus de production 107
- 4.6 Mexique : mondialisation et emploi 109
- 4.7 Maharashtra : garantir l'emploi 110
- 4.8 Inégalité des opportunités pour les jeunes et les moins jeunes 113
- 4.9 Personnes handicapées : des opportunités niées 114
- 4.10 Suède et Japon : deux champions confrontés à de nouveaux défis 116
- 4.11 Programme d'action en faveur des PMA : des engagements non tenus 117
- 4.12 Mettre la dette extérieure au service du développement 119

TABLEAUX

- 1.1 Revenu moyen des 20 % d'habitants les plus pauvres, 1993 15
- 1.2 Croissance moyenne annuelle du revenu réel par habitant, par catégorie de développement humain, 1960-93 16
- 1.3 Croissance annuelle moyenne du revenu réel par habitant et par région, 1960-93 16
- 1.4 Progrès mondiaux et régionaux dans l'IDH, 1960-93 17
- 1.5 Evolution de l'IDH en fonction des catégories du développement humain, 1960-93 17
- 1.6 Conflits et développement humain 30
- 1.7 Pauvreté en termes de potentialités et en termes monétaires 31
- 1.8 Classement des pays industrialisés selon l'IDH, 1993 32
- 1.9 Classement des pays en développement selon l'IDH, 1993 33
- 1.10 Similarité de l'IDH et disparité des revenus, 1993 35
- 1.11 Disparités sociologiques entre les sexes - classements selon l'ISDH et l'IDH 37
- 1.12 Disparités sociologiques entre les sexes - classements selon l'IPF, l'ISDH et l'IDH 40

DIAGRAMMES

- 1.1 Croissance du revenu et développement humain 13
- 1.2 Combien d'habitants, combien de croissance du revenu : un monde polarisé 15
- 1.3 Croissance des revenus à l'échelle régionale : des progrès spectaculaires et des reculs funestes 16
- 1.4 Le développement humain progresse de manière régulière dans la plupart des régions, mais plus rapidement dans certaines que dans d'autres 17
- 1.5 Le niveau de développement humain varie selon les régions 32
- 1.6 Revenu analogue et développement humain différent, 1993 34
- 1.7 La décomposition de l'IDH révèle les disparités à l'échelle nationale 35
- 1.8 Quand les pays en développement atteindront-ils un niveau de développement humain élevé ? 42
- 2.1 L'indicateur de pénurie de capacités montre les variations dans la réduction de la pauvreté par niveau de revenu 68

- 2.2 La pauvreté en termes de capacités prédomine davantage que la pauvreté monétaire dans les pays en développement 68
- 3.1 Progrès de la croissance économique et du développement humain sur le long terme 74
- 3.2 Revenu et développement humain : une corrélation d'ordre général, mais un lien loin d'être automatique 75
- 3.3 Du développement humain à la croissance - et inversement 76
- 3.4 Dépenses consacrées aux priorités sociales 79
- 3.5 Intensité des qualifications dans les exportations 87
- 3.6 Flux de capitaux privés vers les pays en développement 88
- 3.7 Synergies, impasses, renversements de tendances et pièges 91
- 4.1 Un accroissement des opportunités accompagné d'une croissance forte fait progresser le développement humain 100
- 4.2 Croissance sans création d'emplois, emplois sans croissance 100
- 4.3 Similitude dans la croissance de l'emploi, mais différence dans la croissance de la population active 101
- 4.4 Les opportunités augmentent à des rythmes différents malgré une croissance du revenu similaire 101
- 4.5 Accroissement des opportunités, région par région, 1980-90 102
- 4.6 Des pays qui présentent une similitude dans la croissance de leur revenu connaissent une différence dans l'accroissement de leurs opportunités 102
- 4.7 Productivité et salaires réels 104
- 4.8 Scolarisation par quintile de revenu 112



La croissance au service du développement humain ?

Le développement humain est une fin dont la croissance économique est le moyen. La croissance économique doit donc avoir pour finalité d'enrichir la vie des personnes, ce qui est bien trop rarement le cas. Les dernières décennies montrent on ne peut plus clairement qu'il n'existe pas automatiquement de lien entre croissance économique et développement humain. Et même lorsque de tels liens sont en place, ils peuvent progressivement se fragiliser s'ils ne sont pas régulièrement consolidés par une politique compétente et avisée.

Le *Rapport mondial sur le développement humain* de cette année explore la nature et la solidité des liens entre la croissance économique et le développement humain. Ce rapport met en lumière deux observations inquiétantes. C'est tout d'abord l'échec de la croissance pour près d'un tiers de la population mondiale, dans une centaine de pays au cours des 15 dernières années. C'est ensuite le défaut de liens entre la croissance et le développement humain - pour les habitants des nombreux pays qui connaissent un développement dysharmonieux et dans lesquels une croissance favorable peut s'accompagner d'un développement humain faible, ou bien dans lesquels un développement humain satisfaisant a pour contrepartie une croissance faible, voire nulle.

Le rapport conclut que l'entrée dans le XXI^e siècle nécessitera globalement une accélération et non un ralentissement de la croissance. Dans le même temps, il importe de consacrer davantage d'attention à la qualité de cette croissance, afin de s'assurer qu'elle accompagne les objectifs que sont le développement humain, la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement et la viabilité à long terme du développement.

Au cours des 15 dernières années, le monde a été le théâtre de progrès

économiques spectaculaires dans certains pays et d'une dégradation sans précédent dans d'autres.

Depuis 1980, on observe une poussée impressionnante de la croissance économique dans une quinzaine de pays, avec pour résultat une augmentation rapide des revenus d'une grande partie des 1,5 milliard d'individus habitant ces pays, soit plus d'un quart de la population mondiale.

Cependant, sur une grande partie de cette période, 100 pays ont souffert du déclin ou de la stagnation économique, avec à la clé une baisse de revenu pour quelque 1,6 milliard d'individus là encore, plus d'un quart de la population mondiale. Dans 70 de ces pays, les revenus moyens sont inférieurs aux niveaux de 1980. Et dans 43 cas, ils sont inférieurs aux niveaux de 1970. Sur la seule période 1990-1993, le revenu moyen a chuté d'au moins un cinquième dans quelque 21 pays, essentiellement en Europe de l'Est et dans la CEI.

Nombreux sont certes ceux qui ont conscience de ce déclin et de cette stagnation. Cependant, l'ampleur et la gravité véritable de ces phénomènes sont trop souvent obscurcies par le succès stupéfiant des économies en croissance rapide, par le maintien de la croissance dans la plupart des pays riches et par les espoirs répétés de voir nombre des économies connaissant actuellement des baisses de revenu revenir à la croissance. Mais après 15 années de performances décevantes, il convient que les décideurs internationaux s'interrogent sur le bien-fondé de cet optimisme.

Lorsqu'il y a progrès, c'est souvent à un rythme dépassant tout ce que le monde a connu depuis le début de la Révolution industrielle, il y a deux siècles. Mais les reculs sont eux aussi sans précédent. Ils dépassent largement - en durée, et parfois en amplitude - ceux observés dans les pays industrialisés lors de la grande crise des années trente.

Le développement humain est une fin dont la croissance économique est le moyen

Les instances décisionnaires se laissent souvent hypnotiser par l'expression de la croissance en valeur absolue

Bien souvent, dans ce tableau d'ensemble fait de succès et de désastres, les pauvres sont laissés de côté, et un grand nombre de ceux qui échappent à la pauvreté sont menacés par le chômage, les réductions d'effectifs ou les baisses des dépenses de santé et de protection sociale. Ainsi, même si le revenu moyen par habitant dans les pays de l'OCDE atteint maintenant 20 000 dollars, les études font apparaître un sentiment croissant d'insécurité et une profonde insatisfaction dans ces pays.

Le creusement des écarts de performance économique est en train de créer deux monde distincts, toujours plus polarisés.

Le monde est en phase de polarisation, avec un fossé de plus en plus large entre les pauvres et les riches à l'échelle mondiale. Sur les 23 000 milliards de dollars que représentait le PIB mondial en 1993, 18 000 milliards provenaient des pays industrialisés, contre seulement 5 000 milliards pour les pays en développement, alors que ces derniers rassemblent pratiquement 80 % de la population de la planète.

- Au cours des trente dernières années, la part des 20 % de personnes les plus pauvres dans le revenu mondial est tombée de 2,3 à 1,4 %. Dans le même temps, la part des 20 % les plus riches passait de 70 % à 85 %. L'écart de revenu entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres a ainsi doublé, passant de 30/1 à 61/1.

- La fortune des 358 individus milliardaires en dollars que compte la planète est supérieure au revenu annuel cumulé des 45 % d'habitants les plus pauvres de la planète.

- Au cours des trois dernières décennies, la proportion d'individus habitant des pays ayant connu une croissance annuelle de leur revenu supérieure à 5 % a plus que doublé (passant de 12 à 27 %), mais la proportion de la population mondiale connaissant une croissance négative de ce revenu a plus que triplé, passant de 5 % à 18 %.

- L'écart de revenu par habitant entre les pays industrialisés et les pays en développement a ainsi triplé, passant de 5 700 dollars en 1960 à 15 400 dollars en 1993.

Cette polarisation croissante se reflète dans les contrastes toujours plus accusés en termes de performances régionales. La plupart des pays d'Asie, qui rassemblent

plus de la moitié de la population mondiale, ont connu une accélération parfois spectaculaire de leur revenu par habitant au cours des années quatre-vingts. Les pays de l'OCDE ont pour leur part généralement maintenu un rythme de croissance lent, mais régulier, de leur revenu par habitant. Cependant, les échecs de la croissance constituent le phénomène dominant dans quatre groupes de pays.

- En Afrique subsaharienne, les déclinés ont pour la plupart commencé à la fin des années soixante-dix. De nombreuses tentatives de réforme ont été lancées, donnant l'impulsion à une reprise, mais vingt pays de cette région sont encore en deçà de leur revenu par habitant d'il y a vingt ans.

- Plusieurs des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont amorcé une lente reprise à la fin des années quatre-vingts, mais 18 d'entre eux connaissent encore un revenu par habitant inférieur au niveau d'il y a dix ans.

- Les pays d'Europe de l'Est et de la CEI ont maintenu, dans le pire des cas, une croissance limitée pendant la majeure partie des années quatre-vingts, mais ont ensuite connu une baisse vertigineuse de leur revenu par habitant qui a en moyenne perdu un tiers par rapport aux points hauts atteints au milieu des années quatre-vingts.

- De nombreux pays arabes ont également souffert de baisses brutales de revenu au cours des années quatre-vingts, sous l'effet de la chute des cours du pétrole et d'autres revers de l'économie mondiale.

Même si une augmentation très rapide de la population explique en grande partie cette croissance négative du revenu par habitant, il est trop simple d'expliquer par ce phénomène démographique la totalité ou la plus grande partie de ce déclin du revenu. En effet, le revenu par habitant aurait diminué dans de nombreux pays même si le taux de fécondité et la croissance de la population avaient été moindres.

Partout dans le monde, il faut consacrer davantage d'attention à la structure et la qualité de la croissance pour contribuer au développement humain, à la réduction de la pauvreté et à la viabilité à long terme du développement.

Les instances décisionnaires se laissent souvent hypnotiser par l'expression de la

croissance en valeur absolue. Il leur faut se pencher davantage sur la structure et sur la qualité de cette croissance. Si les pouvoirs publics n'adoptent pas des mesures correctives en temps voulu, la croissance économique peut se trouver déséquilibrée et viciée. Des efforts déterminés sont nécessaires pour éviter que la croissance se fasse sans création d'emplois, sans égards, sans droit à la parole, sans racines culturelles et sans avenir.

- *La croissance sans création d'emplois.* C'est ce que l'on constate lorsque la croissance générale de l'économie n'améliore pas les perspectives d'emploi. En 1993, le chômage dans les pays de l'OCDE touchait en moyenne 8 % de la population active, avec des situations nationales allant de 2,5 % au Japon à 18 % et 23 % en Finlande et en Espagne, en passant par 10 % au Royaume-Uni. Dans les pays en développement, la croissance sans création d'emplois se traduit par de longues heures de travail assorties d'une très faible rémunération pour des centaines de millions de personnes occupant un emploi à faible productivité dans l'agriculture ou le secteur informel.

- *La croissance sans égards.* C'est ce qui se passe lorsque les fruits de la croissance économique vont avant tout à la frange la plus riche de la société, laissant des millions d'individus se débattre dans une pauvreté encore plus grande. Entre 1970 et 1985, le PNB mondial a certes augmenté de 40 %, mais le nombre des pauvres s'est accru de 17 %. Quelque 200 millions de personnes ont déjà vu leur revenu (par habitant) diminuer entre 1965 et 1980. Entre 1980 et 1993, cela a été le cas de plus d'un milliard d'individus.

- *La croissance sans droit à la parole.* Ce phénomène s'observe lorsque la croissance en termes économiques ne s'accompagne pas d'un progrès de la démocratie ou de la capacité des individus à choisir leur destinée. La répression politique et les régimes autoritaires font alors taire les voix dissidentes et étouffent les revendications en faveur d'une plus grande participation à la vie socio-économique.

Les décideurs débattaient naguère sur la question de savoir s'il fallait préférer la croissance économique ou bien une plus grande participation, en supposant que ces deux voies s'excluaient réciproquement. Ce débat n'a plus lieu d'être. Les individus ne veulent pas l'un ou l'autre : ils veulent les deux. Pourtant, trop nombreux sont encore ceux auxquels on refuse même les formes les plus élémentaires de la

démocratie, et nombreux sont ceux qui sont pris dans l'étau de régimes répressifs.

La croissance sans droit à la parole, c'est aussi une forme de croissance qui ne laisse aux femmes qu'un rôle mineur dans la gestion de l'économie et les responsabilités. Comme l'a montré le *Rapport mondial sur le développement humain 1995*, ignorer la dimension féminine dans le développement humain revient à mettre en danger ce développement.

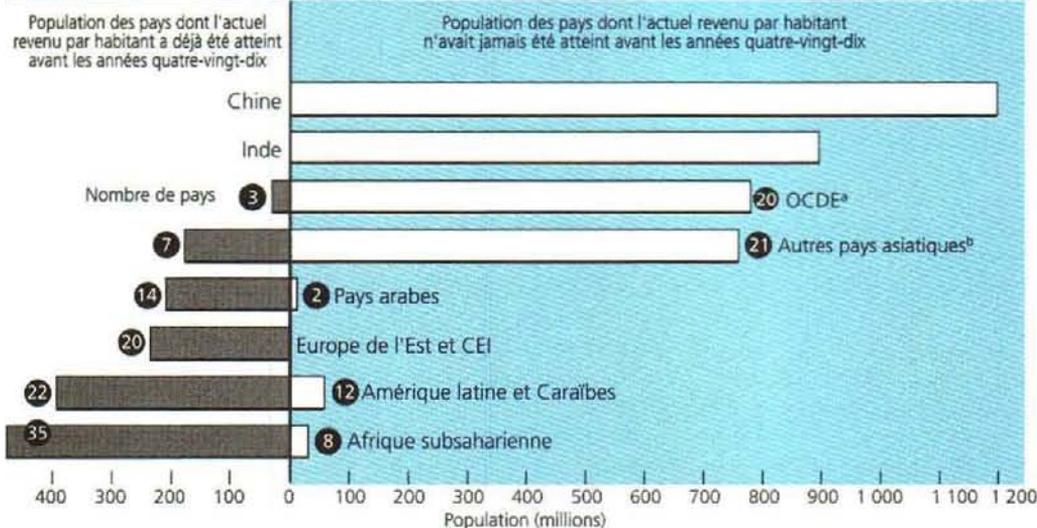
- *La croissance sans racines culturelles.* C'est ce qui se produit lorsque la croissance se traduit par la perte de l'identité culturelle ou des racines culturelles de la population. On estime à 10 000 le nombre des cultures différentes existant dans le monde. Or, un grand nombre de ces cultures sont menacées de marginalisation ou de disparition. Dans certains cas, des cultures minoritaires sont balayées par des cultures dominantes dont la puissance est amplifiée par la croissance. Ailleurs, des gouvernements imposent délibérément l'uniformité dans le cadre d'une politique de constitution d'un Etat-nation, sous la forme d'une langue nationale, par exemple. Ce phénomène peut être dangereux. La violence qui ravage l'ex-Union soviétique, ainsi que les pays issus de l'ex-Yougoslavie est un héritage tragique d'une forme de gouvernement répressive sur le plan culturel. Les pays qui ont su le mieux garder leur unité, de la Suisse à la Malaisie, sont souvent ceux qui reconnaissent la diversité des cultures qui les composent, et qui ont décentralisé leurs systèmes de prise de décision économique et politique dans le but de répondre aux aspirations de l'ensemble de leurs habitants.

- *La croissance sans avenir.* C'est ce qui risque de se produire lorsque la génération actuelle dilapide les ressources qui seront nécessaires aux générations futures. La croissance débridée et incontrôlée que connaissent de nombreux pays dévaste les forêts, pollue les cours d'eau, détruit la biodiversité et épuise les ressources naturelles.

Ces dommages et ces destructions sont en augmentation, principalement sous l'effet de la demande émanant des pays riches, d'une préservation de l'environnement défaillante dans les pays en développement et des pressions exercées par les pauvres, condamnés à s'implanter sur des terres de faible rendement dans les pays pauvres. Si les tendances passées se poursuivent, la production mondiale aura triplé aux alentours de 2030. Dans ces conditions, si des mesures sérieuses de préservation de l'environnement et de

Entre 1970 et 1985, le PNB mondial a certes augmenté de 40 %, mais le nombre des pauvres s'est accru de 17 %

La croissance est un échec pour plus d'un quart de la population mondiale



Quand les pays ayant vu leur croissance décliner ont-ils atteint pour la première fois leur niveau de revenu actuel ?

En 1960 ou avant

Arménie
Rép. centrafricaine
Tchad
Géorgie
Ghana
Haïti
Iraq
Koweït
Libéria
Madagascar
Nicaragua
Niger
Rwanda
Sénégal
Soudan
Tadjikistan
Venezuela
Zaïre
Zambie

Kiribati
Jamahiriya arabe libyenne
Mauritanie
Pérou
Sao Tomé et Príncipe
Arabie Saoudite
Sierra Leone
Somalie
Afrique du Sud
Togo

Dans les années soixante-dix

Albanie
Algérie
Argentine
Bahreïn
Brunéi Darussalam
Cameroun
Comores
Djibouti
El Salvador
Gabon
Gambie
Guatemala
Guinée-Bissau
Honduras
Iran, Rép. islamique d'

Jamaïque
Kazakhstan
Kirghizistan
Lettonie
Malawi
Mali
Mexique
Mozambique
Namibie
Nigéria
Pologne
Roumanie
Tanzanie
Trinité-et-Tobago
Turkménistan
Ukraine
Emirats arabes unis
Ouzbékistan
Vanuatu
Zimbabwe

Dans les années quatre-vingt

Azerbaïdjan
Barbade
Biélarus
Bénin
Brésil
Bulgarie
Burkina Faso
Burundi
Canada
Congo
Rép. tchèque
Rép. dominicaine
Equateur
Egypte
Ethiopie
Finlande
Hongrie
Islande
Jordanie
Kenya
Mongolie
Maroc
Myanmar
Panama
Paraguay
Philippines
Slovaquie
Suriname
Swaziland
Rep. arabe syrienne

Population des pays dont l'actuel revenu par habitant n'avait jamais été atteint avant les années quatre-vingt-dix

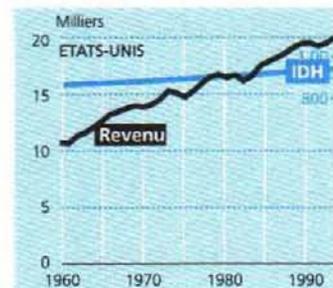
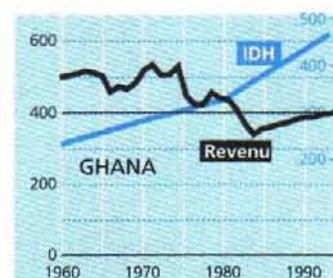
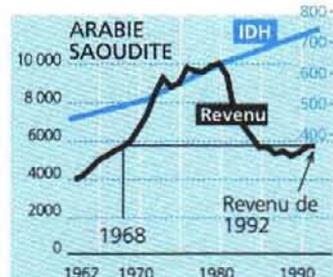
Antigua-et-Barbuda
Australie
Autriche
Bangladesh
Belgique
Belize
Botswana
Cambodge
Cap-Vert
Chili
Chine
Colombie
Costa Rica
Chypre
Danemark
Dominique

Guinée équatoriale
Fidji
France
Allemagne
Grèce
Grenade
Guinée
Hong-Kong
Inde
Indonésie
Irlande
Israël
Italie
Japon
Corée, Rép. de
Rép. dém. pop. lao

Lesotho
Luxembourg
Malaisie
Maldives
Malte
Maurice
Népal
Pays-Bas
Nouvelle-Zélande
Norvège
Oman
Pakistan
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Portugal
Saint-Kitts-et-Nevis
Sainte-Lucie

Saint-Vincent
Seychelles
Singapour
Salomon, Iles
Espagne
Sri Lanka
Suède
Suisse
Thaïlande
Tunisie
Turquie
Ouganda
Royaume-Uni
Uruguay
Etats-Unis
Viet Nam

Trente années d'évolution : revenu et développement humain



a. Pays industrialisés uniquement

b. Y compris Chypre, Israël, Malte et la Turquie

Note : Les chiffres du PIB par habitant sont indiqués en prix constants. Les données correspondent aux informations les plus récentes disponibles, c'est-à-dire 1995 pour les pays de l'OCDE et 1993 pour la plupart des autres.

Source : Pour les pays de l'OCDE, ONU 1996, pour tous les autres, Banque mondiale 1995e.

lutte contre la pollution ne sont pas mises en place rapidement, le point d'équilibre, qui permet d'assurer la viabilité à long terme de cette production, sera alors dépassé depuis longtemps.

En résumé, un développement qui perpétuerait les inégalités d'aujourd'hui ne serait pas durable et ne mériterait pas que l'on s'efforce de le faire durer.

Le développement humain continue globalement de progresser, mais de manière trop inégale.

Malgré les reculs et les difficultés économiques, les principaux indicateurs du développement humain sont en progrès dans pratiquement tous les pays en développement. De fait, ces pays progressent bien davantage sur le front du développement humain que sur celui du revenu par habitant. Ainsi, entre 1960 et 1993, l'écart Nord-Sud en termes d'espérance de vie a diminué de plus de moitié, passant de 23 à 11 ans.

Le progrès humain reste néanmoins très lent dans certaines régions. Il arrive même qu'il enregistre des reculs. Au cours des 15 dernières années, le taux de scolarisation dans le primaire a stagné en Afrique subsaharienne, dans son ensemble, et a reculé de 37 à 50 % dans 17 pays de cette région. Par ailleurs, s'il est vrai que l'indicateur composite du développement humain (IDH) s'améliore dans la plupart des régions du monde, il connaît une forte baisse en Europe de l'Est et dans les pays de la CEI.

Dans l'ensemble, sur les trois décennies considérées, les pays qui se trouvaient au départ dans la catégorie du développement humain élevé (avec un IDH supérieur à 0,800) sont parvenus à réduire leur déficit d'IDH (c'est-à-dire la différence entre la valeur les concernant et l'IDH théorique maximal, égal à 1) de près de 2,7 % par an. Pour les pays à faible développement humain, en revanche, (ceux dont l'IDH est inférieur à 0,500), le rythme de réduction de ce déficit atteint seulement 0,9 % par an. On observe donc un creusement manifeste du fossé entre pays à faible développement humain et pays à développement humain élevé.

Des pays connaissant des niveaux de revenu et des taux de croissance analogues peuvent néanmoins voir leur développement humain progresser à des rythmes très différents. Au cours des trois dernières décennies, la Tunisie et le Congo ont

ainsi enregistré une croissance similaire, à partir de niveaux comparables en termes de revenu par habitant et de développement humain. Pourtant, la Tunisie est parvenue à réduire de 60 % son déficit d'IDH, contre seulement 16 % pour le Congo.

De tels chiffres renferment un avertissement. Faute d'un retour à la croissance économique dans les pays où celle-ci est en déclin, les avancées en termes de développement humain seront de plus en plus difficiles à maintenir et les disparités présentes s'accroîtront. Au rythme actuel des progrès, il faudrait au moins un siècle pour que les pays à faible développement humain rejoignent la catégorie du développement humain élevé.

Il existe des contrastes frappants dans les relations qu'entretiennent aujourd'hui le développement humain et le revenu par habitant.

• *Le classement des pays selon l'indicateur composite du développement humain n'est pas toujours le même que celui obtenu en fonction du revenu.* En 1993, l'écart de classement (positif ou négatif) entre ces deux indicateurs était supérieur à 20 places pour quelque 37 pays, ce qui montre bien que la corrélation entre revenu et développement humain est loin d'être toujours parfaite.

• *Un développement humain élevé pour un faible niveau de revenu.* Certains pays se classent dans la catégorie du « développement humain élevé » en dépit d'un revenu par habitant modeste. C'est le cas de la Colombie et de la Thaïlande, dont le revenu par habitant est respectivement de 1 400 et 2 100 dollars.

• *Un développement humain médiocre pour un niveau de revenu élevé.* D'autres pays restent dans la partie médiane du classement selon l'indicateur du développement humain malgré l'avantage que procurent des revenus supérieurs. Il s'agit par exemple de l'Afrique du Sud et du Gabon, avec des revenus par habitant de près de 3 000 et 5 000 dollars, respectivement.

• *Des contrastes saisissants à l'échelle nationale.* Au Mexique, l'indicateur composite du développement humain de la population amérindienne est seulement de 0,700, alors qu'il atteint 0,890 pour le reste de la population.

• *Des faiblesses en termes de développement humain dans des pays de l'OCDE.* Malgré le niveau élevé de leur revenu par habi-

Un développement qui perpétuerait les inégalités d'aujourd'hui ne serait pas durable et ne mériterait pas que l'on s'efforce de le faire durer

Un développement économique dysharmonieux, qui se fait au détriment du développement humain, mène à une impasse

tant (20 000 dollars), plus de 100 millions de personnes vivent en deçà du seuil de pauvreté national dans les pays de l'OCDE. Cinq millions d'entre elles sont sans abri.

Ces indicateurs, et bien d'autres données figurant dans ce rapport, mettent en lumière les dangers de tout laxisme. Nombreux sont les décideurs qui partent du principe qu'une croissance rapide de l'économie permettra d'éradiquer la pauvreté et les carences de toutes sortes. Ils se trompent. Le défi est plus vaste et plus profond, et il exige de prêter une grande attention à une large gamme de domaines d'action. Ce rapport examine le détail des mesures nécessaires. Ses principales conclusions sont les suivantes.

Il est possible de faire progresser le développement humain à court terme, mais ces progrès ne seront pas durables sans un retour de la croissance. De la même manière, la croissance économique n'est pas durable en l'absence de développement humain.

Des améliorations en termes de développement humain sont manifestement possibles même en période de recul économique. Cependant, ces améliorations ne peuvent être durables que si elles sont étayées par la croissance économique. Dans le même temps, la croissance économique ne peut se poursuivre durablement que si elle est constamment alimentée par le développement humain. Développement humain et croissance économique doivent aller de pair, unis par des liens solides.

Les palmarès nationaux en termes de croissance économique et de développement humain au cours des trente dernières années montrent qu'aucun pays ne peut rester longtemps sur la voie d'un développement dysharmonieux, dans lequel la croissance économique n'est pas équilibrée par un progrès du développement humain, ou inversement. Un développement dysharmonieux peut durer dix ans, voire légèrement plus, mais ensuite, soit il cède la place à des augmentations rapides du revenu comme du développement humain, soit il débouche sur un ralentissement des progrès de l'un comme de l'autre. L'évolution des pays répond en général à l'un des quatre modèles suivants :

- *Croissance économique lente et développement humain rapide.* Les pays qui, au

cours d'une décennie, ont réalisé des progrès rapides en termes de développement humain, avec dans le même temps un faible rythme de croissance économique, sont soit parvenus à accélérer leur croissance au cours de la décennie suivante (comme la République de Corée dans les années soixante et la Chine ou l'Indonésie dans les années soixante-dix) ou bien sont retombés dans un schéma de faible croissance et de développement humain lent (comme le Cameroun ou la Sierra Leone au cours des années quatre-vingts, par exemple).

- *Croissance économique rapide et développement humain lent.* Un développement dysharmonieux, qui se fait au détriment du développement humain, mène à une impasse : après une dizaine d'années de croissance rapide, l'économie ne peut alors que s'essouffler (comme au Brésil et en Égypte au cours des années quatre-vingts). Aucun pays ayant connu en même temps une croissance économique rapide et un développement humain lent n'a pu maintenir durablement cette croissance ou accélérer son rythme de développement humain.

- *Croissance et développement humain se renforçant mutuellement.* Certains pays ont connu des améliorations rapides en termes de développement humain comme de revenu, sur plus de trente ans. Ces évolutions positives se renforcent alors mutuellement, sous l'effet d'un cercle vertueux.

- *Entraves réciproques de la croissance et du développement humain.* A contrario, d'autres pays n'ont enregistré que de lents progrès en termes de développement humain comme de croissance économique.

Il n'y a pas nécessairement conflit entre croissance et équité.

L'opinion traditionnelle selon laquelle la croissance économique est inévitablement, dans ses premiers stades, associée à une répartition plus inégalitaire des revenus s'est révélée fautive. On sait maintenant qu'une répartition équitable des ressources publiques et privées peut améliorer les perspectives de croissance.

L'assertion selon laquelle les fruits de la croissance iraient inévitablement, au cours des premiers stades de cette croissance, davantage aux riches qu'aux pauvres reposait sur deux arguments principaux. Le premier venait d'un lauréat du prix Nobel, Simon Kuznets, qui affirmait

que l'inégalité devait commencer par augmenter, avec le départ des travailleurs agricoles pour l'industrie, et ensuite diminuer, avec les progrès de l'industrialisation. Le second argument a été avancé par Nicholas Kaldor, qui soulignait l'importance de l'épargne. Cet économiste affirmait en effet que le seul moyen de financer la croissance consistait à canaliser ses premiers fruits vers les riches capitalistes. En effet, ayant une plus forte propension à épargner, cette catégorie de la population était la seule à même de fournir les fonds nécessaires aux investissements.

Ces hypothèses ont été invalidées par la démonstration récente qu'il existait une corrélation positive entre la croissance économique et l'égalité du revenu (représentée par la part de revenu des 60 % d'individus les plus pauvres d'un pays). Le Japon et l'Asie de l'Est ont joué un rôle pionnier dans cette forme de développement équitable. La Chine, la Malaisie et Maurice leur ont emboîté le pas plus récemment sur une voie analogue.

La découverte de cette relation positive entre équité et croissance a d'importantes conséquences pour les instances décisionnaires. Un bon développement des potentialités humaines et une bonne répartition des opportunités peuvent en effet permettre d'éviter que la croissance soit déséquilibrée et faire en sorte que ses fruits soient partagés équitablement, mais ils peuvent aussi aider à maximiser la croissance.

Dans le monde entier, les instances décisionnaires doivent se concentrer sur le renforcement des liens entre croissance économique et développement humain.

Pour s'assurer que ces liens permettent une interaction effective et efficace dans les deux sens, les décideurs doivent tout d'abord comprendre quelles sont leurs relations réciproques. Voici quelques-unes des questions les plus importantes déterminant la manière dont la croissance contribue au développement humain :

- *Équité.* Plus grande est l'égalité dans la répartition du PNB et des opportunités économiques, plus il est probable que ces facteurs économiques se traduiront par une amélioration du bien-être au sens général.
- *Opportunités d'emplois.* C'est lorsque les individus se voient proposer un travail productif et bien rémunéré que la crois-

sance économique trouve son expression véritable dans la vie des individus. Une des pistes majeures pour y parvenir consiste à mettre en place des modèles de croissance à forte intensité de main-d'œuvre.

- *Accès aux moyens de production.* Les opportunités économiques de nombreux individus sont restreintes par un accès difficile aux moyens de production : en particulier la terre, les infrastructures physiques et les crédits financiers. Dans chacun de ces domaines, l'Etat peut faire beaucoup en intervenant pour permettre à tous de participer sur un pied d'égalité.

- *Dépenses sociales.* Les pouvoirs publics locaux et nationaux peuvent influencer fortement le développement humain en canalisant une part importante des recettes publiques vers les dépenses sociales à caractère prioritaire et, en particulier, en assurant des services sociaux de base pour tous.

- *Égalité entre les sexes.* Une plus grande égalité dans les opportunités offertes aux femmes, un meilleur accès à l'enseignement, aux services d'aide sociale à l'enfance, au crédit et à l'emploi contribuent au développement humain des femmes. Ils profitent également au développement humain des autres membres de la famille et à la croissance économique. Les efforts consacrés à accroître les potentialités des femmes et à les mettre en situation de maîtriser leur destinée constituent le moyen le plus sûr de contribuer à la croissance économique et au développement dans son ensemble.

- *Politique axée sur la population.* L'enseignement, les soins gynécologiques et obstétricaux et la baisse de la mortalité infantile constituent trois moyens de faire baisser les taux de fécondité et créent ainsi les conditions d'une croissance plus lente de la population et, à long terme, d'une baisse des coûts liés à l'enseignement et à la santé.

- *Bonne gestion des affaires publiques.* Lorsque les détenteurs du pouvoir accordent la priorité aux besoins de la population toute entière et lorsque les individus sont étroitement associés aux prises de décisions à différents niveaux, les liens entre croissance économique et bien-être ne peuvent qu'en être renforcés et rendus plus durables.

- *Une société civile active.* Les organisations non gouvernementales et les organismes associatifs jouent eux aussi un rôle vital dans le progrès du développement humain. Ils suppléeront seulement les services publics en en faisant bénéficier des

Les opportunités économiques de nombreux individus sont restreintes par un accès difficile aux moyens de production

Une stratégie de croissance économique mettant l'accent sur la participation des individus et sur leur potentiel productif constitue le seul moyen de libérer ces potentialités

personnes et des groupes qui, sinon, resteraient privés de couverture. Ils jouent en outre un rôle vital dans la défense de ces groupes et personnes, via la mobilisation de l'opinion publique et l'action collective. Cette société civile aide ainsi à façonner les priorités du développement humain.

Un effort résolu en vue d'accroître les potentialités humaines par une amélioration de l'éducation, de la santé et de la nutrition peut contribuer à transformer les perspectives de croissance économique, en particulier dans les pays à faible développement humain et à bas revenus. Selon une étude de la Banque mondiale portant sur 192 pays, seuls 16 % de la croissance s'expliquent par la disponibilité de capital physique (machines, bâtiments et infrastructures) et 20 % par les ressources naturelles. En revanche, la part du capital social ne représente pas moins de 64 % des facteurs de la croissance. Une analyse approfondie de l'expérience passée des dragons est-asiatiques et du Japon aboutit à des conclusions analogues.

De nouvelles approches sont nécessaires pour accroître et améliorer les opportunités d'emplois, afin de permettre aux individus de participer à la croissance et de profiter de ses fruits.

En l'absence de croissance, il est difficile de créer des emplois et d'augmenter les salaires, et la croissance économique a normalement pour effet d'accroître les opportunités d'emplois. Mais encore une fois, ce processus n'est pas automatique. Le monde a récemment connu plusieurs périodes de « croissance sans création d'emplois ». Et même lorsque des emplois sont créés, ils ne correspondent pas aux aspirations des individus concernant la sécurité de l'emploi et la recherche d'un travail correctement rémunéré ou créatif. Ces emplois laissent aussi de côté des pans entiers de la société, notamment les femmes, les jeunes adultes, les non-diplômés et les personnes non qualifiées, ainsi que les handicapés.

Il n'est pas possible de tisser une relation étroite entre la croissance économique et l'emploi en l'absence de stratégies de croissance spécifiquement créatrices d'emplois. L'expérience des économies asiatiques en croissance rapide - Hong-Kong, République de Corée,

Singapour et (la province chinoise de) Taïwan - montre comment une croissance soutenue et durable peut permettre d'accroître l'emploi (de 2 à 6 % par an), de faire baisser le chômage (à moins de 2,5 %) et d'augmenter la productivité et les salaires. Ces avancées se sont à leur tour traduites par une réduction des inégalités et de la pauvreté. Ce sont les petites exploitations agricoles qui ont servi de moteur à cette croissance dans la province chinoise de Taïwan, et les industries de transformation à forte intensité de main-d'oeuvre et orientées vers l'exportation à Hong-Kong, en République de Corée et à Singapour.

L'expérience latino-américaine est très différente. Pendant les années soixante et soixante-dix, la croissance annuelle du revenu par habitant était en moyenne supérieure à 4 % au Brésil, à 3,5 % au Mexique et à 2,5 % au Costa Rica. Pour autant, cette croissance soutenue n'a pas été accompagnée par la création d'un nombre d'emplois suffisant pour absorber l'augmentation de la population active, ou par des augmentations de la productivité du travail. Les gains de productivité de cette zone géographique au cours des trois dernières décennies n'ont ainsi atteint que 0,5 % par an, soit un huitième de ceux enregistrés par les dragons asiatiques (4 %). La croissance se concentrait par ailleurs dans des activités à forte intensité capitaliste - les mines et les industries de substitution aux importations. L'emploi enregistrerait certes une certaine croissance, mais c'était principalement dans les services et sans accroissement substantiel de la productivité.

Une stratégie de croissance économique mettant l'accent sur la participation des individus et sur leur potentiel productif constitue le seul moyen de libérer ces potentialités. Même si la plus grande partie des mesures à cet égard doivent être mises en oeuvre au niveau national, il est de plus en plus évident que de nouvelles actions internationales sont également nécessaires pour encourager et soutenir les stratégies nationales de création d'emplois et de développement humain.

Voici quelques précisions :

- *Un engagement politique en faveur du plein emploi.* Les pays qui réussissent le mieux sur le front de l'emploi sont généralement ceux qui ont délibérément choisi de s'attaquer à ce problème spécifique. Plutôt que de partir du principe que les créations d'emplois auraient lieu par génération spontanée, ils ont explicitement

hissé l'emploi au rang d'objectif clé de leur politique.

- *L'élargissement des potentialités humaines.* Les économies à faible taux de chômage sont généralement celles qui investissent fortement dans l'élargissement des potentialités humaines, et en particulier dans l'enseignement, la santé et les qualifications. Ce sont aussi celles qui améliorent constamment les qualifications techniques de leur main-d'oeuvre, afin de lui permettre de s'adapter à un environnement international en mutation rapide. La République de Corée investit 160 dollars par an et par habitant dans la santé et l'enseignement. La Malaisie y consacre quant à elle 150 dollars. *A contrario*, ces investissements ne représentent que 14 dollars en Inde, 10 dollars au Pakistan et 5 dollars au Bangladesh.

- *Renforcer les activités des petits producteurs et du secteur informel.* Dans de nombreux pays, ces formes de production ont fait la preuve de leur aptitude à créer des emplois et des revenus pour des millions de personnes, tout en fournissant une large gamme de produits et de services de base nécessaires à la vie quotidienne. Ces activités doivent être encouragées et soutenues, et non pas freinées. Certains pays ont accru leurs opportunités d'emplois, et en particulier d'emplois non salariés, en améliorant l'accès au crédit. Il existe à cet égard de nombreux exemples encourageants parmi les petits exploitants agricoles, les micro-entreprises et les communautés pauvres et marginalisées. Enfin, les services de vulgarisation, entre autres mécanismes permettant aux petits producteurs un accès meilleur et plus rapide à la technologie et à l'information, peuvent souvent faire une différence décisive dans ces domaines.

- *Un accès plus large et plus égalitaire à la terre.* De nombreuses études montrent que les petits exploitants agricoles réalisent des rendements à l'hectare plus importants que les gros exploitants. Dans ces conditions, une amélioration de l'accès à la terre peut permettre d'accroître la productivité, l'emploi et la croissance tout en réduisant les contraintes dues à la rareté des ressources.

- *La recherche et le développement.* Un autre élément essentiel du succès des stratégies en faveur de l'emploi revêt la forme d'un investissement massif dans la recherche et le développement consacrés aux technologies à forte intensité de main-d'oeuvre, et notamment à l'adaptation aux besoins locaux de technologies étrangères à forte intensité capitaliste.

De nouveaux modèles de croissance devront être élaborés et mis en oeuvre pendant de nombreuses années afin d'empêcher que surviennent des déséquilibres et des inégalités encore plus marqués dans l'économie mondiale.

Les déséquilibres affectant les tendances de la croissance économique depuis 15 ans sont suffisamment connus. Mais permettre à ces tendances de se poursuivre jusque dans le XXI^e siècle conduirait à un monde aux excès gargantuesques et aux inégalités humaines et économiques ubuesques.

- Ainsi, la pauvreté s'aggraverait en Afrique subsaharienne et dans des pays les moins avancés d'autres régions du monde, avec un revenu par habitant qui tomberait à 325 dollars en 2030.

- Dans le même temps, le revenu par habitant atteindrait pratiquement 40 000 dollars dans les pays de l'OCDE.

- L'Asie de l'Est atteindrait certes les mêmes niveaux de revenu que les pays de l'OCDE en l'espace de 15 à 25 ans, mais il faudrait une cinquantaine d'années à la Chine pour faire de même, et au moins un siècle à l'Inde.

Ces scénarios ne prétendent nullement au statut de prévisions. Ils donnent simplement une idée de ce qui se produirait si rien ne changeait dans les tendances actuelles, afin de souligner le besoin d'actions volontaristes à l'échelon national comme à l'échelon international. On se préoccupe aujourd'hui beaucoup des rythmes rapides d'accroissement de la population. Or, les déséquilibres qui affectent la croissance de la consommation et l'utilisation des ressources sont bien plus importants et évoluent bien plus rapidement. Ils méritent donc une attention tout aussi grande.

Il importe de développer de nouveaux mécanismes pour aider les personnes faibles et vulnérables à saisir les chances qu'offre la nouvelle économie mondiale tout en les protégeant contre les menaces de marginalisation.

La mondialisation est l'une des évolutions les plus spectaculaires de ces dernières années. Entre 1965 et 1990, le volume du commerce mondial de marchandises a triplé et les échanges mondiaux de services

Permettre à ces tendances de se poursuivre conduirait à un monde aux excès gargantuesques et aux inégalités humaines et économiques ubuesques

Tous les pays
les moins
avancés ont
besoin
d'atteindre un
rythme de
croissance
économique
d'au moins
3 % par
habitant et par
an

ont été multipliés par plus de quatorze. Parallèlement, les flux financiers internationaux ont atteint des dimensions qui défient l'imagination. Plus de 1 000 milliards de dollars changent de pays toutes les 24 heures, dans une quête effrénée du rendement maximal. Ces flux de capitaux n'offrent pas seulement des possibilités sans précédent de profit (et de pertes...). Ils ouvrent également le monde au fonctionnement d'un marché financier planétaire qui prive même les pays les plus puissants d'une grande part de leur autonomie en termes de taux d'intérêt, de taux de change et d'autres aspects de la politique financière.

De nombreux pays en développement ont saisi l'occasion de la mondialisation. Ceux qui allient des bas niveaux de salaire à d'importantes compétences technologiques surclassent aujourd'hui des pays mieux établis sur la scène économique mondiale. En dix ans à peine, l'Inde a su développer son industrie de conception de logiciels dont la capitale se trouve à Bangalore, désormais surnommée *Silicon Bangalore*, jusqu'à devenir le deuxième exportateur mondial de produits logiciels. D'autres pays en développement ont besoin d'échapper à leur triste situation de dépendance vis-à-vis de l'exportation de produits primaires à faible valeur en conjuguant leurs ressources naturelles et leur capital humain. Au cours du XXI^e siècle, les avancées rapides de la technologie et des communications pourraient permettre aux pays pauvres de franchir d'une seule enjambée l'espace de développement que d'autres ont mis plusieurs dizaines d'années à parcourir mais ce sera seulement le cas des pays qui auront su maîtriser les compétences nouvelles et s'inscrire dans un contexte concurrentiel.

La mondialisation profite souvent à la croissance dans les pays forts, mais elle laisse en même temps de côté les pays faibles. Entre 1960 et 1990, les pays les plus pauvres, dans lesquels vivent 20 % des êtres humains, ont vu leur part dans les échanges mondiaux passer de 4 % à moins de 1 %. En outre, ces pays ne reçoivent que 0,2 % des prêts commerciaux accordés à l'échelle mondiale. Entre 1970 et 1994, les flux d'investissements privés destinés aux pays en développement sont certes passés de 5 à 173 milliards de dollars, mais les trois quarts sont allés à à peine dix pays, situés pour la plupart en Asie de l'Est et du Sud-Est et en Amérique latine. Les autres régions, en particulier l'Afrique subsaharienne, font figure de laissées-pour-compte.

Le programme destiné à promouvoir ces nouveaux modèles de croissance au service du développement humain doit comprendre quatre priorités :

Tout d'abord, trois groupes de pays ont besoin d'une accélération de leur croissance économique, en particulier après les reculs enregistrés pendant les années quatre-vingts.

- *Les pays à faible développement humain.* Ces pays, qui regroupent près de deux milliards d'êtres humains, doivent accélérer leur rythme de développement humain grâce à une croissance économique rapide. Au cœur de cette stratégie doit se trouver une amélioration massive de l'enseignement et de la santé, en particulier là où la moitié de la population n'a pas accès à ces services les plus élémentaires. Chacun de ces pays doit repenser sa politique sociale et économique en accordant une plus grande priorité au développement humain, à la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté. La plupart des pays de cette catégorie auront aussi besoin d'une nouvelle forme d'engagement international à long terme, avec des allègements de la dette, une aide financière accrue et mieux ciblée et des mesures favorisant l'ouverture des marchés d'exportation et le passage à une croissance économique soutenue. Tous les pays les moins avancés ont besoin d'atteindre un rythme de croissance économique d'au moins 3 % par habitant et par an, et ce rythme de croissance doit être supérieur dans les pays où le revenu par habitant est encore inférieur aux niveaux d'il y a dix ans ou plus.

- *Les anciens pays socialistes, aujourd'hui en transition.* Ces pays ont vu leur revenu par habitant diminuer d'environ un tiers depuis 1990. Ils doivent relancer leur croissance et assurer la pérennité de celle-ci sur plusieurs dizaines d'années. Des réformes de politique intérieure, soutenues par des prêts et d'autres formes d'aide internationale dans les secteurs économique et social, peuvent les y aider et mettre fin à la chute libre que connaissent nombre de ces économies.

- *La plage intermédiaire des pays en développement.* La plupart des pays d'Amérique latine, du Proche-Orient et d'Afrique du Nord, ainsi que d'Asie du Sud et du Sud-Est ont besoin d'une accélération de leur croissance pour soutenir leur développement humain.

Ensuite, dans deux groupes de pays, la priorité consiste à améliorer la qualité de la croissance et à assurer la pérennité plutôt que l'augmentation du rythme de croissance.

- *Les pays en développement à croissance rapide.* Pour la Chine et les pays de l'Est et du Sud-Est asiatique, le défi n'est pas tant d'accélérer encore le rythme de la croissance que d'assurer la durabilité de cette croissance et d'accorder une attention encore accrue à la lutte contre la pauvreté, ainsi qu'au développement humain.

- *Les pays de l'OCDE.* Avec des revenus très élevés et des taux de croissance moyens avoisinant 2 % par habitant au cours des années quatre-vingts, les pays de l'OCDE sont confrontés à un autre défi : adopter de nouvelles approches de l'emploi, de l'équité et des modes de vie qui soient compatibles avec une croissance régulière. Un autre aspect de ce défi consiste à soutenir les soins de santé, les retraites et les autres formes de prestations sociales - à l'attention des enfants, des pauvres en âge de travailler et du nombre croissant de personnes ayant passé l'âge du départ en retraite.

Les limites qui freinent la croissance et la consommation matérielle deviendront de plus en plus évidentes à mesure que les pays du monde verront leur niveau de revenu augmenter. Cependant, il n'y a pas de limites à la créativité humaine, pas plus qu'à la compassion ou à l'esprit humain.

En troisième lieu, des actions d'ampleur mondiale sont nécessaires pour soutenir les efforts nationaux visant à accroître les opportunités d'emplois.

Les pays en développement comme les pays industrialisés ont besoin d'un soutien international pour voir leurs efforts en faveur du plein-emploi couronnés de succès. De nouvelles formes d'actions et d'initiatives internationales sont nécessaires. Et c'est aux Nations unies et aux organisations issues de la conférence de Bretton-Woods de les définir en commun. Le *Rapport mondial sur le développement humain* de cette année formule les recommandations suivantes :

- De nouvelles mesures destinées à soutenir les pays cherchant à inverser les tendances à la perte d'emplois, avec notamment un système plus efficace d'allègement des dettes multilatérales et bilatérales, une réforme de l'aide au développement soutenue par la fourniture de ressources à des conditions préférentielles et un meilleur accès aux marchés d'exportation qui passera souvent par l'octroi de préférences commerciales.

- La mise en place d'une commission mondiale, chargée d'étudier et de proposer des mesures internationales en faveur

des politiques et des mesures nationales destinées à assurer le plein-emploi.

Enfin, il convient de créer un dispositif de protection à l'échelle mondiale, qui permettra de faire passer tous les pays à faible développement humain dans la catégorie du développement humain moyen au cours des dix prochaines années.

Des efforts nationaux et internationaux en faveur du développement humain se poursuivent certes depuis de nombreuses années, mais les politiques visant à soutenir ce développement humain par la croissance économique et des transferts de ressources se soldent trop souvent par des échecs. Il importe que tous les pays à faible développement humain passent au moins dans la sphère du développement humain moyen au cours des dix prochaines années. Cet objectif doit devenir une priorité internationale majeure. Ces efforts devront mettre en place les bases qui permettront d'accélérer la croissance, de réduire la pauvreté et de parvenir à un développement plus équitable au cours du XXI^e siècle.

- Un système de suivi et d'information performant sur la situation des pays les plus pauvres et les moins avancés. Ce système devra rester en fonction au moins jusqu'à ce qu'un rythme rapide de croissance du développement humain et des revenus soit atteint.

- Un soutien sérieux et soutenu à chacun des pays les moins avancés ayant formé des plans en faveur d'un développement humain large et solide.

Bien souvent, ces efforts doivent s'accompagner d'une refonte totale de la gestion de l'économie de ces pays. Mais ce n'est pas toujours le cas. Bon nombre des pays les plus pauvres et les plus vulnérables ont déjà adopté des mesures de grande envergure en vue de réformer et de restructurer leur économie. Cependant, leurs efforts n'ont parfois été récompensés que par une modeste croissance.

C'est donc aux pays plus riches qu'il incombe d'accroître leur soutien à ces pays, au moyen d'un dispositif de protection international qui pourrait, par exemple, prendre la forme de conventions entre pays riches et pauvres. Les pays pauvres peuvent démontrer leur disposition à investir dans leur population et dans leur économie. Les pays riches peuvent, quant à eux, proposer un ensemble de ressources (sous forme d'aides, d'allègements de dettes et d'avantages commerciaux) suffisant pour produire un rythme de croissance respectable et pour offrir des

Il importe que tous les pays à faible développement humain passent au moins dans la sphère du développement moyen au cours des dix prochaines années

services sociaux de base à tous. Cela renforcera les liens entre croissance économique et développement humain, à l'échelle nationale et internationale.

• • •

Dans une économie mondiale en mutation rapide, il n'existe pas de réponses simples, de solutions toutes faites. Et comme ce rapport le montre de manière détaillée, l'inertie n'est pas une solution. La croissance économique est censée déboucher sur un élargissement des choix offerts à tous au lieu d'une situation dans laquelle la plupart des individus auraient

un nombre limité de possibilités tandis qu'un petit nombre jouiraient d'un large éventail de choix. Cependant, on ne peut jamais se contenter d'attendre que la croissance finisse par arriver d'elle-même jusqu'aux pauvres. Le développement humain et la réduction de la pauvreté doivent donc être placés tout au début de l'agenda politique et économique. Et même là où des liens ont été établis laborieusement entre croissance économique et développement humain, ils doivent être protégés contre les changements trouvant leur origine dans le pouvoir politique ou les forces du marché, qui risqueraient de les balayer comme des fétus de paille.



Tendances de la croissance et du développement humain

Le palmarès de la croissance économique au cours de la dernière décennie est sans équivalent. Il reflète aussi bien les performances spectaculaires de certains pays et régions que la stagnation ou le déclin sans précédent de certains autres. Près d'un milliard et demi d'individus, soit plus d'un quart de la population mondiale, principalement concentrés en Asie de l'Est, ont vu leur revenu augmenter de plus de 7 % par an au cours des années quatre-vingts, ce qui constitue un record absolu dans l'histoire du monde. *A contrario*, un milliard de personnes, soit près d'un cinquième de la population du globe, ont souffert d'une baisse de leur revenu : le revenu par habitant a régressé dans près de 70 pays sur une période d'au moins dix ans. La plupart de ces pays se classent parmi les pays les moins avancés (PMA) et sont situés en Afrique subsaharienne. **Contraste de deux mondes...**

Le niveau de développement humain augmente dans l'ensemble des pays considérés. Reflet de ces avancées au cours des trois dernières décennies, le nombre d'individus vivant dans des pays à niveau élevé de développement humain est passé de 429 millions à 1,2 milliard et le nombre de ceux vivant dans des pays à faible développement humain a régressé de 1,9 à 1,7 milliard. L'espérance de vie a pratiquement atteint 70 ans en Asie de l'Est et le taux d'alphabétisation des adultes avoisine les 85 % en Amérique latine. Parallèlement, la plupart des PMA ne parviennent pas à quitter la catégorie du faible développement humain, définie selon l'indicateur composite du développement humain (voir la définition de l'IDH, pp. 32-34). L'IDH de ces pays atteint à peine plus d'un tiers de celui des pays à développement humain élevé. Là aussi, deux mondes s'opposent.

Dans la perspective du développement humain, la croissance économique n'est pas une fin en soi. C'est un moyen pour élargir les capacités de choix des indivi-

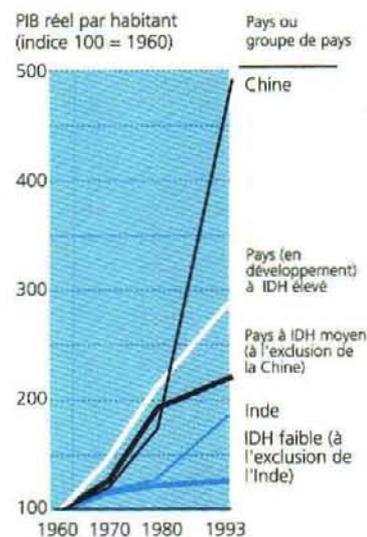
us. C'est pourquoi il faut la juger à la lumière de son impact sur les personnes. Combien bénéficient d'une croissance de leur revenu ? Les disparités de revenu entre différents groupes humains ont-elles tendance à s'estomper ? Que signifie la croissance pour les pauvres ?

Des performances spectaculaires et des désastres en termes de croissance

Au cours des trois dernières décennies, les pays à développement humain élevé - mesuré en termes d'IDH - ont connu une forte croissance économique et une nette augmentation des revenus (diagramme 1.1 et tableaux et diagrammes, pages 16 et 17). Cependant, la croissance de ce groupe a vu son rythme se ralentir dans les années quatre-vingts, notamment parce que l'accélération de la croissance dans certains pays en développement a été contrebalancée par un essoufflement dans les pays industrialisés, qui dominent la catégorie du développement humain élevé. En dépit d'un démarrage modeste dans les années soixante, le groupe des pays à développement humain moyen a lui aussi connu une forte croissance, en particulier du fait des résultats spectaculaires de la Chine.

En revanche, les pays à faible développement humain (compte non tenu de l'Inde) n'ont même pas vu leur revenu par habitant augmenter de plus de 1,5 % par an au cours des 33 dernières années. En outre, toujours à l'exception de l'Inde, dont les bonnes performances expliquent la pointe de 2,3 % atteinte dans les années quatre-vingts par cette catégorie de pays, le taux de croissance de ces pays n'est que 0,4 % par an entre 1981 et 1990. Sur les 48 pays appartenant au groupe du faible développement humain en 1993, 30 ont enregistré un recul de leur revenu par habitant au cours des années quatre-vingts.

DIAGRAMME 1.1
Croissance du revenu et développement humain



Source : Bureau du Rapport mondial sur le développement humain.

C'est sur la longue durée que l'association entre croissance économique et développement humain devient manifeste (encadré 1.1). Le nexus croissance-développement humain pose deux questions

fondamentales aux décideurs. Tout d'abord, une association étroite entre croissance économique et développement humain implique-t-elle nécessairement une relation causale entre ces deux entités ? Ensuite, les individus profitent toujours des fruits de la croissance ? La réponse à ces deux interrogations, examinées en détail au chapitre 3, est négative.

ENCADRE 1.1

L'évolution de la croissance économique et du développement humain à long terme

Entre 1850 et 1960, la production mondiale a été multipliée par plus de onze, et sa valeur, exprimée en dollars de 1993, est passée de 611 milliards à 6 936 milliards. Dans le même temps, la population mondiale a plus que doublé, passant de 1,2 milliards à 3 milliards d'habitants. Le résultat net : un revenu par habitant multiplié par près de cinq.

- Les biens et services produits dans les pays industrialisés, principalement en Europe et en Amérique du Nord, ont vu leur volume multiplié par près de trente, et leur valeur passer de 212 milliards à 6 103 milliards de dollars. Dans le même temps, la population totale dans ces pays est passée de 300 à 850 millions d'habitants.

- Entre 1850 et 1960, les pays non industrialisés ont vu leur population multipliée par 2,5 (de 870 millions à 2,2 milliards d'habitants). Mais leur revenu total a seulement doublé, passant de 399 milliards à 833 milliards de dollars (de 1993). Leur part dans la production mondiale, qui était de 65 % en 1850, est ainsi tombée à 12 % en 1960.

Le taux de croissance à long terme dans les pays industrialisés a connu de fortes variations (voir tableau encadré 1.1). Pendant une longue période, le Japon et la Suède ont bénéficié d'un taux de croissance du revenu par habitant plus élevé que n'importe quel autre pays

industrialisé. Ces deux pays ont également fortement investi dans le capital humain et, dès avant 1900, ils avaient atteint des taux élevés d'alphabétisation et de scolarisation.

Au cours des trois dernières décennies, la croissance économique a pris un tour spectaculaire dans les pays en développement. Supérieur à 7 % pendant les années 1970 et 1980, le taux moyen de croissance annuel du revenu par habitant en Asie de l'Est constitue le miracle du développement le plus long et le plus ample du XX^e siècle, et peut-être même de toute l'histoire.

En trente ans, les pays en développement ont réalisé dans le domaine du développement humain des progrès qui avaient demandé plus d'un siècle aux pays industrialisés. Des centaines de millions de personnes ont vu leur niveau de vie s'élever. L'enseignement de base et l'alphabétisation se sont largement répandus, parallèlement aux progrès des moyens de communication de masse. Les taux de mortalité des nourrissons, des enfants et des femmes ont baissé. L'accès à l'eau potable et à l'assainissement s'est largement accru. Le fossé entre hommes et femmes en matière de potentialités humaines élémentaires s'est considérablement rétréci, même si des différences importantes entre les opportunités dont disposent les deux sexes demeurent.

Source : Patel, Ahuja-Patel et Patel, 1995.

TABLEAU ENCADRÉ 1.1

Croissance sur la longue durée dans les pays industrialisés (croissance annuelle, en pourcentage)

Pays	Période	Revenu	Population	Revenu par habitant
Grande-Bretagne	1785-1965	2,2	1,0	1,2
France	1835-1965	2,0	0,3	1,7
Etats-Unis	1838-1965	3,6	2,0	1,6
Allemagne	1854-1965	2,7	1,1	1,7
Suède	1865-1965	3,2	0,6	2,6
Danemark	1867-1965	2,9	1,0	1,9
Norvège	1867-1965	2,8	0,8	2,0
Canada	1872-1965	3,5	1,8	1,7
Japon	1876-1965	4,0	1,1	2,9

Source : Ito, 1992.

Croissance du revenu par habitant : panorama régional

Entre 1960 et 1993, le revenu mondial est passé de 4 000 à 23 000 milliards de dollars et le revenu par habitant à l'échelle du globe a plus que triplé. Sur la même période, le groupe des pays en développement a connu une croissance annuelle de son revenu par habitant de 3,5 %. Cependant, parmi les régions en développement, l'Asie de l'Est et du Sud-Est sont loin devant les autres, tandis que l'Asie du Sud peine à suivre le peloton. La lanterne rouge est l'Afrique subsaharienne, dont le revenu par habitant n'a cessé de baisser depuis le début des années quatre-vingts.

Combien d'individus vivent dans des pays enregistrant une croissance satisfaisante de leur revenu par habitant ? En se fondant sur une croissance annuelle du revenu par habitant de 3 % (multiplication du revenu par deux en l'espace d'une génération), la proportion mondiale des hommes et des femmes bénéficiant d'une croissance satisfaisante est passée de 54 à 37 % entre les périodes 1965-80 et 1980-93. La proportion d'individus habitant des pays ayant une croissance annuelle supérieure à 5 % a plus que doublé (passant de 12 à 27 %), mais la proportion de la population mondiale connaissant une croissance négative a pour sa part plus que triplé, passant de 6 % à 18 %. La polarisation est incontestable (diagramme 1.2).

Ce phénomène est encore plus flagrant dans les pays dont le revenu est en diminution. Entre les périodes 1965-80 et 1980-93, le nombre de personnes vivant dans des pays à croissance négative est passé de 200 millions à près d'un milliard. Dans ce groupe de près de 70 pays, 27 sont des PMA.

Les trois quarts des pays de cette catégorie - avec plus de 400 millions d'habitants sur 550 millions - ont enregistré une croissance négative au cours des années quatre-vingts. Leur revenu moyen par habitant est ainsi tombé de 229 dollars (de

1993) en 1980 à 210 dollars en 1993. Sur les 48 pays appartenant au groupe des PMA, 39 se trouvent dans la catégorie du faible développement humain. Avec 0,331, la valeur moyenne de leur IDH ne représente même pas les trois cinquièmes de la valeur de cet indicateur pour l'ensemble du monde en développement (0,563).

Malgré un revenu moyen par habitant de 20 000 dollars, tout n'est pas non plus au mieux dans les pays de l'OCDE. Plus de 100 millions de personnes y vivent en effet en deçà du seuil de pauvreté officiel, et ce nombre est même en augmentation dans certains pays, les Etats-Unis ou le Royaume-Uni, par exemple. On recense dans ce groupe près de 30 millions de chômeurs et pas moins de 5 millions de sans-abri. L'incidence des délits liés aux stupéfiants est de 200 pour 100 000 individus. Enfin, les systèmes de santé et de protection sociale des pays de l'OCDE sont soumis à de fortes pressions financières, mais aussi politiques, sous l'effet du vieillissement des populations.

Dans la plupart des pays d'Europe de l'Est et de la CEI, la croissance a tourné court, et ce, bien que ce groupe ait vu son revenu par habitant augmenter de plus de 5 % par an entre 1960 et 1980. Au terme de cette période, ce rythme de croissance est tombé à 1,3 %. Puis, dans le sillage des changements politico-économiques de la fin des années quatre-vingts, leur revenu par habitant a baissé de plus de 11 % par an de 1990 à 1993, tandis que le PIB total de ces pays diminuait d'un tiers. Cette érosion spectaculaire du pouvoir d'achat des habitants d'Europe de l'Est et des pays de la CEI a remis en cause une large part des progrès précédemment réalisés en termes de développement humain.

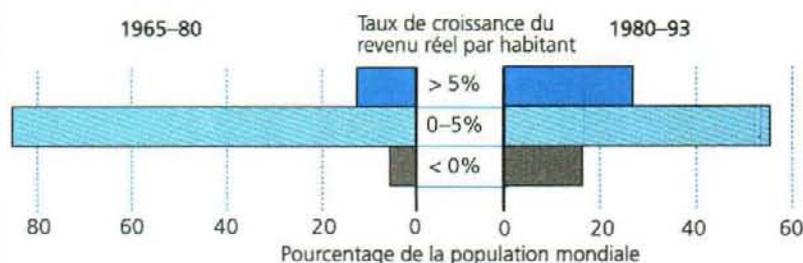
Répartition des revenus à l'échelle internationale

La plus grosse part de la production mondiale est assurée par les pays industrialisés. Sur les 23 000 milliards de dollars que représentait le PIB mondial en 1993, quelque 18 000 milliards provenaient de ces pays, contre seulement 5 000 milliards pour les pays en développement, alors que ces derniers hébergent pratiquement 80 % de la population de la planète.

Au cours des trois dernières décennies, la croissance mondiale des revenus s'est répartie de façon très inégale et les disparités s'aggravent aujourd'hui. Comparons

DIAGRAMME 1.2

Combien d'habitants, combien de croissance du revenu : un monde polarisé



Source : Bureau du Rapport mondial sur le développement humain.

par exemple la part relative du revenu mondial détenue par les 20 % les plus riches et celle détenue par les 20 % les plus pauvres. Entre 1960 et 1991, la part de revenu des premiers est passée de 70 à 85 %, alors que celle des seconds reculait de 2,3 à 1,4 %. Le rapport des 20 % les plus riches aux 20 % les plus pauvres, qui était initialement de 30/1, a ainsi atteint 61/1. A l'exception du quintile le plus riche, tous les pays du globe ont vu leur part du revenu diminuer, de sorte qu'en 1991 plus de 85 % de la population mondiale ne recevaient que 15 % du revenu total. Nouvelle confirmation d'un monde toujours plus fortement polarisé.

Une méthode efficace de comparaison des revenus à l'échelle internationale consiste à se pencher sur les 20 % les plus pauvres dans chaque pays. Ainsi, le revenu moyen au Japon est 36 fois plus élevé que celui de la Tanzanie, mais le revenu par

TABLEAU 1.1

Revenu moyen des 20 % d'habitants les plus pauvres, 1993 (PPA)

Pays	Revenu moyen par habitant	Revenu par habitant des 20 % les plus pauvres
Etats-Unis	24 240	5 814
Japon	20 850	9 070
Pays-Bas	17 330	7 105
Royaume-Uni	17 210	3 958
Corée, Rép. de	9 630	3 563
Chili	8 400	1 386
Hongrie	6 050	3 297
Brésil	5 370	564
Guatemala	3 350	352
Indonésie	3 150	1 370
Nigéria	1 400	357
Inde	1 220	537
Bangladesh	1 290	613
Népal	1 020	464
Guinée-Bissau	840	88
Tanzanie	580	70

Source : Basu 1995.

TABLEAU 1.2

Croissance moyenne annuelle du revenu réel par habitant, par catégorie de développement humain, 1960-93 (pourcentage)

Pays ou groupe de pays	1960-70	1970-80	1980-93
Développement humain élevé	4,3	2,8	1,5
Sans les pays industrialisés	3,9	3,7	2,5
Développement humain moyen (sans la Chine)	2,5	4,1	1,1
Chine	1,8	9,1	8,1
Faible développement humain (sans l'Inde)	1,5	0,7	0,2
Inde	1,6	0,8	3,1
Monde			

TABLEAU 1.3

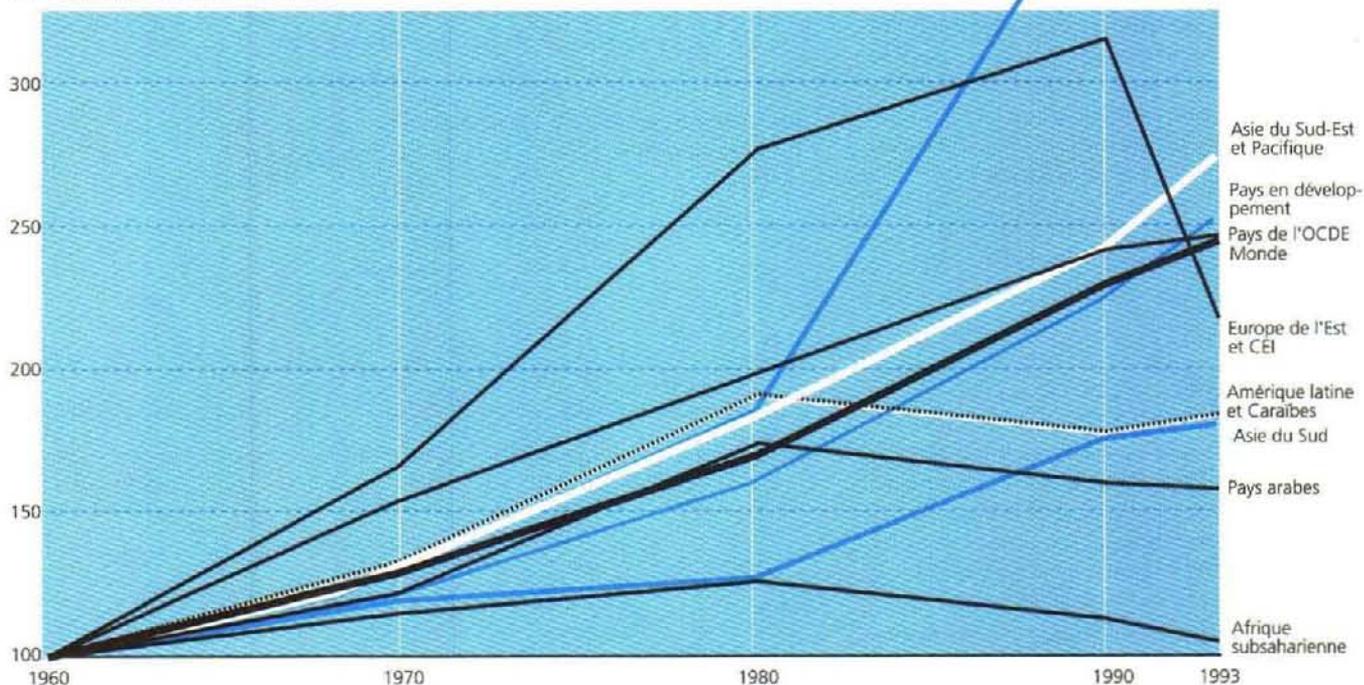
Croissance annuelle moyenne du revenu réel par habitant et par région, 1960-93 (pourcentage)

Région ou groupe de pays	1960-70	1970-80	1980-90	1990-93
Monde	2,6	2,8	3,0	2,4
Pays industrialisés	4,6	2,9	1,9	-3,1
OCDE	4,3	2,6	2,0	1,0
Europe de l'Est et CEI	5,2	5,2	1,3	-11,5
Pays en développement	2,0	2,8	3,5	4,3
Pays arabes	2,0	3,6	-0,8	-1,3
Asie de l'Est	2,0	4,3	7,2	10,6
Amérique latine et Caraïbes	2,9	3,7	-0,7	1,0
Asie du Sud	1,8	0,7	3,3	1,2
Asie du Sud-Est et Pacifique	2,1	4,1	2,8	4,1
Afrique subsaharienne	1,4	0,9	-1,0	-1,2
Pays les moins avancés	0,8	-0,1	-0,1	-1,0

DIAGRAMME 1.3

Croissance des revenus à l'échelle régionale : des progrès spectaculaires et des reculs funestes

PIB réel par habitant (indice 100 = 1960)



Source : Calculs réalisés par le Bureau du Rapport mondial sur le développement humain d'après des données figurant dans Banque mondiale 1995c, 1995f, 1995g.

TABLEAU 1.4
Progrès mondiaux et régionaux dans l'IDH, 1960-93

Région ou groupe de pays	IDH 1960	IDH 1970	IDH 1980	IDH 1993
Monde	0,392	0,459	0,518	0,746
Pays industrialisés	0,798	0,859	0,889	0,909
OCDE	0,802	0,862	0,890	0,910
Europe de l'Est et CEI	0,625	0,705	0,838	0,773
Pays en développement	0,260	0,347	0,428	0,563
Pays arabess	0,228	0,295	0,410	0,633
Asie de l'Est	0,255	0,379	0,484	0,633
Amérique latine et Caraïbes	0,465	0,566	0,679	0,824
Asie du Sud	0,206	0,254	0,298	0,444
Asie du Sud-Est et Pacifique	0,284	0,372	0,469	0,646
Afrique subsaharienne	0,201	0,257	0,312	0,379
Pays les moins avancés	0,161	0,205	0,245	0,331

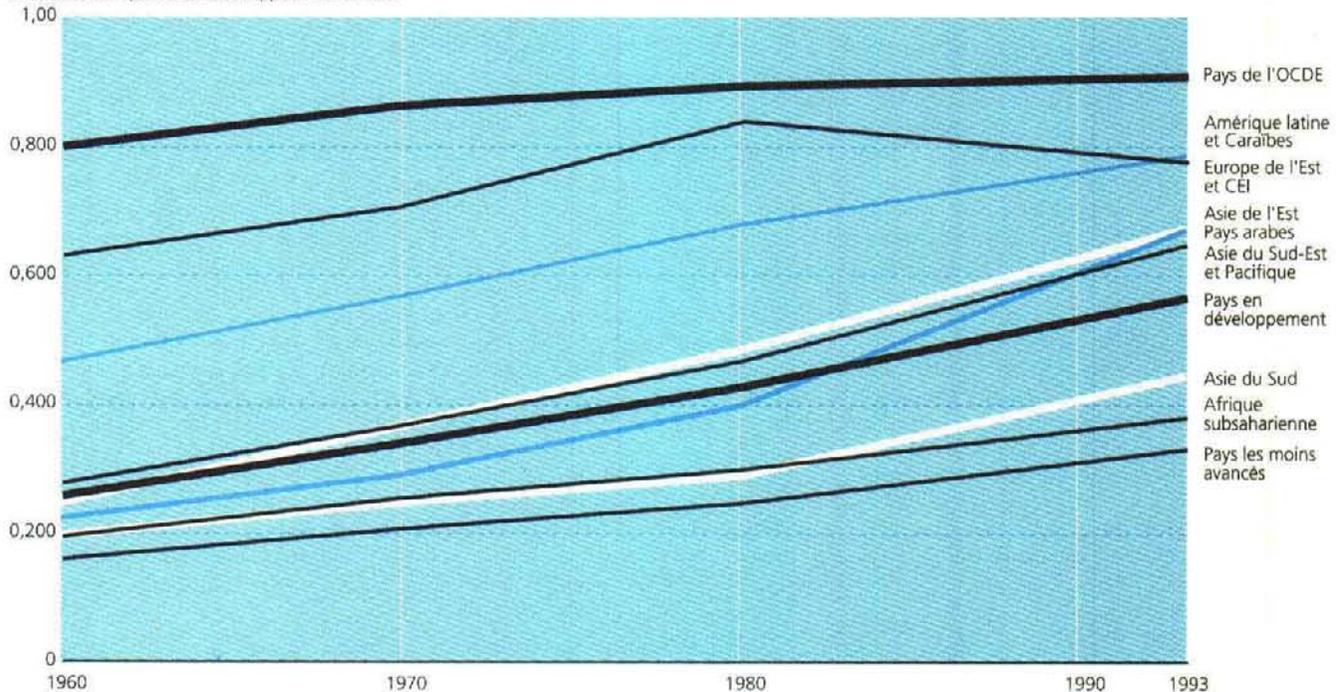
TABLEAU 1.5
Evolution de l'IDH en fonction des catégories du développement humain, 1960-93

Catégorie	IDH 1960	IDH 1970	IDH 1980	IDH 1993
Développement humain élevé	0,856	0,867	0,890	0,901
Développement humain moyen	0,659	0,589	0,653	0,647
Faible développement humain	0,247	0,313	0,375	0,396

DIAGRAMME 1.4

Le développement humain progresse de manière régulière dans la plupart des régions, mais plus rapidement dans certaines que dans d'autres

Indicateur composite du développement humain



Source : Bureau du Rapport mondial sur le développement humain.

habitant des 20 % des Japonais les plus pauvres est 130 fois supérieur à celui de la catégorie correspondante en Tanzanie.

Ce déséquilibre peut également être exprimé en termes plus personnels. Actuellement, la fortune des 358 individus les plus riches (les milliardaires en dollars) équivaut au revenu cumulé des 45 % d'habitants les plus pauvres de la

planète, soit 2,3 milliards d'individus. Il s'agit certes d'une comparaison entre patrimoine et revenu, mais, si elle était réalisable, une comparaison du seul patrimoine serait plus saisissante encore. En effet, le patrimoine des plus pauvres est généralement très inférieur à leur revenu.

Qu'elles s'observent à l'échelle internationale ou nationale, les inégalités

CONTRIBUTION SPECIALE

Robert M. Solow

L'équité intergénérationnelle, oui, mais qu'en est-il de l'équité aujourd'hui ?

Tout le monde semble désormais convenir qu'il faut rendre le développement durable. Même les plus optimistes parmi les experts reconnaissent l'importance de cette durabilité, mais ils pensent simplement que l'ingéniosité humaine trouvera naturellement un moyen d'y parvenir (position risquée mais non insensée). J'ai pour ma part la désagréable impression que la question de la durabilité est la plupart du temps si vague qu'elle perd tout sens, ou qu'elle n'est qu'un sujet où la mode le dispute au flou, voire qu'elle sert à cautionner quelques projets chers à certains.

La première raison qui me suggère cette impression est que la durabilité, lorsqu'on l'examine attentivement, se révèle être un concept très délicat. Notre esprit est en tout état de cause incapable d'absorber tout ce que nous entendons dire sur le sujet. La seconde raison est plus directement liée aux préoccupations particulières étudiées dans ce rapport, et c'est ce à quoi j'ai décidé de consacrer ces lignes.

Si « nous » - c'est-à-dire ceux qui prenons les décisions économiques à l'heure actuelle - avons le devoir, d'une façon ou d'une autre, de diriger la croissance économique vers une voie durable, cela doit être parce que nous pensons qu'il serait injuste ou déraisonnable de ne tirer des ressources limitées dont nous disposons qu'un bénéfice à court terme, qui causera ainsi l'appauvrissement des générations futures. Opter pour la durabilité revient donc à vouloir éviter une certaine forme d'inégalité. Il n'est pas bon que « nous » puissions vivre dans le confort, ou tout au moins accroître notre bien-être, si cela implique que nos descendants (même lointains) soient beaucoup plus pauvres que nous. Si le « développement humain » est l'objectif fondamental de la croissance économique, alors il doit être partagé de façon équitable entre le présent et l'avenir.

Cette idée semble bonne et elle l'est probablement. Mais il y a quelque chose d'étrange à se concentrer sur l'objectif d'une durabilité ainsi définie et justifiée. Il y a fort à parier, en effet, que, d'ici mille ans, les habitants de l'Europe et de l'Amérique du Nord jouiront d'un niveau de vie moyen bien plus élevé que celui de la majorité des populations d'Afrique et d'Amérique latine aujourd'hui. Tout le monde ne sera peut-être pas d'accord avec cette affirmation, mais je pense qu'elle est plausible et je la soutiendrai, par goût pour la controverse. (Le lecteur notera que je n'ai même pas cherché à déterminer si « nos » descendants seront plus riches ou plus pauvres que nous le sommes aujourd'hui.)

On voit bien là le paradoxe qui s'attache au succès du concept de durabilité. Si l'on justifie le désir de durabilité par un rejet de l'inégalité, il y a au moins autant (et probablement plus) de raisons de s'attaquer à l'inégalité contem-

poraine que de s'inquiéter des incertitudes guettant les générations futures. Les personnes qui sont si catégoriques pour refuser d'infliger la pauvreté à nos descendants doivent alors expliquer pourquoi elles n'attachent pas une importance encore plus grande à la réduction de la pauvreté actuelle.

L'analogie entre l'inégalité entre époques et l'inégalité entre régions vient facilement à l'esprit, mais la comparaison ne s'arrête pas là. Même au sein des régions riches que sont l'Europe et l'Amérique du Nord, on rencontre bien sûr des extrêmes en termes de richesse et de pauvreté. Aux Etats-Unis, ainsi que, dans une mesure moindre mais néanmoins importante, dans certains pays de l'Union européenne, les inégalités en matière de revenu et de richesse semblent être en augmentation.

Pourquoi est-il si important que nous protégeons les générations futures d'un sort qui suscite si peu d'inquiétude et de réactions lorsque ce sont nos contemporains qui le subissent ? Si le développement humain représente une fin et la croissance économique un moyen, la capacité de production actuelle apparaît comme un moyen tout aussi défendable. Mais les gouvernements (et la population) des pays économiquement avancés ne paraissent absolument pas s'inquiéter de l'équité lorsqu'il s'agit de l'utilisation des ressources actuelles. Il serait facile de faire de cette observation une interprétation cynique, mais il y en a certainement d'autres.

J'espère que personne ne me prêtera l'intention de rabaisser le développement durable en tant qu'objectif social et que concept directeur pour la croissance économique. Il importe en effet que nous trouvions comment stimuler le développement humain en opérant moins de ponctions sur les ressources et sur les agréments que nous offre la nature, qui sont limités et que nous devons partager avec les générations futures. Mais la durabilité - c'est-à-dire l'équité intergénérationnelle - est un objectif parmi d'autres. Elle doit donc faire l'objet de compromis avec d'autres objectifs, au même titre que ces autres objectifs eux-mêmes.

Si tant est que nous puissions y parvenir, nous devons adopter des politiques économiques faites d'une seule pièce, c'est-à-dire qui tiennent compte de tous les objectifs et de toutes les contraintes, et qui mettent en balance les objectifs intertemporels, interrégionaux et intrarégionaux. Il serait regrettable que le concept de durabilité soit à la mode non pas en dépit, mais en raison, de son imprécision.

Robert M. Solow

Lauréat du prix Nobel d'économie, 1989

croissantes en termes de revenu constituent un obstacle majeur au maintien durable de la croissance économique comme du développement humain. L'équité intragénérationnelle compte tout autant que l'équité intergénérationnelle (voir la contribution exceptionnelle de M. Robert M. Solow, lauréat du prix Nobel d'économie).

Répartition des revenus à l'échelle nationale

C'est en comparant le revenu moyen par habitant au niveau national avec celui des plus pauvres à l'intérieur du même pays que la marginalisation de ces derniers apparaît avec le plus d'acuité (tableau 1.1). Cette marginalisation est très forte au Brésil, aux Etats-Unis, au Guatemala et en Guinée-Bissau ; elle l'est moins au Bangladesh, en Hongrie, en Indonésie, au Japon et au Népal.

Le revenu par habitant des 20 % les plus pauvres aux Etats-Unis est inférieur au quart de la moyenne nationale (au Japon, il en représente près de la moitié). Le revenu par habitant des 20 % les plus pauvres au Guatemala n'est que le dixième de la moyenne nationale, tandis qu'au Bangladesh, il en représente pratiquement la moitié. Il est intéressant de noter que la marginalisation des plus pauvres n'a que peu de rapport avec le revenu national. C'est ainsi qu'au Bangladesh la moindre marginalisation des plus pauvres peut être décrite comme un phénomène de répartition de la pauvreté. Au Japon, en revanche, il s'agit d'une répartition de la richesse.

Les pays présentant un rapport plus faible entre leur revenu national moyen et le revenu des 20 % les plus pauvres ont également connu une croissance moyenne plus rapide du revenu par habitant de cette frange de la population (c'est le cas du Bangladesh, de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon, des Pays-Bas et de la République de Corée). Dans les pays où le rapport était plus élevé - Brésil, Chili, Etats-Unis, Guatemala et Royaume-Uni - la croissance du revenu par habitant chez les 20 % les plus pauvres s'est révélée inférieure à la croissance moyenne du revenu national par habitant.

Au Sri Lanka, les 20 % les plus riches gagnent seulement quatre fois plus que les 20 % les plus pauvres. En Indonésie, ils gagnent cinq fois plus et au Maroc, sept fois plus. Ailleurs, les disparités peuvent

être vertigineuses : au Guatemala et au Panama, les plus riches gagnent 30 fois ce que gagnent les plus pauvres et au Brésil ce rapport atteint 32/1. En moyenne, les 20 % d'habitants les plus pauvres du monde en développement reçoivent environ 7 % du revenu global. Cependant, les pauvres d'Amérique latine sont plus mal lotis encore, avec seulement 3 % de ce revenu.

Ces disparités tendent-elles à s'atténuer ou au contraire à s'aggraver ? L'évolution de la répartition des revenus dans certaines régions en développement et dans les pays industrialisés aboutit à un tableau contrasté. Ces données se fondent sur la période 1960-1990.

- *Asie.* A Hong-Kong, en Inde, en Malaisie, à Singapour et dans la province chinoise de Taïwan, la distribution des revenus est maintenant plus égalitaire. En Indonésie et aux Philippines, la répartition garde un profil identique. Au Bangladesh et en Thaïlande, au contraire, la situation s'est dégradée.

- *Amérique latine.* Les seuls progrès enregistrés concernent la Colombie, le Costa Rica et l'Uruguay. En Argentine, en Bolivie, au Brésil, au Pérou et au Venezuela, la répartition est moins équitable qu'auparavant.

- *Europe de l'Est et CEI.* Dans de nombreux pays de cette région, notamment en Bulgarie, dans les pays baltes, en République tchèque et en Russie, le coefficient de Gini est passé de 0,25 à plus de 0,30 en seulement cinq ans - entre 1989 et 1994. (Un coefficient de zéro dénote une égalité parfaite du revenu entre tous les individus ; un coefficient de un signifie qu'une seule personne détient la totalité du revenu).

- *Pays industrialisés.* Même dans ces pays, la répartition du revenu n'est pas équilibrée, encore que les déséquilibres y soient moins prononcés. Certains des plus gros écarts s'observent en Australie et au Royaume-Uni, où les 20 % les plus riches gagnent dix fois plus que les 20 % les plus pauvres. Aux Etats-Unis et en Suisse, le rapport correspondant est de 9/1.

Assiste-t-on à un creusement des écarts de revenu dans les pays industrialisés ? Là non plus, la réponse ne tient pas en un mot. Entre les années soixante et quatre-vingt-dix, le coefficient de Gini relatif au revenu s'est amélioré au Canada et a stagné au Japon. Au Royaume-Uni, cependant, la répartition du revenu s'est faite plus inégalitaire : le coefficient de Gini y est en effet passé de 0,25 à 0,32.

L'équité intragénérationnelle compte tout autant que l'équité intergénérationnelle

La répartition du patrimoine est elle aussi inégalitaire. En Suède, seulement 1 % des ménages détiennent environ 20 % des richesses. Dans certains pays, le fossé patrimonial tend par ailleurs à s'élargir. Aux Etats-Unis entre 1975 et 1990, la

part du patrimoine détenue par les 1 % les plus riches est ainsi passée de 20 à 36 %.

Détresse et progrès humains

Le développement humain englobe un large éventail de choix qui s'inscrivent dans les domaines économique, social et politique. Il ne s'agit pas exclusivement de savoir, de longévité, de santé ou d'un niveau de vie décent, mais aussi de liberté, de démocratie et de sécurité des individus.

Cependant, même dans une perspective assez restrictive, le développement humain au cours des trois dernières décennies se résume en un contraste entre un progrès humain inégalé et une détresse indicible : c'est un tableau mêlé, fait d'avancées et de reculs sur différents fronts. Au cours des trois dernières décennies, chaque région du monde a enregistré des progrès du point de vue du développement humain mesuré par l'IDH, avec néanmoins un degré d'amélioration variable.

De fait, à de nombreux égards, le monde en développement a parcouru autant de distance sur la voie du développement humain au cours des trois dernières décennies que les pays industrialisés en un siècle. Le taux de mortalité infantile a baissé de plus de moitié. Le taux de scolarisation combiné primaire/secondaire a plus que doublé. L'espérance de vie s'est accrue de 17 ans en moyenne. Notre focalisation sur les tendances illustrées par les indicateurs strictement économiques nous fait quelquefois perdre de vue les progrès accomplis dans le développement humain (encadré 1.2).

Il reste pourtant beaucoup à faire. Aujourd'hui, plus d'un milliard d'habitants des pays en développement n'ont pas accès aux services de santé et d'éducation de base, ni à l'eau potable ou à l'alimentation dont ils auraient besoin. De plus, dans ces pays, une personne sur trois vit dans la pauvreté. Or, avec la mondialisation de la communication, chacun attend davantage. La contradiction éthique consistant à se voiler la face devant le spectacle de la pauvreté du monde n'en est que plus forte.

Les pays industrialisés eux-mêmes n'ont pas réglé tous leurs problèmes de développement humain : des millions d'individus y vivent dans une insécurité permanente, menacés par la criminalité,

ENCADRE 1.2

La « décennie perdue » l'a-t-elle été totalement ?

On utilise souvent l'expression de « décennie perdue » pour décrire les années quatre-vingts en Amérique latine et en Afrique subsaharienne. Plusieurs indicateurs font effectivement apparaître un déclin au cours de cette période. Entre 1980 et 1990, l'Amérique latine a ainsi vu son revenu par habitant diminuer de 7 %, sa consommation chuter de 6 % et ses investissements de 4 %. En 1990, l'inflation y atteignait en moyenne 1 500 %. En 1987, la dette extérieure totale de l'ensemble de la région était trois fois supérieure au volume de ses exportations.

Entre 1980 et 1990, le PNB par habitant en Afrique subsaharienne a diminué de presque 10 %. Les prix mondiaux de ces grands produits d'exportation que sont le thé, le cacao, le café et le coton ont chuté de 50 % en termes réels. Les investissements en capital ont décliné de plus de 50 % en termes réels par habitant et, en 1989, le rapport dette/PNB de la région atteignait 97 %, de loin le plus élevé du monde. De nombreux pays ont essayé de traiter la situation par l'ajustement structurel ce qui s'est souvent traduit par une tentative de rééquilibrer l'économie en déséquilibrant la vie des populations.

Mais cette décennie perdue l'a-t-elle été totalement ? L'Amérique latine comme l'Afrique subsaharienne ont certes été confrontées à de graves problèmes sur le front économique. Mais que s'est-il passé sur celui du développement humain ? L'Amérique latine a connu des améliorations considérables, en partie dues à une accélération volontariste des efforts dans ce sens. Entre 1980 et 1990, l'espérance de vie y est ainsi passée de 63 à 67 ans et le taux d'alphabetisation des adultes de 80 % à 86 %. La mortalité infantile a pour sa part diminué d'un tiers, passant de 69 à 45 pour 1 000 naissances vivantes. En

Afrique subsaharienne, la situation de départ était certes pire, mais des efforts obstinés réalisés sur certains fronts du développement humain ont néanmoins produit des améliorations régulières en dépit des problèmes économiques. Entre 1980 et 1990, l'espérance de vie s'est ainsi allongée de cinq ans (de 46 à 51 ans en moyenne) et la mortalité infantile a diminué d'un cinquième, passant de 121 à 97 pour 1 000 naissances vivantes. Ainsi, même dans des conditions très défavorables, certains progrès du développement humain ont été possibles en Afrique subsaharienne – même s'ils restent loin derrière ceux d'autres régions du globe.

Tout n'a pas non plus été sombre sur le front économique. Au cours des années quatre-vingts, les exportations de biens et de marchandises de l'Amérique latine ont augmenté à un taux annuel moyen de 3 % et, à la fin de la décennie, cette région attirait près d'un tiers des mouvements de capitaux privés à destination des pays en développement. En Afrique subsaharienne, des pays tels que le Botswana, le Cap Vert, le Lesotho, Maurice et le Swaziland sont eux aussi parvenus à générer chaque année une croissance de leur PIB au cours des années quatre-vingts.

Sur le front politique, plus de 125 élections législatives se sont déroulées en Amérique latine et dix-huit pays ont échangé un régime militaire pour un régime démocratique depuis 1980. La déclaration d'Esquipulas, en août 1987, a été un événement déterminant pour la paix et le développement en Amérique centrale. En Afrique subsaharienne, près de trente élections présidentielles multipartites ont eu lieu depuis 1990, dans 21 cas pour la première fois. Enfin, l'opposition a maintenant acquis une existence légale dans 31 pays de cette région.

Source : OIT 1992, PNUD 1995 et Bureau du Rapport mondial sur le développement humain.

la drogue, la pollution, le chômage et l'absence de logement.

Sur les 30 années qui viennent de s'écouler, le tableau des progrès et des manques dans les pays industrialisés et les pays en développement est présenté de manière synthétique, sous forme de deux bilans (pages 23-24).

Pour mettre en lumière les grandes variations régionales concernant les progrès et les reculs du développement humain pendant les trois dernières décennies, cinq bilans régionaux ont par ailleurs été dressés pour la même période (pages 43-47). De toute évidence, ces bilans ne sont que des instantanés et ne remplacent en aucune façon une analyse plus poussée du développement humain à l'échelle régionale. Du fait que l'Europe de l'Est et les pays de la CEI sont encore en transition, des mutations tout aussi radicales que rapides s'y opèrent, rendant difficile l'élaboration d'un bilan comparable du développement humain. Il est néanmoins possible d'indiquer l'ampleur des coûts sociaux que ces pays doivent supporter depuis le début de ce processus (encadré 1.3).

Espérance de vie

Entre 1960 et 1993, l'espérance de vie dans les pays en développement a augmenté de plus d'un tiers, passant de 46 à 62 ans. De fait, plus de 30 pays en développement ont aujourd'hui une espérance de vie supérieure ou égale à 70 ans.

En Asie de l'Est et en Amérique latine, la moyenne régionale est quant à elle proche de 70 ans, mais en Afrique subsaharienne, l'espérance de vie moyenne ne dépasse pas 51 ans. Dans le monde industrialisé, en revanche, 24 pays ont une espérance de vie d'au moins 75 ans.

Les progrès de l'espérance de vie sont en grande partie imputables à l'accroissement de la longévité féminine. Entre 1970 et 1990, l'espérance de vie des femmes a en effet gagné neuf années, soit 20 % de plus que pour les hommes. Toutes choses égales par ailleurs, les femmes disposent d'un avantage biologique qui devrait leur permettre de vivre plus longtemps que les hommes. Or, du fait de la négligence dont sont victimes les filles, l'espérance de vie des femmes est en fait plus courte dans trois pays en développement : Bangladesh, Maldives et Népal. Dans certains pays d'Asie et d'Afrique du Nord, la répartition

naturelle hommes/femmes n'est pas respectée et l'on estime à plus de 100 millions la population féminine « manquante ».

ENCADRE 1.3

Les coûts sociaux de la transition

La fin du communisme a certes ouvert des perspectives nouvelles pour la liberté et la participation, mais cette évolution se paye par des coûts sociaux considérables.

Dans la quasi-totalité des pays de l'Est et de la CEI, la production s'est trouvée profondément perturbée et, depuis 1990, la croissance annuelle moyenne est presque partout négative. C'est la Géorgie qui enregistre les plus mauvais résultats, avec -28 %, suivie de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan avec -16 %. Quelques pays de l'ex-URSS, principalement les pays baltes, ont réussi à ramener leur inflation sous la barre des 100 %, mais d'autres souffrent toujours d'hyperinflation. En 1994, la hausse des prix atteignait 7 380 % en Géorgie, 2 000 % en Arménie et en Azerbaïdjan, et 1 875 % en Bélarus.

Le chômage et le sous-emploi continuent d'augmenter, même si les statistiques officielles font toujours état de taux de chômage relativement bas. En Lituanie, comme dans la plupart des autres pays issus de l'URSS, beaucoup de travailleurs figurent officiellement parmi les employés de certaines entreprises, bien qu'ils n'y travaillent pas à temps plein ou soient en congés sans solde involontaire. En 1993, le chômage touchait 23 % de la population active en Albanie, 17 % en Bulgarie et 13 % en Hongrie.

Les inégalités sont tout aussi criantes dans la répartition des revenus. Au Kirghizistan, au début de l'année 1994, les revenus des 10 % des habitants les plus riches étaient de 1,5 fois supérieurs à ceux des 10 % les plus pauvres. A la fin de la même année, ils étaient dix fois plus élevés. En Russie, le revenu nominal des 10 % des foyers les plus riches a augmenté de 30 % tandis que celui des 10 % les plus pauvres n'augmentait que de 5 %.

La plupart des pays d'Europe de l'Est et de la CEI sont confrontés à de graves problèmes sociaux. En Lettonie, le nombre des délits

accompagnés de violences a plus que doublé entre 1990 et 1994, passant de quelque 1 060 à 2 360 par an. En Bulgarie, pendant les années quatre-vingts, le nombre de délits enregistrés avoisinait 50 000 par an ; en 1994, il est passé à 223 000.

La baisse généralisée des revenus et la montée du chômage précipitent de nombreuses personnes dans la misère. Ainsi, en Roumanie, la part de la population vivant dans la pauvreté est passée de 6 % à 32 %.

La transition a également entraîné une détérioration des indicateurs de la mortalité et de la santé. Les taux de mortalité adulte et infantile sont en augmentation. Même si les estimations varient, plus de 450 000 décès d'adultes dans ces pays peuvent être attribués au suicide, à l'alcoolisme et à l'augmentation du nombre des maladies et des accidents cardio-vasculaires.

La malnutrition et la dénutrition sont également en hausse. En Ukraine, la ration moyenne de calories par personne et par jour est passée de 3 517 en 1989 à 2 860 en 1993.

Les changements que traversent les économies en transition se font en particulier au détriment de la population féminine. En effet, les femmes jouaient naguère un rôle important dans les sphères professionnelle, sociale et culturelle. Or, aujourd'hui, le taux de chômage est de 14 % parmi les femmes, contre 9 % chez les hommes. En Bulgarie, 70 % du total des femmes au chômage ont moins de trente ans.

Les enfants sont eux aussi durement touchés. En Russie, les nouveaux cas de diphtérie infantile ont touché 500 enfants en 1989, et 15 000 en 1993.

Les pays de l'Europe de l'Est et de la CEI sont confrontés au défi de devoir renverser ces tendances sociales. Pour cela, il est nécessaire d'atteindre un niveau et un mode de croissance économique appropriés, en synergie avec un développement humain rapide.

Source : UNICEF 1993a et 1994a et données des Rapports nationaux sur le développement humain des pays d'Europe de l'Est et de la CEI.

Les carences sanitaires s'accroissent en Europe de l'Est et dans les pays de la CEI

Un des symptômes les plus saisissants des bouleversements socio-économiques que connaissent actuellement les pays d'Europe de l'Est et de la CEI est le recul de l'espérance de vie. Au cours des cinq dernières années, celle des hommes a diminué dans plusieurs pays. Selon certaines estimations, le recul pourrait atteindre cinq ans en Russie.

Dans les pays industrialisés, l'espérance de vie continue d'augmenter, au point que l'on assiste à un vieillissement substantiel de la population. Aujourd'hui, quelque 150 millions d'individus - soit 13 % de la population de ce groupe de pays - y ont plus de 65 ans. Parmi eux, plus de 30 millions ont atteint ou dépassé 80 ans.

Si l'allongement de l'espérance de vie représente une remarquable avancée pour le développement humain, il n'en est pas moins à l'origine de deux grands défis. Le premier consiste à fournir en quantité suffisante les services de santé et autres soins dont ont besoin tous ceux qui, l'âge aidant, sont de moins en moins autonomes. Le second défi consiste à faire produire suffisamment de revenus par la population active pour financer la protection sociale de la proportion croissante des retraités. En outre, les différentes sociétés concernées ont encore à reconnaître que les personnes âgées peuvent apporter une contribution bien plus importante qu'aujourd'hui. Il importe en effet de faire un meilleur usage de leur expérience et de leurs compétences, pour le plus grand profit de tous. Il s'agit donc de changer de regard sur le vieillissement.

Santé

Les conditions sanitaires dans les pays en développement se sont nettement améliorées au cours des trente dernières années. Entre 1960 et 1993, la mortalité infantile moyenne a diminué de plus de moitié. Elle est ainsi tombée de 150 à 70 décès pour mille naissances vivantes. En Asie du Sud, en revanche, le taux est aujourd'hui de 84 et il atteint 97 pour l'Afrique subsaharienne, c'est-à-dire plus du quintuple du taux est-asiatique (Chine non comprise).

Des progrès analogues ont été accomplis en ce qui concerne le taux de mortalité des moins de cinq ans : dans les pays en développement, le taux est passé de 243 décès pour mille naissances vivantes à moins de cent entre 1960 et 1994. Mais là encore, certains pays restent à la traîne.

En Afrique subsaharienne, le taux est de 174, contre seulement 73 dans les pays arabes.

Un plus large accès aux services de santé, à l'eau potable et aux installations sanitaires, ainsi que le recours à des services privés - notamment pour la vaccination - ont fait la différence. En 1960, les dépenses publiques de santé dans les pays en développement représentaient 0,9 % du PIB ; en 1993, elles correspondaient à 2,0 % de celui-ci. Actuellement, 80 % des habitants des pays en développement ont accès aux services de santé et 70 % à l'eau potable.

Tous ces progrès coexistent néanmoins avec de graves carences. De nombreuses personnes n'ont toujours pas accès aux services de santé ou à l'eau potable. Plus de la moitié d'entre elles vivent en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Quant à la possibilité d'être examiné par un médecin, elle est bien mince pour nombre d'individus. En Amérique latine, on compte un médecin pour mille habitants. En Afrique subsaharienne, le rapport est de un pour 18 000 habitants. Enfin, les habitants des zones rurales sont encore plus mal lotis que les autres.

Les carences sanitaires s'accroissent en Europe de l'Est et dans les pays de la CEI. En Russie et en Ukraine, la mortalité infantile a augmenté de plus de 13 %. De fait, il arrive désormais que le niveau de santé dans les pays de ces régions soit inférieur à celui de certains pays en développement. En Géorgie, 30 % des femmes enceintes souffrent aujourd'hui d'anémie : elles sont deux fois moins nombreuses au Salvador.

Les plus jeunes restent les plus vulnérables. Certes, plus de 75 % des enfants de moins d'un an dans les pays en développement sont aujourd'hui vaccinés contre les maladies infantiles les plus répandues, la couverture variant de 60 % pour l'Afrique à plus de 90 % en Asie de l'Est. Mais même ainsi, plus de 12 millions d'enfants meurent chaque année avant d'atteindre l'âge de cinq ans et, dans la plupart des cas, il s'agit de décès liés à la malnutrition. Plus de la moitié des enfants souffrant de malnutrition vivent en Asie du Sud.

Les femmes constituent une autre catégorie vulnérable et c'est au moment de la grossesse et de l'accouchement qu'elles sont exposées aux plus grands risques. En 1990, plus de la moitié des femmes enceintes dans les pays en développement

Bilan du développement humain - Pays en développement

PROGRÈS

MANQUES

SANTÉ

- Entre 1960 et 1993, l'espérance de vie moyenne a augmenté de plus d'un tiers. Aujourd'hui, elle dépasse 70 ans dans 30 pays.
- Au cours des trois dernières décennies, la proportion des personnes ayant accès à l'eau potable a presque doublé, passant de 36 % à près de 70 %.

- Chaque année, environ 17 millions de personnes meurent de maladies infectieuses ou parasitaires guérissables, telles que la diarrhée, le paludisme ou la tuberculose.
- Plus de 90 % des 18 millions de personnes infectées par le virus VIH vivent dans les pays en développement.

EDUCATION

- Le taux net d'inscription dans l'enseignement primaire a augmenté de près des deux tiers au cours des 30 dernières années, passant de 48 % en 1960 à 77 % en 1991.

- Des millions d'enfants n'ont toujours pas accès à l'école - 130 millions pour le primaire et plus de 275 millions pour le secondaire.

ALIMENTATION ET NUTRITION

- En dépit d'une croissance rapide de la population, la production alimentaire par habitant a augmenté d'environ 20 % depuis 10 ans.

- Près de 800 millions d'êtres humains ne mangent pas à leur faim et environ 500 millions d'individus souffrent de malnutrition chronique.

REVENU ET PAUVRETÉ

- Entre 1960 et 1993, le revenu réel par habitant dans les pays en développement a augmenté de 3,5 % par an en moyenne.

- Près d'un tiers de la population, soit environ 1,3 milliard de personnes, vivent dans la pauvreté.

FEMMES

- Le taux combiné d'inscription des filles dans l'enseignement primaire et secondaire est passé de 38 % à 78 % au cours des vingt dernières années.
- Depuis 20 ans, le taux de fécondité a diminué de plus d'un tiers.

- La mortalité maternelle dans les pays en développement - 384 pour 100 000 naissances vivantes, reste 12 fois plus élevée que dans les pays de l'OCDE.
- La représentation des femmes dans les organes législatifs est seulement de 10 %.

ENFANTS

- Entre 1960 et 1993, le taux de mortalité infantile a diminué de plus de moitié, passant de 150 à 70 pour 1 000 naissances vivantes.
- Chaque année depuis 20 ans, des campagnes de vaccination de base permettent de sauver quelque 3 millions d'enfants.

- Plus d'un tiers des enfants des pays en développement souffrent de malnutrition et d'insuffisance pondérale.
- Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (97 pour 1 000 naissances vivantes) reste près de six fois plus élevé que dans les pays industrialisés.

ENVIRONNEMENT

- Les pays en développement contribuent quatre fois moins aux rejets de substances polluantes que les pays industrialisés alors que leur population est quatre fois supérieure.

- Environ 200 millions de personnes sont gravement touchées par la désertification.
- Chaque année, quelque 20 millions d'hectares de forêt tropicale sont gravement dégradés ou totalement détruits.

ASPECTS POLITIQUES ET CONFLITS

- Entre les deux tiers et les trois quarts des habitants des pays en développement vivent sous des régimes relativement pluralistes et démocratiques.

- Fin 1994, les pays en développement comptaient plus de 11 millions de réfugiés.

Source : voir notes bibliographiques, pages 131-132.

Bilan du développement humain - Pays industrialisés

PROGRÈS

MANQUES

SANTÉ

- En 1992, l'espérance de vie dépassait 75 ans dans 24 des 25 pays industrialisés.

- Près de deux millions de personnes sont infectées par le virus VIH.

EDUCATION

- Le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur a plus que doublé entre 1960 et 1991, passant de 15 % à 40 %.

- Plus d'un tiers des adultes n'ont pas eu accès aux classes terminales de l'enseignement secondaire.

REVENU ET EMPLOI

- Le PNB réel par habitant a augmenté de plus de 3 % par an entre 1960 et 1993.
- Le taux moyen d'inflation au cours des années quatre-vingts a été inférieur à 5 % par an.

- Le taux de chômage total dépasse 8 % de la population active et le chômage des jeunes avoisine les 15 %. Les pays industrialisés comptent plus de 30 millions de demandeurs d'emplois.
- Les 40 % de ménages les plus pauvres se partagent seulement 18 % du revenu total.

FEMMES

- Dans les études supérieures scientifiques et technologiques, le nombre de femmes pour 100 hommes a plus que doublé en vingt ans, passant de 25 en 1970 à 67 en 1990.
- Les femmes représentent aujourd'hui plus de 40 % de la population active et occupent environ un quart des fonctions d'encadrement et de direction.

- Le salaire moyen des femmes ne représente encore que les deux tiers de celui des hommes.
- La représentation des femmes dans les organes législatifs n'atteint que 12 %.

PROTECTION SOCIALE

- Les dépenses de protection sociale représentent environ 15 % du PIB.

- Plus de 100 millions de personnes vivent en deçà du seuil de pauvreté officielle et le nombre des sans domicile dépasse 5 millions.

TISSU SOCIAL

- Dans les pays industrialisés, on compte cinq livres en bibliothèque et un poste de radio pour chaque individu, un poste de télévision pour deux personnes et une personne sur trois lit régulièrement un journal.

- On recense près de 130 000 viols par an chez les femmes âgées de 15 à 59 ans.

ENVIRONNEMENT

- Des mesures dynamiques de maîtrise de l'énergie et des politiques de tarification plus appropriées ont permis une réduction spectaculaire de la consommation d'énergie rapportée au PIB. Entre 1965 et 1991, celle-ci est ainsi passée de 166 à 26 kilogrammes d'équivalent pétrole pour 100 dollars de PIB.

- Chaque année, la dégradation des forêts par la pollution atmosphérique entraîne un préjudice économique d'environ 35 milliards de dollars, soit l'équivalent du PIB de la Hongrie.
- Les habitants des pays industrialisés constituent seulement un cinquième de la population mondiale, mais consomment - par habitant - près de neuf fois plus d'énergie d'origine commerciale que les habitants des pays en développement.

Note : Dans ces bilans, le groupe des pays industrialisés ne comprend pas les pays d'Europe de l'Est et de la Communauté des Etats indépendants (CEI).
Source : Voir notes bibliographiques, pages 131-132.

souffraient d'anémie. En outre, environ un demi million de femmes meurent chaque année à la suite de problèmes obstétricaux. La mortalité maternelle moyenne dans les pays en développement est de 384 décès pour 100 000 naissances vivantes, mais les proportions varient considérablement d'un pays à l'autre : de 95 décès en Asie de l'Est à près de 1 000 en Afrique subsaharienne.

Extension du VIH et du SIDA

Le VIH/SIDA est devenu l'un des problèmes de santé publique les plus inquiétants à l'échelle planétaire et il se traduit dans beaucoup de pays par un recul majeur du développement humain. Jusqu'à maintenant, 18 millions de personnes ont été infectées par le virus et 2,5 millions sont mortes du SIDA. Quelque 6 000 nouvelles contaminations ont lieu chaque jour, soit une toutes les 15 secondes. Bien que 90 % des nouvelles contaminations soient recensées dans les pays en développement, les pays industrialisés n'ont aucune raison de se réjouir de leur propre bilan. En effet, en Europe et en Amérique du Nord, le SIDA est aujourd'hui la première cause de mortalité chez les adultes de moins de 45 ans.

Le VIH/SIDA est une menace de premier ordre pour la santé. Aucune thérapie efficace et aucun vaccin n'ayant encore été élaboré, le SIDA est considéré comme une maladie pratiquement toujours mortelle. En outre, la période d'incubation - qui sépare l'infection de la maladie déclarée - est longue.

L'impact le plus évident et le plus direct du VIH/SIDA sur le développement humain est la maladie et la mort. Dans certains pays, il est à l'origine d'une chute significative de l'espérance de vie. Sans le VIH/SIDA, l'espérance de vie moyenne en Afrique en l'an 2000 aurait pu être de 62 ans. En réalité, elle sera sans doute de 47 ans. Dans de nombreux pays, cette effroyable influence commence à se traduire par un recul des différents indicateurs du développement humain (encadré 1.4).

Les statistiques sur le développement rapide de l'épidémie et sur son impact peuvent être considérées comme alarmantes. Mais la sécheresse des chiffres et des prévisions ne doit pas faire oublier que le VIH/SIDA est un drame personnel pour des millions d'individus et de familles. Les personnes contaminées par le virus ou

malades du SIDA ne doivent pas seulement affronter un mal mortel, mais également l'infamie et la discrimination qui, souvent, l'accompagnent. Une approche humaine consistant à aider les individus à vivre avec le VIH et le SIDA, et à les faire participer à des programmes d'éducation et de prévention s'impose pour favoriser la création d'un climat de dialogue qui permettra de limiter les ravages de l'épidémie. Tout traitement inhumain ou discriminatoire à l'égard des séropositifs engendre peur et ignorance, alimentant ainsi cette pandémie.

ENCADRE 1.4

Le SIDA : un obstacle au progrès du développement humain

L'ampleur du retard infligé au développement humain par le virus VIH/SIDA a été récemment confirmée par une étude du PNUD menée par des chercheurs de Columbia University et du Harvard Institute for International Development. Il ressort de cette étude qu'entre 1980 et 1992, 56 pays représentant un échantillon de toutes les régions du monde ont pris un retard de 1,3 année en moyenne sur le plan du développement humain sous l'effet de la pandémie. Certains ont été plus particulièrement touchés. Ainsi, la Zambie a perdu plus de dix ans, la Tanzanie, huit ans, le Rwanda sept et la République centrafricaine plus de six. Le Burundi, le Kenya, le Malawi, l'Ouganda et le Zimbabwe ont chacun perdu entre trois et cinq années.

La méthode utilisée dans cette étude a consisté à comparer les indicateurs du développement humain (IDH) réels de 1980 et de 1992 avec l'IDH théorique qui aurait été celui de 1992 sans la survenue du SIDA. Ces pertes vont continuer d'augmenter, particulièrement dans certains pays comme l'Inde, le Myanmar et la Thaïlande, où la crise du SIDA devient de plus en plus manifeste. Les conséquences du virus VIH/SIDA agissent principalement sur l'IDH au travers d'une baisse spectaculaire de l'espérance de vie. Plus de 85 % des décès dus au VIH/SIDA dans le monde touchent en effet des personnes âgées de 20 à

45 ans. L'étude n'a noté qu'un impact marginal du virus sur les autres composants de l'IDH. Mais sachant que cet indicateur n'est qu'une mesure partielle du développement humain, il est clair que l'impact du VIH/SIDA va bien au-delà de ce que cette étude fait apparaître.

La même méthode a été employée pour mesurer les effets de la tuberculose. Bien que cette dernière maladie ait provoqué beaucoup plus de décès depuis 1980, le SIDA a eu un effet disproportionné sur le développement humain justement parce qu'il touche principalement la tranche d'âge des 20-45 ans. Cette conclusion est significative. Elle montre qu'il est désormais dépassé de dire que le VIH/SIDA est une crise sanitaire exagérée, qui draine l'attention et le financement aux dépens de problèmes plus importants, bien que moins spectaculaires, rencontrés par les pays en développement.

Les gouvernements qui, aujourd'hui, ne prennent pas au sérieux la menace du SIDA, ou qui, en raison de sensibilités culturelles ou religieuses, esquivent les mesures nécessaires, en paieront le prix ultérieurement. Des ressources plus importantes, un véritable engagement politique et des innovations pertinentes doivent être mis au service du combat contre cette pandémie, même s'il convient de rester vigilant face aux autres défis sanitaires dans le monde.

Source : Bloom, Benner, Mahal et Noor, 1996.

Niveau d'instruction

Dans les pays en développement, tout investissement dans les services sociaux se traduit par une hausse du nombre d'enfants scolarisés.

Entre 1970 et 1993, le taux d'alphabétisation des pays en développement a augmenté de plus de moitié : de 43 à 61 % pour les plus de quinze ans. Quelque 25 pays en développement ont désormais un taux d'alphabétisation supérieur ou égal à 90 %. En Amérique latine, ce taux est de 86 %. En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, ces taux sont en revanche de 55 % et 49 %, respectivement.

On constate également des progrès significatifs en termes de scolarisation. Entre 1960 et 1991 dans les pays en développement, le taux net de scolarisation est passé de 48 à 77 % dans le primaire et de 35 à 47 % dans le secondaire. La scolarisation dans le supérieur demeure quant à elle limitée, avec 16 % des classes d'âge concernées.

Toutes les régions n'en sont pas au même stade. En Asie du Sud, l'augmentation de la scolarisation a surtout concerné le primaire et le secondaire. En Amérique latine et en Asie de l'Est les progrès touchent plus particulièrement le secondaire et le supérieur. En Afrique subsaharienne, le taux de scolarisation dans le primaire a connu une régression comprise entre 37 et 50 % dans 17 pays au cours des années quatre-vingts.

Les avancées les plus remarquables concernent souvent l'instruction des femmes. Entre 1970 et 1992, le taux de scolarisation combiné primaire/secondaire dans la population féminine est passé de 38 à 68 %. Dans certaines régions du monde, ce taux avoisine celui des pays industrialisés, notamment en Asie de l'Est (83 %) et en Amérique latine (87 %). L'Asie du Sud (55 %) a en revanche encore un long chemin à parcourir sur cette voie.

Le taux d'alphabétisation des femmes a enregistré des progrès comparables. Dans les pays en développement, il a augmenté de plus des deux tiers au cours des deux dernières décennies. Même les régions à la traîne dans ce domaine ont vu leur situation s'améliorer. Dans les pays arabes entre 1970 et 1990, le taux d'alphabétisation des femmes est ainsi passé de 20 à 40 %.

L'Europe de l'Est et les pays de la CEI se sont toujours enorgueillis de leurs niveaux d'instruction élevés. Il semble

pourtant que ces niveaux soient en train de baisser. Sur les cinq dernières années, le taux de scolarisation dans le primaire et le secondaire ont ainsi reculé de 4 % en Russie et de 6 % en Bulgarie.

Les pays industrialisés présentent des taux de scolarisation et d'alphabétisation nettement supérieurs. Cela n'empêche en rien certains d'entre eux de s'inquiéter d'une baisse qui pourrait à terme les ramener derrière les pays en développement connaissant une croissance plus rapide. L'enseignement technique est l'une des préoccupations centrales à cet égard. En effet, dans les pays industrialisés, moins d'un tiers des étudiants s'orientent aujourd'hui vers les sciences appliquées ou naturelles. En Argentine, au Chili et au Mexique, cette proportion dépasse 40 %.

Participation à la vie politique

Aujourd'hui, entre deux tiers et trois quarts des habitants de la planète vivent sous des régimes relativement pluralistes et démocratiques. En Asie de l'Est et du Sud-Est, plus de 30 élections générales ont eu lieu depuis 1980. Dans le même temps, l'Asie du Sud a vu 34 élections législatives. En Afrique, plus de la moitié des pays entreprennent actuellement des réformes démocratiques tout en procédant à un renouvellement de la société civile. Depuis 1990, 27 élections présidentielles multipartites y ont été organisées. Pour 21 de ces pays, il s'agissait là d'une première. A l'échelle mondiale, quelque 31 pays ont accepté l'existence légale de partis d'opposition et, depuis 1980, 18 pays d'Amérique latine ont effectué une transition d'un régime militaire à un gouvernement démocratique. Plusieurs pays arabes ont également lancé des réformes politiques visant à renforcer le multipartisme. Ce sont autant de chances données aux individus d'influer sur un processus qui modèle leur existence.

Ces individus peuvent également exercer leur influence en s'investissant davantage dans les institutions de la société civile, telles que les organisations non gouvernementales (ONG). Dans les pays en développement, ces organisations sont non seulement de plus en plus nombreuses, mais elles jouent également un rôle plus important en tant que porte-parole des aspirations populaires ou en tant que groupes de pression.

Dans les pays en développement, tout investissement dans les services sociaux se traduit par une hausse du nombre d'enfants scolarisés

Les syndicats ont toujours constitué une composante majeure de la société civile. Cependant, à l'exception de pays nordiques tels que le Danemark, la Finlande ou la Suède, où la syndicalisation a considérablement progressé au cours des 20 dernières années, la proportion des travailleurs syndiqués recule dans la plupart des pays industrialisés (notamment aux États-Unis, aux Pays-Bas et au Portugal). Dans les pays en développement, le taux de syndicalisation de la population active est généralement inférieur à celui de la plupart des pays industrialisés, en raison du plus petit nombre de travailleurs recensés dans le secteur formel.

La sphère politique a toujours été monopolisée par les hommes. Alors que les femmes représentent la moitié de l'électorat, elles n'occupent que 12 % des sièges aux parlements et 6 % des postes dans les gouvernements. Elles sont relativement mieux représentées à l'échelon local. Dans 46 pays, la représentation féminine dans les instances locales est supérieure à la représentation féminine au parlement. En 1994, l'Inde leur a réservé un tiers des sièges des « panchayats » (conseils communaux). Au moins 800 000 femmes ont ainsi pu entrer dans le circuit qui forme les leaders politiques nationaux.

Sécurité humaine

On entend par sécurité humaine, d'une part, la soustraction à ces menaces chroniques que sont la faim, la maladie et la répression, et, d'autre part, la protection contre des bouleversements soudains et traumatisants de la vie quotidienne (domestique, professionnelle ou communautaire).

Dans les pays riches comme dans les pays pauvres, la vie des hommes et des femmes est toujours plus menacée par la criminalité, les accidents et la violence. Entre le milieu des années soixante-dix et celui des années quatre-vingts, la criminalité déclarée a augmenté plus vite que la population, à un rythme supérieur à 5 % par an à l'échelle planétaire. De nombreux pays font état d'évolutions préoccupantes de la criminalité. Aux États-Unis, deux millions de personnes sont victimes de crimes avec violences chaque année. Chaque jour, quatre enfants sont assassinés au Brésil, où les homicides sur mineurs ont augmenté de 40 % en 1992.

Les accidents liés à l'activité industrielle et à la circulation routière représentent également des risques non négligeables. Dans les pays industrialisés, les accidents de la route sont la première cause de mortalité chez les 15 à 30 ans. Dans les pays en développement, ces mêmes accidents représentent au moins la moitié des décès accidentels.

En matière de dangers menaçant la personne humaine, les femmes sont les plus exposées. On estime que dans les pays en développement un tiers des femmes mariées sont battues par leur époux. En Allemagne, pas moins de quatre millions de femmes sont victimes de violences domestiques chaque année. Près de 130 000 viols sont déclarés annuellement dans les pays industrialisés, pour la tranche d'âge de 15 à 59 ans.

Les enfants, qui dans toute société devraient être les mieux protégés, sont victimes de quantité d'abus. Aux États-Unis, près de trois millions d'enfants sont chaque année officiellement considérés comme victimes d'abus ou de négligence. Au Brésil, plus de 200 000 enfants vivent dans la rue. Le nombre d'enfants, principalement des filles, prostitués de force en Asie est estimé à un million par an. Quant aux mutilations génitales, on considère que 100 millions de fillettes en sont victimes, pour la plupart en Afrique.

Au fil des années, la survie de peuples indigènes de différents pays est sans cesse menacée d'une façon ou d'une autre. Une précarité permanente caractérise l'existence de quelque 300 millions d'aborigènes et indigènes dans 70 pays. Au Canada, près de la moitié de la population amérindienne vivant dans les réserves ne peut compter que sur les transferts sociaux pour faire face à ses besoins essentiels. Au Guatemala, deux ménages sur trois sont pauvres, mais la proportion atteint neuf sur dix lorsqu'il s'agit des populations indigènes. Durant la grande sécheresse des années soixante-dix, 125 000 nomades touaregs sont morts de faim dans le Sahara. Quant à la violence, la dépression et le désespoir, ce sont des maux plus que répandus dans les populations indigènes, et ils constituent une menace supplémentaire pour leur survie.

Logement

Plus d'un milliard d'individus ne disposent pas d'un logement correct - sans eau cou-

La sphère politique a toujours été monopolisée par les hommes

La corrélation entre les conflits et le développement humain est double

rante, sans électricité, sans voie d'accès - et, dans la plupart des cas, les conditions d'occupation en sont précaires. Entre 30 et 60 % des habitants des pays en développement occupent leur logement clandestinement ou irrégulièrement. De plus, on estime à environ 100 millions le nombre des sans-abri ; ils dorment dans la rue, dans des bâtiments publics ou errent entre deux centres d'hébergement nocturnes.

De telles conditions de vie ne peuvent que saper les progrès du développement humain, et exposer en permanence les individus aux maladies chroniques et à la survenue intempestive de nouveaux dangers. L'épidémie de peste qu'a connue en 1994 la ville indienne, pourtant relativement prospère, de Surat a été un rappel décourageant des dangers inhérents à la déficience des réseaux de distribution d'eau, des installations sanitaires et des systèmes d'évacuation des eaux.

Un habitat inadapté et trop exigu est le signe le plus visible de la pauvreté. L'amélioration du logement a une incidence directe et immédiate sur le développement humain (encadré 1.5). L'occupation d'un logement décent se traduit en revanche presque systématiquement par des progrès en matière de santé, d'alphabétisation et de longévité et par une plus grande stabilité sociale des communautés. L'amélioration de l'habitat favorise le bien-être matériel et psychologique, mais profite aussi à la santé. Par voie de conséquence, elle a un impact positif sur la productivité du travail et les résultats scolaires. Enfin, une implantation judicieuse de l'habitat peut accroître les perspectives d'emploi.

Se loger ne signifie pas seulement s'abriter des éléments, il s'en faut de beaucoup. Avoir un toit assure également une certaine sécurité et une stabilité, notamment pour les pauvres habitant en zone urbaine. Le logement peut en outre être le lieu d'une activité professionnelle informelle, quelle qu'elle soit : de la culture potagère à la réparation des transistors, en passant par la confection.

Conflits

Depuis la Seconde Guerre mondiale, le nombre des conflits éclatant dans le monde a été multiplié par plus de cinq, et il s'agit dans plus de 90 % des cas de conflits intérieurs. On pense souvent que les bombes, les balles et les mines consti-

tuent les menaces les plus graves, mais bien plus d'individus sont victimes de facteurs indirects, tels que la désorganisation de l'approvisionnement alimentaire ou en eau, ou encore la destruction des services de santé. Dans les zones de conflit actuelles, plus de 100 millions de personnes souffrent de malnutrition chronique. Au début des années quatre-vingt-dix, les taux de mortalité et de morbidité dans la Corne de l'Afrique étaient 20 fois plus élevés qu'en temps normal. Les enfants paient alors un très lourd tribut. Alors que la mortalité des enfants de moins de cinq ans est de 120 décès pour 1 000 naissances vivantes en Asie du Sud et de 175 pour 1 000 en Afrique subsaharienne, elle est de plus de 250 décès pour 100 000 naissances vivantes en Afghanistan, en Angola, au Mozambique et en Sierra Leone.

La corrélation entre les conflits et le développement humain est double. Une guerre civile qui perdure de longues années conduit à abaisser le niveau du développement humain. A l'inverse, une négligence prolongée du développement humain, notamment pour certains groupes raciaux ou ethniques, peut finir par provoquer l'émergence de conflits armés.

Le nombre des réfugiés est un des reflets des interactions entre conflits armés et développement humain. Fin 1994, les conflits avaient fait presque 27 millions de réfugiés et de personnes déplacées dans le monde (onze fois plus qu'en 1970). Aujourd'hui un individu sur deux cents est soit réfugié soit déplacé dans son propre pays. Dans la quasi-totalité des pays où des conflits ont généré un nombre important de réfugiés et de déplacements de population, on constate que la valeur de l'IDH est peu élevée (tableau 1.6).

La paix ouvre par contre des perspectives favorables au développement humain : en Cisjordanie et à Gaza, les prémices de la paix améliorent les possibilités de développement des échanges, d'accroissement de l'aide étrangère et de politiques publiques plus efficaces destinées à accélérer le processus de développement humain.

Environnement

Les menaces environnementales qui pèsent sur les habitants de la planète résultent à la fois de la dégradation des écosystèmes locaux et de celle de l'écosystème mondial.

Développement humain, établissements humains et Habitat II

L'objectif de la deuxième conférence des Nations unies sur les établissements humains (Habitat II), qui se tiendra à Istanbul, est de parvenir à assurer la sécurité, l'équité et la viabilité à long terme des villes et villages du monde. Les deux grands thèmes de cette conférence sont : un logement adéquat pour chacun et des établissements humains viables dans un monde en pleine urbanisation.

L'urbanisation du monde : un fléau ou une chance pour le développement humain ?

Le monde est de plus en plus urbanisé. Entre 1950 et 1995, la proportion de la population mondiale vivant dans des villes est passée de 29 % à 43 %. En 2005, elle aura largement dépassé les 50 %.

Ce phénomène concerne essentiellement les pays en développement. Dans les pays industrialisés, les populations urbaines se stabilisent, et décroissent même dans certains cas. Dans le Sud en revanche, les zones urbaines grossissent d'un million d'habitants - l'équivalent d'une ville de la taille de Bruxelles ou Harare - chaque semaine. Et cette tendance ne donne aucun signe de ralentissement.

Les décideurs sont conscients que le boom des villes est inévitable, même si certaines mesures peuvent le freiner. Et si les villes concentrent les privations, elles catalysent également tous les possibles. Les migrants ruraux n'y découvrent peut-être pas de rues pavées d'or, mais ils y trouvent des perspectives d'emplois mieux rémunérés. Une forte densité de population et de ressources permet à la fois des économies d'échelle et une concentration de l'énergie créatrice. Elle est aussi favorable aux dimensions économiques et non économiques du développement humain (voir diagramme encadré 1.1). Ainsi, avec moins de la moitié de la population mondiale, les villes produisent près des deux tiers de la richesse du globe.

Sachant que les villes vont continuer de croître, la tâche consiste désormais à les faire fonctionner mieux en tant que centres de développement humain. L'amélioration de la qualité de l'emploi dans le secteur informel, la réalisation de logements adéquats et la répartition plus équitable des services entre les quartiers riches et les quartiers pauvres comptent parmi les domaines clé de l'avenir.

Un contexte favorable à l'amélioration de l'habitat

Les pouvoirs publics s'efforcent d'améliorer la sécurité des citadins et leurs conditions de vie en construisant des logements sociaux à coût modéré. Mais les résultats sont rarement à la hauteur des attentes : même les logements les moins chers sont encore beaucoup trop pour les plus pauvres et sont souvent accaparés par les classes moyennes, qui tirent la couverture à elles.

Les personnes les plus à même de réaliser des logements abordables sont les pauvres eux-

mêmes, qui, par leur énergie et leur ingéniosité, réussissent à bâtir des maisons et à constituer des communautés florissantes dans les conditions les plus difficiles. La meilleure contribution que puisse alors apporter un Etat est d'offrir son aide là où on la lui demande et de créer un contexte favorable à l'installation de communautés humaines et à l'amélioration de l'habitat.

Cela implique, entre autres, l'existence d'un marché foncier concurrentiel, mais réglementé, les individus étant moins enclins à construire sur des terrains occupés illégalement s'ils peuvent acquérir des parcelles en toute légalité. Les pouvoirs publics peuvent également assurer l'existence de marchés libres pour les matériaux de construction et le financement du logement. Il peuvent aussi supprimer les obstacles administratifs que constitue des normes de construction irréalistes.

Pourtant, trop peu de municipalités ont réellement mis en place une stratégie habilitante, laissant se creuser le fossé entre la rhétorique et l'action. En effet, les groupes d'intérêt qui tirent parti de situations de monopole sur les marchés foncier et du bâtiment, ou encore les réticences bureaucratiques ou l'incapacité à gérer les relations avec les organismes de type associatif y font obstacle. Cela soulève des problèmes de gestion municipale bien plus vastes, ceux de la responsabilité et de la compétence.

Le droit à un logement approprié doit-il être ajouté à la liste des droits de l'homme ?

Le droit à un logement approprié est un des nombreux droits associés au développement et figurant dans les instruments internationaux juridiques relatifs aux droits de l'homme. Selon la Déclaration universelle des droits de l'homme, partout acceptée comme une expression contraignante du droit international « coutumier », « toute personne a droit à un

niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour ... le logement ... » (article 25). Ce droit est répété dans plusieurs conventions ultérieures, en particulier dans celle sur les Droits économiques, sociaux et culturels et dans celle sur les Droits de l'enfant.

La question centrale, cependant, n'est pas la définition de « droits » ou « d'obligations », mais la certitude que les pays ayant adhéré à ces déclarations et ratifié ces traités se soient ainsi fermement engagés à améliorer les conditions de logement, dans le cadre d'une volonté plus large de pourvoir à un développement équitable et respectueux de l'homme. Le principal problème n'est pas dans l'interprétation des textes juridiques par les spécialistes du droit, mais le fait que les responsables politiques prennent les mesures nécessaires pour honorer leurs engagements envers les personnes et envers la communauté des nations. Si le droit international peut constituer un moyen d'attirer l'attention sur la nécessité d'agir, ce n'en est que mieux.

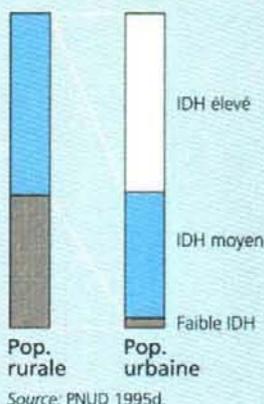
Priorités pour l'après-Istanbul

Cinq actions de suivi détermineront si Habitat II a eu un impact durable. Chaque pays devra ainsi :

1. Adopter les objectifs acceptés par tous et les adapter à sa propre situation.
2. Elaborer un programme national d'action, les principales municipalités se chargeant des programmes locaux.
3. Mettre en oeuvre un ensemble d'activités locales visant à réaliser ces objectifs et organisées de façon à permettre une pleine mobilisation de la société ainsi que la participation et la maîtrise de ces activités par les communautés elles-mêmes.
4. Examiner avec les dirigeants des communautés les moyens d'optimiser l'utilisation des ressources existantes, et fournir un « catalyseur » sous la forme de ressources tirées du budget central.
5. Mettre en place un processus de contrôle, à la fois pour évaluer les progrès réalisés dans l'achèvement des objectifs et pour fournir un retour, une responsabilisation et un encouragement aux différentes communautés concernées.

Les maires et les responsables des communautés urbaines de nombreuses villes montrent une remarquable capacité d'organisation créatrice et de mobilisation des communautés, transformant la vie de millions de citadins, dont beaucoup de pauvres. Une telle aptitude est particulièrement efficace lorsqu'elle est ancrée dans une approche participative et lorsqu'elle aborde les problèmes par des moyens qui font appel à la créativité des hommes, des femmes, des enfants et des organismes associatifs pour améliorer leur vie et leur situation.

DIAGRAMME ENCADRE 1.1
Niveau de développement
humain des populations rurale
et urbaine en Turquie



Source : BAD 1994, Cheema, Rabinovitch et Work 1995, CNUEH 1987, 1991 et 1996, PNUD 1991a et ONU 1995g.

Les pays en développement doivent résoudre des problèmes de plus en plus nombreux de pénurie d'eau, de déforestation, de désertification et de pollution, et faire face aux catastrophes naturelles. Actuellement dans les pays en développement, les ressources en eau par habitant représentent seulement le tiers de celles de 1970. Entre quatre et cinq millions d'hectares de forêts disparaissent chaque année. Dans la seule Afrique subsaharienne au cours des cinq dernières décennies, 65 millions d'hectares de terres productives ont été gagnés par le désert. La pollution de l'air est un problème crucial. Environ 700 millions d'individus, au premier rang desquels les femmes et les enfants des zones rurales défavorisées, sont intoxiqués par la fumée des combustibles, le bois de feu notamment, brûlés dans les maisons. Entre 1967 et 1993, les catastrophes naturelles ont touché trois milliards d'habitants dans les pays en développement, faisant plus de sept millions de morts et deux millions de blessés.

Dans les pays industrialisés, la pollution de l'air constitue également une des plus graves menaces pour l'environnement. La dégradation des forêts d'Europe imputable à ce type de pollution est à l'origine de pertes économiques annuelles équivalant à 35 milliards de dollars. La perte de production agricole annuelle due à la pollution de l'air est estimée à 1,5 milliard de dollars en Suède, 1,8 mil-

liard en Italie, 2,7 milliards en Pologne et 4,7 milliards en Allemagne.

Certaines formes de détérioration de l'environnement font fi des frontières. L'air pollué dérive inévitablement d'un pays à l'autre, et le dioxyde de soufre rejeté par un pays peut tout à fait provoquer des pluies acides dans un pays voisin. Environ 60 % des forêts européennes exploitées commercialement présentent de dangereux niveaux de dépôts soufrés. La production des gaz à effet de serre, elle aussi, a une incidence planétaire. Bien que les Etats-Unis et l'ex-Union soviétique soient responsables de près du tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre, c'est quelquefois sur des pays plus pauvres que l'impact peut être le plus frappant. Dans l'hypothèse de l'élévation d'un seul mètre du niveau de la mer, sous l'effet, notamment, du réchauffement planétaire, le Bangladesh perdrait 17 % de son territoire, alors que ce pays n'est responsable que de 0,3 % des émissions totales de gaz à effet de serre.

Aujourd'hui, la biodiversité est plus menacée que jamais. Compte tenu des rythmes actuels d'extinction, 15 % des espèces pourraient avoir disparu d'ici à 25 ans.

Pauvreté économique ou pénurie de capacités

Les pages qui précèdent montrent à quel point le développement humain a progressé et à quel point la pauvreté et la détresse humaines restent fortement ancrées.

La pauvreté est généralement considérée comme la situation découlant d'un revenu insuffisant. On part en effet du principe que le bien-être matériel des individus dépend essentiellement du revenu. Ainsi, si l'on considère que le seuil de pauvreté s'établit à un dollar par jour, 33 % de la population des pays en développement (soit 1,3 milliard de personnes) sont pauvres. Près de la moitié (plus de 550 millions de personnes) de ces pauvres vivent en Asie du Sud, 215 millions dans l'Afrique sub-saharienne et 150 millions en Amérique latine.

La « pauvreté en termes de revenu » (ou pauvreté monétaire) ne constitue cependant qu'une partie du problème. De même que le développement humain dépasse largement le cadre du revenu pour s'attacher à d'autres aspects de la vie

TABLEAU 1.6
Conflits et développement humain
(en décembre 1994)

Pays ou groupe de pays	Réfugiés	IDH
Développement humain élevé	Néant	0,901
Développement humain moyen	—	0,647
Iraq	702 000	0,599
Azerbaïdjan	299 000	0,665
Arménie	202 000	0,680
Faible développement humain	—	0,396
Afghanistan	2 744 000	0,229
Rwanda	2 257 000	0,332
Libéria	795 000	0,311
Somalie	536 000	0,221
Soudan	397 000	0,359
Burundi	389 000	0,282
Angola	284 000	0,283
Sierra Leone	275 000	0,219
Mozambique	234 000	0,261
Tchad	211 000	0,291
Myanmar	204 000	0,451
Sous-total	9 259 000	—
Autres (pays dans lesquels un conflit a généré moins de 200 000 réfugiés)	5 229 000	—
Total	14 488 000	—

Source : HCR 1995.

humaine, la pauvreté doit être perçue comme un phénomène à facettes multiples.

La présente édition du *Rapport mondial sur le développement humain* introduit une mesure multidimensionnelle de la détresse humaine : l'indicateur de pénurie de capacités (IPC). Conçu pour compléter les critères de mesure monétaire de la pauvreté, cet indicateur se concentre sur les potentialités humaines, dans le même esprit que l'indicateur composite du développement humain (IDH). Néanmoins, plutôt que de mesurer la valeur moyenne de ces potentialités, il reflète le pourcentage d'individus n'ayant pas accès au minimum des potentialités humaines élémentaires.

Plus précisément, l'IPC s'intéresse à l'absence de trois potentialités élémentaires : tout d'abord, pouvoir s'alimenter correctement et être en bonne santé (potentialité mesurée par la proportion d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'une insuffisance pondérale), ensuite, pouvoir enfanter dans des conditions salubres (potentialité représentée par la proportion d'accouchements intervenant sans l'aide d'un personnel de santé compétent), enfin, pouvoir s'instruire et s'informer (potentialité mesurée par le taux d'analphabétisme chez les femmes). Cet indicateur présente la particularité de mettre en exergue la détresse des femmes, qui est très profonde dans certains pays et dont on sait qu'elle exerce une influence négative sur le développement humain de la famille et de la société.

Pour chaque pays, on additionne ces trois mesures avant de diviser le résultat par trois pour obtenir une moyenne arithmétique simple. La pénurie de capacités est d'autant plus faible que cette moyenne est basse (le cadre analytique, la méthode et les résultats complets du calcul de l'IPC figurent dans la note technique 3). Il serait possible d'intégrer d'autres variables à l'IPC, mais un indicateur simple est plus utile pour les comparaisons entre pays.

Le tableau 1.7 présente les résultats de l'IPC pour un certain nombre de pays, ainsi que le taux de pauvreté tiré de l'ouvrage intitulé *Trends in Developing Economies 1995* (tendances observées dans les pays en développement) de la Banque mondiale, qui se fonde sur un seuil de pauvreté national élevé et reflète donc à la fois des niveaux modérés et extrêmes de pauvreté. On évalue cet indicateur numérique à partir de la proportion d'individus vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Si l'on se réfère aux seuils nationaux de pauvreté monétaire, 21 % de la population des pays en développement vit ainsi dans la pauvreté. S'agissant de la pauvreté définie par la pénurie de capacités, la proportion atteint 37 %. En d'autres termes, dans les pays en développement, 900 millions d'individus sont pauvres en termes économiques, tandis que 1,6 milliard sont pauvres en termes de potentialités.

- *Asie du Sud* - Dans la plupart des pays de cette région, la pauvreté définie par les potentialités est plus répandue que celle définie par le revenu. Au Pakistan, un tiers seulement de la population a un revenu insuffisant, mais plus des trois cinquièmes souffrent d'une pénurie de capacités. Au Bangladesh, 55 millions de personnes se rangent dans la première catégorie, contre 89 millions dans la seconde. A l'inverse, au Sri Lanka, la pauvreté définie par les potentialités est moindre que la pauvreté définie par le revenu.

- *Asie du Sud-Est* - La Thaïlande s'étant au cours des années efforcée d'accroître les potentialités de sa population, la pénurie de capacités y est moins répandue que la pauvreté monétaire. Si elle a accompli des progrès considérables dans la lutte contre la pauvreté définie par le revenu, l'Indonésie a, quant à elle, encore beau-

L'indicateur de pénurie de capacités est conçu pour compléter les critères de mesure monétaire de la pauvreté

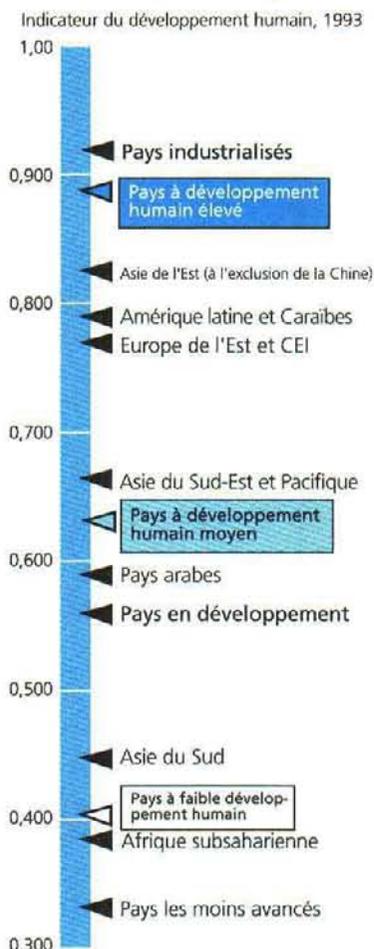
TABLEAU 1.7
Pauvreté en termes de potentialités et en termes monétaires (pourcentage)

Pays	Personnes pauvres en termes de potentialités (IPC) 1993	Personnes pauvres en termes monétaires (indice de pauvreté) ^a
Bangladesh	76,9	47,5
Inde	61,5	25,4
Pakistan	60,8	34,0
Guinée-Bissau	56,6	49,0
Maroc	49,7	13,1
Ouganda	45,9	55,0
Indonésie	42,3	16,7
Ghana	39,3	35,9
Kenya	33,8	37,0
Tunisie	29,9	14,1
Pérou	25,7	32,0
Zimbabwe	22,3	25,5
Thaïlande	21,1	21,8
Sri Lanka	19,3	22,4
Chine	17,5	10,9
Venezuela	15,2	31,3

a. Année la plus récente disponible

Source : Bureau du *Rapport mondial sur le développement humain* et Banque mondiale 1995c.

DIAGRAMME 1.5
Le niveau de développement humain varie selon les régions



Source : Bureau du Rapport mondial sur le développement humain.

coup à faire du point de vue des potentialités élémentaires. Cette disparité entre les deux pays transparait dans le classement réalisé selon l'indicateur composite du développement humain : la Thaïlande y occupe la 52^e place, et l'Indonésie la 102^e.

- *Pays arabes* - Dans ces pays, la pauvreté en termes de potentialités est généralement supérieure à la pauvreté monétaire, mais l'écart entre les deux indicateurs varie : il est par exemple plus important au Maroc qu'en Tunisie.

- *Afrique subsaharienne* - La situation est ici différente. Dans cette région, la pauvreté économique est tellement répandue qu'au Kenya, en Ouganda et au Zimbabwe, elle dépasse la pauvreté définie par les potentialités. Cela étant, l'écart entre les deux est souvent faible. La détresse humaine est particulièrement criante en Guinée-Bissau, où trois cinquièmes de la population sont pauvres en termes de potentialités.

- *Amérique latine* - De nombreux pays ont renforcé les potentialités de la population avec beaucoup de succès, comme l'atteste la note qu'ils ont obtenu selon l'IDH. En revanche, leur réussite est moins éclatante dans le domaine de la pauvreté définie par le revenu. Au Pérou et au Venezuela, celle-ci est en effet supérieure à la pauvreté définie par les potentialités.

Ces exemples montrent qu'il est impossible d'éradiquer la pauvreté en se contentant d'agir sur le revenu. Qui plus est, il faudra développer considérablement les potentialités humaines élémentaires et l'utilisation productive de ces potentialités.

Les enseignements de l'IDH 1996

Depuis 1990, le *Rapport mondial sur le développement humain* présente un indicateur du développement humain (IDH) dans le but de prendre en compte autant d'aspects que possible de ce développement humain au moyen d'un indicateur composite simple, et de classer les pays en fonction de ce critère. Ce classement fait apparaître des variations régionales considérables (diagramme 1.5 et tableaux 1.8 et 1.9).

Le concept de développement humain recouvre une réalité beaucoup trop riche et profonde pour que l'on puisse l'enfermer dans un indicateur composite ou même dans un ensemble détaillé d'indicateurs statistiques. Il est pourtant utile de pouvoir synthétiser une réalité complexe

en termes simples. C'est la raison d'être de l'indicateur du développement humain (IDH). Cet indicateur composite mesure

TABLEAU 1.8
Classement des pays industrialisés selon l'IDH, 1993

Pays	L'IDH	Classement selon l'IDH	Classement par habitant (PPA)	Ecart de classement réel entre IDH et PIB ^a
Canada	0,951	1	7	6
Etats-Unis	0,940	2	2	0
Japon	0,938	3	9	6
Pays-Bas	0,938	4	22	18
Norvège	0,937	5	10	5
Finlande	0,935	6	25	19
France	0,935	7	14	7
Islande	0,934	8	17	9
Suède	0,933	9	21	12
Espagne	0,933	10	31	21
Australie	0,929	11	18	7
Belgique	0,929	12	12	0
Autriche	0,928	13	15	2
Nouvelle-Zélande	0,927	14	24	10
Suisse	0,926	15	4	-11
Royaume-Uni	0,924	16	23	7
Danemark	0,924	17	11	-6
Allemagne	0,920	18	16	-2
Irlande	0,919	19	29	10
Italie	0,914	20	20	0
Grèce	0,909	21	41	19
Israël	0,908	24	28	4
Luxembourg	0,895	27	1	-26
Malte	0,886	28	34	6
Portugal	0,878	35	35	0
Rép. tchèque	0,872	37	44	6
Slovaquie	0,864	41	55	14
Hongrie	0,855	46	51	5
Lettonie	0,820	55	61	7
Pologne	0,819	56	65	10
Russie, Féd. de	0,804	57	64	8
Bélarus	0,787	61	71	10
Bulgarie	0,773	62	70	8
Estonie	0,749	68	83	15
Kazakhstan	0,740	72	79	7
Roumanie	0,738	74	78	4
Ukraine	0,719	80	90	11
Lithuanie	0,719	81	95	15
Turkménistan	0,695	90	92	3
Arménie	0,680	93	123	31
Ouzbékistan	0,679	94	104	11
Azerbaïdjan	0,665	96	117	22
Moldova, Rép. de	0,663	98	108	11
Kirghizistan	0,663	99	111	13
Géorgie	0,645	101	128	28
Albanie	0,633	104	115	12
Tadjikistan	0,616	105	137	33

a. Les résultats positifs signifient que le classement selon l'IDH est supérieur au classement selon le PIB réel par habitant (PPA), les résultats négatifs signifient le contraire.

TABLEAU 1.9

Classement des pays en développement selon l'IDH, 1993

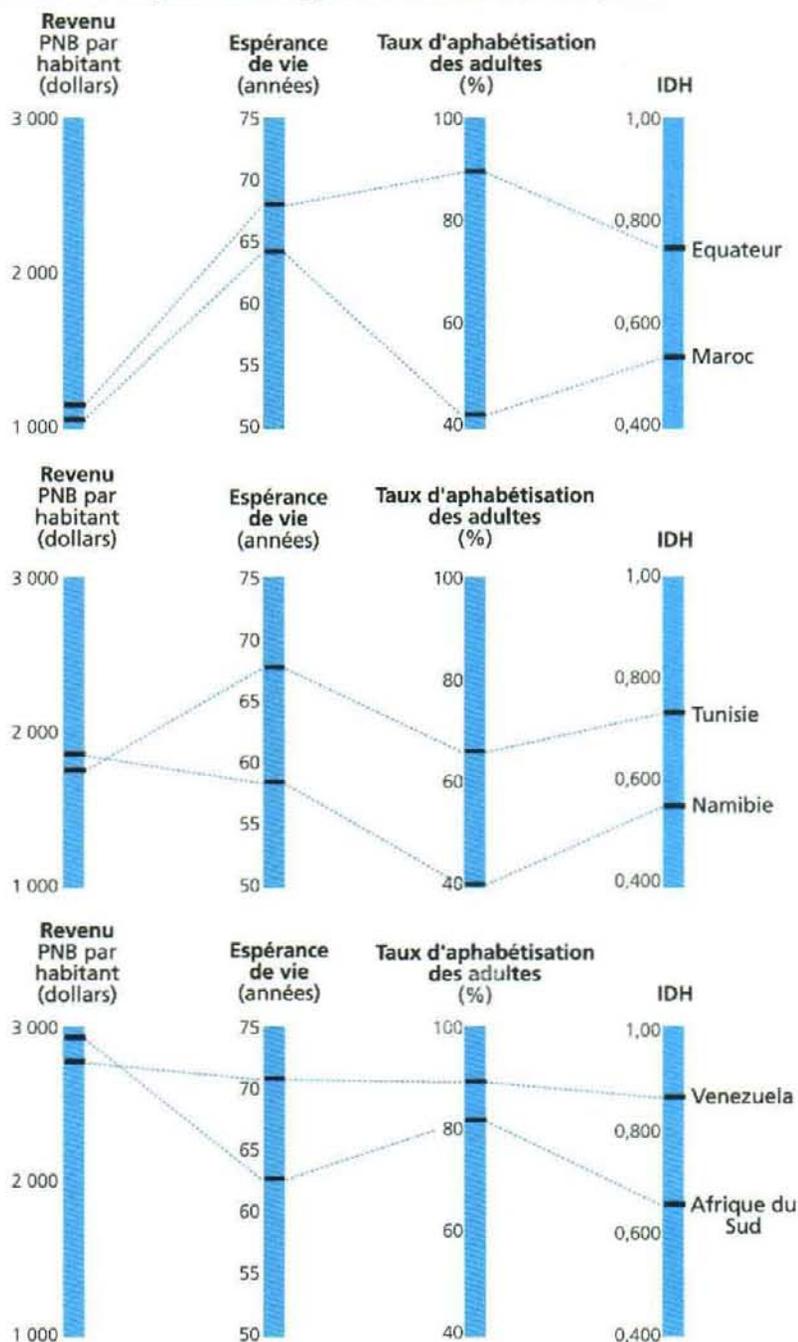
Pays	IDH	Classement selon IDH	Classement selon le PIB réel par habitant (PPA)	Ecart de classement entre IDH et PIB ^a	Pays	IDH	Classement selon l'IDH	Classement selon le PIB réel par habitant (PPA)	Ecart de classement entre IDH et PIB ^a
Hong-Kong	0,909	22	6	-16	Guatemala	0,580	112	85	-26
Chypre	0,909	23	30	7	Mongolie	0,578	113	122	10
Barbadé	0,906	25	36	11	Honduras	0,577	114	120	7
Bahamas	0,895	26	26	0	El Salvador	0,576	115	109	-5
Corée, Rép. de	0,886	29	39	9	Namibie	0,573	116	79	-37
Argentine	0,885	30	47	16	Nicaragua	0,569	117	112	-4
Costa Rica	0,884	31	54	23	Salomon, Iles	0,563	118	113	-4
Uruguay	0,883	32	49	16	Vanuatu	0,562	119	106	-12
Chili	0,882	33	42	8	Gabon	0,557	120	74	-46
Singapour	0,881	34	13	-21	Viet Nam	0,540	121	147	27
Brunéi Darussalam	0,872	36	19	-17	Cap-Vert	0,539	122	125	4
Trinité-et-Tobago	0,872	38	43	4	Maroc	0,534	123	88	-34
Bahreïn	0,866	39	27	-12	Zimbabwe	0,534	124	120	-3
Antigua-et-Barbuda	0,866	40	67	20	Congo	0,517	125	101	-23
Emirats arabes unis	0,864	42	8	-34	Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,504	126	103	-22
Panama	0,859	43	52	9	Cameroun	0,482	127	114	-12
Venezuela	0,859	44	45	0	Kenya	0,473	128	136	9
Saint-Kitts-et-Nevis	0,858	45	40	-6	Ghana	0,467	129	124	-4
Fidji	0,853	47	57	10	Lesotho	0,464	130	150	21
Mexique	0,845	48	48	-1	Guinée équatoriale	0,461	131	126	-4
Colombie	0,840	49	53	4	São Tomé-et-Principe	0,459	132	171	39
Qatar	0,839	50	3	-47	Myanmar	0,451	133	168	35
Koweït	0,836	51	5	-46	Pakistan	0,442	134	118	-15
Thaïlande	0,832	52	50	-3	Inde	0,436	135	141	7
Malaisie	0,826	53	45	-9	Zambie	0,411	136	144	9
Maurice	0,825	54	33	-21	Nigéria	0,401	137	134	-2
Brésil	0,796	58	58	0	Rép. dém. pop. lao	0,340	138	135	-2
Jamahiriya arabe libyenne	0,792	59	38	-9	Comores	0,399	139	143	5
Seychelles	0,792	60	62	3	Togo	0,385	140	148	9
Arabie saoudite	0,772	63	32	-31	Zaïre	0,371	141	174	33
Equateur	0,764	64	68	4	Yémen	0,366	142	133	-8
Dominique	0,764	65	75	10	Bangladesh	0,365	143	139	-3
Iran, Rép. islamique d'	0,755	66	59	-7	Tanzanie, Rép. unie de	0,364	144	170	26
Belize	0,754	67	66	0	Haïti	0,360	145	145	1
Algérie	0,746	69	56	-13	Soudan	0,359	146	138	-7
Jordanie	0,741	70	69	-1	Côte d'Ivoire	0,357	147	131	-15
Botswana	0,741	71	60	-10	Rép. centrafricaine	0,355	148	145	-2
Saint-Vincent	0,738	73	84	11	Mauritanie	0,353	149	132	-16
Suriname	0,737	75	82	7	Madagascar	0,349	150	164	14
Sainte-Lucie	0,733	76	77	1	Népal	0,332	151	149	-1
Grenade	0,729	77	94	18	Rwanda	0,332	152	161	9
Tunisie	0,727	78	63	-14	Sénégal	0,331	153	129	-23
Cuba	0,726	79	97	19	Bénin	0,327	154	130	-23
Oman	0,716	82	37	-45	Ouganda	0,327	155	151	-3
Corée, Rép. pop. dém. de	0,714	83	97	15	Cambodge	0,325	156	140	-15
Turquie	0,711	84	72	-12	Malawi	0,321	157	163	6
Paraguay	0,704	85	86	2	Libéria	0,311	158	154	-3
Jamaïque	0,702	86	91	6	Bhoutan	0,307	159	157	-2
Rép. dominicaine	0,701	87	81	-6	Guinée	0,307	160	126	-33
Samoa-Occidental	0,700	88	97	10	Guinée-Bissau	0,297	161	152	-8
Sri Lanka	0,698	89	96	8	Gambie	0,292	162	142	-19
Pérou	0,694	91	87	-3	Tchad	0,291	163	165	2
Rép. arabe syrienne	0,690	92	73	-19	Djibouti	0,287	164	160	-4
Philippines	0,666	95	102	8	Angola	0,283	165	166	1
Liban	0,664	97	106	10	Burundi	0,282	166	167	1
Afrique du Sud	0,649	100	93	-6	Mozambique	0,261	167	169	2
Indonésie	0,641	102	88	-13	Ethiopie	0,237	168	173	5
Guyana	0,634	103	119	17	Afghanistan	0,229	169	156	-13
Egypte	0,611	106	76	-30	Burkina Faso	0,225	170	159	-11
Maldives	0,610	107	115	9	Mali	0,223	171	172	1
Chine	0,609	108	110	3	Somalie	0,221	172	162	-10
Iraq	0,599	109	155	-24	Sierra Leone	0,219	173	152	-20
Swaziland	0,586	110	100	-9	Niger	0,204	174	157	-17
Bolivie	0,584	111	104	-6					

a. Les résultats positifs signifient que le classement selon l'IDH est supérieur au classement selon le PIB réel par habitant (PPA), les résultats négatifs signifiant le contraire.

le niveau des potentialités humaines élémentaires sous trois angles cruciaux : possibilité de vivre longtemps et en bonne santé, d'acquérir des connaissances et d'avoir un niveau de vie convenable. Trois variables ont été retenues pour illustrer ces trois aspects : l'espérance de vie, le niveau d'instruction et le revenu.

DIAGRAMME 1.6

Revenu analogue et développement humain différent, 1993



Source : Bureau du Rapport mondial sur le développement humain.

La valeur de l'IDH pour chaque pays indique le chemin qui lui reste à parcourir pour atteindre certains objectifs prédéfinis : une durée de vie moyenne de 85 ans, l'accès à l'éducation pour tous et un niveau de vie correct. L'IDH réduit ces trois indicateurs de base à une unité de mesure commune, à savoir la distance relative par rapport à l'objectif souhaité. Les valeurs minimale et maximale de chaque variable, qui sont fixes, sont représentées sous la forme d'une échelle graduée de 0 à 1. Chaque pays se situe sur un point de cette échelle.

On construit l'IDH en déterminant les résultats relatifs d'un pays pour chacune des trois variables de base et en calculant la moyenne arithmétique des trois indicateurs. La méthode détaillée de construction de l'IDH est présentée dans la note technique 1.

L'IDH indique la distance qui reste à parcourir à chaque pays pour atteindre la valeur maximale 1, et permet par ailleurs d'établir des comparaisons internationales. La différence entre la valeur maximale de l'IDH et la valeur obtenue par un pays représente le déficit de ce pays à l'aune de l'IDH. Le défi consiste alors pour chaque pays à trouver le moyen de réduire ce déficit.

Le classement des pays en fonction de l'IDH conduit aux observations suivantes, qui sont les points saillants de l'exercice 1996 :

- Parmi les 174 pays pour lesquels l'IDH a été calculé, 57 présentent un niveau de développement humain élevé, 69 un niveau moyen et 48 un niveau faible.
- Ce sont le Canada, les Etats-Unis et le Japon qui arrivent en tête du classement selon l'IDH. Parmi les pays et les régions en développement, les mieux placés sont Hong-Kong, Chypre et la Barbade.
- Le classement des différents pays selon l'IDH diffère de manière significative du classement selon le PIB réel par habitant (voir la dernière colonne des tableaux 1.8 et 1.9). Seize pays se classent vingt places plus haut selon l'IDH que selon le PIB. C'est par exemple le cas du Costa Rica et du Viet Nam, qui ont su tirer parti des bénéfices de la croissance pour améliorer les conditions de vie de leur population. Pour 21 autres pays, c'est la situation inverse : ils perdent 20 places au classement selon l'IDH par rapport au classement en fonction du PIB. Cela signifie qu'il leur reste de gros efforts à consentir pour répartir plus équitablement les béné-

fices de la croissance économique. Des pays peuvent donc avoir des revenus similaires, mais obtenir des résultats différents en matière de développement humain ou, à l'inverse, avoir des IDH comparables, mais des revenus très dissemblables (diagramme 1.7 et tableau 1.10).

Décomposition de l'IDH

Les IDH nationaux présentent un inconvénient : il s'agit de moyennes, qui peuvent donner une image trompeuse des conditions de vie dans un pays dès lors que le niveau de développement humain y varie dans des proportions importantes en fonction, par exemple, du sexe, de la race, de l'origine ethnique ou de la région. La solution consiste à décomposer l'IDH par région, par race et par catégorie ethnique. Les précédentes éditions du *Rapport mondial sur le développement humain* ont procédé de la sorte pour l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Égypte, les États-Unis, l'Inde, la Malaisie, le Mexique, le Nigéria et la Turquie.

Ces dernières années, cette démarche a fait des émules. Certains exercices de décomposition s'inscrivent dans le cadre de rapports nationaux sur le développement humain (Philippines). D'autres ont été menés dans un contexte universitaire (Mexique et Afrique du Sud). On a également tenté de décomposer l'IDH à un niveau infrarégional ou infraprovincial. L'étude menée sur les districts du Madhya Pradesh, l'État le plus étendu de l'Inde, en est un exemple. Les résultats montrent que le niveau de développement humain varie dans des proportions gigantesques entre les

95 districts de cet état. Ainsi, Indore (avec un IDH de 0,619) et Bhopal (0,609), qui sont plus développés, affichent des IDH quatre fois supérieurs à ceux de districts moins avancés tels que celui de Tikamgarh (0,156).

Commentons les résultats d'une telle décomposition pour quatre pays - Philippines, Mexique, Afrique du Sud et Venezuela - dans le but de mettre en évidence les situations critiques.

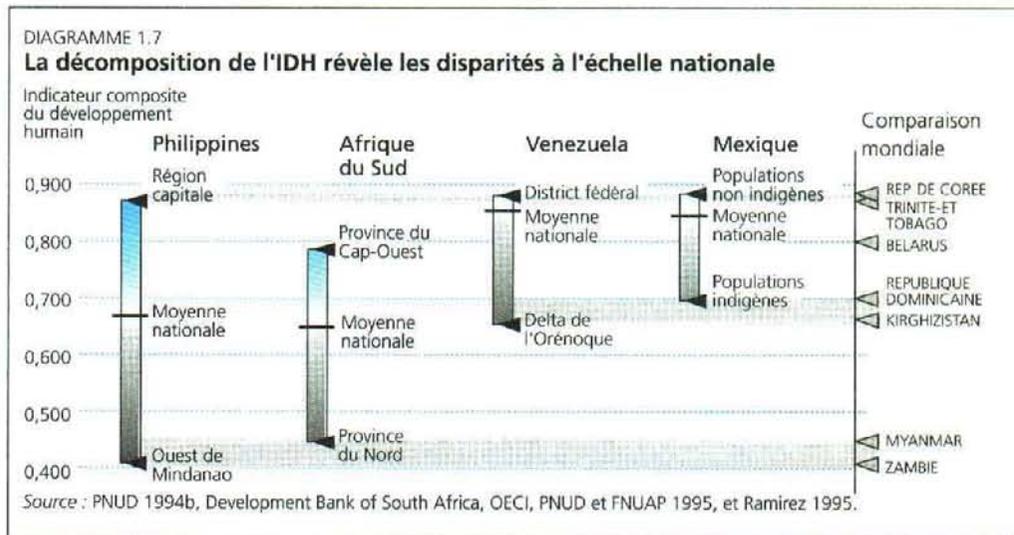
- *Philippines* - La décomposition de l'IDH pour 13 régions des Philippines donne les résultats suivants : la région englobant la capitale occupe la tête du classement national (avec un IDH de 0,871), qui la situerait au même rang que la Trinité-et-Tobago (38^e) dans le classement international. C'est la partie ouest de l'île de Mindanao qui est classée dernière, avec un

Le classement des différents pays selon l'IDH diffère de manière significative du classement selon le PIB réel par habitant

TABLEAU 1.10
Similarité de l'IDH et disparité des revenus, 1993

Pays	IDH	PNB par habitant (dollars)
Nouvelle-Zélande	0,927	12 600
Suisse	0,926	35 760
Argentine	0,885	7 220
Costa Rica	0,884	2 150
Bulgarie	0,773	7 780
Equateur	0,764	1 200
Afrique du Sud	0,649	2 980
Indonésie	0,641	740
Salomon, Iles	0,582	740
Gabon	0,557	4 960
Viet Nam	0,523	170
Congo	0,517	950
Népal	0,332	190
Sénégal	0,331	750

Source : Bureau du Rapport mondial sur le développement humain.



Les résultats de la décomposition de l'IDH montrent qu'il est temps de prendre des mesures adéquates pour corriger les écarts en termes géographiques et ethniques

IDH de 0,410, équivalent à celui de la Zambie (136^e rang mondial). C'est ainsi dans l'ouest de Mindanao que l'espérance de vie est la plus faible (55 ans) et le taux d'alphabétisation des adultes le moins élevé (81 %). En outre, 55 % de sa population sont pauvres, contre seulement 15 % dans la région de la capitale.

- *Mexique* - l'IDH du Mexique était déjà décomposé par région dans le *Rapport mondial sur le développement humain 1994*. L'année dernière, on a tenté de le décomposer en fonction de l'origine - indigène ou non - de la population. Les résultats montrent que l'IDH de la population non indigène est de 0,887, soit 1,3 fois plus que celui de la population indigène. Le premier groupe se situe ainsi devant la République de Corée (29^e) et le second au même rang que la République dominicaine (87^e). Cet écart tient en grande partie au fait que la population indigène accède plus difficilement aux services sociaux et aux infrastructures de base, d'où un taux d'alphabétisation plus faible, un taux de mortalité infantile plus élevé et une pauvreté plus répandue. A titre d'exemple, celle-ci touche 81 % des indigènes, contre 18 % pour le reste de la population.

- *Afrique du Sud* - Lorsque l'on décompose l'IDH au niveau des neuf provinces sud-africaines, on constate une forte corrélation entre le désavantage régional et l'origine ethnique. Dans la province du Nord (ex-Transvaal-nord), où l'IDH est seulement de 0,450 (ce qui place cette région au 133^e rang mondial, au niveau du Myanmar), plus de 90 % de la population est noire. Dans la province du Cap-Ouest, qui affiche l'IDH le plus élevé (0,791, niveau équivalent à celui du Bélarus, qui occupe le 61^e rang mondial), 17 % seulement de la population est noire. La différence entre ces deux régions est en grande partie imputable à la disparité des revenus. Le revenu par habitant est cinq fois plus élevé dans la province du Cap-Ouest (6 000 dollars en parités de pouvoir d'achat - PPA) que dans celle du Nord (1 190 dollars). Ces écarts de revenus s'expliquent eux mêmes en grande partie par le manque de perspectives économiques pour les Noirs de la province du Nord.

- *Venezuela* - Le Venezuela se place certes dans la moitié inférieure de la catégorie des pays à développement humain élevé, mais les disparités régionales y sont néanmoins considérables. La décomposition de l'IDH par province place la région

du delta de l'Orénoque, en dernière position : l'espérance de vie y est de 63 ans et le taux d'alphabétisation chez les adultes de 77 %, les valeurs les plus faibles du pays. Avec un IDH de 0,659, elle occuperait la même place que le Kirghizistan au niveau mondial (99^e). Comme dans de nombreux autres pays, la région de la capitale (dans le cas présent, le district fédéral) vient en tête, avec un IDH de 0,887 qui la place devant la République de Corée (29^e). Ce classement indique que les ressources profitent de manière disproportionnée à la capitale du pays, Caracas.

Les résultats de la décomposition de l'IDH montrent qu'il est temps de prendre des mesures adéquates pour corriger ces écarts entre provinces, régions, zones écologiques ou encore groupes ethniques, afin d'éviter que des situations déjà tendues ne dégèrent. On pourrait notamment instaurer un dialogue multipartite, promouvoir une meilleure répartition des ressources, réduire les inégalités de revenus, mettre en oeuvre des programmes de lutte contre la pauvreté et améliorer l'aménagement du territoire, ainsi que le contrôle et l'application des politiques régionales.

L'indicateur sexospécifique du développement humain

Apparu pour la première fois dans l'édition 1995 du *Rapport mondial sur le développement humain*, l'indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH) examine les mêmes potentialités élémentaires que l'IDH (espérance de vie, niveau d'instruction et revenu), mais opère une correction en fonction de l'inégalité sociologique entre les sexes. Dans l'édition 1996 du rapport, l'ISDH a été calculé pour 137 pays, soit sept de plus que l'an dernier (tableau 1.11). La méthode de construction de l'ISDH est décrite dans la note technique 2, et les résultats complets de l'exercice figurent au tableau 2 de la partie analytique du présent rapport.

Sur les cinq pays les mieux classés selon le critère de l'ISDH, trois sont des pays scandinaves : la Suède (1^{er}), la Norvège (3^e) et la Finlande (5^e). Les deux autres sont le Canada (2^e) et les Etats-Unis (4^e). Par rapport à l'an dernier, le Canada est passé de la neuvième à la deuxième place, principalement parce que les nouvelles données disponibles sur la répartition du revenu entre hommes et femmes - qui sont plus fiables que les précédentes - font état d'une part plus impor-

tante pour les femmes qu'il n'apparaissait l'an dernier.

Plusieurs pays et régions en développement obtiennent également de bons résultats à l'aune de l'ISDH : la Barbade (16^e), les Bahamas (18^e), Hong-Kong (25^e), l'Uruguay (26^e), Singapour (29^e), la République de Corée (31^e), le Costa Rica (32^e) et la Thaïlande (33^e). Ces pays sont parvenus à doter hommes et femmes des potentialités humaines élémentaires, sans

que les différences entre les sexes y soient trop marquées.

Les cinq dernières places échoient au Niger, à la Sierra Leone, à l'Afghanistan, au Burkina Faso et au Mali (par ordre ascendant). Les femmes y sont doublement défavorisées : le niveau de développement humain global est faible, et la situation des femmes est encore pire que celle des hommes.

Le classement selon l'ISDH appelle plusieurs conclusions.

TABLEAU 1.11

Disparités sociologiques entre les sexes - classements selon l'ISDH et l'IDH

Classement selon l'ISDH	Classement selon l'IDH	Ecart de classement	Classement selon l'ISDH	Classement selon l'IDH	Ecart de classement	Classement selon l'ISDH	Classement selon l'IDH	Ecart de classement
1 Suède	9	8	48 Estonie	58	10	94 Guatemala	88	-6
2 Canada	1	-1	49 Brésil	52	3	95 Papaouasie-Nouvelle-Guinée	97	2
3 Norvège	5	2	50 Fidji	41	-9	96 Iraq	85	-11
4 Etats-Unis	2	-2	51 Kazakhstan	61	10	97 Maroc	95	-2
5 Finlande	6	1	52 Bahreïn	35	-17	98 Kenya	99	1
6 Islande	8	2	53 Roumanie	62	9	99 Ghana	100	1
7 Danemark	17	10	54 Botswana	60	6	100 Cameroun	98	-2
8 France	7	-1	55 Koweït	45	-10	101 Lesotho	101	0
9 Australie	11	2	56 Emirats arabes unis	37	-19	102 Myanmar	102	0
10 Nouvelle-Zélande	14	4	57 Lituanie	65	8	103 Inde	104	1
11 Pays-Bas	4	-7	58 Qatar	44	-14	104 Zambie	105	1
12 Japon	3	-9	59 Cuba	64	5	105 Comores	108	3
13 Autriche	13	0	60 Jamaïque	68	8	106 Rép. dém. pop.lao	107	1
14 Royaume-Uni	16	2	61 Turquie	66	5	107 Pakistan	103	-4
15 Belgique	12	-3	62 Sri Lanka	70	8	108 Nigéria	106	-2
16 Barbade	23	7	63 Arménie	73	10	109 Zaïre	110	1
17 Allemagne	18	1	64 Kirghizistan	77	13	110 Togo	109	-1
18 Bahamas	24	6	65 Azerbaïdjan	75	10	111 Tanzanie, Rép. unie de	113	2
19 Suisse	15	-4	66 Equateur	56	-10	112 Haïti	114	2
20 Espagne	10	-10	67 Paraguay	67	0	113 Rép. centrafricaine	117	4
21 Italie	20	-1	68 Tunisie	63	-5	114 Madagascar	119	5
22 Grèce	21	-1	69 Géorgie	79	10	115 Mauritanie	118	3
23 Rép. tchèque	33	10	70 Philippines	74	4	116 Bangladesh	112	-4
24 Slovaquie	36	12	71 Rép. dominicaine	69	-2	117 Côte d'Ivoire	116	-1
25 Hong-Kong	22	-3	72 Pérou	71	-1	118 Soudan	115	-3
26 Uruguay	28	2	73 Jamahiriya arabe libyenne	53	-20	119 Ouganda	123	4
27 Irlande	19	-8	74 Afrique du Sud	78	4	120 Sénégal	121	1
28 Hongrie	40	12	75 Iran, Rép. islamique d'	57	-18	121 Malawi	124	3
29 Singapour	30	1	76 Indonésie	80	4	122 Yémen	111	-11
30 Portugal	31	1	77 Liban	76	-1	123 Bénin	122	-1
31 Corée, Rép. de	25	-6	78 Guyana	81	3	124 Népal	120	-4
32 Costa Rica	27	-5	79 Chine	84	5	125 Guinée	125	0
33 Thaïlande	46	13	80 Maldives	83	3	126 Guinée-Bissau	126	0
34 Trinité-et-Tobago	34	0	81 Algérie	59	-22	127 Gambie	127	0
35 Brunéi Darussalam	32	-3	82 Rép. arabe syrienne	72	-10	128 Tchad	128	0
36 Lettonie	49	13	83 Mongolie	89	6	129 Burundi	130	1
37 Pologne	50	13	84 Swaziland	86	2	130 Angola	129	-1
38 Colombie	43	5	85 Arabie saoudite	55	-30	131 Mozambique	131	0
39 Panama	38	-1	86 Bolivie	87	1	132 Ethiopie	132	0
40 Russie, Féd. de	51	11	87 Egypte	82	-5	133 Mali	135	2
41 Venezuela	39	-2	88 El Salvador	91	3	134 Burkina Faso	134	0
42 Bélarus	54	12	89 Nicaragua	92	3	135 Afghanistan	133	-2
43 Malaisie	47	4	90 Honduras	90	0	136 Sierra Leone	136	0
44 Chili	29	-15	91 Viet Nam	93	2	137 Niger	137	0
45 Argentine	26	-19	92 Zimbabwe	96	4			
46 Mexique	42	-4	93 Cap-Vert	94	1			
47 Maurice	48	1						

Note : Les classements selon l'IDH ont été recalculés en fonction des 137 pays inclus dans le calcul de l'ISDH. Les résultats positifs dans les colonnes « Ecart de classement » signifient que le pays en question obtient de meilleurs résultats en termes d'égalité des sexes qu'en termes de performances moyennes.

L'égalité
sociologique
entre les sexes
ne va pas
nécessairement
de pair avec
une croissance
économique
forte

Tout d'abord, aucun pays ne traite les femmes aussi bien que les hommes. Les valeurs de l'ISDH en sont une preuve éclatante. La valeur 1,0 reflète le niveau maximum des potentialités élémentaires dans le cadre d'une égalité parfaite entre hommes et femmes. Or, aucun pays n'atteint cette valeur. Quarante-trois pays ont en revanche un ISDH inférieur à 0,500, signe que les femmes y sont doublement pénalisées : en tant qu'habitantes d'un pays à IDH médiocre, tout d'abord, et par rapport aux hommes habitant le même pays, ensuite. Trente-sept pays seulement enregistrent un ISDH supérieur à 0,800, ce qui signifie que très peu de sociétés ont accompli des progrès substantiels en matière d'égalité des sexes.

En deuxième lieu, la comparaison du classement des pays selon l'ISDH et selon le revenu confirme qu'il n'est pas nécessaire d'avoir un revenu élevé pour lutter contre l'inégalité sociologique entre les sexes. Au classement selon l'ISDH, l'Uruguay (26^e) est placé 32 places plus haut que le Qatar (58^e), alors que le revenu par habitant en PPA du premier équivaut à à peine plus du quart de celui du second. La Roumanie (53^e) est classée 60 places devant la République centrafricaine (113^e) alors que leurs revenus par habitant en PPA sont similaires. L'expérience montre donc que l'on peut oeuvrer en faveur de l'égalité entre les sexes à tous les niveaux de revenu.

Troisièmement, l'égalité sociologique entre les sexes ne va pas nécessairement de pair avec une croissance économique forte. Au cours des deux dernières décennies, le Botswana et la Thaïlande ont enregistré une forte croissance du revenu par habitant et maintenu une meilleure place dans le classement selon l'ISDH que dans celui selon l'IDH. En revanche, malgré une croissance élevée, la République de Corée et la Syrie se sont moins bien classées dans le premier cas que dans le second. *A contrario*, le Danemark, le Sri Lanka et l'Espagne ont connu une croissance économique modérée ces deux dernières décennies, mais cela ne les a pas empêchés d'améliorer leur ISDH par rapport à leur IDH. Enfin, le ralentissement de la croissance du revenu par habitant en Jamaïque n'y a pas fait obstacle au développement des potentialités des hommes et des femmes.

Quatrièmement, les pays dont le classement selon l'ISDH s'est nettement amélioré par rapport à celui selon l'IDH pré-

sentent des profils assez variés. On trouve ainsi des pays industrialisés, tels que le Danemark et la Suède, des pays d'Europe de l'Est, tels que la Lettonie, la Pologne et le Kirghizistan, et des pays en développement comme la Thaïlande, la Jamaïque, la République dominicaine et la Barbade. L'égalité entre les sexes peut donc être renforcée indépendamment du niveau de revenu, de l'idéologie politique, de la culture et du stade de développement.

Parmi les pays qui sont nettement moins bien classés à l'aune de l'ISDH qu'à celle de l'IDH figurent l'Argentine et plusieurs pays arabes. Au cours des deux dernières décennies, les pays arabes ont certes accompli des progrès substantiels sur le plan de l'éducation des femmes. Il leur faudra néanmoins investir lourdement dans le développement des potentialités humaines élémentaires - notamment les potentialités des femmes - avant que ces dernières puissent rattraper leur retard sur les hommes.

Comme dans le cas de l'IDH, la décomposition de l'ISDH par région ou par groupe ethnique jette une lumière intéressante sur les inégalités au sein d'un pays. Une décomposition récente de l'ISDH au niveau de 16 Etats indiens fait apparaître le niveau de développement humain des femmes, en prenant en compte à la fois l'inégalité entre les sexes dans les différentes régions et les disparités globales du développement des potentialités des hommes et des femmes (encadré 1.6).

L'indicateur de la participation des femmes

L'indicateur de la participation des femmes (IPF), qui est également apparu pour la première fois dans le *Rapport mondial sur le développement humain 1995*, mesure l'inégalité entre les sexes sur le plan de la participation et de la prise de décisions dans les secteurs économiques et politiques clés. Il diffère en cela de l'ISDH, qui mesure l'inégalité en termes de potentialités élémentaires.

L'IPF a été calculé pour 104 pays (tableau 1.12). (La méthode de construction de l'IPF est décrite dans la note technique 2, et les résultats complets figurent dans le troisième tableau des indicateurs, voir partie analytique).

Aucun pays ne peut se targuer d'un IPF supérieur ou égal à 0,8. Dix pays seulement ont un IPF supérieur à 0,6, tandis

que 29 autres ont un IPF inférieur à 0,3. Ces résultats médiocres indiquent que dans de nombreux pays, le chemin qui reste à parcourir pour permettre une large participation des femmes dans les sphères économique et politique est beaucoup plus long que la distance déjà couverte dans le domaine du développement des potentialités élémentaires de la population féminine.

Dans le classement selon l'indicateur de la participation des femmes, ce sont la Norvège et la Suède qui arrivent en tête, suivis, à une certaine distance, par le Danemark et la Finlande. Les pays nordiques ont donc non seulement su développer les potentialités élémentaires des femmes, mais leur ont aussi donné la possibilité de participer à la vie économique et politique.

Le classement révèle que, sur le plan de l'égalité des sexes dans la vie politique, économique et professionnelle, plusieurs pays en développement devancent largement certains pays industrialisés, pourtant beaucoup plus riches. Ainsi, la Barbade est mieux classée que la Suisse, l'Australie et la Belgique. La Trinité-et-Tobago devance le Royaume-Uni, et les Bahamas surclassent l'Irlande, le Portugal et l'Espagne. Des pays industrialisés comme le Japon et la France se font par ailleurs dépasser par la Chine, le Costa Rica, le Botswana et la Colombie. La Grèce, quant à elle, obtient un IPF de 0,370, soit seulement 60 % du niveau atteint par la Barbade (0,597).

L'ouverture d'opportunités pour les femmes ne dépend pas nécessairement du revenu ou du taux de croissance économique d'un pays. L'absence de lien entre le revenu par habitant et les possibilités offertes aux femmes devient manifeste dans le cas de certains pays arabes. Durant les deux dernières décennies, des pays tels que la Chine, l'Indonésie et la Malaisie ont enregistré une forte croissance économique, qui est allée de pair avec un IPF relativement élevé. *A contrario*, la République de Corée et Singapour ont également obtenu de bons résultats économiques, mais l'IPF y est relativement faible. Quant aux pays scandinaves - Danemark, Finlande et Suède -, ils continuent d'accorder une large place aux femmes dans les domaines à responsabilités, malgré une croissance économique modérée. La France, en revanche, n'a pas su convertir les fruits de sa croissance modérée en opportunités accrues pour les femmes, comme en témoigne la valeur

relativement faible de son IPF. A l'inverse, la Nouvelle-Zélande et les Philippines ont obtenu un IPF assez satisfaisant, en dépit d'une faible croissance de leur revenu par habitant depuis deux décennies.

Le classement de certains pays selon l'ISDH et l'IPF a changé par rapport à l'an dernier. En ce qui concerne l'IPF, ces évolutions sont en partie imputables à la nature des variables prises en compte. Les variables flottantes (telles que le nombre de sièges occupés par des femmes au parlement) sont en effet sujettes à des fluctuations à court terme. Mais dans

ENCADRE 1.6

Décomposition de l'ISDH pour l'Inde

L'ISDH n'est supérieur à l'IDH dans aucun pays, ce qui confirme que l'inégalité sociologique entre les potentialités fondamentales des deux sexes existe partout. Mais l'inégalité de potentialités peut résider ailleurs qu'entre les deux sexes. Au sein d'un même pays, il peut ainsi y avoir des disparités de potentialités entre les femmes selon la région, le groupe ethniques ou le milieu (rural ou urbain). La décomposition de l'ISDH, comme celle de l'IDH, permet de refléter ces distinctions. En revanche, il n'est pas possible de savoir dans quelle mesure la différence entre l'ISDH de plusieurs régions est due aux disparités de potentialités entre les femmes et dans quelle mesure elle provient de l'inégalité sociologique entre les sexes.

L'Union indienne, avec un ISDH de 0,410, se place à la 113^e place sur les 137 pays pour lesquels l'ISDH a été calculé. L'ISDH décomposé a été récemment calculé pour 16 des Etats constitutifs de l'Inde, révélant de profondes disparités entre ces Etats sur le plan des potentialités élémentaires des femmes. En tête de liste se trouve le Kerala qui, avec un ISDH de 0,597, se placerait juste après les Maldives au classement mondial (au 80^e rang sur 137 pays). L'Uttar Pradesh, en fin de liste avec un ISDH de 0,310, occuperait la 123^e place mondiale, immédiatement derrière le Bénin. Considéré sous un autre angle, l'ISDH de l'Uttar Pradesh est inférieur de moitié à celui du Kerala.

L'examen approfondi des composants de l'ISDH fournit des résultats

fort intéressants. La part revenant aux femmes dans le revenu du travail au Kerala n'est que de 12 %, alors que dans l'Himachal Pradesh elle est de 38 %, et au Maharashtra, de 30 %. Dans les Etats de l'Andhra Pradesh, du Madhya Pradesh, du Gujarat et du Karnataka, leur part est supérieure à 25 %. Cependant, le Kerala se place en tête des 16 Etats envisagés parce que l'écart entre le taux d'alphabétisation des femmes adultes et celui des hommes adultes y est le plus faible. Le taux d'alphabétisation des femmes au Kerala est de 81 %, seulement 11 points de pourcentage plus bas que celui des hommes, alors que dans la plupart des 16 Etats, la disparité entre les sexes en matière d'alphabétisation des adultes est supérieure à 30 points de pourcentage. Ainsi, l'accroissement de la part dévolue aux femmes dans le revenu du travail peut certes être une condition nécessaire de l'égalité entre les sexes, mais elle n'est pas suffisante. L'égalité dans les autres potentialités élémentaires doit également être renforcée.

L'ISDH de l'Orissa, du Madhya Pradesh, du Rajasthan, du Bihar et de l'Uttar Pradesh est si bas qu'il ne peut être comparé qu'à celui de pays extrêmement pauvres comme Haïti, le Népal ou le Yémen, ce qui illustre le très faible niveau de développement humain des femmes dans une grande partie de l'Inde. Les femmes indiennes sont donc doublement défavorisées : premièrement parce que la société dans son ensemble est pauvre et deuxièmement parce qu'elles sont des femmes.

Source : Shiva Kumar 1996.

l'ensemble, les changements observés dans l'un et l'autre classement résultent plutôt de modifications dans les séries de données (encadré 1.7).

Croissance et développement humain - un scénario pour l'avenir

L'avenir n'est jamais le prolongement du passé. Il est cependant possible, à l'aide de

projections, mêmes simples, d'identifier les problèmes éventuels et de stimuler la réflexion sur la probabilité de certains événements ainsi que sur les moyens d'action dont disposeraient les décideurs pour y faire face.

Pour mettre en évidence les déséquilibres extrêmes qui caractérisent les schémas de croissance de ces 15 dernières années, on a procédé à une simulation simple afin de montrer à quoi ressemblent

L'ouverture d'opportunités pour les femmes ne dépend pas nécessairement du revenu ou du taux de croissance économique d'un pays

TABLEAU 1.12
Disparités sociologiques entre les sexes - classements selon l'IPF, l'ISDH et l'IDH

Classement selon l'IPF	Classement selon l'ISDH	Classement selon l'IDH	Classement selon l'IPF	Classement selon l'ISDH	Classement selon l'IDH
1 Norvège	3	5	53 Thaïlande	29	41
2 Suède	1	8	54 Equateur	47	47
3 Danemark	6	16	55 Iraq	69	67
4 Finlande	5	6	56 Brésil	39	45
5 Nouvelle-Zélande	9	13	57 Cap-Vert	66	75
6 Canada	2	1	58 Bolivie	61	69
7 Allemagne	16	17	59 Chili	36	29
8 Pays-Bas	10	4	60 Grèce	21	20
9 Etats-Unis	4	2	61 Indonésie	55	62
10 Autriche	12	12	62 Swaziland	60	68
11 Barbade	15	23	63 Burundi	88	99
12 Suisse	18	14	65 Maurice	38	43
13 Italie	20	19	66 Haïti	81	92
15 Australie	8	10	68 Paraguay	48	56
16 Belgique	14	11	69 Cameroun	72	80
17 Trinité-et-Tobago	30	32	70 Fidji	40	37
18 Royaume-Uni	13	15	71 Maldives	58	65
19 Bahamas	17	24	72 Ghana	71	81
20 Afrique du Sud	53	61	73 Gambie	87	98
21 Cuba	44	54	74 Koweït	42	40
22 Hongrie	24	36	75 Sri Lanka	46	58
23 Irlande	23	18	76 Maroc	70	76
24 Portugal	26	31	77 Bangladesh	84	91
25 Espagne	19	9	78 Corée, Rép. de	27	26
29 Chine	57	66	79 Algérie	59	50
30 Costa Rica	28	27	80 Egypte	62	64
31 Mexique	37	38	81 Zambie	75	86
32 Guyana	56	63	82 Soudan	85	93
33 Botswana	41	51	83 Burkina Faso	92	102
35 Lesotho	73	82	84 Tunisie	49	53
36 Colombie	32	39	85 Malawi	86	97
37 Japon	11	3	86 Ethiopie	90	101
38 Panama	33	34	88 Emirats arabes unis	43	33
39 Philippines	50	60	90 Iran, Rép. islamique d'	54	48
40 France	7	7	91 Mali	91	103
41 Pologne	31	44	92 Turquie	45	55
42 El Salvador	63	72	93 Inde	74	85
43 Mozambique	89	100	94 Papaouasie-Nouvelle-Guinée	68	79
44 Singapour	25	30	96 Zaïre	79	90
45 Zimbabwe	65	77	97 Rép. centrafricaine	82	94
46 Malaisie	35	42	98 Nigéria	78	87
47 Guatemala	67	70	100 Togo	80	89
48 Rép. dominicaine	51	57	101 Pakistan	77	84
49 Uruguay	22	28	102 Mauritanie	83	95
50 Honduras	64	71	103 Comores	76	88
51 Pérou	52	59	104 Niger	93	104
52 Venezuela	34	35			

Note: Les classements selon l'ISDH et l'IDH ont été recalculés en fonction des 104 pays inclus dans le calcul de l'IPF.

rait le monde si la tendance enregistrée par la croissance durant cette période se poursuivait jusqu'en 2030.

Ainsi, si les schémas actuels de croissance se maintiennent, le PIB mondial sera multiplié par plus de deux, passant de 23 000 milliards de dollars courants de 1993 à 56 000 milliards de dollars en 2030. Dans le même temps, la part des pays en développement dans le PIB mondial grimpera en flèche : de 16 % en 1993, elle passera à presque 33 % en 2030, alors que leur part dans la population mondiale dépassera les 85 %.

Les déséquilibres mondiaux se creuseront encore davantage. Si l'Afrique subsaharienne continue d'accuser un taux de croissance négatif, comme elle l'a fait ces 15 dernières années, sa part dans le PIB mondial tombera de 1,2 % en 1993 à 0,4 % fin 2030. Si elle renoue avec la croissance des années soixante à quatre-vingts, sa part dans le PIB mondial restera néanmoins inférieure à 2 % en 2030, et même à supposer qu'elle atteigne un taux de croissance de 6 %, sa part dans le PIB mondial sera de toute façon inférieure à 5 % en 2030.

Si la croissance des pays les moins avancés se maintient au même niveau que ces 15 dernières années, leur part dans le PIB mondial en 2030 ne dépassera pas 0,3 %. La situation ne change guère si l'on prend en considération une période de référence plus longue (1960-1990) : la part de ces pays se limiterait alors à 0,7 %.

Pour les pays d'Europe de l'Est et de la CEI, la poursuite de la tendance des quinze dernières années impliquerait une part du PIB mondiale d'à peine 3 % en 2030. Il est vrai cependant que l'on escompte une reprise économique dans cette région.

L'examen des tendances des pays de l'OCDE et d'Asie de l'Est (compte non tenu de la Chine) pourrait laisser croire que les revenus continueront d'y augmenter indéfiniment. L'expérience montre toutefois qu'il ne faut pas y compter. Entre 1960 et 1970, le revenu par habitant du Japon a été multiplié par 2,5, résultat d'une croissance annuelle du revenu par habitant supérieure à 9 %. Mais l'économie nipponne a ensuite amorcé un *atterrissage en douceur* avec un ralentissement de la croissance du revenu par habitant. La Malaisie et la République de Corée - et sans aucun doute plusieurs autres pays - ont commencé d'anticiper le moment où leur croissance rapide se ralentira, pour

céder le pas à des schémas de croissance plus adultes. L'économie progressera alors à un rythme plus lent et l'on devra accorder davantage d'importance à la qualité de la vie. La Malaisie s'est donné comme objectif de faire partie des pays industrialisés d'ici 2020. A cette date, l'économie malaisienne continuera de croître, mais à un rythme moins soutenu.

Dans la perspective du développement humain, il est intéressant de calculer combien de temps il faudrait aux pays à développement humain moyen ou faible pour passer dans la catégorie supérieure. Si ces deux premières catégories de pays continuent de réduire leur déficit en matière d'IDH (exprimé par la différence entre la valeur maximale 1,00 et la valeur de l'IDH dans le pays en question), comme ils l'ont fait ces 15 dernières années, il faudra 17 ans aux pays de la catégorie intermédiaire pour rejoindre le groupe de tête. En revanche, pour les pays de la catégorie inférieure, il faudrait plus de 200 ans. A titre d'exemple, ce processus devrait prendre 25 ans à la Chine, mais plus d'un siècle à l'Inde.

Ces projections montrent combien il est urgent de modifier les tendances des dernières années. Si les pays les plus

ENCADRE 1.7

Modification du classement selon l'ISDH et l'IPF

Le rapport de cette année estime l'ISDH de dix nouveaux pays, principalement des pays de l'Europe de l'Est et de la CEI. Trois pays qui apparaissaient dans le rapport de 1995 ont été exclus, les estimations les concernant étant périmées. La comparaison des classements selon l'ISDH de 1996 et de 1995 révèle que 42 pays ont gagné ou perdu plus de cinq places depuis l'exercice 1995.

La couverture de l'IPF a quant à elle été réduite d'un cinquième par rapport à l'exercice 1995 et inclut désormais 104 pays. Parmi ceux-ci, 35 ont avancé ou rétrogradé de plus de cinq places depuis 1995.

Les modifications intervenues dans les deux classements reflètent un certain nombre de changements dans les informations et les sources de données sur lesquelles se fondent ces informations. (Les modifications dans le classement selon l'IPF tiennent aussi en partie à la nature fluctuante de certains indicateurs, tels

que la proportion de sièges occupés par des femmes au sein des assemblées parlementaires). Les modifications dans le classement sont largement imputables à de nouvelles estimations de la participation à la population active (dans 21 cas pour l'ISDH et 7 cas pour l'IPF), à des données plus affinées sur le PIB réel par habitant (dans 9 cas pour l'ISDH et un pour l'IPF) et à des données révisées sur les salaires (dans 6 cas pour l'ISDH et 4 pour l'IPF). Les responsables du rapport sont conscients de la nécessité d'accroître le nombre de pays étudiés, ainsi que d'améliorer la méthode d'élaboration de l'ISDH et de l'IPF et des ensembles de données.

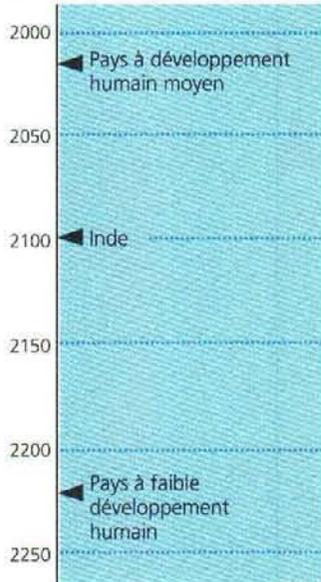
S'ils peuvent disposer de méthodes plus efficaces et de données plus nombreuses et plus justes, les responsables politiques seront en effet mieux à même d'identifier, d'analyser et de satisfaire les besoins de leurs administrés.

Source : Bureau du Rapport mondial sur le développement humain.

DIAGRAMME 1.8

Quand les pays en développement atteindront-ils un niveau de développement humain élevé ?

Année dans laquelle ces pays atteindront un niveau de développement humain élevé (au rythme actuel)



Source : Bureau du Rapport mondial sur le développement humain.

pauvres et les moins avancés n'accélèrent pas fortement leur rythme de développement humain et de croissance économique, l'économie mondiale du XXI^e siècle sera caractérisée par des déséquilibres de plus en plus grotesques entre deux catégories de pays : d'une part, un petit groupe de pays industrialisés et d'anciens pays en développement atteignant un revenu moyen par habitant de 30 000 à 50 000 dollars, voire davantage, et d'autre part, les pays les moins avancés (dont la plupart des pays d'Afrique subsaharienne), qui piétineront à quelques centaines de dollars. Le développement humain à l'échelle mondiale passe par le refus catégorique d'une telle perspective.

Quels problèmes le ralentissement de la croissance risque-t-il d'entraîner pour l'emploi, la répartition des revenus et l'aide aux catégories les plus jeunes et les plus âgées de la société, notamment dans les pays industrialisés ? Ces questions doivent faire l'objet d'un débat international, et non pas de discussions occasionnelles dans une poignée de pays. Les Nations unies ont soulevé le problème de la croissance démographique mondiale à la fin des années quarante, il y a presque 50 ans. Il a fallu trois décennies pour qu'il en vienne à occuper une place de choix dans les

débats et l'action internationaux. Il est urgent de mener une discussion sincère et créative sur l'accroissement de la consommation, notamment dans les pays riches, faute de quoi il sera peut-être trop tard pour poursuivre les objectifs prioritaires de développement humain, d'éradication de la pauvreté et de continuation de la croissance dans les régions pauvres sans dépasser les capacités de la planète.

• • •

Les trois chapitres suivants sont consacrés aux liens entre la croissance économique et le développement humain, et à leurs implications sur le plan des moyens d'action. Le chapitre 2 examine l'évolution de la pensée économique - de la croissance en tant que finalité du développement à la croissance en tant que moyen du développement humain. Le chapitre 3 étudie, de manière analytique et empirique, les moyens par lesquels on peut renforcer les liens entre croissance économique et développement humain. Enfin, le chapitre 4 est consacré à un lien essentiel, l'emploi, et montre comment les individus peuvent tirer parti de leurs potentialités pour orienter les fruits de la croissance économique vers le développement humain.

Bilan du développement humain - pays arabes

PROGRÈS

MANQUES

SANTÉ

- Dans 12 des 19 pays de cette région, l'espérance de vie dépasse 65 ans, contre une moyenne de 45 ans en 1960.

- La moitié seulement de la population rurale a accès à l'eau potable et seulement une tiers à des infrastructures sanitaires élémentaires.

EDUCATION

- Au cours des 20 dernières années, le taux d'alphabétisation des adultes a presque doublé, passant de 30 % en 1970 à 54 % en 1992.
- Le taux d'inscription dans l'enseignement primaire a doublé entre 1960 et 1990, passant de 38 % à 77 %, tandis que le taux d'inscription dans le secondaire était pratiquement multiplié par trois, avec une progression de 18 % à 51 %.

- Ces pays comptent environ 60 millions d'illettrés sur 240 millions d'habitants.
- Neuf millions d'enfants n'ont pas accès à l'école primaire et 15 millions sont privés d'enseignement secondaire.

REVENU ET PAUVRETÉ

- Entre 1960 et 1993, le revenu réel par habitant a augmenté de près de 3 % par an.
- Avec près de 5 % par an entre 1960 et 1990, le taux de croissance du secteur agricole est le plus élevé de toutes les régions en développement.

- Environ 73 millions de personnes vivent encore en-deçà du seuil de pauvreté et plus de 10 millions d'individus sont sous-alimentés.

FEMMES

- Entre 1970 et 1990, le nombre de filles pour 100 garçons scolarisés au niveau secondaire est passé de 47 à 77. Dans l'enseignement supérieur, il a progressé de 34 à 65.
- Environ 30 % des étudiantes de l'enseignement supérieur sont inscrites en sciences naturelles ou appliquées.

- Seulement 25 % des femmes arabes font officiellement partie de la main-d'oeuvre, contre une moyenne de 39 % dans les pays en développement.
- La représentation des femmes dans les organes législatifs n'atteint que 4 %, ce qui est très inférieur à la moyenne de 10 % enregistrée dans les pays en développement.

ENFANTS

- Entre 1960 et 1992, le taux de mortalité infantile a baissé de plus de trois cinquièmes, passant de 167 à 66 pour mille naissances vivantes.
- Plus des trois quarts des enfants d'un an sont vaccinés.

- Avec 73 décès pour mille naissances vivantes, la mortalité des moins de cinq ans reste cinq fois plus élevée que dans les pays industrialisés.

ENVIRONNEMENT

- Entre 1965 et 1991, la consommation d'énergie rapportée au PIB a diminué de deux tiers, passant de 228 à 76 kilogrammes d'équivalent pétrole pour 100 dollars de PIB.

- Avec moins de 1 000 mètres cubes d'eau disponibles par habitant et par an, environ 55 % des habitants des pays arabes souffrent de graves pénuries d'eau.

ASPECTS POLITIQUES ET CONFLITS

- Au cours des vingt dernières années, des élections législatives pluralistes ont eu lieu dans six pays. Par ailleurs, 18 élections générales ont été organisées depuis 1990.
- En 1994, quelque 250 000 réfugiés de cette région sont retournés dans leur pays d'origine.

- Fin 1994, ces pays comptaient plus d'un million de réfugiés.

Source : Voir notes bibliographiques, pages 131-132.

Bilan du développement humain - Asie de l'Est, Asie du Sud-Est et Pacifique

PROGRÈS

MANQUES

SANTÉ

- En 1993, l'espérance de vie dans l'ensemble de cette région équivalait à plus de 85 % de celle des pays industrialisés. Avec 71 ans, l'espérance de vie en Asie de l'Est (moins la Chine) est seulement inférieure de quatre ans à celle du monde industrialisé.

- Plus de deux millions de personnes sont infectées par le virus VIH.
- En Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, seulement 55 % de la population rurale a accès à l'eau potable et 41 % à des infrastructures sanitaires de base.

EDUCATION

- Entre 1960 et 1991, le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur est passé de 4 % à 16 %.

- En Asie de l'Est, plus de 100 millions de garçons et filles n'ont pas accès à l'enseignement secondaire.

REVENU ET PAUVRETÉ

- Entre 1960 et 1993, le revenu par habitant a augmenté de plus de 5 % par an en Asie de l'Est. C'est le rythme le plus rapide du monde.

- En Asie de l'Est, près de 170 millions de personnes vivaient en deçà du seuil de pauvreté en 1990.

FEMMES

- Avec 19 %, le pourcentage de femmes parlementaires en Asie de l'Est est 1,6 fois plus élevé que dans les pays industrialisés.
- Le taux de scolarisation des femmes dans l'enseignement supérieur a doublé entre 1970 et 1990 en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique.

- L'Asie de l'Est (compte non tenu de la Chine) compte un million de femmes illettrées.
- Le taux de mortalité maternelle en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique atteint 442 pour 100 000 naissances vivantes, contre seulement 95 en Asie de l'Est.

ENFANTS

- La mortalité infantile en Asie de l'Est est passée de 146 à 42 décès pour mille naissances vivantes entre 1960 et 1993.
- Près de 95 % des enfants âgés d'un an en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique sont vaccinés.

- Plus d'un tiers des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique.
- En Asie de l'Est, près d'un million d'enfants meurent avant l'âge de cinq ans.

POPULATION ET URBANISATION

- Entre 1960 et 1992, le taux de fécondité a davantage baissé en Asie de l'Est et du Sud-Est et dans le Pacifique que dans les pays industrialisés.

- En Asie de l'Est (compte non tenu de la Chine), la population urbaine devrait représenter 79 % de la population totale en l'an 2000 - contre 36 % en 1960, entraînant une pression accrue sur les infrastructures.

ENVIRONNEMENT

- Entre 1965 et 1991, la consommation d'énergie rapportée au PIB est passée de 137 à 37 kilogrammes d'équivalent pétrole pour 100 dollars de PIB en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique.

- Entre 1981 et 1990, plus de trois millions d'hectares de forêt tropicale ont disparu en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique.

ASPECTS POLITIQUES ET CONFLITS

- Plus de 24 élections générales ont eu lieu à l'échelon national depuis 1990.

- Fin 1994, cette région comptait plus de 400 000 réfugiés.

Source : Voir notes bibliographiques, pages 131-132.

Bilan du développement humain - Amérique latine et Caraïbes

PROGRÈS

MANQUES

SANTÉ

- En 1993, l'espérance de vie atteignait en moyenne 69 ans, soit environ 90 % du niveau enregistré dans les pays industrialisés.
- Cette région compte un médecin pour 1 000 habitant, contre 1 pour 6 000 dans l'ensemble des pays en développement.

- Seulement 56 % des habitants des campagnes ont accès à l'eau potable, contre 90 % de la population urbaine.
- Deux millions d'individus sont infectés par le virus VIH.

EDUCATION

- Le taux cumulé d'inscription dans l'enseignement secondaire et supérieur a été multiplié par près de 8 entre 1960 et 1990.
- Dans l'enseignement supérieur, le taux net d'inscription a été multiplié par plus de quatre au cours des trente dernières années, passant de 6 % à 27 %.

- Moins de la moitié des enfants entrant en première année d'école atteignent la cinquième année.
- Près de 20 millions de garçons et de filles n'ont pas accès à l'enseignement secondaire.

REVENU ET PAUVRETE

- Au cours des vingt dernières années, le PIB réel a augmenté de plus de quatre cinquièmes.
- Entre 1989 et 1994, sur un total cumulé de 585 milliards de dollars d'investissements privés dirigés vers les pays en développement, 30 % sont allés à l'Amérique latine.

- Environ 110 millions de personnes vivaient en deçà du seuil de pauvreté en 1990.
- Le coefficient de Gini pour la répartition des terres dépasse 0,75 et, dans un grand nombre des pays de cette région, les 20 % de personnes les plus riches ont un revenu au moins 15 fois supérieur aux 20 % de personnes les plus pauvres.

FEMMES

- Les femmes représentent un tiers de la main-d'oeuvre déclarée.
- Le nombre de filles inscrites dans l'enseignement secondaire représente 97 % du nombre de garçons et, dans le supérieur, la proportion femmes-hommes est de 100 %.

- La représentation des femmes dans les organes législatifs n'atteint que 7 %, contre une moyenne mondiale de 10 %.
- Avec 180 décès pour 100 000 naissances vivantes, la mortalité maternelle reste cinq fois plus élevée que dans les pays industrialisés.

ENFANTS

- Entre 1960 et 1993, le taux de mortalité infantile a baissé de plus de moitié, passant de 107 à 45 décès pour mille naissances vivantes.
- Avec 10 %, la proportion d'enfants souffrant d'une insuffisance pondérale est la plus faible du monde en développement.

- Dans certaines métropoles latino-américaines, plus de 100 000 enfants vivent dans la rue.
- Cette région compte encore près de six millions d'enfants mal nourris.

ENVIRONNEMENT

- Avec près de 7 % de la superficie totale, la part des zones naturelles protégées par l'Etat est la plus élevée de toutes les régions en développement.

- Seules 10 % des terres boisées font l'objet de mesures officielles de protection des sols et des eaux. Et seules 35 % de ces terres sont concernées par la protection de la faune et de la flore sauvages.

ASPECTS POLITIQUES ET CONFLITS

- Quelque 144 élections législatives ont eu lieu entre 1974 et 1995. Par ailleurs, depuis 1980, 18 pays sont passés d'un régime militaire à un régime démocratique.

- Fin 1994, ce groupe de pays comptait plus de 100 000 réfugiés.

Source : Voir notes bibliographiques, pages 131-132.

Bilan du développement humain - Asie du Sud

PROGRÈS

MANQUES

SANTÉ

- L'espérance de vie a augmenté de 16 ans, passant de 44 ans en 1960 à 60 ans en 1993.
- Les dépenses publiques de santé en proportion du PIB ont plus que doublé passant de 0,6 % en 1960 à 1,4 % en 1990.

- Cette région compte près de 2 millions de personnes infectées par le virus VIH. Leur nombre pourrait atteindre quatre millions en l'an 2000.
- Environ 250 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et plus de 850 millions sont privées d'infrastructures sanitaires, mêmes élémentaires.

EDUCATION

- Le taux net d'inscription est passé de 48 % en 1960 à 79 % en 1991 dans l'enseignement primaire, et de 19 % à 44 % dans le secondaire.

- Environ 420 millions de personnes sont encore illettrées.
- Seulement la moitié des enfants entrant en première année d'école atteignent la cinquième année.

ALIMENTATION ET NUTRITION

- Entre 1965 et 1992, la ration quotidienne de calories par habitant est passée de 88 % à 103 % des besoins.

- Environ 600 millions de personnes souffrent de malnutrition chronique.

REVENU ET PAUVRETÉ

- Entre 1980 et 1993, le PIB a augmenté à un rythme moyen supérieur à 5 % par an et le PIB par habitant de 3 % par an.
- Entre 1980 et 1992, les exportations de marchandises ont augmenté à un rythme annuel proche de 7 %.

- L'Asie du Sud compte plus de 560 millions de pauvres, soit près de la moitié de la population mondiale vivant dans la pauvreté.
- Près de 85 millions d'enfants de moins de 5 ans sont mal nourris.

FEMMES

- Au cours des deux dernières décennies, le taux d'analphabétisme des femmes est passé de 81 % à 67 %.

- Environ 80 % des femmes enceintes souffrent d'anémie. C'est le taux le plus élevé au monde.

ENFANTS

- Entre 1960 et 1993, le taux de mortalité infantile est passé de 164 à 84 décès pour 1 000 naissances vivantes.
- Environ 85 % des enfants d'un an sont vaccinés.

- Environ 48 millions d'enfants n'ont pas accès à l'école primaire, et 94 millions n'ont pas accès à l'enseignement secondaire.
- Environ un tiers des nouveau-nés souffrent d'insuffisance pondérale.

POPULATION ET ENVIRONNEMENT

- Le taux de fécondité est passé de plus de six à quatre naissances vivantes par femme au cours des trente dernières années.

- Chaque année, la déforestation touche environ 4 millions d'hectares de terrain.
- On estime que le pourcentage de la population urbaine en l'an 2000 aura pratiquement doublé par rapport à 1960 (30 % contre 17 %), ce qui se traduira par une pression accrue sur les infrastructures.

ASPECTS POLITIQUES ET CONFLITS

- Plus de 34 élections législatives ont eu lieu depuis 1980.

- Fin 1994, cette région comptait près de quatre millions de réfugiés.

Source : Voir notes bibliographiques, pages 131-132.

Bilan du développement humain - Afrique subsaharienne

PROGRÈS

MANQUES

SANTÉ

- Entre 1960 et 1993, l'espérance de vie à la naissance est passée de 40 à 51 ans.
- Depuis 10 ans, la part de la population ayant accès à l'eau potable a presque doublé, passant de 25 % à 43 %.

- Cette région compte seulement un médecin pour 18 000 habitants, contre un pour 7 000 dans les pays en développement et un pour 390 dans les pays industrialisés.
- Plus de dix millions de personnes sont infectées par le virus VIH. Cette région du monde concentre plus des deux tiers des personnes infectées par le virus.

EDUCATION

- Depuis 20 ans, le taux d'alphabétisation des adultes a doublé, passant de 27 % à 55 %.
- Entre 1960 et 1991, le taux net de scolarisation est passé de 25 % à 50 % dans le primaire et de 13 % à 38 % dans le secondaire.

- Seulement la moitié des enfants entrant en première année d'école atteignent la cinquième année de scolarisation.
- Plus de 80 millions de garçons et filles d'âge scolaire n'ont toujours pas accès à l'enseignement primaire ou secondaire.

REVENU ET PAUVRETÉ

- Entre 1980 et 1992, la croissance du PIB a été supérieure à 5 % par an dans cinq pays d'Afrique subsaharienne : Botswana, Cap-Vert, Lesotho, Maurice et Swaziland.

- Environ 170 millions de personnes (soit un tiers de la population de cette région) souffrent de la faim.
- Au cours des trois dernières décennies, le rapport des dépenses militaires sur les dépenses sociales est passé de 27 % en 1960 à 43 % en 1991.

FEMMES

- Le taux d'inscription des filles dans l'enseignement secondaire a quadruplé entre 1960 et 1991, passant de 8 % à 32 %.
- Quelque 8 % des parlementaires sont des femmes, soit près de deux fois le pourcentage enregistré en Asie du Sud (5 %).

- L'Afrique subsaharienne possède le plus fort taux au monde de mortalité maternelle : 929 décès pour 100 000 naissances vivantes (contre 33 dans les pays de l'OCDE).
- Le nombre de femmes infectées par le virus VIH est une fois et demie supérieur à celui des hommes.

ENFANTS

- Le taux de mortalité infantile est passé de 167 à 97 décès pour mille naissances vivantes au cours des trente dernières années.

- Environ 23 millions d'enfants souffrent de malnutrition et près de 16 % des bébés présentent une insuffisance pondérale.

ENVIRONNEMENT

- Avec un total inférieur à 1 000 hectares par an, le rythme d'abattage des arbres dans les forêts primaires et secondaires est le plus faible de toutes les régions en développement. Il est notamment très inférieur aux 2 500 hectares annuels abattus en Asie et en Amérique latine.

- Au cours des 50 dernières années, quelque 1,3 million d'hectares de terres agricoles se sont transformées en désert chaque année.

ASPECTS POLITIQUES ET CONFLITS

- Quelque 27 élections présidentielles pluralistes ont eu lieu depuis 1990. Dans 21 cas, c'était la première fois dans l'histoire des pays concernés.
- Depuis 1980, des partis d'opposition ont été légalisés dans 31 pays de la région.

- En 1994, 16 pays de cette région étaient encore gouvernés par un parti unique ou par les militaires.
- Fin 1994, cette région comptait près de six millions de réfugiés, soit plus d'un pour cent de sa population.

Source : voir notes bibliographiques, pages 131-132.



La croissance au service du développement humain

*L'abondance
n'empêche pas
la qualité
de vie
des individus
d'être
médiocre*

Quel objectif convient-il de se fixer : la croissance économique ou le développement humain ? Si l'on vise ce dernier, il faut se demander dans quelle mesure la croissance améliore la vie des individus et non pas l'envisager sous l'angle de l'abondance de biens qu'elle engendre.

Depuis de longues années, la croissance est le principal objectif économique des décideurs — et des dirigeants politiques — car ils sont intimement persuadés que c'est avant tout en mettant à la disposition des individus une quantité toujours plus grande de biens et de services que l'on améliorera leur qualité de vie. De plus, la croissance est souvent considérée comme la solution à d'autres problèmes : elle permettrait ainsi d'accroître la puissance militaire, de développer l'emploi ou encore de réduire les déficits budgétaires.

Mais ces certitudes sont de plus en plus souvent remises en question, et la tendance à se fixer sur le volume de la croissance de plus en plus critiquée. On recense parmi les détracteurs de ce dogme non seulement les défenseurs de l'environnement, mais aussi tous ceux qui, voyant que leur qualité de vie se dégrade, prennent conscience que la croissance n'est pas la panacée. L'abondance n'empêche pas la qualité de vie des individus d'être médiocre.

Les pays à faible revenu n'ont pas le choix : pour eux, la croissance économique est la condition *sine qua non* de la réduction de la pauvreté et de la création des ressources nécessaires au développement humain élémentaire. Mais pour ces pays aussi, la question reste posée : quel type de croissance ? En quoi favorise-t-elle le développement humain, et à quel prix ? Qui en bénéficie, qui consent les sacrifices ? Ces pays doivent trouver la meilleure stratégie permettant de mettre l'accroissement de leurs revenus au service du développement humain.

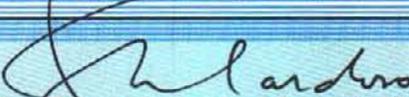
Certaines politiques considèrent la croissance comme une fin en soi, en oubliant le véritable objectif qu'elle est censée servir. Pour autant, s'interroger sur la forme que revêt la croissance dans un pays donné et se demander si elle est propice au développement humain ne signifie pas que l'on soit « contre la croissance » : il s'agit d'une démarche visant à redéfinir la problématique où s'inscrit la croissance et à évaluer cette dernière en fonction de ce qu'elle apporte sur le plan humain.

Le présent rapport ne se contente pas de demander si telle ou telle politique économique favorise la croissance ou l'inhibe. Il met l'accent sur le problème central : la qualité de la croissance (Est-elle véritablement l'instrument du développement humain dans un pays, dans une région ou dans le monde ?).

La croissance, sous la forme qu'elle revêt, accroît-elle la sécurité, la liberté et le contrôle qu'ont les personnes sur leur destinée ? Favorise-t-elle l'équité, aujourd'hui et entre les générations ? Est-elle respectueuse de la nature et de ses fonctions essentielles à la vie ? Est-elle susceptible de se traduire par une plus grande cohésion sociale et par une plus étroite coopération entre les individus, ou engendre-t-elle des conflits et la désintégration de la société ? Telles sont les vraies questions qu'il convient de se poser (voir la contribution spéciale de Fernando Henrique Cardoso, Président du Brésil).

La croissance n'est pas une fin en soi

Contrairement aux apparences, les doutes que suscite la croissance économique ne sont pas nouveaux. Ils sont apparus il y a au moins deux siècles, avec le capitalisme industriel. Les méthodes de production révolutionnaires mises en œuvre par ce système ont engendré des richesses fabu-



Humaniser la croissance : la voie de l'équité

Lorsque nous juxtaposons le débat actuel sur la croissance économique et la notion de développement humain, notre première impression est que ces deux concepts appartiennent à deux mondes différents, qu'ils n'ont aucun rapport l'un avec l'autre. C'est comme si la mort du socialisme réel coïncidait avec une sorte de « revanche » de Marx. L'économie règne en maître, détermine les choix politiques et les limites de l'action sociale. Et la liberté de marché apparaît comme une idéologie dominante, favorisant la concurrence et un individualisme excessif et narcissique qui assimile la sphère des valeurs aux diktats de l'efficacité.

Le réalisme nous contraint à ne pas ignorer l'efficacité. Mais pour que tout développement soit humain, nous devons dépasser la logique économique. Si la croissance constitue une condition préalable indispensable, surtout dans les pays pauvres, le développement humain devra être alimenté par des valeurs qui démontrent comment les gains économiques acquièrent une signification sociale.

Le problème est que la croissance fondée sur la technologie moderne ne crée pas toujours d'emplois, et que l'adoption de mesures de protection sociale de nature corporatiste risque de mettre en péril la compétitivité. Ces difficultés sont compliquées par la nécessité de réformer l'Etat, traditionnellement chargé de la politique et des actions de protection sociale. Même si l'environnement économique peut changer l'ampleur et la gestion de l'Etat, il ne faut jamais perdre de vue l'objectif d'un gouvernement moderne - le bien-être des citoyens. Malgré les critiques et malgré l'affaiblissement de la solidarité sociale, la construction d'un Etat « soucieux du bien-être de ses citoyens » constitue une nécessité. Cela est vrai pour les pays développés, et surtout pour les pays en développement, encore loin d'un Etat-providence.

Autre point important, les solutions aux problèmes sociaux ne sont plus seulement nationales. La mondialisation limite l'action de l'Etat et a des conséquences ambivalentes pour le développement des sociétés nationales. Par exemple, la facilité de transfert des capitaux peut améliorer l'affectation des ressources au niveau mondial, mais leur volatilité peut provoquer des ruées spéculatives sur les monnaies, menaçant la stabilité de pays entiers.

Nous nous trouvons donc face à un paradoxe : la demande d'équité est en hausse, notamment suite à la mondialisation de l'information, pourtant, elle s'adresse à un Etat qui réduit ses fonctions et ne maîtrise plus autant les options qui s'offrent en termes de politique économique.

Cette demande d'équité, concept clé dans la transition des impératifs de l'efficacité économique à la sphère des valeurs, n'est pas nouvelle. Après la période des Lumières, qui a diffusé l'idée même de progrès humain, la civilisation occidentale s'est caractérisée par son insatisfaction permanente vis-à-vis de sa situation sociale.

L'équité, définie comme la convergence des niveaux d'égalité des chances, ou comme la justice sociale, est inhérente à l'idéal de progrès humain. L'idée d'égalité nourrit toutes les utopies modernes, de l'utopie libérale, axée sur l'équité politique, à l'utopie socialiste, qui se préoccupe d'égalité socio-économique.

A l'heure actuelle, la demande d'équité, plus dense, plus puissante, est en quête de nouveaux vecteurs institutionnels. Elle n'est plus le monopole d'un groupe ou d'une classe. C'est

aujourd'hui une tâche collective, qui consiste à donner une signification humaine au développement. Il s'agit d'un exercice disparate, éclaté, composé de plusieurs fragments d'utopies.

Le concept de développement doit être étoffé pour inclure la protection des droits de l'homme, de l'environnement et des droits sociaux. Cette complexité doit être étayée par la participation du plus grand nombre, et permettre à une large palette de catégories sociales de faire entendre leur voix. La multiplication des organisations non gouvernementales, les contributions des mouvements sociaux, la nouvelle signification de la représentation politique, tous ces éléments devraient contribuer à la redéfinition du développement par la société, dans le sens d'une croissance résolument tournée vers l'être humain.

La démocratie et la liberté, qui sont les clés d'une transition équilibrée de la croissance vers le développement humain, accentuent la demande d'équité, qui n'est plus la chasse gardée de quelques propriétaires privilégiés. L'équité est une construction sociale très large, et pour y répondre, il est impératif de forger une légitimité moderne.

Dans les années soixante, les pays du Tiers monde se sont mis en quête d'un nouvel ordre économique mondial qui corrigerait les sources d'inégalité internationale. Leur quête n'a rencontré qu'un succès limité. Aujourd'hui, le dialogue Nord-Sud à l'échelle mondiale a perdu de sa vigueur, au moment précis où l'économie se mondialise et où émerge une superstructure homogénéisante davantage préoccupée de la liberté de circulation que de la réduction des inégalités. Au niveau international, devons-nous admettre que la réalité économique prédétermine la sphère des valeurs ? La mondialisation est une donnée économique. Mais il est essentiel de faire en sorte qu'elle acquière une dimension humaine et qu'elle réponde à la demande d'équité.

De toute évidence, nous ne pouvons pas revenir aux idées des années soixante. Le monde change. Les possibilités de mobilisation se déplacent, particulièrement parce que la capacité d'action du Tiers monde s'atténue. Et pourtant, les inégalités ne sont pas réduites.

Le rôle des Etats au sein de la communauté internationale et la façon dont ils gèrent les institutions multilatérales, restent fondamentaux. Prenons le cas des conférences mondiales des Nations unies, qui, dans une certaine mesure, ont donné de l'espoir aux pays pauvres. Leurs idéaux sont presque toujours irréprochables. Leur grand défi consiste à les mettre en oeuvre pour transformer la réalité, en réduisant les inégalités dans un monde où l'on choisit d'emprunter telle ou telle voie au terme d'innombrables décisions fragmentées, proposées par de nombreux acteurs, publics et privés, au niveau national et international.

Le défi le plus important qui se pose aux organisations multilatérales consiste à réinventer le sens de la collectivité et à ménager un espace pour la solidarité internationale. Il faut véritablement démocratiser les relations internationales. Ce ne sera pas tâche facile, compte tenu de l'individualisme qui caractérise notre époque. Mais c'est le seul moyen de faire en sorte que les plus grandes transformations de l'histoire soient conformes à l'éthique. C'est le seul moyen de redonner au développement un visage humain.

Fernando Henrique Cardoso
Président du Brésil

« La terre peut
fournir de quoi
satisfaire
les besoins de
chacun mais
pas la cupidité
de tous. »

– Mahatma
Gandhi

leuses. Et les chantres de l'accumulation (industriels, banquiers, hommes politiques et économistes) considéraient cet enrichissement comme le moyen, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, d'éliminer la pénurie.

Pourtant, les avantages ont d'emblée été monopolisés par une petite élite, dans quelques pays riches. Pour beaucoup d'autres, cette révolution était peu ou prou synonyme d'esclavage. Au XIX^e siècle, dans les pays en voie d'industrialisation, les progrès techniques réalisés à partir de l'invention de la machine à vapeur ont transformé les hommes, les femmes et les enfants en instruments de l'accumulation, besognant dans les « sombres usines de Satan ». De leur côté, ceux qui travaillaient dans les colonies, en marge de l'économie mondiale, ont vu leur pays et leur existence cantonnés à la fourniture de matières premières pour les pays riches.

Les économistes classiques ont contribué à justifier ce processus. A leurs yeux, le travail n'était rien d'autre qu'un bien, tout comme le capital et les produits manufacturés. Il n'avait de valeur que dans la mesure où il engendrait des profits, ce qui reléguait les individus au rang d'instruments au service de l'accroissement de la production.

Cependant, dès les premiers temps, des voix s'élevèrent, aussi bien au Nord qu'au Sud, pour rappeler que les êtres humains devaient être l'objet du développement et non pas seulement son agent. On retrouve d'ailleurs ces idées dans les écrits des plus grands philosophes. Aristote déclare ainsi que « de toute évidence, la richesse n'est pas la chose que nous cherchons, car elle est seulement utile et sert une fin autre ». Citons encore Emmanuel Kant : « En toute circonstance, agissez de sorte à traiter l'humanité... comme une fin, jamais comme un simple moyen ». Ces mêmes préoccupations étaient au cœur de la réflexion d'économistes politiques tels Adam Smith, Karl Marx, John Stuart Mill et Alfred Marshall.

Le grand écrivain bengali Rabindranath Tagore, prix Nobel de littérature, s'en est fait l'écho lui aussi : « Depuis plus d'un siècle, nous nous faisons entraîner par le char d'un Occident prospère, étouffer par sa poussière, assourdir par son bruit ; notre propre impuissance nous humilie et, la rapidité aidant, nous sommes submergés. Nous nous sommes résignés à considérer que ce char incarnait le progrès et que le progrès était synonyme de civilisation. Si

jamais nous nous risquions à demander "le progrès vers quoi, le progrès pour qui", on considérerait comme singulièrement et ridiculement oriental de s'interroger de la sorte sur le caractère absolu du progrès. Ces derniers temps, une voix s'est élevée non seulement pour mettre en question la perfection scientifique du char, mais aussi la profondeur des ornières qu'il laisse derrière lui. »

Les premiers socialistes étaient également des détracteurs acharnés de l'exploitation capitaliste. Mais malgré leur mépris pour ce système, ils demeuraient fascinés par les rouages de l'accumulation. En dépit des thèses qui parlaient de rendre les travailleurs maîtres de la production, les instruments devaient simplement, disaient-ils, être transférés des capitalistes à l'Etat.

Pour d'autres détracteurs, le problème avait son origine dans l'industrialisation elle-même. En Europe, Thomas Carlyle, John Ruskin et Léon Tolstoï se sont insurgés contre la modernisation, en raison de son caractère déshumanisant. Et le Mahatma Gandhi a laissé une critique très corrosive de la mécanisation. En 1907, dans *Hind Swaraj*, il a décrit l'expérience des travailleurs émigrés indiens en Afrique du Sud et celle de ses compatriotes sous domination britannique en Inde. Condamnant l'industrialisation aussi bien que le capitalisme parce qu'ils supposent l'exploitation, il était d'avis que « la terre peut fournir de quoi satisfaire les besoins de chacun mais pas la cupidité de tous ».

L'autel de la production

La quête pour l'accroissement de la production a en grande partie étouffé ces considérations. Le système capitaliste traitait le plus souvent les individus comme les simples rouages d'une gigantesque machine et lorsque la machine a commencé à s'enrayer, dans les années trente, il n'a pas hésité à les abandonner dans l'ornière du chômage. Parallèlement, en Union soviétique, le système socialiste avait beau vanter des idéaux plus élevés, il n'en sacrifiait pas moins les individus, souvent avec brutalité, sur l'autel de l'accumulation effrénée.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'heure du bilan et des remises en question a sonné. La communauté internationale a adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui célébrait la victoire de la liberté et réaffirmait avec force et

sans ambiguïté que le principal objectif du développement était le bien-être des hommes. Dans les années qui ont suivi, de multiples conventions et conférences, organisées sous l'égide de l'ONU, ont défini les principes du développement axé sur les individus.

La période d'après-guerre a aussi vu de nombreux pays en développement lutter pour leur indépendance. Ces combats n'avaient pas pour seul but l'émancipation politique, mais également l'amélioration du bien-être des populations. Pour atteindre cet objectif, beaucoup de pays nouveaux ont opté pour des variantes du socialisme. Certains se sont inspirés du modèle orthodoxe de l'Union soviétique, d'autres ont suivi la voie tracée par la Chine. Mao Zedong réfutait en effet l'idée selon laquelle le développement était fonction des « forces productives » et était convaincu que « le peuple seul, est l'élément moteur de l'histoire du monde ».

Plus tard, Cuba a proposé sa propre version du socialisme. En Afrique, certains pays, tels la Tanzanie, la Guinée et l'Algérie, se sont tournés vers le socialisme pour garantir une distribution équitable des retombées de la croissance. Tous ces modèles visaient à placer l'homme au cœur des préoccupations. Comme l'expliquait Julius Nyerere, Président de la Tanzanie : « Avant de retenir une proposition, quelle qu'elle soit, il convient de se demander si elle sert l'objet du développement, à savoir le peuple ».

Même les pays ayant choisi une voie intermédiaire, comme l'Inde, ont toujours considéré que l'Etat devait intervenir en première ligne pour faire en sorte que la population jouisse des bienfaits de la croissance. De nombreux pays d'Amérique latine — de l'Argentine au Mexique — ont opté pour cette formule. Toutefois, dans ces cas, c'était l'Etat qui était considéré comme l'élément moteur du développement et non pas le peuple.

La foi en la croissance

D'autres pays, tels que le Brésil, la Côte d'Ivoire, la Gambie ou le Libéria, se sont plus résolument tournés vers le capitalisme. Mais aussi bien les pays socialistes que les pays capitalistes sont partis du principe que le développement devait s'appuyer sur une croissance économique rapide pour qu'il bénéficie au peuple et éradiquer la pauvreté. Pourtant, à ce stade

déjà, nombre d'économistes et de spécialistes du développement avaient compris que la croissance économique n'était pas une fin en soi, mais simplement un critère permettant de savoir si les conditions du développement étaient réunies. En 1955, pour Arthur Lewis, économiste britannique originaire des Antilles et lauréat du prix Nobel, le développement devait avoir pour but d'étendre les domaines dans lesquels les hommes peuvent exercer des choix. Le premier *Rapport mondial sur le développement humain*, en 1990, s'appuyait d'ailleurs sur ce point de vue. Cependant, aux yeux de Lewis, il suffisait d'accroître le revenu pour y parvenir et la croissance économique devait inévitablement se traduire par le développement humain.

Cette foi dans la croissance prenait son origine dans l'hypothèse selon laquelle ses avantages finiraient par être largement distribués. Dans les premiers temps, les décideurs des pays les plus libéraux ont admis qu'il fallait que les riches deviennent plus riches et que les pauvres se serrent la ceinture. Ils espéraient qu'ainsi gratifiés, les riches seraient encouragés à innover, à épargner et à accumuler du capital — et que cela finirait par bénéficier aux pauvres.

La courbe à laquelle le prix Nobel Simon Kuznets a donné son nom a apporté un fondement théorique à ces spéculations sur la voie à suivre par les pays capitalistes en développement. Les analyses statistiques qui fondent cette courbe montrent que les inégalités augmentent au début de la phase de croissance, à mesure que la main-d'œuvre quitte l'agriculture pour rejoindre l'industrie. Ensuite, ces inégalités culminent avant de diminuer de nouveau, la main-d'œuvre étant de plus en plus concentrée dans l'industrie.

Selon ces théories, les inégalités devaient donc finir par diminuer, mais auparavant, pendant la phase d'aggravation de l'inégalité, l'Etat était censé intervenir pour alléger les souffrances des plus défavorisés. Il devait ainsi créer des filets de sécurité sociale temporaires ou, dans les pays les plus libéraux, instaurer un régime fiscal progressif et subventionner les services sociaux de façon à répartir les avantages plus équitablement.

Un optimisme infondé

Aucune de ces hypothèses optimistes n'a trouvé sa traduction dans la réalité.

La foi dans la croissance prenait son origine dans l'hypothèse selon laquelle ses avantages finiraient par être largement distribués

On a rapidement conclu que le principal problème des pays en développement résidait non pas dans le chômage, mais dans la pénurie d'emplois productifs et rémunérateurs

Premièrement, la croissance économique, à elle seule, n'a pas permis une distribution plus équitable des ressources. Cela ne s'est produit que dans quelques pays (pas seulement des pays socialistes, au demeurant) où les pouvoirs publics ont adopté des mesures délibérées, notamment des réformes agraires radicales, en vue d'accroître la justice sociale, et généralisé l'enseignement et l'accès aux soins. Deuxièmement, rares sont les gouvernements qui ont pris les mesures appropriées pour atténuer les retombées négatives sur les pauvres. De nombreux membres de ces gouvernements entretenaient des relations sociales, économiques et politiques étroites avec les classes fortunées, qui bénéficiaient de la croissance et ne souhaitaient pas que leurs richesses soient cédées aux pauvres.

Pourquoi les inégalités et la pauvreté sont-elles restées élevées dans beaucoup de pays en dépit de la croissance économique ? Ce phénomène est en partie imputable au fait qu'à l'origine, l'accès à la terre et à l'éducation était très inégalitaire, et en partie au fait que les ressources ont afflué vers les villes, induisant dès lors un développement rural plus lent que prévu. L'augmentation de la productivité agricole, qui était le préalable au développement industriel à grande échelle, ne s'est jamais produite. Et des millions d'individus désespérés, dans une population rurale en expansion, ont quitté leur village dans l'espoir de trouver une vie meilleure en ville, alors même que les emplois y étaient rares. Dans une certaine mesure, la pénurie d'emploi dans les zones urbaines était due à la faible croissance, mais aussi aux technologies importées des pays industrialisés, qui supprimaient des emplois.

La solution de l'emploi

Dans les années soixante, face à l'augmentation du nombre des pauvres (et face à la montée criante du chômage déclaré ou latent en dépit de la croissance), bien des théoriciens et des acteurs du développement ont cessé de croire que la croissance économique était la panacée. Ils se sont alors concentrés sur « l'emploi et la justice ». Malgré tout, nombreux sont ceux qui ont rapidement conclu que le principal problème des pays en développement résidait non pas dans le chômage, mais dans la pénurie d'emplois productifs et rémunérateurs.

Dans la pratique, le concept de chômage ne s'applique qu'aux pays industrialisés, où les travailleurs, percevant des allocations de protection sociale, peuvent se permettre de rester sans emploi pendant un certain temps. Dans les pays les plus pauvres, rares sont ceux qui ont cette possibilité. Ils doivent occuper un emploi coûte que coûte, aussi improductif et aussi mal rétribué soit-il. Beaucoup d'entre eux sont soumis à des horaires très longs pour une maigre rémunération dans le « secteur informel », qui regroupe un vaste éventail de travailleurs souvent non déclarés (marchands de rue, éboueurs, travailleurs intermittents en général) et de petits artisans et producteurs (forgerons, menuisiers, tisserands).

Il fallait donc redéfinir le problème et parler des « pauvres avec emploi ». Il s'est avéré qu'à cet égard, la condition des femmes était encore plus défavorable que celle des hommes. Elles travaillaient souvent dans l'agriculture ou le secteur informel tout en devant passer de longues heures à des activités domestiques — à faire la cuisine, le ménage, s'occuper des enfants, gérer le foyer et effectuer de multiples autres tâches ménagères.

Les emplois à faible productivité prédominent dans les pays en développement en partie du fait que les travailleurs souffrent de malnutrition, n'ont pas accès aux soins et manquent d'instruction. Cela étant, il arrive aussi qu'ils pâtissent d'un environnement défavorable. Ils ont rarement accès au crédit, à des organismes de commercialisation et à des bourses du travail. Dans les zones rurales, ils sont souvent confrontés à un régime foncier inégalitaire qui les prive des moyens et des incitations propices à améliorer l'efficacité de la production.

Par ailleurs, il arrive que les mesures adoptées par les pouvoirs publics aillent indirectement à l'encontre du plein emploi. Dans le secteur organisé, certaines mesures surestiment le prix de la main-d'oeuvre et sous-estiment celui du capital, alors même que les taux de change sont surévalués et découragent les exportations à forte intensité de main-d'oeuvre. Pour assurer la paix sociale dans les zones urbaines, il n'est pas rare que les pouvoirs publics s'efforcent de maintenir les prix alimentaires à un faible niveau, ce qui décourage la production de denrées alimentaires à petite échelle et à forte intensité de main-d'oeuvre.

Dans ces conditions, la création d'un petit nombre d'emplois dans le secteur formel engendre parfois plus de problèmes qu'elle n'en résout. Les habitants des zones rurales entendent en effet parler de ces emplois bien rémunérés et sont d'autant plus tentés de migrer pour les obtenir, d'où une augmentation supplémentaire du nombre des pauvres dans les zones urbaines.

De la redistribution à la théorie des besoins essentiels

Compte tenu de ces difficultés, le débat sur le développement a fait passer au second plan la question de l'emploi dans le secteur formel pour mettre l'accent sur la distribution du revenu. Un ouvrage intitulé, en anglais *Redistribution with Growth* (la redistribution dans la croissance) paru en 1974, a contribué à cette évolution. Il cherchait à montrer comment un surcroît de croissance peut être investi dans les services et les actifs destinés aux pauvres, de façon à améliorer la distribution sans réduire les revenus et les actifs des riches.

Une autre approche, dite des « besoins essentiels », a vu le jour au milieu des années soixante-dix. Elle insistait sur la nécessité de fournir aux individus les moyens élémentaires leur permettant d'assurer leur bien-être : alimentation, santé, éducation. A bien des égards, il s'agissait d'un retour aux principes élémentaires. Entre autres pionniers, l'Indien Pitambar Pant avait déclaré dans les années cinquante que le développement devait porter sur la satisfaction des besoins minimaux ou essentiels. Cela n'avait pas empêché, au cours des décennies suivantes, que le débat s'égaré dans des considérations techniques relatives notamment au taux de croissance, au taux d'épargne, au coefficient de capital, se concentrant ainsi sur les moyens et perdant de vue l'objectif ultime. La théorie des besoins essentiels revenait à l'objet fondamental du développement : promouvoir le bien-être des individus, et en particulier celui des pauvres.

Cette théorie comportait trois grands volets. Premièrement, elle mettait l'accent sur la nécessité d'accroître les revenus grâce à une production efficiente à forte intensité de main-d'oeuvre (pour les pays affichant un excédent de main-d'oeuvre). Deuxièmement, elle assignait un rôle clé aux services publics (éducation de masse, eau potable, planning familial et services

de santé) dans la lutte contre la pauvreté. Troisièmement, elle jetait les bases du principe participatif. Les services publics devaient être financés par l'Etat, souvent grâce à l'aide internationale, mais les usagers devaient participer à leur gestion et à leur mise en oeuvre. La théorie des besoins essentiels se résumait donc par la formule Revenus + Services public + Participation.

Néanmoins, dans la pratique, nombre de gouvernements et d'organismes n'ont pris que le deuxième terme en considération, se contentant d'assurer les principaux services publics. Ainsi, pour ses détracteurs, la théorie des besoins essentiels se limitait à « compter, chiffrer et fournir » — compter les pauvres, chiffrer les besoins et fournir les services correspondants. Elle a donc été assimilée à l'intervention de l'Etat du haut vers le bas. Cette théorie a aussi été critiquée du fait qu'elle laissait de côté certaines dimensions moins matérielles du bien-être des personnes, ainsi que l'émancipation économique des pauvres, dans la mesure où elle faisait peu de cas de l'accès aux actifs productifs et au crédit.

La théorie des besoins essentiels a été remise en question pour une autre raison. Certains pays en développement ont considéré le soutien des pays industrialisés en faveur de cette approche comme un moyen de détourner l'attention du débat sur la politique internationale et sur la nécessité d'instaurer un nouvel ordre économique mondial. Dans les faits, la réforme internationale avait toujours été considérée comme faisant partie intégrante de la stratégie visant à mettre la théorie des besoins essentiels en pratique, même si les mesures concrètes à prendre pour appliquer cette réforme faisaient inévitablement l'objet d'un vif débat.

L'ère de l'ajustement « structurel »

Que ces critiques aient été fondées ou non, la stratégie des besoins essentiels a rapidement été rattrapée par les événements. A la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingts, le ralentissement de la croissance, la crise de la dette et la dégradation des termes de l'échange ont bouleversé de nombreux pays. La réflexion sur le développement axé sur les personnes a alors été reléguée au second plan, tandis que les programmes de stabilisation puis d'ajustement structurel occupaient le devant de la scène.

L'approche des besoins essentiels insistait sur la nécessité de fournir aux individus les moyens élémentaires d'assurer leur bien-être : alimentation, santé, éducation

Les politiques
d'ajustement
ont souvent
stabilisé les
budgets en
déstabilisant la
vie des
personnes

A l'origine, l'objectif des programmes de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) était d'aider les pays en développement à faire face aux chocs extérieurs (hausse des prix du pétrole, ralentissement de la croissance dans les pays industrialisés, augmentation des taux d'intérêt et chute des entrées de capitaux). Les mesures de « stabilisation » du FMI et de la Banque mondiale visaient à réduire les déficits budgétaires et commerciaux et supposaient en général la diminution des dépenses publiques, la baisse des salaires et l'augmentation des taux d'intérêt. Dans la pratique, l'objectif de croissance pourtant affiché était rarement atteint. Même si ces mesures ont permis de réduire les déficits dans quelques pays, elles ont souvent induit une récession. En résumé, elles ont souvent stabilisé les budgets en déstabilisant la vie des personnes.

Cependant, l'accent a rapidement été mis sur « l'ajustement » à long terme, ce qui supposait un réalignement fondamental des pays en développement sur les principes de l'économie de marché. Cela impliquait de réduire le rôle de l'Etat, de supprimer les subventions, de libérer les prix et d'ouvrir les frontières aux échanges et aux mouvements internationaux de capitaux. Que cet ajustement ait eu un caractère « structurel », c'est là une autre question. En effet, il faisait abstraction de nombreuses mesures auparavant considérées comme essentielles pour modifier les structures économiques et sociales (la réforme foncière ou la redistribution radicale des pouvoirs, par exemple).

Pour de nombreux pays, l'ajustement s'est traduit par un surcroît de contraintes extérieures et un changement de philosophie économique. Certains d'entre eux ont subi des pressions extérieures fortes qui les poussaient à privatiser les industries du secteur public et à mettre fin à la planification centralisée. Le contrôle de l'industrie par l'Etat et la planification, malgré certains succès initiaux, se sont révélés de moins en moins efficaces et de plus en plus pesants pour le budget public. De plus, les mesures radicales visant à imposer l'égalitarisme portaient rarement leurs fruits. Malgré des objectifs louables, les expériences d'organisation communautaire — *autogestion* en Algérie, villages *ujamaa* (liberté) en Tanzanie — ont remporté moins de succès que prévu.

Les expériences d'autogestion par les travailleurs, dans l'ex-Yougoslavie, n'ont

apporté aucune solution de remplacement viable. Même la Chine, l'une des expériences socialistes les plus concluantes, a commencé à démanteler ses 50 000 complexes agricoles intégrés à partir de 1979 et à subordonner plus directement les rémunérations à l'effort individuel. Le Viet Nam, après avoir livré une guerre longue et meurtrière pour défendre un système socialiste, a lui aussi commencé à se transformer en économie socialiste de marché (qui associe le capitalisme et le socialisme).

Dans de nombreux pays, des formes moins radicales de démocratie sociale restent en vigueur. On y trouve des organisations coopératives déhiérarchisées et des services sociaux publics élémentaires. Certaines formes de planification étatique, à vocation indicative plutôt que dirigiste, continuent également d'être utilisées avec beaucoup de succès, notamment dans les pays à croissance forte. Le modèle de développement suivi par l'Indonésie, le Japon, la Malaisie et la République de Corée, entre autres, fait appel à une politique industrielle destinée à canaliser les ressources vers les secteurs économiques affichant le potentiel de croissance le plus élevé.

Le facteur humain

Au cours de ce processus de libéralisation, d'ajustement et de privatisation, le sort des pauvres a été relégué à l'arrière-plan. Les décideurs ont en effet considéré que même si la pauvreté augmentait dans un premier temps, c'était le prix à payer en échange de la stabilité et de la croissance à long terme.

Les protestations n'ont pas manqué, émanant des syndicats, des églises, des organisations non gouvernementales, de l'Organisation internationale du travail et de l'UNICEF, qui a notamment publié *L'Ajustement à visage humain*. Sans remettre en cause la nécessité de procéder à l'ajustement, l'UNICEF a demandé au FMI et à la Banque mondiale d'être plus attentifs à la pauvreté et aux problèmes humains. Parmi beaucoup d'autres propositions, elle défendait le maintien d'un minimum de services élémentaires, notamment en faveur des plus vulnérables, et un partage plus équitable de la charge de l'ajustement. Mais surtout, l'UNICEF rappelait en filigrane que les aspects humains ne devaient pas être traités accessoire-

ment, dans une sorte d'addendum venant compléter des programmes d'ajustement par ailleurs inchangés. Il convenait plutôt de les inscrire dans un nouveau cadre intégré de développement à long terme, où les individus joueraient le rôle central.

Les femmes ont pris une part active dans le mouvement revendicatif qui plaidait pour une révision des stratégies d'ajustement. Dans bien des cas, elles subissaient de plein fouet les mesures d'austérité, mais leurs besoins et leurs soucis étaient rarement pris en considération dans l'élaboration de ces mesures. Les familles monoparentales, qui ont en général une femme à leur tête, étaient parmi les plus durement touchées. Tout cela mettait l'accent sur la nécessité de tenir compte des différences entre les sexes dans le cadre des politiques d'ajustement.

Au cours de cette période, les travaux théoriques de Amartya Sen et son parti pris déterminant en faveur de la promotion des « potentialités » (ou capacités) humaines ont grandement servi la cause des pauvres et réaffirmé la nécessité de replacer l'homme au cœur de l'action. Dans son optique, le niveau de vie d'une société ne doit pas être évalué en fonction du revenu moyen, mais de la capacité de chacun à mener l'existence à laquelle il aspire. De même, les biens ne doivent pas être valorisés intrinsèquement, mais considérés comme les instruments de la réalisation de certaines potentialités telles que la santé, la connaissance, l'estime de soi et l'aptitude à participer activement à la vie de la communauté.

Amartya Sen a également insisté sur le fait que la liberté de choix est un facteur essentiel du bien-être des individus. Le moine qui jeûne et le pauvre dans la disette ont tous deux faim : la différence, c'est que l'un exerce un libre choix et l'autre pas. La réalisation des potentialités humaines suppose une plus grande liberté de choix, de façon que les individus puissent envisager un éventail plus vaste de possibilités qu'ils jugent dignes d'intérêt.

La théorie du développement humain

En publiant son premier *Rapport mondial sur le développement humain* en 1990, le PNUD s'est assigné la difficile mission d'intégrer ces idées — et d'autres — dans une nouvelle conception du développement. Le temps était venu de porter un

regard plus global sur l'amélioration de la condition humaine, afin de tenir compte de tous les aspects du développement humain, tant en ce qui concerne les pays industrialisés que les pays en développement, les hommes que les femmes, les générations présentes que les générations futures. Le concept de développement humain allait donc bien au-delà du revenu et de la croissance, et visait à ce titre l'épanouissement de toutes les potentialités humaines. Il mettait l'accent sur la nécessité de placer les individus (leurs besoins, leurs aspirations, leurs choix) au centre de l'action en faveur du développement.

On peut définir le développement humain comme un processus destiné à étendre la gamme de choix des individus. Accroître le revenu est sans doute l'un des principaux moyens permettant d'y parvenir et d'améliorer le bien-être. Mais la mise en valeur des potentialités humaines est trop souvent confondue avec l'augmentation du revenu.

De nombreuses études sur les défavorisés ont montré qu'à leurs yeux, l'augmentation du revenu ne correspond qu'à l'une des aspirations prioritaires parmi tant d'autres : une alimentation adaptée, l'accès à l'eau potable, l'amélioration des services de santé, un accès plus large des enfants à un système éducatif de meilleure qualité, des transports à prix abordables, la possibilité de se loger convenablement, un moyen de subsistance sûr et l'accès à des emplois productifs et gratifiants. Disposer d'un revenu permet de répondre à certains de ces besoins, mais en aucun cas de les satisfaire en totalité.

Au-delà encore, les individus attachent une grande importance à d'autres avantages moins matériels, notamment, la liberté de mouvement et d'expression, et l'absence d'oppression, de violence ou d'exploitation. Ils manifestent également la volonté de donner un but à leur existence et de contrôler leur destinée. En tant que membres d'une famille ou d'une communauté, ils attachent de l'importance à la cohésion sociale et revendiquent le droit de maintenir leurs traditions et leur propre culture. L'argent à lui seul ne permet pas d'exercer ces choix.

Quoi qu'il en soit, ces derniers ne sont pas sans limite, dans la mesure où la liberté des uns risque d'entraver celle de beaucoup d'autres. Ce principe est à l'évidence jugé essentiel, comme en témoignent la réaction qu'a récemment suscitée

Le concept de développement humain allait bien au-delà du revenu et de la croissance, et visait l'épanouissement de toutes les potentialités humaines

Les nouvelles théories de la croissance étayaient la thèse du développement humain selon laquelle les individus sont le véritable élément moteur de toute croissance économique

dans de nombreux pays l'individualisme extrême inhérent à l'économie de marché, et l'aspiration manifeste à une forme de développement plus communautaire qui tienne compte des aspects sociaux. La liberté de choix, si elle est sans limite et ne s'accompagne d'aucune contrainte, peut devenir un non sens et se révéler destructrice. Elle doit être associée à des obligations, comme les droits aux devoirs.

L'un des objets du premier *Rapport mondial sur le développement humain* consistait à définir la relation entre développement humain et croissance économique. Il prenait le contre-pied des idées reçues en affirmant qu'il n'existe pas de lien automatique entre les deux. La croissance économique est sans doute essentielle au développement humain, mais certaines mesures politiques spécifiques s'imposent pour que le progrès économique se traduise par un progrès humain. Le présent rapport s'appuie sur cette hypothèse de départ.

Le rapport de 1990 présentait aussi une nouvelle façon de mesurer le progrès humain : l'indicateur composite du développement humain (encadré 2.1). Le classement des pays en fonction de cet indicateur donnait des résultats très différents de ceux obtenus à partir du PNB par habitant. Certains pays, comme le Brésil, le Nigeria et le Pakistan, étaient beaucoup moins bien placés dans le classement en

fonction du développement humain que dans celui en fonction du revenu. Pour d'autres, avec des revenus plus modestes, tels que le Costa Rica, Cuba ou le Sri Lanka, c'était l'inverse.

Nouvelles théories de la croissance et développement humain

A la fin des années quatre-vingts et au début des années quatre-vingt dix, les nouvelles théories de la croissance économique sont venues étayer la thèse du développement humain selon laquelle les individus sont le véritable élément moteur du progrès économique. Elaborées par des économistes comme Paul Romer et Robert Lucas, ces théories mesuraient l'effet du capital humain sur les taux de croissance à long terme des pays. Elles ne prenaient pas en considération tout l'éventail des potentialités humaines, mais seulement les capacités productives des individus.

Précédemment, la théorie « néoclassique » de la croissance soutenait que la croissance économique résultait de l'accumulation de capital physique et de l'accroissement de la main-d'oeuvre, conjugués à un facteur « exogène », le progrès technique, qui augmente la productivité du capital et de la main-d'oeuvre. Cependant, elle ne parvenait pas à expliquer comment il était possible d'accélérer le progrès technologique.

Selon les nouvelles théories, la productivité n'augmente pas sous l'effet d'un facteur exogène, mais de facteurs « endogènes » liés au comportement des individus responsables de l'accumulation des facteurs de production et des connaissances. Or, toute la différence tient à ce que ce comportement puisse être influencé par les politiques.

D'après certains des nouveaux modèles, l'un des facteurs déterminants réside dans l'augmentation générale du capital humain. D'autres considèrent que la clé de l'accroissement de la productivité est la recherche et le développement (R&D) — ce facteur étant d'ailleurs lui aussi lié au capital humain.

Les modèles fondés sur le capital humain montrent que l'éducation entraîne des « externalités positives » qui rejaillissent sur l'ensemble du processus de production. Les individus éduqués utilisent le capital de façon plus efficace, de telle sorte que sa productivité s'accroît. De même, ils sont plus aptes à innover, à ima-

ENCADRE 2.1

Pourquoi le revenu est-il pris en compte dans l'indicateur composite du développement humain ?

Si le revenu ne constitue qu'un instrument du développement humain, pourquoi est-il pris en compte dans l'indicateur composite du développement humain ? Le revenu moyen par habitant est en fait destiné à exprimer « les ressources dont on dispose pour s'assurer un niveau de vie décent ».

Il est évident que la longévité et l'éducation représentent des aspects précieux d'une bonne qualité de vie, mais « les ressources disponibles » sont plus un moyen d'obtenir une bonne qualité de vie. De nombreuses potentialités importantes, telles que le fait d'être bien nourri ou de mener une vie confortable, dépendent de manière cruciale de la situation économique d'une personne. Le revenu perçu par les individus, particulière-

ment lorsque l'on approche du seuil de pauvreté, peut être révélateur de cette situation.

La longévité et l'éducation ne peuvent pas servir de mesure indirecte de toutes les potentialités élémentaires. La faim, par exemple, constitue un grave manque, non seulement parce qu'elle tend à réduire la longévité, mais aussi en raison des souffrances dont elle est directement responsable. De même, les ressources nécessaires pour avoir un abri et se déplacer peuvent jouer un rôle important en suscitant les potentialités correspondantes. La composante du revenu dans l'IDH est donc utilisée comme indicateur indirect des potentialités qui ne se reflètent pas dans les deux autres composantes de cet indicateur.

Source : Anand et Sen 1996

giner des formes de production nouvelles et améliorées. Ils font partager ces atouts à leurs collègues de travail, qui s'instruisent à leur contact et augmentent à leur tour leur productivité. Ainsi, une hausse du niveau d'éducation entraîne un accroissement de l'efficacité de tous les facteurs de production.

Cela contribue en partie à expliquer la disparité des revenus entre pays riches et pays pauvres, et aussi pourquoi ces derniers ne comblent pas leur retard, voire régressent. Les pays pauvres ne font pas les investissements en capital humain susceptibles de stimuler la productivité et de permettre à la main-d'œuvre d'adopter des technologies nouvelles. Dans de nombreux cas, ils manquent de ressources (épargne intérieure ou financements étrangers), parfois à cause d'une charge de la dette élevée, parfois à cause de la fuite des capitaux.

Les retombées de l'éducation contribuent également à rendre compte de certains aspects importants du rapport entre la croissance et le capital physique. D'après les anciennes théories de la croissance, le capital a un rendement marginal décroissant (plus on accumule de capital, plus son efficacité globale décroît et moins la croissance est rapide). Pourtant, de nombreux pays qui ont accumulé du capital obtiennent un taux de croissance élevé et le maintiennent. Les modèles fondés sur le capital humain expliquent ce phénomène en montrant que le caractère décroissant du rendement marginal du capital est en partie compensé par un gain d'efficacité dû à l'éducation.

Les théories de la croissance qui mettent l'accent sur la R&D insistent elles aussi sur l'importance du capital humain, mais considèrent que ses effets sont plus indirects. Selon ces modèles, c'est avant tout l'investissement dans la R&D qui explique la croissance à long terme. Il va de soi que la R&D est susceptible d'accroître la productivité des entreprises qui réalisent les investissements. Mais il peut y avoir ici aussi des externalités positives. De nombreuses innovations étant difficiles à tenir secrètes, elles sont portées à la connaissance d'autres entreprises, d'où un accroissement de la productivité totale des facteurs.

Dans l'un et l'autre type de modèles, le développement des potentialités humaines joue un rôle clé. Même lorsque les innovations proviennent de la R&D, il est nécessaire de disposer d'une main-d'œuvre éduquée (aussi bien d'individus très qua-

lifiés chargés de la recherche que de personnes possédant une formation élémentaire leur permettant de mettre les résultats en pratique). Les nouvelles théories de la croissance confirment donc l'hypothèse de la théorie du développement humain selon laquelle les individus constituent l'élément moteur de toute croissance économique.

Toutes ces nouvelles théories ont d'importantes implications sur le plan politique, dans la mesure où elles mettent en évidence des moyens permettant de stimuler la croissance (en modifiant les incitations destinées au secteur privé, par exemple, ou en procédant à certains investissements publics).

Quoi qu'il en soit, les nouvelles théories de la croissance n'examinent qu'une petite gamme de facteurs aisément quantifiables. D'autres facteurs sont plus difficiles à évaluer, mais n'en revêtent pas moins une importance vitale dans les mécanismes qui expliquent les écarts entre les taux de croissance d'un pays à l'autre. C'est notamment le cas des habitudes des individus, de leur appartenance à tels ou tels groupes et réseaux sociaux ou de la nature des institutions et des actions des pouvoirs publics. La famille et le système éducatif formel, par exemple, contribuent à transmettre de nombreuses compétences, qui vont bien au-delà de la lecture et du calcul. Citons parmi les compétences de ce type, que l'on pourrait qualifier de « comportementales », l'autodiscipline, la fierté du travail accompli, la flexibilité, l'ouverture d'esprit et l'esprit de coopération.

Reproduction sociale et croissance

Les nouvelles théories de la croissance connaissent des limites. Ainsi, elles considèrent la main-d'œuvre comme le produit d'une génération spontanée, surgie de nulle part, prête à occuper tous les emplois quels qu'ils soient. De même, elles n'expliquent pas comment une nouvelle génération de travailleurs est préparée à l'emploi productif. La formation des travailleurs, aussi bien ceux d'aujourd'hui que ceux de demain, relève de la « reproduction sociale », qui englobe une vaste gamme de fonctions, allant de l'enfantement aux soins apportés aux enfants et à l'éducation de ceux-ci. Ces fonctions sont assumées en majeure partie par les femmes, qui se chargent également de la plupart des autres tâches du même ordre — elles tiennent le

La formation des travailleurs d'aujourd'hui et de demain relève de la « reproduction sociale »

foyer et prennent soin de ceux qui ne peuvent pas travailler, comme les malades ou les personnes âgées (encadré 2.2).

La contribution des femmes à la reproduction sociale ne s'arrête pas à la porte du foyer. Elles assument aussi certaines tâches communautaires. Une étude récente conduite aux Etats-Unis a montré que si les hommes et les femmes participent à part égale aux tâches bénévoles utiles à la communauté, les uns et les autres n'effectuent pas des tâches de même nature. Les hommes se montrent surtout actifs dans les organisations politiques, professionnelles ou d'action civique, tandis que les femmes ont des activités sociales dans les oeuvres de charité, les centres de soin et les organismes de formation. Au Royaume-Uni, les organisations d'entraide communautaires apparues depuis les années quatre-vingts mobilisent avant tout des femmes. Au Liban, ce sont

encore les femmes qui ont créé les réseaux d'associations de quartier qui fournissent de nombreux services sociaux indispensables.

L'importance sociale des tâches effectuées au foyer et pour la communauté transcende leur impact économique. Ces activités « reproduisent » la société toute entière, et pas seulement la main-d'oeuvre. Dans ce sens, elles ont une valeur humaine intrinsèque qui ne peut pas être réduite à des unités de temps ou d'argent. Grâce à elles, les relations familiales et communautaires sont enrichies, les traditions culturelles sont entretenues et le développement humain est stimulé. C'est ainsi que peut être définie la reproduction sociale au sens large.

Les nouvelles théories de la croissance ne peuvent tenir compte de ces activités qu'à titre d'intrants dans la production, assimilables à une sorte de « capital social » ou à une forme élargie de « capital humain ». L'approche du développement humain, en revanche, les considère comme des activités sociales vitales.

ENCADRE 2.2

Prise en compte du travail non rémunéré

Une grande partie du travail accompli dans la société n'est ni reconnue ni valorisée. C'est le cas du travail fourni dans le cadre du foyer ou de la collectivité. Et ce travail est exécuté en majeure par des femmes. Dans les pays industrialisés, environ les deux tiers du temps de travail total des femmes, contre un tiers seulement de celui des hommes, ne sont pas répertoriés. Dans les pays en développement, la proportion est analogue pour les femmes, mais passe à moins d'un quart pour les hommes.

Le Rapport mondial sur le développement humain 1995 estimait que, outre les 23 000 milliards de dollars représentant le PIB mondial en 1993, le travail réalisé dans le cadre du foyer ou de la collectivité équivalait à 16 000 milliards de dollars supplémentaires, dont 11 000 milliards produits par les femmes.

Dans la plupart des pays, les femmes travaillent plus que les hommes. Au Japon, le travail des femmes est de 7 % supérieur à celui des hommes, contre 11 % en Autriche et 28 % en Italie. Dans les pays en développement, les femmes tendent à supporter une part encore plus importante (en moyenne 13 % de plus que les hommes) de la charge de travail que celles des pays industrialisés, et la charge de travail supportée par les femmes dans les zones

rurales est supérieure de 20 %. Dans les zones rurales du Kenya, le travail des femmes est supérieur de 35 % à celui des hommes.

Dans certains pays, les femmes supportent une charge de travail extrême. En Inde, les femmes travaillent 69 heures par semaine, contre 59 heures pour les hommes. Au Népal, les femmes travaillent 77 heures par semaine, contre 56 heures pour les hommes. En Moldavie, les femmes travaillent environ 74 heures par semaine, et plus de 76 heures au Kirghizistan.

Des efforts sont faits pour commencer à intégrer le travail accompli dans le cadre domestique au Système des comptes nationaux des Nations unies. La révision des comptes de 1993 inclut dans la rubrique production économique tous les biens produits par les ménages pour leur propre consommation. Cette révision propose de mettre en place des comptes satellites dans lesquels sera consignée l'intégralité du travail non marchand, y compris les services rendus au sein du foyer.

Ce n'est que lorsque le travail accompli dans le cadre du foyer et de la collectivité sera intégralement quantifié et que l'on estimera sa valeur monétaire équivalente que le travail des femmes recevra la reconnaissance qu'il mérite.

Croissance et équité

De même que l'on appréhende de mieux en mieux la relation entre croissance économique et capital humain, le rapport entre croissance et équité est aujourd'hui moins obscur. Ainsi, le capital humain a d'autant plus de retombées sur la croissance qu'il est équitablement réparti.

On pensait auparavant qu'il existait une certaine incompatibilité entre croissance et équité, qu'en distribuant le revenu trop équitablement, on réduirait les incitations et que donc le revenu de chacun baisserait. L'hypothèse de base était que les riches ont besoin d'une motivation particulière pour épargner et investir davantage.

Des études récentes ont montré que ce postulat était infondé. De nombreux pays d'Asie (Hong Kong, Indonésie, Malaisie, République de Corée, Singapour, province chinoise de Taïwan et Thaïlande) enregistrent une croissance rapide alors que les inégalités n'y sont pas particulièrement fortes. Entre 1960 et 1993, les pays de l'Asie de l'Est, hormis la Chine, ont affiché une croissance annuelle par habitant de 7,6 %, tandis que les écarts de revenus sont restés inchangés ou ont été réduits. Le Japon et la Suède ont eux aussi conjugué une croissance rapide à un faible degré d'inégalité (encadrés 2.3 et 2.4).

Japon : un siècle de croissance et d'équité dans les opportunités

Il s'agit là de faits nouveaux importants, car ils contredisent l'idée reçue selon laquelle il est préférable de canaliser le revenu en direction des riches sous prétexte qu'ils tendent à épargner et à investir davantage.

La clé du succès des pays d'Asie de l'Est réside dans une distribution relativement équitable des actifs privés et publics : ces pays ont mis l'accent sur la redistribution non pas du revenu, mais de la richesse. Ce qui génère le revenu, c'est la richesse productive, y compris le capital humain. D'après certaines des nouvelles théories de la croissance, la redistribution plus équitable du revenu réduit la part destinée aux individus qui possèdent le capital, ce qui diminue leurs profits et donc, censément, la croissance. En réalité, une redistribution progressive des actifs tend à stimuler la croissance car elle a, à grande échelle, un effet positif sur les incitations qui motivent les individus. D'après une étude, le PIB de la République de Corée en 1985 aurait été de 15 % moins élevé si les inégalités y avaient été aussi fortes, en 1960, qu'au Brésil.

Certains pays d'Asie de l'Est, notamment la République de Corée, sont entrés dans une phase de croissance après avoir mis en oeuvre une réforme foncière de grande ampleur, qui a brisé les structures de classe féodales, et en construisant des infrastructures rurales. Mais tous ces pays ont procédé à des investissements considérables dans l'éducation, en particulier dans l'enseignement primaire et secondaire. En 1985, la République de Corée, où la croissance est assez équitablement répartie, a consacré seulement 10 % de son budget de l'éducation à l'enseignement supérieur, alors que le Venezuela, où la croissance est moins bien distribuée, y consacrait 40 %.

Outre qu'elle accélère le rythme de la croissance, l'éducation de masse permet d'assurer que ses retombées sont réparties plus équitablement. Lorsqu'une petite élite de travailleurs perd son monopole de l'instruction, elle n'est plus en position de revendiquer une rémunération nettement plus élevée pour ses compétences, de sorte que les écarts de salaires se réduisent. En République de Corée, entre 1976 et 1985, le différentiel de salaires entre les titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur et ceux qui ne sont pas allés au-delà de l'enseignement primaire a été ramené de 100 à 66 %. Cela a contribué à réduire les inégalités salariales au cours

Le reprise d'après-guerre au Japon a associé une croissance économique durable et sans précédent à des bonds en avant sur l'échelle du développement humain. Entre 1955 et 1970, le PIB réel par habitant a augmenté à un rythme d'environ 10 % par an. Dans le même temps, on a observé un net recul de la pauvreté et un rétrécissement des différentiels de revenu. Entre le début des années soixante et le milieu des années quatre-vingts, la part du revenu national perçue par les 20 % les plus riches des ménages est passée de 50 à 45 % alors que celle perçue par les 20 % les plus pauvres est passée de 5 à 10 %. Cette double réussite dans la croissance et le développement humain s'explique dans une large mesure par un engagement du pays en faveur de l'équité en termes d'opportunités.

Le fondement de ce développement égalitaire a été mis en place dans la période d'après-guerre, avec l'introduction de réformes radicales visant à éviter toute résurgence du fascisme et à transformer le Japon en une société plus démocratique. Au rang des réformes, citons l'abolition de l'aristocratie, l'adoption d'une nouvelle constitution fondée sur un gouvernement démocratique, une réforme agraire, un impôt sur la fortune et l'égalité des droits pour les femmes.

Le gouvernement d'après-guerre a appuyé sa politique macroéconomique sur des taux d'intérêt faibles, une inflation modérée et une politique d'excédents budgétaires disciplinée, ainsi que sur une politique tarifaire protectionniste et l'octroi de prêts à taux préférentiel à certains secteurs. Ce gouvernement souhaitait également parvenir à un faible taux de chômage et a activement incité à la création d'emplois en favorisant d'innombrables petites entreprises. Sur la période de croissance très rapide, au moins 55 % des travailleurs non agricoles appartenaient à des entreprises de moins de 100 salariés. En outre, le niveau des salaires a progressé régulièrement, parallèlement à la productivité.

Par l'effet d'un cercle vertueux, les avancées du développement humain sont stimulées par la croissance économique en même temps qu'elles y contribuent. A de nombreux égards, le niveau de développement humain était déjà élevé à

cette époque. Commencée avec les réformes de l'ère Meiji, en 1868, la scolarisation dans l'enseignement primaire est passée de 28 % des enfants en âge d'aller à l'école en 1873 à 96 % en 1905, ce qui a constitué une base solide pour une modernisation rapide.

Après la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement a continué à investir dans les secteurs sociaux. Ces investissements ont été facilités par la réduction au minimum des dépenses militaires (moins de 1 % du PIB). Ces investissements ont porté leurs fruits en termes d'éducation et de santé. Entre 1960 et 1990, la proportion de la population en âge de travailler scolarisée dans l'enseignement secondaire ou supérieur a doublé. Depuis la fin des années cinquante, le taux de mortalité infantile a été presque divisé par dix, passant d'environ 40 ‰ naissances vivantes à 4,3 ‰, soit l'un des taux les plus faibles au monde. L'espérance de vie est passée de moins de 70 ans en 1958 à 80 ans en 1993. Et aujourd'hui, les personnes qui ont besoin des dispositifs sociaux tendent à être des handicapés plutôt que des pauvres.

En 1990, le Japon était l'un des pays qui ont consacré les dépenses publiques les plus élevées à l'éducation et à la santé : environ 2 208 dollars par habitant, contre une moyenne mondiale de 336 dollars seulement. L'accent mis sur l'éducation se prolonge par des efforts considérables dans la recherche et le développement et dans la formation des travailleurs de l'industrie.

Les résultats du Japon ne sont pas parfaits, néanmoins, et ce pays doit encore relever des défis. La croissance ralentit et le taux de chômage est aujourd'hui supérieur à 3 %. Les inégalités progressent également, avec la hausse du nombre des personnes âgées pauvres. Le Japon est en retard pour l'égalité entre hommes et femmes, et la participation des femmes aux prises de décisions en dehors du foyer reste faible. Les aspects environnementaux posent également un défi aux décideurs, bien que des mesures plus progressistes soient actuellement mises en place. Qui plus est, les Japonais pourraient opter pour davantage de loisirs plutôt que pour les longues heures de travail qu'ils effectuent aujourd'hui.

Source : Ishikawa 1995.

de cette période. En revanche, au Brésil, où les dépenses consacrées à l'éducation tendent à favoriser les riches, la prime à

l'enseignement supérieur a à peine changé et les écarts de salaires se sont creusés au cours de la même période.

Mais l'éducation ne suffit pas, à elle seule, à assurer une croissance harmonieuse. Encore faut-il que les individus aient l'occasion d'utiliser leurs compétences, faute de quoi la société gâche des ressources de valeur et la population n'investit pas en priorité dans l'enseignement. Les pays d'Asie de l'Est ont su mettre en adéquation l'offre et la demande de main-d'oeuvre qualifiée en commençant par stimuler des secteurs à forte intensité de main-d'oeuvre tels que les exportations de produits manufacturés et l'agriculture. Cette stratégie a créé un grand nombre d'emplois et augmenté la rémunération de chacun.

Le rôle de l'agriculture dans le succès des pays d'Asie de l'Est est souvent passé sous silence. C'est l'agriculture, et non les exportations, qui a servi de locomotive à la demande intérieure et à l'emploi dans les années cinquante et au début des années soixante dans la province chinoise de Taïwan. Les revenus générés dans l'agriculture stimulent la demande de biens de consommation de base et d'intrants agricoles, les uns et les autres faisant appel à des modes de production à forte intensité de main-d'oeuvre. Ainsi, les emplois se multiplient dans l'économie sous l'effet d'une réaction en chaîne. A telle enseigne qu'en Asie de l'Est, une augmentation d'un point de pourcentage de la croissance de l'agriculture a en général entraîné une hausse de 1,5 point de pourcentage de la croissance du secteur non agricole.

Lorsque l'on s'interroge sur le rapport entre croissance et équité, on a coutume de négliger les aspects liés à la demande. Or, une distribution plus égalitaire du revenu modifie la structure de la demande en faveur des produits dont la production sollicite davantage de main-d'oeuvre, ce qui stimule et la croissance et l'emploi. C'est pourquoi les mesures politiques doivent certes être axées sur le développement des compétences individuelles, mais également chercher à leur faire correspondre des débouchés : il convient de mettre en adéquation l'offre et la demande de capital humain. La Jamaïque, les Philippines et le Sri Lanka ont amélioré les compétences élémentaires de leur population, mais leur croissance est restée faible, en partie parce que la demande de compétences était insuffisante.

ENCADRE 2.4

Suède : un modèle précoce de croissance compatible avec l'équité

Au cours du siècle qui a commencé en 1870, la Suède a enregistré des succès spectaculaires et durables en termes de croissance économique et de développement humain. Le taux de croissance de son revenu par habitant n'était devancé que par celui du Japon, et ses avancées en termes de développement humain étaient encore plus remarquables.

Au début, les secteurs d'exportation - le bois, le minerai de fer, le papier et l'acier - tiraient la croissance du pays. La majeure partie des recettes d'exportation était investie dans le pays, pour consolider l'économie et promouvoir le développement humain. La croissance économique a été remarquablement stable, progressant à un rythme moyen de plus de 3 % par an entre 1890 et 1930.

Cette réussite s'est appuyée sur la constitution d'un fondement solide pour le développement humain élémentaire à la fin du XIX^e siècle. Le nombre des enfants inscrits dans l'enseignement primaire a plus que doublé entre 1850 et 1870, et, en 1875, chacun savait lire et écrire. L'éducation technique s'est également répandue rapidement au cours de cette période.

La Grande dépression des années trente et ses suites ont marqué un revirement spectaculaire dans le modèle suédois de développement. En 1932, le parti social-démocrate a remporté une victoire écrasante, ouvrant une ère de croissance équitable, de chômage faible et de protection sociale étendue (pensions de retraite, allocations familiales, contrôle des loyers et assurance maladie). L'Etat est intervenu sur le marché du travail et a aidé les travailleurs à trouver un nouvel emploi. En conséquence, le chômage est resté sous la barre des 3 % jusqu'aux années quatre-vingt-dix.

Entre 1930 et le début des années soixante-dix, la Suède a connu un âge d'or du développement, caractérisé par une croissance rapide et une équité accrue, via de substantielles redistributions de revenu. Le coefficient de Gini pour la Suède est passé de 0,31 en 1967 à

0,20, son plus bas niveau historique, en 1982.

Le gouvernement est intervenu activement dans l'économie pour faire en sorte que les phases descendantes soient rares et modérées. Il a entrepris un régime d'échanges libéral, fortement incité les entreprises à investir et mené une politique industrielle volontariste en canalisant les crédits vers les secteurs prioritaires.

Mais au cours des années soixante-dix, des signaux d'alerte ont commencé à apparaître, suggérant que ce développement ne pouvait pas durer. Déjà élevé, avec 43 % du PIB en 1970, le niveau des dépenses publiques a gonflé jusqu'à 67 % en 1982. Les transferts sociaux tels que les allocations familiales et les allocations logement ont progressé rapidement.

La lenteur de la croissance économique ne permettait plus une augmentation continue des déficits publics. Si le revenu par habitant en Suède a cru de 3,4 % par an entre 1961 et 1974, ce rythme de progression est passé à 0,6 % seulement entre 1974 et 1993. Au début des années quatre-vingt-dix, la Suède était plongée dans une crise économique et sociale sans précédent. La croissance était devenue négative et le taux de chômage est passé de 1,7 % en 1990 à 8,2 % en 1993.

Malgré le ralentissement de la croissance et une réforme complète de l'Etat providence, le niveau de développement humain reste élevé en Suède. Au cours des trente dernières années, les avancées dans ce domaine ont été plus rapides que la progression des revenus. Ce pays arrive dans les dix premiers dans la classification effectuée selon l'indicateur composite du développement humain. Il enregistre l'un des résultats les plus impressionnants en termes de développement équitable, surtout pour l'égalité entre hommes et femmes. Il arrive en première place dans le classement effectué selon l'indicateur sexospécifique du développement humain, et en deuxième place pour l'indicateur de la participation des femmes.

Source : De Vylder 1995a.

Lorsque l'offre et la demande de capital humain sont en équilibre, c'est-à-dire lorsqu'aux compétences correspondent des débouchés, un processus dynamique de réaction en chaîne se déclenche, qui est susceptible d'accélérer la croissance et d'entraîner une réduction des inégalités.

Confusion avec le développement des ressources humaines

Beaucoup confondent souvent le développement humain et le développement des ressources humaines. Même si ces expressions semblent analogues, elles n'en sont pas moins extrêmement différentes. Alors que les nouvelles théories de la croissance se concentrent sur le capital humain, les potentialités de l'homme, qui sont au cœur du développement humain, sont plus génériques que les capacités de production.

La distinction fondamentale réside dans la notion de fin et de moyen. Le développement des ressources humaines voit en l'être humain un simple moyen d'augmenter la production. *A contrario*, le développement humain considère l'individu comme une fin en soi, et envisage son bien-être comme l'unique et ultime objectif du développement.

Dans la théorie du développement des ressources humaines, l'individu devient le « capital humain », il n'est rien de plus qu'un intrant au même titre que le capital physique ou les ressources naturelles. Ainsi, lorsque des gouvernements « investissent » par exemple dans la santé ou l'éducation, la valeur de cet investissement est jugée d'après son taux de rendement pour l'économie, que ce soit au niveau de l'individu ou de la société.

Les partisans du développement humain ont un point de vue différent. Certes, ils se réjouissent des progrès dans le domaine de la santé ou de l'éducation, mais ces progrès ont à leurs yeux une valeur intrinsèque, qu'ils permettent ou non d'augmenter la production. Les potentialités humaines, telles que la santé ou les connaissances, sont plus que de simples *moyens* pour aboutir au bien-être de l'individu. Elles sont les *composantes* essentielles de ce bien-être.

Bien que la théorie du développement des ressources humaines et celle du développement humain présentent des différences fondamentales, elles ont néanmoins certains centres d'intérêt commun. En

effet, si toutes deux permettent, par exemple, d'améliorer la santé ou l'éducation, la distinction est faible, les motivations peuvent être différentes, mais les résultats seront similaires.

Mais dans de nombreux cas, les motivations différentes auront pour conséquence des choix différents. Ainsi, la perspective du développement humain tiendra compte de tous les membres de la société — qu'ils soient très productifs, faiblement productifs, ou même non productifs. Cela s'applique aux personnes âgées, aux infirmes, aux malades atteints de maux chroniques et aux personnes souffrant de handicaps divers. Avec le déclin de la famille étendue, ces personnes se retrouveraient souvent abandonnées si l'Etat ne leur venait pas en aide.

Le développement humain et le développement des ressources humaines peuvent également adopter des approches différentes à l'égard de l'éducation. Elles plaideront toutes deux en faveur des connaissances élémentaires (savoir lire, écrire et compter), mais elles divergeront radicalement en matière d'enseignement supérieur. La théorie du développement des ressources humaines considère l'enseignement comme un moyen d'adapter l'homme au monde du travail, et a donc tendance à favoriser les matières techniques ou professionnelles. En revanche, la théorie du développement humain insiste sur la valeur du savoir en tant que tel. C'est pourquoi, tout en encourageant les matières scientifiques, elle met aussi en avant les sciences humaines, car celles-ci permettent de mieux comprendre l'environnement et la société.

Ces deux théories peuvent également avoir des approches différentes en matière de santé et de nutrition. Sachant que la théorie du développement humain considère ces potentialités comme des fins en soi, elle préconise parfois certains investissements pour la santé et la nutrition même si leurs taux de rendement s'avèrent nuls par rapport aux critères économiques traditionnels.

En définitive, la distinction essentielle repose donc bien sur la notion de fin et de moyen. Pour les partisans des ressources humaines, la production de biens et de services est une fin en soi, tandis que les adeptes du développement humain privilégient les potentialités. Ces potentialités peuvent certainement aboutir à une augmentation de la productivité et du revenu, mais celle-ci n'a de valeur que si elle contribue véritablement au bien-être de

Pour les théoriciens des ressources humaines, la production de biens et de services est une fin en soi, tandis que les adeptes du développement humain privilégient les potentialités

l'individu. En fait, c'est la théorie du développement humain qui définit les vraies priorités.

Les dimensions du développement humain

Le développement humain a toujours été un concept évolutif. Chaque année, le *Rapport mondial sur le développement humain* réexamine ce concept en tenant compte des critiques ou pousse son analyse plus en détail. Depuis quelques années, ces travaux intègrent des débats en profondeur sur des sujets tels que la participation, la viabilité à long terme et l'égalité des sexes. En conséquence, l'approche initiale a été élargie et approfondie, et le concept de développement humain a désormais les dimensions suivantes :

- **Contrôle des individus sur leur destinée :** Ce facteur élémentaire dépend de l'expansion des potentialités de l'individu, expansion qui implique davantage de choix et donc, davantage de liberté. Mais l'être humain ne peut guère faire de choix s'il n'est pas libéré de maux tels que la faim, le besoin et la misère. En principe, chacun est libre d'acheter de quoi se nourrir au marché, par exemple, mais cela ne signifie pas grand-chose s'il est trop pauvre pour pouvoir exercer ce droit. Dans l'absolu, chacun est libre de lire le journal, mais c'est l'alphabétisation qui permet de jouir de cette liberté. De même, pour pouvoir être libre de voyager dans son pays, il ne faut pas être cloué au lit par la maladie.

Le contrôle des individus sur leur destinée implique une notion supplémentaire : dans la vie quotidienne, l'individu doit pouvoir participer, voire souscrire, aux décisions qui influent sur son existence. Les potentialités d'un individu peuvent augmenter s'il reçoit des soins médicaux élémentaires, sans avoir pour autant son mot à dire sur la façon dont cette augmentation se produit. Or, l'être humain ne doit pas bénéficier passivement d'un processus mis en place par d'autres. Il doit être un agent actif de son propre développement.

- **Coopération :** L'être humain subsiste au sein d'un tissu complexe de structures sociales, de la famille à l'Etat, et des associations d'entraide locales aux entreprises multinationales. L'homme est un être social qui aime participer à la vie de la communauté, et ce sentiment d'apparte-

nance est pour lui une source importante de satisfactions. Cela donne un but, un sens et une signification à sa vie, tout en lui permettant d'être heureux.

Le développement humain s'intéresse nécessairement à la culture, c'est-à-dire à la façon dont les individus choisissent de vivre ensemble. En effet, c'est la cohésion sociale, laquelle se fonde sur la culture, ainsi que sur les valeurs et croyances communes, qui façonne le développement humain individuel. Si les individus vivent ensemble harmonieusement, s'ils coopèrent d'une façon enrichissante pour chacun, l'éventail de leurs choix personnels s'élargit. Ainsi, le développement humain ne s'intéresse-t-il pas uniquement aux individus, mais aussi à la façon dont ils agissent et coopèrent au sein de la communauté.

- **Équité :** On pense souvent à l'équité en terme de richesse ou de revenu. Or, la perspective du développement humain est beaucoup plus large : il s'agit de l'égalité des potentialités et des opportunités élémentaires. Dans une telle perspective, chacun devrait avoir l'opportunité de faire des études, par exemple, ou de vivre longtemps et en bonne santé. Cela s'applique tout particulièrement à la femme, qui est victime d'une importante discrimination. La femme apporte une contribution essentielle à la société, que ce soit au sein du foyer ou de la communauté (ainsi que sur le lieu de travail). Mais son travail n'est pas souvent reconnu, car il n'est généralement pas rémunéré.

Promouvoir l'équité peut parfois entraîner un partage inégal des ressources. Ainsi, les pauvres peuvent avoir besoin de davantage d'aide de l'Etat que les riches, et certains, tels que les malades ou les handicapés, de davantage de ressources que d'autres pour atteindre le même niveau de potentialité

- **Durabilité :** Un développement humain durable doit répondre aux besoins de la génération actuelle sans compromettre pour autant les possibilités des générations futures de répondre à leurs propres besoins. Il fait donc intervenir la notion d'équité intergénérationnelle. Mais il ne s'agit pas tant de transmettre une masse spécifique de richesse productive que le potentiel d'un certain niveau de développement humain. Quel doit être ce niveau ? Dans l'absolu, il doit exclure la pauvreté et la misère. Et il faut encourager les opportunités qu'a l'individu d'exercer librement ses potentialités élémentaires.

Le contrôle des individus sur leur destinée dépend de l'expansion des potentialités de l'individu

- **Sécurité** : Dans les pays en développement, des millions d'individus vivent sur le fil du rasoir. Et même dans les pays industrialisés, la population est constamment menacée par la criminalité, la violence ou le chômage. La perte de l'emploi est une source majeure d'insécurité, car l'individu n'a plus le droit de bénéficier d'un salaire, entre autres prestations.

L'idée de sécurité a été trop longtemps associée à la sécurité militaire ou la sécurité des pays. La sécurité des moyens de subsistance est l'un des besoins les plus élémentaires, mais l'individu souhaite également être libéré de menaces chroniques, comme la maladie ou la répression, ainsi que des événements brutaux et douloureux qui peuvent venir bouleverser sa vie quotidienne. La théorie du développement humain souligne que chacun devrait bénéficier d'un niveau de sécurité minimum.

La croissance au service de développement humain

On peut utiliser les mesures du développement humain pour évaluer la qualité de la croissance économique. Mais qu'est-ce qu'une « bonne » croissance économique ? C'est une croissance qui favorise toutes les dimensions du développement humain. C'est une croissance qui :

- génère le plein emploi et la sécurité des moyens de subsistance,
- encourage la liberté et le contrôle de l'individu sur sa destinée,
- distribue les avantages équitablement,
- favorise la cohésion et la coopération sociales,
- préserve l'avenir du développement humain.

Ce ne sont que des objectifs, et les pays peuvent réussir à en promouvoir certains et pas d'autres. Ce qui compte, c'est de les considérer comme des instruments permettant d'évaluer les progrès réalisés. Un pays qui réussit est capable de convertir l'accroissement de sa richesse en progrès en termes de développement humain.

A tous les niveaux, les décideurs devraient se demander où conduit la croissance. Qui en bénéficie ? Est-elle créatrice d'emplois ? Favorise-t-elle les opportunités des générations futures ? Les individus y participent-ils ? Respecte-t-elle la diversité culturelle ? Les décideurs politiques, souvent fascinés par la quantité de croissance, devraient au contraire ne pas perdre de vue sa qualité.

Quelle croissance et pour qui ?

Il faut un certain temps pour accepter les idées nouvelles, et le développement humain ne fait pas exception à la règle. Si de nombreux gouvernements rendent hommage au développement humain, dans la pratique, la croissance économique reste leur priorité immédiate.

Une telle tentation est compréhensible, mais constitue une approche de la situation beaucoup trop limitée. Et les faits l'ont régulièrement remise en question.

Les vraies questions devraient donc être : Quelle croissance et pour qui ? La croissance de la pollution, qui nécessite davantage de dispositifs antipollution ? La croissance de la criminalité, qui fait vivre des armées d'avocats ? La croissance des accidents de voitures, qui exige davantage de mécaniciens ? La croissance des revenus réservée aux plus riches ? La croissance de l'arsenal militaire ? Ce n'est pas ce que désire la majorité de la population, et pourtant tous ces facteurs peuvent entraîner une hausse du PNB. De toute évidence, cet instrument de mesure n'est pas adapté. La croissance du revenu national est un concept bien trop général et abstrait pour constituer un objectif raisonnable (encadré 2.5).

A vrai dire, le PNB n'a jamais été conçu pour mesurer le bien-être de l'individu. Il sert à mesurer les flux de production, de revenus et de dépenses, lesquels peuvent contribuer au bien-être de l'individu. Il faut des instruments de mesure plus directs du développement humain pour déterminer si les objectifs sont atteints.

Certaines déficiences du PNB en tant qu'instrument de mesure de l'activité économique peuvent être corrigées, du moins en théorie. Pour calculer le revenu national, il est possible, par exemple, d'attribuer une valeur à l'épuisement des matières premières non-renouvelables. Mais il est moins facile de remédier à d'autres faiblesses. De nombreux critères de choix ne peuvent pas être mesurés en termes monétaires : le plaisir ressenti devant une nature vierge et sauvage, la satisfaction du travail accompli chaque jour, l'impression de faire partie d'une communauté, fruit de l'investissement dans la vie associative, ainsi que la liberté, la paix et la sécurité que l'on retrouve dans une société harmonieuse. Il est impossible de quantifier tous ces critères qui ne peuvent pas être non plus réduits à

Une « bonne » croissance économique est une croissance qui favorise toutes les dimensions du développement humain

des dollars ou des roupies, des deutsche mark ou des pesos, et qui font pourtant partie intégrante de l'essence du développement humain.

Une croissance sans emplois ou créatrice d'emplois

La sécurité des moyens de subsistance constitue un élément essentiel du développement humain. Pour la plupart des individus, cela signifie disposer d'un emploi. Mais l'une des tendances les plus inquiétantes, qui se retrouve à la fois dans les pays en développement et dans les pays industrialisés, est que la croissance économique n'a pas été suffisamment génératrice d'emplois. Outre le fait qu'il prive l'individu d'un revenu, le chômage lui enlève des opportunités de développer ses capacités, et il affecte sa dignité et le respect de soi.

Dans certains cas, s'il n'y a pas assez d'emplois, c'est tout simplement parce que

la croissance a été trop faible pour en générer. Par exemple, les pays en phase de stabilisation et d'ajustement structurel sont souvent plongés dans la récession, ce qui se traduit pour beaucoup de personnes par la perte de leur emploi.

Mais même dans les pays où la croissance économique est plus rapide, celle-ci crée souvent trop peu d'emplois. Qu'ils soient industrialisés ou en développement, de nombreux pays connaissent une croissance sans création d'emplois.

C'est particulièrement évident si l'on se penche sur les chiffres de la croissance relative de l'emploi dans divers pays. Un certain nombre de pays en développement connaissent une certaine croissance, mais créent peu d'emplois. Ainsi, au Pakistan, entre 1975 et 1992, le PIB réel a augmenté d'environ 6,3 % par an et l'emploi, de seulement 2,4 %. En Inde, entre 1975 et 1989, la croissance annuelle du PIB a été d'environ 5 %, alors que la croissance annuelle de l'emploi était à la traîne, avec 2 %. Tandis que la croissance du PIB s'accélérait, celle de l'emploi déclinait. En Egypte, entre 1977 et 1990, la croissance annuelle de l'emploi n'a été que de 2 %, tandis que celle du PIB atteignait 6,6 %. Au Ghana, entre 1986 et 1991, le PIB a augmenté de 4,8 %, alors que l'emploi a perdu plus de 13 %, exemple particulièrement éloquent.

En revanche, d'autres pays ont connu une croissance rapide du revenu et de l'emploi. Parmi ceux dont la croissance annuelle du revenu par habitant a été supérieure à 3 % entre 1980 et 1990, plusieurs ont également connu un fort taux de croissance annuelle de l'emploi : le Botswana, la Chine, l'Indonésie, la Malaisie, Maurice, la République de Corée, Singapour et la Turquie. Dans tous ces pays, l'emploi a augmenté plus vite que la population active. Et certains d'entre eux ont associé à la croissance de l'emploi une croissance importante de la productivité : la Chine, la Malaisie, Maurice, la République de Corée et Singapour. Cette croissance a reposé en grande partie sur des investissements en capital humain.

De vastes opportunités d'investir dans les potentialités humaines s'offrent aux pays en développement. Avec davantage de capital humain, un cercle vertueux peut alors se mettre en place dans lequel la productivité de la main-d'oeuvre augmente et entraîne une augmentation des salaires réels, ce qui permet alors d'investir davantage dans le capital humain.

ENCADRE 2.5

PNB : naviguer avec un instrument faussé

Le calcul du PNB doit être amélioré pour refléter toutes les transactions économiques importantes. Mais, même si l'on procède à de telles améliorations, le PNB ne peut pas servir de mesure du bien-être humain, essentiellement parce que sa variable focale ne se prête pas à cette utilisation. Le PNB mesure les moyens, et non la fin. En outre, le PNB présente les limites suivantes :

- *Il n'enregistre que les échanges monétaires.* Le PNB ne compte que les biens et les services qui peuvent être échangés pour de l'argent. Il ne tient donc pas compte de la grande proportion du travail exécuté au sein du foyer ou de la collectivité. Selon les estimations du rapport de l'an dernier, en moyenne, deux tiers du travail des femmes et un quart du travail des hommes ne sont donc jamais compris dans les calculs du PNB.

- *Il met sur un même plan les bons et les mauvais produits et services.* Il considère que les services utiles pour la société, par exemple les soins aux enfants ou aux personnes âgées, ont la même importance que la fabrication, par exemple, de cigarettes ou d'armes chimiques.

- *Il compte à la fois les dépendances et les remèdes.* La boulimie et l'alcoolisme, par exemple, sont comptabilisés

deux fois : une fois lorsque la nourriture et l'alcool sont consommés, et une autre fois lorsque des sommes d'argent importantes sont dépensées pour suivre des régimes et des cures de désintoxication.

- *Il considère que les ressources naturelles sont gratuites.* La dégradation de l'environnement, la pollution et l'appauvrissement des ressources ne sont pas comprabilisés. Comme on l'a dit, la terre est traitée comme « une entreprise en liquidation ».

- *Il n'accorde aucune valeur aux loisirs.* Lorsque le PNB enregistre la baisse de revenu associée, par exemple, à la réduction du temps de travail ou aux départs en retraite anticipée, il n'introduit aucune compensation en rajoutant le nombre d'heures de loisirs en plus de l'autre côté de la balance. Il ne soustrait pas non plus les loisirs perdus lorsque les personnes sont contraintes d'accepter un deuxième emploi.

- *Il ignore la liberté humaine.* Les comptes du revenu national n'accordent aucune valeur à la liberté, aux droits de l'homme ou à la participation. Il serait ainsi parfaitement possible d'atteindre des revenus par habitant élevés et de satisfaire à tous les besoins matériels dans un État prison bien géré.

L'autre aspect de la chose consiste à encourager une croissance à forte intensité de main-d'œuvre (chapitre 4). Dans la plupart des pays, la main-d'œuvre est la ressource la plus abondante. Pour certains, développer l'agriculture est le meilleur moyen de promouvoir l'emploi. Pour d'autres, la solution est peut-être de se tourner vers l'exportation. En effet, la plupart des modèles de croissance réussie ont adopté des politiques industrielles visant délibérément des secteurs avec une croissance à forte intensité de main-d'œuvre.

Dans les pays industrialisés, le chômage a augmenté en dépit de la reprise de l'économie mondiale dans les années quatre-vingt dix. Dans l'Union européenne, le taux de chômage, en hausse depuis 1974, atteignait environ 11 % en 1995. Même des pays comme l'Autriche, la Suède et la Suisse, qui connaissaient traditionnellement un faible taux de chômage, ne sont plus épargnés par ce phénomène. Aux États-Unis, le taux de chômage demeure moins élevé — il fluctue autour de 6 % — mais la proportion d'emplois à bas salaire dans les services a augmenté. Certes, l'économie crée des emplois, mais beaucoup ne sont que des emplois temporaires menant à une impasse et n'offrant aucune sécurité ni aucune perspective d'avenir. En conséquence, la productivité s'en est ressentie.

Le taux de chômage élevé des pays industrialisés peut être le résultat d'une croissance inadéquate de la demande, due à une crainte excessive de l'inflation ou à des déséquilibres de la balance des paiements. Il peut également s'expliquer par des changements technologiques ou bien par les importations à faible coût provenant des pays en développement. Mais quelle qu'en soit la cause, le chômage crée une société à deux vitesses dans laquelle des millions d'individus sont considérés comme superflus.

Il faut réorienter les politiques pour faire de la relance de l'emploi la priorité numéro un. Le plein emploi est un objectif réalisable. En effet, jusqu'à très récemment, des pays comme le Japon et la Suède connaissaient un très faible taux de chômage. Lorsque l'emploi est incertain, la sécurité de la société n'est plus assurée.

Une croissance avec ou sans droit à la parole

La croissance économique ne s'accompagne pas toujours de plus de participa-

tion, de contrôle des individus sur leur destinée ni de démocratie. De nombreux pays qui encouragent une croissance économique forte sont loin d'être démocratiques. Les pays d'Asie de l'Est nous montrent que les syndicats peuvent être réprimés et les droits des travailleurs bafoués, alors même que les revenus augmentent rapidement et qu'ils sont redistribués de façon relativement équitable.

Mais la croissance n'a pas nécessairement besoin de renoncer à la démocratie. Beaucoup de pays industrialisés conjuguent démocratie et développement. Et de nombreux pays en développement, comme la Barbade, le Botswana, le Costa Rica et Maurice, ont des régimes démocratiques et de bons résultats en termes de croissance.

D'aucuns prétendent que mettre l'accent sur la suprématie du droit et la responsabilité politique est incompatible avec le système de valeurs de certaines cultures. Cet argument a peu de poids et se voit contredit par Daw Aung San Suu Kyi, militante des droits de l'homme au Myanmar et prix Nobel, qui cite en ces termes les caractéristiques d'un roi responsable au yeux du bouddhisme : « Les dix devoirs d'un roi sont : la générosité, la moralité, l'abnégation, l'intégrité, la bonté, l'austérité, le contrôle de soi, la non-violence, l'indulgence et le respect de la volonté du peuple ».

La démocratie active peut favoriser la croissance économique de plusieurs façons. Par exemple, plus d'ouverture et de trans-

La plupart des modèles de croissance réussie ont adopté des politiques industrielles visant délibérément des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre

ENCADRE 2.6

La démocratie est-elle un luxe ? Qui souffre de la famine ?

Certains décideurs maintiennent que les pouvoirs publics devraient se concentrer sur la satisfaction des besoins élémentaires, tels que la nourriture, le logement et les vêtements, plutôt que d'assurer à la population le droit de vote. Ils considèrent les droits et libertés politiques comme des « luxes » que les pays pauvres peuvent difficilement se permettre.

Cependant, les opportunités économiques et politiques tendent à se renforcer mutuellement. Comme le note Amartya Sen, les famines graves frappent rarement les pays démocratiques indépendants avec une presse libre. Une raison simple est que, bien que les famines puissent tuer des millions de personnes,

elles ne tuent pas ceux qui dirigent. Les rois et les présidents, les bureaucrates et les patrons, les généraux et les chefs de police, ces gens là ne meurent jamais de faim.

S'il n'y a pas d'élections, pas de partis d'opposition, pas de forum où puisse s'exprimer la critique publique, ceux qui dirigent n'ont pas besoin de s'inquiéter des conséquences politiques de leur incapacité à éviter les famines. Le fait que le Botswana et le Zimbabwe réussissent à éviter les famines, et que ce ne soit pas le cas de l'Éthiopie et du Soudan, témoigne de l'importance de la participation politique et de la démocratie dans la contribution à la satisfaction des besoins élémentaires.

Source : A. Sen 1995.

parence dans la façon de gouverner peuvent faire reculer la corruption et l'arbitraire. Mais de bien des façons, se demander si la démocratie est positive ou néfaste pour la croissance n'est pas pertinent. La véritable question est de savoir si la croissance favorise ou non la démocratie. La démocratie, la participation et le contrôle des individus sur leur destinée sont précieux en tant que tels, qu'ils permettent d'améliorer la croissance ou non. Les mouvements pour le changement dans l'ex-Union soviétique et en Europe de l'Est sont nés de deux recherches parallèles — la démocratie et l'amélioration de l'économie — considérée chacune comme essentielle indépendamment de l'autre.

Beaucoup prétendent qu'on surestime les vertus de la démocratie, et que la liberté de manger est plus importante que la liberté de voter (encadré 2.6). Certes, une fois libéré de la misère matérielle, l'individu peut ainsi avoir davantage de prise sur sa propre vie. Mais cela dépend

aussi énormément de la façon dont la prospérité économique se développe, ainsi que des modes de production et de consommation mis en place.

En matière de production, la croissance peut aboutir à une forme d'esclavage si l'individu doit effectuer un travail éprouvant dans des conditions dangereuses — en ayant peu de prise sur l'environnement dans lequel il travaille, et sans syndicats indépendants ou comités de travail pour défendre ses intérêts. Il peut également avoir à travailler de trop longues heures, ce qui ne lui laisse guère de temps à consacrer à sa famille ou pour participer à la vie de la communauté. La démocratie politique doit donc être complétée par la démocratie économique.

Certains partent du principe que dans l'absolu, la bataille pour la démocratie est gagnée. Aujourd'hui, plus des deux tiers des habitants de la planète vivent sous des régimes officiellement pluralistes et démocratiques. Rien qu'en 1993, 43 pays ont tenu des élections nationales pour la première fois. Mais le progrès est inégal et les avancées, qui relèvent souvent plus de la forme que de la réalité, restent fragiles. Les élections ne sont pas forcément le signe d'une démocratie en bonne santé. L'individu participe également au processus de décision par le biais de la myriade d'institutions qui constituent la société civile, ces organisations émanant du peuple qui sont le berceau d'une véritable démocratie. Mais dans de nombreux pays, ces organisations indispensables sont en plein déclin. Le syndicalisme en est un parfait exemple. Aux Pays-Bas, le taux de syndicalisation de la population active est passé de 39 % en 1978 à 25 % en 1991. Aux Etats-Unis, ce taux n'a fait que baisser depuis trente ans, passant de 30 à 15 %. Dans de nombreux pays en développement, le taux de syndicalisation de la population active demeure désespérément bas — il est inférieur à 10 % en Inde, au Kenya, en Malaisie et au Pakistan.

La consommation peut elle aussi devenir une forme d'esclavage lorsqu'elle transforme l'individu en consommateur passif plutôt qu'en participant actif au sein de la société. Une étude réalisée aux Etats-Unis révèle que la progression de la télévision, qui occupe à présent 40 % du temps libre de l'Américain moyen, est à l'origine de la baisse considérable de la vie associative. Au cours des trente dernières années, le taux de participation a chuté de 25 à 50 %

ENCADRE 2.7

Libéralisation et inégalité

La mondialisation est une lame à double tranchant. Un certain nombre de pays de l'Asie de l'Est ont réussi un développement tiré par les exportations, associant une croissance rapide à un faible degré d'inégalité et un niveau élevé de développement humain. En revanche, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne sont de plus en plus marginalisés par les forces mondiales.

Il y a également des gagnants et des perdants à l'intérieur des pays. De toute évidence, l'inégalité en termes de revenu augmente dans de nombreux pays qui ont ouvert leur économie.

En 1970, l'inégalité des revenus était assez faible au Sri Lanka : le coefficient de Gini y était de 0,35. (Ce coefficient va de 0 à 1, 0 représentant l'égalité parfaite et 1 l'inégalité complète). Lorsque le pays a commencé à libéraliser son économie, à la fin des années soixante-dix, l'inégalité a fortement augmenté. En 1990, le coefficient de Gini avait atteint 0,51, soit une augmentation de près de la moitié.

A la fin des années soixante-dix, la Chine a commencé à lâcher

Source : Tabatabai 1995 et Berry 1995.

la bride aux forces du marché, à privatiser son économie et à s'ouvrir rapidement aux finances et aux échanges internationaux. En 1979, elle avait un coefficient de Gini de 0,33, inférieur à tous les autres pays d'Asie de l'Est. En 1988, ce coefficient avait atteint 0,38, dépassant celui de l'Indonésie et de la République de Corée. Qui plus est, l'inégalité poursuit sa trajectoire ascendante, surtout dans les régions côtières, qui sont en prise plus directe avec l'économie mondiale.

L'inégalité des revenus s'accroît également au Mexique, qui a rapidement libéralisé son économie à partir du milieu des années quatre-vingts. En 1984, avant les réformes, son coefficient de Gini était de 0,43, mais il était passé à 0,48 en 1992. Et au Chili, l'une des économies les plus ouvertes d'Amérique latine, l'inégalité des revenus enregistre une hausse notable depuis les années soixante-dix. En 1970, son coefficient de Gini était de 0,45, mais en 1990, il avait augmenté de 27 %, pour atteindre 0,57.

dans des organisations bénévoles telles que les associations de parents d'élèves et d'enseignants, le mouvement pour les droits de vote de la femme et la Croix Rouge.

Quel est le meilleur moyen de convertir la croissance en contrôle des individus sur leur destinée ? Lorsqu'on préconise la participation, il est important d'éviter les écueils paternalistes et populistes. La participation ne peut pas être imposée d'en haut par les gouvernements, et parallèlement, elle ne vient pas spontanément de la base. L'Etat joue donc un rôle important en favorisant les initiatives démocratiques, par le biais d'actions de l'exécutif, du corps législatif ou du pouvoir judiciaire, ainsi que des autorités régionales. Une telle action permet à de nombreuses autres institutions de la société civile de s'épanouir, des syndicats aux associations en passant par les organisations non gouvernementales.

Croissance sans égards ou croissance égalitaire

Dans de nombreux pays, la croissance économique s'accompagne de disparités grandissantes : les riches s'enrichissent au milieu de la pauvreté générale. C'est ce qu'on appelle la croissance sans égards. Dans de nombreux pays, l'accélération de l'intégration à l'économie mondiale va de pair avec ces inégalités croissantes, car les forces de la mondialisation intensifient les disparités au sein des pays (encadré 2.7).

Certains pays d'Amérique latine sont de parfaits exemples de croissance sans égards. Peu de pays de cette région se sont sérieusement lancés dans la réforme agraire, et les politiques de scolarisation ont généralement favorisé davantage les riches que les pauvres. De plus, jusqu'à récemment, la politique industrielle a eu comme objectif le remplacement des importations par la production nationale, ce qui se caractérise souvent par une production à forte intensité capitaliste et une agriculture volontairement laissée pour compte. Il n'est donc pas surprenant que l'incidence de la pauvreté dans la région soit passée de 23 à 28 % dans la seule période 1985-1990, période pourtant marquée par la reprise économique.

A l'inverse, de nombreux pays d'Asie de l'Est ont fondé leur croissance sur la redistribution du capital, l'investissement en capital humain et des activités à forte

intensité de main-d'oeuvre et de qualification, ce qui leur a permis de faire de

ENCADRE 2.8

Malaisie : une croissance équitable au service de développement humain

En Malaisie, le PIB réel a augmenté en moyenne de 6,9 % par an entre 1960 et 1985, et de plus de 8 % au cours des dix dernières années. C'est l'un des taux les plus élevés enregistrés dans le monde. Cette croissance s'inscrit dans un contexte de plein emploi, d'inflation faible et de transformation de l'économie, passant de la production de produits de base à la fabrication de produits industriels sophistiqués. La Malaisie est le troisième exportateur mondial de semi-conducteurs, après le Japon et les Etats-Unis.

Selon un enchaînement continu de causes et d'effets, la croissance rapide et le développement humain se renforcent mutuellement. Le niveau de santé s'est amélioré, l'espérance de vie étant passée de 53 à 71 ans entre 1960 et 1993, alors que la mortalité infantile a, elle, chuté de 72 à 13 pour mille naissances vivantes. Dans le domaine de l'éducation, le taux d'inscription dans l'enseignement primaire a augmenté d'environ un tiers entre 1956 et 1960. La quasi totalité des enfants d'un âge compris entre 6 et 11 ans fréquentaient une école primaire en 1993.

Les disparités entre les groupes ethniques se sont accentuées après l'indépendance, en 1957. Si les 10 % les plus riches (essentiellement d'origine chinoise) ont accru leur part dans le revenu national de 18 % entre 1957 et 1970, la moitié la plus pauvre (essentiellement des Malais de souche) a vu sa part reculer de près d'un tiers. En 1970, le revenu par habitant des Malais (54 % de la population) représentait environ la moitié de celui des non Malais, et les Malais détenaient seulement 25 % des emplois dans l'industrie. Les disparités en termes de développement économique et humain entre les groupes ethniques étaient considérées comme la cause essentielle des tensions raciales qui ont débouché sur des émeutes en 1969.

Après ces émeutes, le gouvernement a adopté une approche dirigée sur deux fronts pour traduire une croissance économique rapide en développement humain pour tous. Il a adopté un plan en perspective sur

20 ans axé sur la promotion de la croissance et du développement humain, la réduction de la pauvreté et l'augmentation de l'équité, en se fixant des objectifs quantifiés dans tous ces domaines. Le gouvernement a également déployé des efforts pour mettre un terme aux discriminations raciales au niveau de l'emploi.

Le gouvernement ciblait sa politique de développement humain et ses programmes de lutte anti-pauvreté sur la population de souche malaise et d'autres groupes ethniques. Les bourses et les quotas attribués à chaque groupe ethnique ont permis d'augmenter le taux de scolarisation de ces derniers dans les écoles et les universités. Les mesures de lutte contre la pauvreté (irrigation, amendement des terres) se concentraient sur les pauvres des régions rurales, petits exploitants de caoutchouc et de noix de coco, ouvriers agricoles et pêcheurs, ainsi que sur les cultivateurs de riz paddy, dont 90 % ne gagnaient pas suffisamment pour satisfaire leurs besoins élémentaires.

La croissance, la progression des potentialités humaines et les programmes de lutte contre la pauvreté ont contribué à réduire la proportion des ménages pauvres, qui est passée de 49 % en 1970 à 14 % en 1993. Le revenu réel des Malais a augmenté de 89 %, contre 60 % pour les Malaisiens d'origine chinoise et 50 % pour les Malaisiens d'origine indienne. Le revenu des 40 % les plus pauvres a augmenté à un rythme de 9 % par an entre 1973 et 1993.

Cette équité accrue a donné un coup de fouet à la croissance. Elle a contribué à la stabilité sociale et a drainé la contribution de tous les Malaisiens à leur développement collectif. Devant le succès du premier plan en perspective sur 20 ans, en 1990, la Malaisie a élaboré de nouveaux plans s'inscrivant dans la perspective à long terme « Vision 2020 ». La progression rapide de la Malaisie se caractérise toujours par une croissance accompagnée de l'équité, le pays souhaitant obtenir le statut de pays développé à part entière d'ici 2020.

Sources : Bruton 1992, Isa 1995, Mehrotra et Jolly (à paraître) et Yoke et Leng 1992.

rapides avancées dans la lutte contre la pauvreté. En Indonésie, le taux de pauvreté en valeur absolue est passé de 29 à 17 % entre 1980 et 1990, et en Malaisie, de 49 à 14 % entre 1970 et 1993 (encadré 2.8).

Pour évaluer l'incidence de la croissance sur la pauvreté, on peut, entre autres, calculer « l'élasticité de la réduction de la pauvreté par rapport à la croissance ». Pour cela, il faut diviser le pourcentage de réduction du nombre de pauvres par le pourcentage d'augmentation

du revenu par habitant. Plus cette élasticité est élevée, mieux c'est.

En Amérique latine, les chiffres de l'élasticité sont parmi les plus bas de la planète, avec 0,9 au Brésil et au Panama, par exemple, et environ 0,7 au Guatemala et au Honduras. Plusieurs pays d'Afrique obtiennent des résultats légèrement meilleurs : au Ghana, l'élasticité est de 1,7, mais au Nigeria, dont la croissance a moins favorisé les pauvres, elle atteint seulement 1,4. A l'autre bout de l'échelle se trouve l'Asie de l'Est, avec une élasticité qui a tendance à être largement supérieure à 2 : 2,8 en Indonésie, 3,4 en Malaisie et 3,0 dans les zones rurales de la Chine. Le taux de pauvreté et les chiffres de l'élasticité peuvent être des instruments pratiques pour évaluer la pauvreté, mais ce sont des instruments limités parce qu'ils prennent uniquement en compte le manque de revenu. Or, la misère humaine peut être mesurée de bien d'autres façons. Ainsi, les pauvres sont-ils généralement en mauvaise santé et souffrent de malnutrition et d'analphabétisme. C'est ce que l'on appelle la « pauvreté en termes de capacités (ou de potentialités) ». Dans le Chapitre 1, nous avons donc introduit une nouvelle unité de mesure multidimensionnelle de la pauvreté : l'indicateur de pénurie de capacités (IPC).

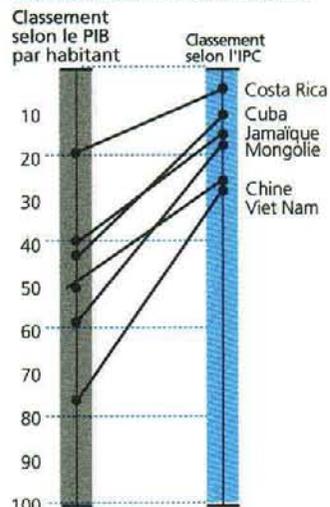
Certains pays présentent de bien meilleurs résultats en étant classés d'après l'IPC plutôt que d'après le revenu, par exemple, le Costa Rica, Cuba, la Jamaïque, la Mongolie, la Chine et le Viet Nam (diagramme 2.1). Mais même pour certains de ces pays, l'IPC montre que le manque de potentialités est plus répandu que le manque de revenu. Ainsi, en Chine, 11 % de la population sont pauvres en termes de revenu, contre 17,5 % en termes de potentialités.

Plusieurs pays pourraient réduire la misère en utilisant leurs ressources plus efficacement, parmi eux le Guatemala, l'Algérie, le Maroc, le Pakistan et le Bangladesh. Au Maroc, 13 % de la population sont pauvres en termes monétaires, contre 50 % en termes de potentialités. Et au Pakistan, les chiffres correspondants sont 34 et 61 %.

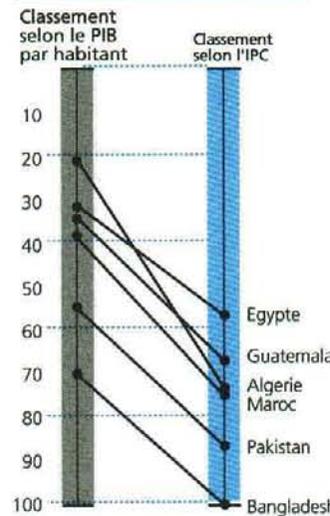
Mais même des pays comme l'Indonésie, la Malaisie et Maurice, qui ont eu des politiques de croissance relativement équitables, pourraient agir encore davantage pour réduire la misère. En Indonésie, si 17 % de la population sont pauvres en termes monétaires, 42 % sont

DIAGRAMME 2.1
L'indicateur de pénurie de capacités montre les variations dans la réduction de la pauvreté par niveau de revenu

Utilisation efficace du revenu

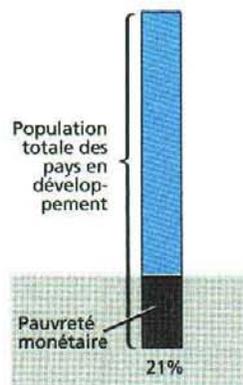
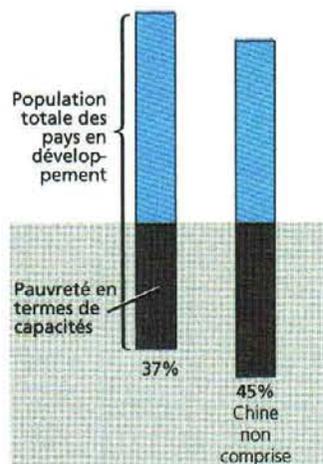


Utilisation inefficace du revenu



Ces classements portent sur les 101 pays envisagés au tableau 3.1. des notes techniques

DIAGRAMME 2.2
La pauvreté en termes de capacités prédomine davantage que la pauvreté monétaire dans les pays en développement



Note: la pauvreté monétaire est fondée sur les seuils de pauvreté nationaux.

Source: Banque mondiale 1995c et notes techniques, tableau 3.1.

pauvres en termes de potentialités. Des pays à croissance rapide, comme le Botswana, la Thaïlande et la Turquie, pourraient également faire beaucoup plus.

En fonction du seuil de pauvreté déterminé à partir du revenu national, 21 % de la population des pays en développement sont pauvres (diagramme 2.2). Cependant, si l'on se fonde sur l'IPC, on aboutit alors à 37 % de pauvres en termes de potentialités. Si l'on exclut la Chine, le chiffre passe à 45 %. Le chiffre de 21 % se fonde sur un seuil élevé de pauvreté qui englobe la pauvreté moyenne et non pas seulement l'extrême pauvreté. Bien que les données pour chaque pays proviennent d'études similaires de la Banque mondiale, elles ne sont pas strictement comparables. Cependant, le contraste saisissant entre la pauvreté en termes de revenu et la pauvreté en termes de potentialités indique que la première est considérablement sous-estimée.

Dans certaines régions, le contraste entre les deux chiffres est extrêmement marqué. En Asie du Sud, environ 29 % de la population sont pauvres en termes monétaires, contre plus de 62 % en termes de potentialités. En Inde, 229 millions d'habitants sont répertoriés comme pauvres en termes monétaires, mais plus du double, c'est-à-dire 554 millions, sont pauvres en termes de potentialités. Au Bangladesh, les chiffres correspondants sont 55 et 89 millions. De toute évidence, l'Asie du Sud doit concentrer ses efforts sur le développement des potentialités humaines élémentaires.

La pauvreté en termes de potentialités s'explique par un manque d'opportunités, tel que le manque d'accès aux services de santé élémentaires. Une telle forme de pauvreté prédomine généralement dans les zones rurales où de tels services sont peu présents (encadré 2.9).

Comme nous l'avons précédemment mentionné dans ce chapitre, la croissance sans égards n'est ni désirable ni efficace. Loin d'être indispensable, elle est même contre-productive.

Une croissance sans racines culturelles — ou tournée vers la culture

De nombreuses formes de croissance économique moderne ont également engendré l'homogénéisation culturelle. Parmi les quelque 10 000 cultures distinctes actuellement recensées, un grand nombre sont

marginalisées, voire éliminées, quelquefois à dessein. Certains dirigeants nationaux ont souvent considéré la culture traditionnelle comme un frein à la modernisation et au développement. De ce fait, les frontières ont peut-être été tracées sans tenir compte des groupes ethniques. Obnubilés par l'édification de leur nation, de nombreux pays ont tenté de faire fusionner artificiellement différents groupes ethniques en un tout indissociable, en ignorant les disparités culturelles.

Une croissance fondée sur des principes d'intégration et de participation peut nourrir et raffermir les traditions culturelles. Elle offre même aux gens d'immenses opportunités d'échanges culturels enrichissants pour tous. A l'inverse, un schéma

ENCADRE 2.9

Egalité dans l'accès aux services de santé

La capacité de mener une vie saine, avec une alimentation satisfaisante, ou de donner la vie dans des conditions saines et sûres, dépend de l'accès aux services de santé. Une société qui fonctionne bien apporte aux individus cette opportunité élémentaire. Ainsi, la pauvreté peut être mesurée non seulement directement (par une absence de potentialités), mais aussi indirectement (par une absence d'opportunités).

Dans bon nombre de pays en développement, on observe dans les zones urbaines une forte distorsion dans l'accès à l'eau potable, à une infrastructure sanitaire adéquate et aux établissements de santé. En Sierra Leone, 90 % de la population urbaine disposent d'un accès aux installations de santé, contre seulement 20 % de la population rurale. Même dans un pays au revenu plus élevé tel que l'Argentine, 77 % de la population urbaine, mais seulement 29 % de la population des campagnes, ont accès à l'eau potable.

Pour illustrer cette disparité, on a calculé un « indicateur des services de santé également répartis » pour le pourcentage de la population urbaine et rurale ayant accès à de l'eau potable, à une infrastructure sanitaire appropriée et à des installations de santé. Pour 50 pays pour lesquels des données récentes sont disponibles, l'indicateur a été conçu d'une manière analogue à l'indicateur de la participation des femmes

dans le *Rapport mondial sur le développement humain 1995*. Le pourcentage de la population totale ayant accès à chacun de ces trois services a été actualisé en fonction du degré de disparité dans l'accès entre la population urbaine et la population rurale, et les trois pourcentages actualisés ont été ajoutés avec une pondération égale.

Les cinq pays les mieux placés dans cet échantillon limité sont Trinité-et-Tobago (0,983), la République de Corée (0,977), la Tunisie (0,901), le Costa Rica (0,884) et la Syrie (0,858). Les cinq pays les moins bien placés sont le Zaïre (0,201), le Libéria (0,212), la Sierra Leone (0,213), le Mozambique (0,270) et Madagascar (0,272).

On a comparé, pour un échantillon de 50 pays, l'indicateur des services de santé avec le PIB réel par habitant en 1993. Par rapport au niveau de revenu, les pays qui réussissent le mieux à apporter à leur population des potentialités élémentaires de mener une vie saine sont la République de Corée, Trinité et Tobago, la Tunisie, Cuba, les Philippines et la Tanzanie. Le Costa Rica, la Syrie et le Zimbabwe enregistrent également des résultats satisfaisants. Par rapport aux ressources disponibles, l'Argentine, l'Equateur, le Maroc, la Zambie et le Zaïre sont ceux qui réussissent le moins bien à apporter à leur population un accès aux services de santé vitaux.

Sources : PNUD 1995c, UNICEF 1996 et données du Bureau du *Rapport mondial sur le développement humain*.

de croissance favorisant exclusion et discrimination peut détruire la diversité culturelle et, partant, appauvrir la qualité de vie de chacun. Gandhi a exprimé sa vision de la diversité culturelle de façon très éloquent : « Je ne veux pas voir ma maison murée de toutes parts, ni mes fenêtres aveuglées. Je veux que toutes les cultures du monde s'engouffrent chez moi en toute liberté. Mais je refuse que l'une d'entre elles me déstabilise au passage ».

La politique soviétique en Asie centrale constitue le meilleur exemple d'intolérance culturelle. Depuis des siècles, l'islam se développait dans la région, avec

de grands centres d'apprentissage et de culture dans des villes telles que Samarkand et Boukhara. Mais l'orientation soviétique vers une industrialisation forcée ne laissait guère de place à la liberté culturelle. L'islam fut supprimé. De nombreux lieux saints et mosquées furent détruits, et l'usage de l'écriture arabe banni.

La dissolution de l'Union soviétique déclencha donc plusieurs conflits ethniques dans les anciennes républiques asiatiques. En 1989, on assista à une terrible confrontation entre les Ouzbeks et les Turcs meshkhet dans la vallée de Fergana en Ouzbékistan, et en 1990, des affrontements armés éclatèrent entre les Ouzbeks et les Kirghizes dans la ville kirghize d'Och. Pis encore, une guerre civile a fait plus de 50 000 victimes au Tadjikistan.

Aujourd'hui, les forces de marché ont un impact plus puissant sur les cultures que les politiques de répression gouvernementale. Les produits de consommation commercialisés à l'échelle planétaire ainsi que les médias assènent une vision du monde uniforme et déshumanisée. Le globe compte plus de 1,2 milliard de téléviseurs, susceptibles de favoriser la diffusion de la culture et de permettre aux pouvoirs publics de rendre compte de leurs actions. Mais la télévision peut aussi constituer une nouvelle forme de domination culturelle, au travers des valeurs et des besoins qu'elle inculque. Les États-Unis exportent plus de 120 000 heures de programmes vers la seule Europe, et les échanges mondiaux des programmes augmentent de plus de 15 % par an.

En quoi cela importe-t-il ? Il est vrai que les cultures traditionnelles ne doivent pas faire l'objet d'une adulation sans discernement. Certaines pratiques — mutilation génitale des femmes, infanticide et crémation des veuves — violent les principes universels de l'éthique et des droits de l'homme. D'un autre côté, l'homogénéisation des cultures représente à maints égards un drame pour des populations qui perdent leur patrimoine et pour la société tout entière.

Dans certains pays d'Amérique latine, les cultures autochtones sont encore considérées comme une entrave au développement. Le Guatemala n'a jamais reconnu aucune langue indigène comme langue officielle, bien que plus de 60 % de sa population soit indigène. Le Pérou non plus, malgré une population indigène supérieure à 50 %. Au Mexique, le pour-

ENCADRE 2.10

Des comptes nationaux qui virent au « vert »

Les comptes classiques du revenu national ne couvrent pas intégralement l'appauvrissement des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement. Ils envoient donc des signaux erronés aux décideurs.

Pour corriger ce travers, la Division statistique des Nations unies s'attache à compléter le système des comptes du revenu national par un système satellite de comptabilité économique et environnementale intégrée. Ces comptes expérimentaux présentent certaines innovations. L'une des plus importantes porte sur les dépenses engagées pour la protection de l'environnement. Dans la mesure où ces dépenses contrebalancent l'impact négatif de la croissance économique, on les considère comme un coût devant être déduit du revenu national.

Ces comptes satellites apportent un complément aux bilans et aux comptes de revenu classiques. La première étape consiste, pour chaque pays, à dresser un bilan complet des ressources naturelles mesurées en quantités physiques. Pour certaines de ces ressources, mais pas pour toutes, il est également possible d'attribuer une valeur monétaire qui peut être ajoutée au capital physique pour former un compte de capital élargi. Si ces ressources ne sont pas rares, on leur attribue la valeur zéro.

L'érosion du capital peut aujourd'hui intégrer non seulement la dépréciation du capital physique, mais aussi l'appauvrissement des ressources naturelles ainsi que la détérioration de la qualité de l'environnement. Lors de l'établissement des

comptes du revenu national, ces préjudices environnementaux peuvent alors être soustraits de façon à aboutir à une nouvelle mesure de la croissance - le produit intérieur corrigé des effets sur l'environnement.

Une fois ces déductions faites, il est possible d'identifier les modèles de production et de consommation nuisibles à l'environnement, ce qui permet une mise en garde précoce si la croissance économique risque d'aboutir à un développement humain non viable.

Ce nouveau système est au banc d'essai dans plusieurs pays. Pour le Mexique, entre 1986 et 1990, on a trouvé que le produit intérieur corrigé des effets sur l'environnement était de 13 % inférieur au produit intérieur net classique. Ces nouvelles mesures comptables ont également démontré que les investissements nets, positifs, avec 4,6 milliards de pesos, selon les mesures classiques, étaient en fait négatifs (-700 millions de pesos). L'épargne nette, également censée être positive, était en fait proche de zéro.

Une étude cas sur la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour la même période a produit des résultats similaires. Dans ce cas, la consommation était supérieure à la production, si bien que l'épargne nette était négative.

Lorsque ces conclusions seront largement diffusées, à la fois auprès du public et des décideurs économiques, la nature de la croissance économique pourra être évaluée en des termes nouveaux et plus réalistes.

Source : Bartelmus 1995

Une nouvelle mesure pour la richesse nationale

La Banque mondiale expérimente une nouvelle manière de mesurer la richesse nationale. Bien que les méthodes d'évaluation soient rudimentaires, elles produisent des résultats étonnants.

Les économistes sont longtemps partis de l'hypothèse selon laquelle le capital physique (« actifs productifs ») constituait la principale composante de la richesse productive d'un pays. Mais, selon l'évaluation de la Banque mondiale pour 192 pays, le capital physique représente en moyenne seulement 16 % de la richesse totale. Le capital naturel est plus important, avec 20 % des richesses. Et le capital humain compte plus encore, avec 64 %.

La domination du capital humain est particulièrement marquée dans les pays à revenu élevé. Dans certains d'entre eux, tels que le Japon, l'Allemagne et la Suisse, il représente jusqu'à 80 % du capital total. Mais en Afrique subsaharienne, où les ressources humaines sont très peu développées, plus de la moitié de la richesse réside toujours dans les ressources naturelles. Ce fait souligne l'importance, pour les pays pauvres, de l'utilisation du revenu tiré des ressources naturelles pour le développement des potentialités humaines.

La Banque mondiale a également commencé à appliquer une méthode d'évaluation destinée à déterminer si la richesse totale est en hausse ou en baisse. Cette mesure de la durabilité, appelée « épargne globale », représente ce qu'un pays ajoute ou soustrait à sa richesse nette. Cette mesure part de la production et en soustrait la consommation, la dépréciation du capital physique et l'appauvrissement net des ressources

naturelles. Malheureusement, elle ne tient pas compte de l'érosion du capital humain.

Les pays qui enregistrent alors les meilleurs résultats sont Hong-Kong, le Japon, la République de Corée et Singapour. L'Asie de l'Est affiche un taux d'épargne globale en forte croissance depuis le début des années quatre-vingts, jusqu'à 15 % du PNB à la fin des années soixante-dix. A la fin des années quatre-vingts, L'Asie du Sud présente elle aussi un taux positif, mais un peu plus faible. A l'autre extrémité de l'échelle, l'Afrique subsaharienne « désépargne » depuis la fin des années soixante-dix. A la fin des années quatre-vingts, elle avait un taux annuel de désépargne stupéfiant : 13 % du PNB. A la fin des années quatre-vingts et au début des années quatre-vingt-dix, le Proche-Orient, l'Afrique du Nord, l'Amérique latine et les Caraïbes ont également désépargné.

Si la mesure de la richesse est très évocatrice, elle souffre également de quelques insuffisances. Dans le cas du capital naturel, par exemple, elle ne mesure que la terre, l'eau, les forêts et les richesses souterraines, et n'envisage leur valeur pour l'humanité qu'en termes monétaires. Elle exclut ainsi les éléments tels que la diversité des espèces, qui n'a aucune fonction économique reconnue. Autre faiblesse, les ressources humaines ne sont pas évaluées directement. On procède à la place à une estimation du revenu futur du pays, puis l'on applique un taux d'actualisation pour calculer le capital total actuel.

Mais tout cet exercice comporte une limite encore plus importante. Une assimilation du bien-être de la population à la valeur monétaire de son capital risque de constituer la même erreur qu'une assimilation du revenu au développement humain. La richesse productive doit être convertie en richesse humaine, favorisant les potentialités des individus de mener une vie saine et satisfaisante, avec un bon niveau de nutrition et d'éducation. On ne peut pas simplement la réduire à une valeur monétaire, que ce soit le revenu ou la richesse.

centage de personnes parlant une langue indigène est en chute libre. Sur les 68 langues indigènes encore parlées dans ce pays, 26 sont pratiquées par moins d'un millier de personnes et vouées à disparaître à l'avenir. A l'inverse, en Suisse, le romanche qui n'est parlé que par 1 % de la population fait partie des quatre langues officielles du pays.

Maurice offre l'illustration parfaite d'un pays qui a connu un développement extrêmement rapide, renforcé par sa diversité ethnique. Ce pays est une véritable « mosaïque » très densément peuplée par des descendants d'immigrés d'Asie, d'Afrique et d'Europe qui pratiquent la plupart des principales religions du monde : le bouddhisme, le christianisme, l'hindouisme et l'islam. Rejetant le concept d'uniformité, le pays est fier de sa diversité et de sa tolérance sociale et religieuse.

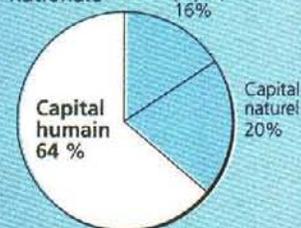
Tout comme la variété des espèces végétales et animales dans la nature représente une précieuse ressource, la diversité des cultures et des langues dans la société humaine constitue un véritable trésor : pouvoir vivre ensemble, tout en posant sur l'univers des regards différents.

Naturellement, ces différences de cultures peuvent souvent être sources de conflit. Ces dernières années, certaines cultures se sont violemment affrontées dans le cadre des conflits ethniques et nationaux qui se multiplient dans les pays pluri-ethniques. Ces affrontements traduisent autant une inégalité des répartitions de ressources entre les groupes qu'une intolérance face aux modes de vie différents. Mais ils soulignent l'importance d'encourager la tolérance et le respect entre différentes cultures.

Croissance sans avenir ou développement durable

Toute croissance peut entraîner des dégâts physiques — abandon de déchets dans les forêts, pollution des rivières, épuisement des ressources naturelles. Déjà indésirables pour la population actuelle, ces effets constituent une préoccupation majeure pour les générations à venir : il est à craindre que ce type de croissance ne puisse pas durer. La croissance est peut-être en train de saper ses propres fondements. De nombreux pays sont déjà débiteurs par rapport aux générations futures (encadré 2.10).

Composition de la richesse nationale



Source : Banque mondiale 1995b.

La pollution et la destruction de l'environnement mettent en évidence les dangers de poursuivre la croissance économique sans se soucier des conséquences à long terme

Les problèmes de durabilité dépassent le cadre de l'environnement. En règle générale, il faut un système économique et social flexible et élastique, résistant aux chocs et aux crises, qui puisse maintenir les possibilités de bien-être pour les générations futures. Garantir les perspectives à venir, cela signifie aussi s'abstenir de faire porter aux générations futures le fardeau de dettes financières externes ou internes, éviter de leur léguer un système politique qui ne soit pas démocratique ou stable. De la part des décideurs actuels, ces conditions requièrent de l'étoffe et un grand esprit de prévoyance, car les générations futures ne votent pas les décisions d'aujourd'hui. Pour illustrer ces problèmes généraux de viabilité à long terme, cette section met l'accent sur l'environnement.

Même les pays qui ont su allier croissance économique et développement humain ont rapidement épuisé leurs ressources naturelles. Dans les années quatre-vingts, l'Indonésie connaissait un taux annuel de déforestation de 1 %, se traduisant par la destruction de 1,2 million d'hectares de forêt par an. Elle a réagi en interdisant l'exportation de grumes dans les années quatre-vingts, mais certains affirment que l'exploitation des bois et forêts continue de s'étendre depuis le début des années quatre-vingt dix. La Thaïlande continue elle aussi de dépouiller ses campagnes : entre 1961 et 1988, sa surface boisée est passée de 55 % de la superficie du pays à 28 %. Face à des inondations catastrophiques, le pays a officiellement proscrit l'abattage des arbres en 1989, mais cette activité semble se poursuivre. Seules des actions publiques concertées peuvent contrecarrer des intérêts commerciaux puissants.

Certains pays d'Asie de l'Est portent également de lourdes responsabilités dans la pollution de l'air et des eaux, bien que depuis peu, elles tentent de réformer leur politique en matière d'environnement. Dans la province chinoise de Taïwan, moins de 1 % des excréments humains passe par un réseau d'assainissement, d'où l'un des taux d'hépatite B les plus élevés au monde. La République de Corée connaît des problèmes similaires. L'eau du robinet y est rarement potable — contaminée par des métaux lourds et autres polluants — et Séoul a été classée comme l'une des pires villes du monde en termes de pollution atmosphérique.

Ce type de pollution et de destruction met en évidence les dangers de poursuivre

la croissance économique sans se soucier des conséquences à long terme. La croissance ne peut pas constituer en soi l'objectif sensé d'une politique, parce qu'elle est trop abstraite et sans bornes : elle implique des horizons temporels infinis et des augmentations de revenus incommensurables. A l'inverse, la capacité de résistance de la planète a des limites.

Maints gouvernements orientent leur politique vers une réduction de la destruction et de la pollution de l'environnement. La Chine a manifesté un engagement politique solide en faveur d'une augmentation de sa couverture boisée. Depuis quatre décennies, elle applique un programme ambitieux de reboisement. Le pays se flatte du taux de survie de ses plants d'arbres et compte reboiser 57 millions d'hectares supplémentaires d'ici l'an 2000.

Dans un grand nombre de pays, des associations populaires ont joué un rôle de premier plan dans l'accroissement de la couverture forestière. Au Kenya, le Mouvement de la ceinture verte, organisé par le Conseil national des femmes, a collaboré avec des agriculteurs et des écoliers pour planter des millions d'arbres. Le Burkina Faso s'est également appuyé sur un système coopératif, dans lequel des comités populaires organisent boisements, bonification des pâturages et préservation des sols.

Les politiques environnementales laxistes coûtent cher. Le coût de la désertification, par exemple, est estimé à 9 milliards de dollars par an pour la seule Afrique, et à 42 milliards de dollars par an pour l'ensemble du globe. Ce phénomène affecte un quart des terres émergées de la planète, soit 3,6 milliards d'hectares.

Certains pensent, à tort, que les efforts de préservation doivent se concentrer sur une « croissance durable » comme une fin en soi, en préservant une partie du capital physique tel que les usines ou les infrastructures, et en maintenant les ressources naturelles, telles que les réserves de pétrole ou les forêts.

Le véritable enjeu ne peut pas être la croissance durable. Ce doit être la viabilité à long terme du développement humain, but précis, délimité et réalisable. La réalisation de cet objectif impliquerait, pour commencer, une approche nettement plus globale des comptes nationaux, en incluant non seulement le capital matériel, mais aussi les ressources naturelles et le capital humain, de même que le capital

institutionnel requis pour organiser et maintenir le processus de production.

La Banque mondiale expérimente déjà un élargissement de ses comptes de capitaux (encadré 2.11). Les premiers résultats sont parlants. De nombreux pays consomment plus qu'ils ne produisent — ils « désépargnent ». A la fin des années quatre-vingts, l'Afrique subsaharienne, par exemple, « désépargnait » jusqu'à 13 % de son PNB, notamment à cause du remboursement de dettes et de la fuite des capitaux.

L'évaluation de la totalité des réserves d'actifs productifs constitue déjà un bon début. Mais cela ne suffit pas, car cette appréciation ne tient pas compte de la façon dont ces actifs sont utilisés. Ils devraient être consacrés au développement humain, de sorte que les futures générations puissent bénéficier d'une qualité de vie au moins égale à celle de la génération présente.

Cela signifie aller au-delà des pures considérations comptables, fixer des normes non monétaires, comme celles fondées sur l'indicateur du développement humain ou l'indicateur de pénurie de capacités, afin de s'assurer que chacun puisse mener une vie convenable et satisfaisante. Ces normes doivent également veiller à ce que les règles écologiques et environnementales soient respectées ; ce point est particulièrement important, car nous ne connaissons pas les implications à long terme des perturbations de maints

milieux naturels. Certains dommages sont irréversibles. La conservation d'un grand nombre de milieux naturels soutient la vie et fait donc partie intégrante de l'effort de développement humain. L'un ne va pas sans l'autre.

L'éradication de la pauvreté est également étroitement liée à la viabilité à long terme. Le souci de l'équité intergénérationnelle implique que l'absence d'équité au sein des générations présentes ne soit pas ignorée. Les schémas de croissance qui perpétuent les niveaux actuels de pauvreté ne sont pas durables, et mieux vaut les abandonner.

Si certains membres de la société reçoivent tout le bénéfice de sa richesse productive au détriment du développement humain élémentaire du reste de la population, pourquoi faire durer cette situation ? C'est aussi inéquitable que préjudiciable à l'environnement. De nombreux pauvres sont très dépendants de ressources naturelles insuffisantes. Dans le même temps, les riches ne sont guère appelés à réduire leur consommation à un niveau qui suffirait à leur bien-être.

La meilleure solution est d'investir dans le développement humain des pauvres, en construisant leur capital humain et en leur donnant accès au crédit et à des actifs productifs tels que la terre. De telles mesures peuvent avoir un impact fortement positif sur l'environnement.



Les liens entre la croissance et le développement humain

La croissance économique élargit l'assise matérielle dont dépend la satisfaction des besoins humains. Cependant, le degré de satisfaction de ces besoins dépend de la répartition des ressources entre les personnes, ainsi que de l'utilisation et de la distribution des opportunités, l'emploi notamment. Si, comme précédemment exposé, il ne s'établit pas de lien automatique entre la croissance économique et le développement humain, ce lien peut néanmoins être renforcé grâce à des mesures avisées.

Certains éléments clés contribuent par ailleurs à renforcer ce lien. Le développement humain nécessite, entre autres, des investissements considérables dans l'éducation, la santé et la nutrition. L'amélioration de la santé et du niveau d'instruction permet aux individus d'être économiquement plus productifs. De fait, nombre de théories modernes de la croissance expliquent celle-ci principalement en termes d'expansion du capital humain. Mais la croissance peut également être liée à de nombreux autres aspects du développement humain, tels que la liberté politique, l'héritage culturel ou la viabilité à long terme de l'environnement. Malgré leur importance, ces divers éléments ne seront pas analysés ici.

Le développement humain et la croissance économique peuvent se renforcer mutuellement. Ainsi, des liens solides stimuleront l'un et l'autre. Au contraire, des liens fragiles ou rompus peuvent bloquer leurs progrès et les mettre mutuellement en péril. Ces déséquilibres peuvent être le résultat d'un développement humain rapide accompagné d'une croissance économique faible, ou bien d'une croissance rapide avec un développement humain lent.

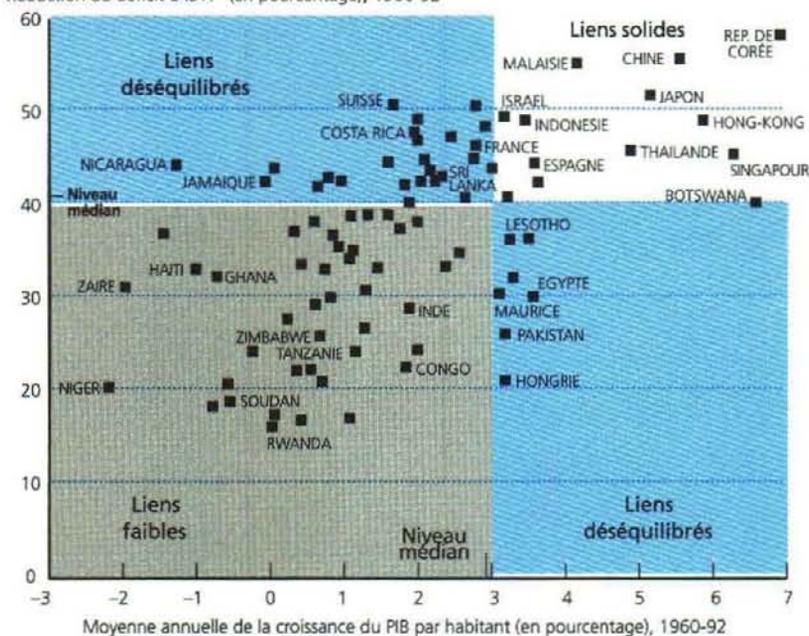
A long terme, croissance économique et développement humain vont généralement de pair et, le plus souvent, se renforcent mutuellement. Une étude en coupe transversale a montré que la croissance économique a une influence positive sur un certain nombre d'indicateurs du développement humain (note technique 4). Cela ne signifie pas pour autant que la croissance économique induit invariablement et automatiquement le développement humain. D'autres facteurs importants sont en effet nécessaires.

Les pays diffèrent par leur capacité à transformer l'accroissement des ressources monétaires en développement humain, c'est-à-dire par « l'efficacité du développement humain ».

DIAGRAMME 3.1

Progrès de la croissance économique et du développement humain sur le long terme

Réduction du déficit d'IDH* (en pourcentage), 1960-92



Note : Pour évaluer l'efficacité avec laquelle les pays convertissent leur revenu en potentialités humaines, ce calcul est axé sur les composantes de l'IDH qui ne vont pas automatiquement de pair avec le revenu (IDH*). Cependant, en raison du nombre élevé des potentialités humaines qui dépendent de manière cruciale de la situation économique des individus, il faudrait en règle générale tenir compte de tous les aspects de l'IDH pour évaluer le développement humain. Seuls des calculs tels que celui-ci justifient de se fonder sur un nombre plus limité d'aspects. Les partitions opérées sur ce diagramme correspondent aux moyennes approximatives pour les pays pris en compte. Le taux de croissance du PIB par habitant indiqué (3 %) serait celui qui multiplierait par deux le revenu par habitant en l'espace d'une génération.

Source : Bureau du Rapport mondial sur le développement humain et Banque mondiale 1994a.

Avec une croissance annuelle du PIB réel par habitant de 3 % entre 1960 et 1992, l'Indonésie a pu réduire de près de 50 % son retard sur les composants non monétaires de l'indicateur du développement humain (IDH*), alors que le Pakistan n'est parvenu à le réduire que de 26 % (diagramme 3.1).

De même, bien que la Guinée, le Sénégal et le Sri Lanka aient tous trois un PIB par habitant d'environ 600 dollars, leur IDH* diffère considérablement, celui du Sri Lanka étant plus de trois fois supérieur à celui de la Guinée et du Sénégal (diagramme 3.2).

Pour chaque niveau général de revenu, on trouve des pays qui transforment plus efficacement que d'autres leur revenu en potentialités de développement humain, des pays qui forment la « frontière d'efficacité du développement humain ». Ils regroupent notamment le Canada, la Chine, le Costa Rica et le Sri Lanka. Ces pays, ainsi que d'autres qui se rapprochent le plus de cette frontière, comme le Chili et la Jamaïque, présentent l'efficacité la plus élevée.

Les pays peuvent rendre plus efficace leur conversion de la croissance en développement humain. Ce fut le cas de la Chine, de l'Indonésie, de la Jordanie, de la Malaisie, de la Tunisie et de la Turquie, qui ont accru cette efficacité de manière significative entre 1960 et 1992. Dans d'autres pays, comme le Costa Rica et le Sri Lanka, cette efficacité est la plus élevée de tous les pays en développement, mais elle n'augmente que de façon modérée depuis 1960 et le rythme des avancées du développement humain a commencé de se ralentir. Enfin, un groupe de pays, dont l'Argentine, Hong-Kong, le Paraguay et Singapour, avaient une efficacité relativement élevée en 1960, mais ont peu progressé depuis.

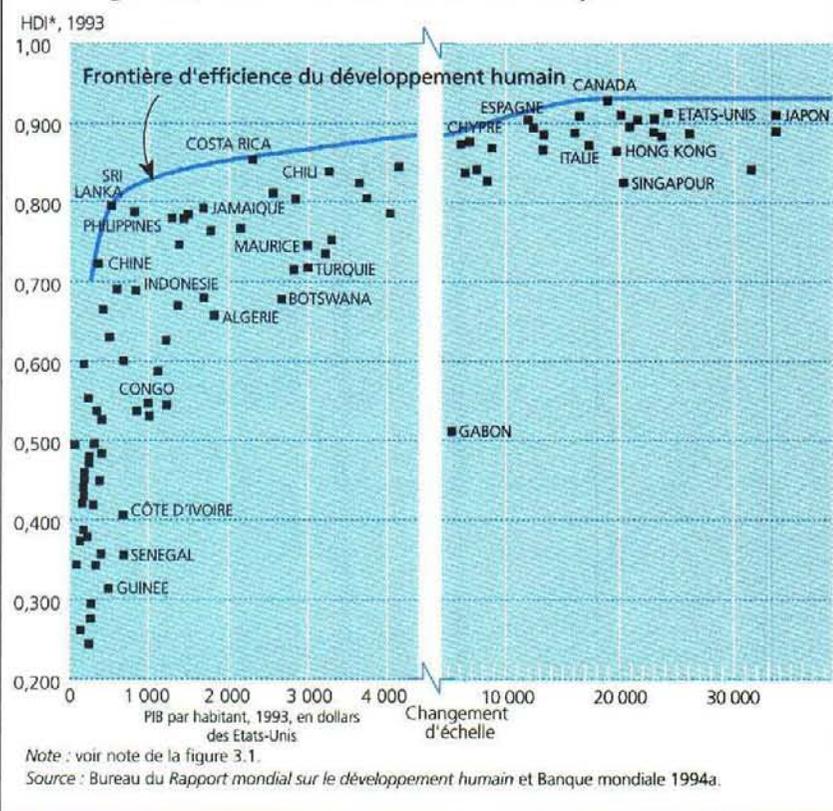
D'autres pays encore souffrent d'un « manque d'efficacité » en fonction de leur revenu. Parmi les pays industrialisés, l'Italie se trouve à un niveau peu élevé. Quant à Hong-Kong et Singapour, ils accusent un net manque d'efficacité, bien que leur revenu soit comparable à celui de nombreux pays industrialisés. Plusieurs pays ont connu une croissance économique rapide, comme le Botswana et Maurice, mais ne montrent pas en revanche des potentialités en rapport sur le plan du développement humain. Enfin, les pays dont l'efficacité en termes de développement humain est la plus faible

sont notamment le Congo, le Gabon, la Guinée et le Sénégal.

L'efficacité dans la transformation du revenu en développement humain montre que des niveaux de développement humain similaires peuvent être atteints avec des niveaux de revenus différents. Le principal intérêt du développement humain est toutefois d'élargir la gamme des potentialités accessibles à un individu, et le revenu n'est significatif que dans la mesure où il aide à accroître ces potentialités.

Ce chapitre clarifie deux réactions en chaîne qui interviennent dans le cycle croissance économique-développement humain (diagramme 3.3). L'une mène de la croissance économique au développement humain, et se fait au profit de la population, l'autre part du développement humain pour aller vers la croissance économique. La première de ces réactions met donc en évidence le rôle de la croissance économique dans le développement humain, tandis que la seconde montre la contribution du développement humain à la croissance économique. Dans les deux cas, les liens établis sont solides mais ils

DIAGRAMME 3.2
Revenu et développement humain : une corrélation d'ordre général, mais un lien loin d'être automatique



ne sont ni parfaits ni d'une efficacité totale. Cependant, leur combinaison peut renforcer le rapport de causalité et, poussée au maximum, aider un pays à réaliser des progrès considérables sur le plan du développement humain et de la croissance économique. Si, en revanche, ces liens sont fragiles ou disproportionnés, ils peuvent engendrer des phases de développement humain et de croissance économique déséquilibrés.

De la croissance au développement humain

Le processus qui mène au développement humain dépend de deux types de liens : l'influence des activités et des dépenses des ménages sur le développement humain, d'une part, et l'influence de l'action et des dépenses de l'Etat, d'autre part.

Activités et dépenses des ménages

Bien que les activités des ménages soient généralement non rémunérées et n'apparaissent donc pas dans la comptabilité nationale, elles contribuent largement au développement humain. Ce sont les femmes qui participent le plus à ces activités. Elles gèrent le ménage, élèvent les enfants, s'occupent des malades et des personnes âgées. De plus, leur travail au sein d'associations bénévoles favorise l'amélioration de la nutrition, de la santé et de l'enseignement. La valeur de ce travail, dont une grande part influe directement sur le développement humain, a été estimée l'an passé à 11 000 milliards de dollars, soit une proportion majeure des 16 000 milliards de dollars que représente le produit global non monétisé de ces activités non rémunérées. Les ménages contribuent également au développement humain en puisant dans leur revenu pour acheter des biens alimentaires, des médicaments, des manuels scolaires et d'autres produits permettant d'améliorer leurs potentialités.

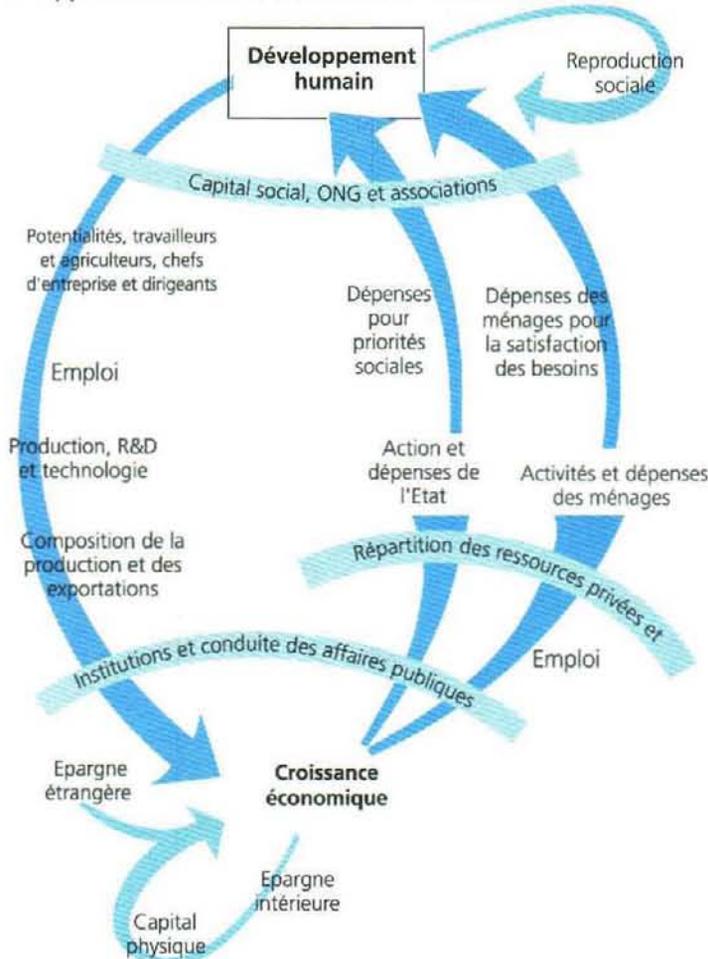
Le rôle du revenu familial dans le développement humain dépend non seulement de l'importance de ce revenu mais aussi de la façon dont la famille choisit de le dépenser. Les ménages pauvres consacrent ainsi une part importante de leur revenu supplémentaire à l'alimentation. Cependant, ce revenu n'est pas intégralement dépensé dans des produits accroissant la ration calorique. En effet, des études réalisées au Brésil, en Inde et aux Philippines montrent qu'une partie de ce revenu sert à acheter des produits d'une plus grande valeur nutritive, qui permettent de varier les menus ou qui nécessitent un temps de préparation moins long.

Les ménages partagent également l'augmentation de leur revenu avec d'autres membres de la communauté. Une grande part de ce revenu est consacré à l'éducation des enfants. Ainsi, la République de Corée a connu au cours des trente dernières années le plus fort accroissement au monde du nombre moyen d'années de scolarisation et cela, essentiellement grâce aux dépenses privées. Entre 1966 et 1975, les ménages de ce pays ont en effet supporté 65 % des dépenses d'éducation.

Des études menées en Bolivie, au Brésil, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Inde, en Indonésie, en Malaisie, au Nicaragua, au Pakistan, au Pérou et aux

DIAGRAMME 3.3

Du développement humain à la croissance - et inversement



Philippines soulignent toutes les effets positifs de l'augmentation du revenu familial sur la scolarisation. Au Brésil par exemple, on estime qu'une augmentation du revenu de 10 % entraîne une amélioration du niveau d'instruction de l'ordre de 5 à 8 %. Les familles peuvent en effet acheter davantage de fournitures scolaires ou scolariser leurs enfants plus facilement. En outre, disposant d'un revenu plus élevé, elles sont mieux placées pour exercer une pression politique afin d'obtenir des écoles de meilleur niveau.

Une étude menée au Pakistan sur le rapport entre le revenu des ménages et les résultats scolaires fait apparaître ces interrelations. Pour les jeunes enfants, une augmentation du revenu de 10 % correspond à une amélioration des connaissances de 8 %. Cependant, le système éducatif institutionnalisé ne contribue que pour un tiers environ à cette amélioration. Plus importante est la capacité des familles aisées à créer un environnement plus propice à l'acquisition de connaissances à la maison et à l'école. L'influence du revenu sur le développement humain est donc probablement minimisée si l'on ne considère que les améliorations du taux de scolarisation, comme cela se fait habituellement.

Un revenu plus élevé permet également d'améliorer la santé. D'après des études effectuées au Brésil, au Chili, en Côte d'Ivoire et au Nicaragua, une hausse du revenu des ménages est associée à une amélioration des indicateurs de la santé tels que le rapport taille-âge, les taux de survie et l'espérance de vie à la naissance, ainsi qu'à la diminution des maladies chez les enfants. Dans le nord-est du Brésil, la multiplication par deux du revenu des ménages augmente de 6,4 % la probabilité de survie d'un enfant en milieu rural.

Ces études soulignent par ailleurs l'importance d'associer revenu et éducation. L'analyse en coupe transversale définit le revenu par habitant et l'alphabétisation des adultes comme les déterminants majeurs de l'espérance de vie. Dans plusieurs études, l'influence du niveau de revenu sur la santé apparaît plus importante en milieu urbain qu'en milieu rural. La raison en est sans doute que les zones urbaines disposent de davantage d'infrastructures médicales. Ainsi, bien qu'une augmentation du revenu des ménages puisse améliorer la santé, l'ampleur de ses effets bénéfiques se trouve réduite si la disponibilité des services de santé est faible.

La situation de Nauru, atoll du Pacifique, illustre bien l'importance d'associer amélioration du revenu et amélioration de l'éducation et de l'accès aux services de santé. Nauru a affiché pendant de nombreuses années le plus fort PNB par habitant au monde grâce aux recettes considérables qu'il a tirées de l'exportation de phosphates, mais n'a consacré qu'une faible part de ce revenu au développement de ses services d'éducation et de santé. L'exploitation des mines de phosphates a par ailleurs conduit à une dégradation de l'environnement. Le régime alimentaire des habitants de l'atoll s'est détérioré, la population, ayant un accès limité à l'éducation, se détournant des produits locaux au profit d'aliments en conserve importés. L'espérance de vie de cette population ne dépasse pas 59 ans. Elle est inférieure à celle de la Bolivie, dont le revenu par habitant correspond à peine au dixième du sien.

Lorsque le revenu augmente, certaines familles en font un meilleur usage que d'autres. Leurs choix sont en partie fonction de leurs préférences personnelles et de leur niveau d'éducation. Ils sont également déterminés par les traditions et la culture de la société à laquelle ils appartiennent. Le rôle de celui ou celle qui gère le budget du ménage est capital.

Plusieurs études laissent à penser que les femmes consacrent plus facilement le revenu à des dépenses relatives au développement humain. Ainsi aux Philippines, la consommation calorique et protéinique augmente avec la part du revenu du ménage apportée par les femmes. Au Brésil, le revenu des hommes comme celui des femmes sert à améliorer le régime nutritionnel de la famille, mais le revenu des femmes a un impact sept fois supérieur à celui des hommes. Au Ghana également, plus la quantité de céréales contrôlée par les femmes est importante, plus la consommation de calories du ménage est élevée.

Lorsque les femmes ont voix au chapitre, l'argent est moins susceptible d'être gaspillé dans l'achat de cigarettes ou d'alcool. On a calculé, pour la Côte d'Ivoire, que si les femmes avaient le même droit de regard que les hommes sur l'emploi du revenu, la part des produits d'alimentation dans les dépenses des ménages augmenterait de 9 %, alors que celle du tabac et de l'alcool diminuerait respectivement de 55 % et 99 %.

En exerçant un contrôle sur les ressources du ménage, les femmes peuvent

Lorsque les femmes ont voix au chapitre, l'argent est plus susceptible d'aller au développement humain

Le développement humain justifie pour plusieurs raisons que l'Etat mène une action en sa faveur

également accroître directement l'espérance de vie de leurs enfants. Une étude menée au Brésil montre qu'une hausse du revenu non lié au travail des femmes augmente les chances de survie d'un enfant 20 fois plus qu'une hausse comparable du revenu non lié au travail des hommes.

L'amélioration de la condition féminine a par ailleurs une nette influence positive sur les enfants. Selon de nombreuses études, menées notamment en Bolivie, au Brésil, en Côte d'Ivoire, en Inde, au Kenya, en Malaisie, au Nicaragua, au Pakistan, au Panama, au Pérou, aux Philippines et aux Etats-Unis, la probabilité pour les enfants de recevoir une instruction est plus élevée si les parents, et particulièrement la mère, ont eux-mêmes un certain niveau d'instruction. On note également dans ce cas une amélioration de la santé et de l'état nutritionnel des enfants. Dans les zones rurales de la Côte d'Ivoire, 24 % des enfants dont la mère n'avait reçu aucune instruction étaient chétifs, contre 11 % de ceux dont la mère avait fréquenté l'école primaire. Et l'instruction dont ont bénéficié les mères en Chine, au Costa Rica et au Sri Lanka a largement contribué aux progrès impressionnants qui ont été réalisés dans le secteur de la santé de ces pays malgré leur revenu peu élevé.

Actions et dépenses de l'Etat

En contribuant à la croissance économique, l'Etat peut créer des ressources venant s'ajouter aux moyens matériels qui favorisent le développement humain. Prenons par exemple le cas de la Malaisie et de l'Argentine, dont le PIB a augmenté respectivement de 6,7 % et 4,1 % par an en moyenne entre 1965 et 1975. Le fait de consacrer un pourcentage constant du PIB aux dépenses privées et publiques de santé et d'éducation et à d'autres facteurs du développement humain aurait permis à la Malaisie de multiplier par deux les ressources destinées à ces secteurs, alors que l'Argentine ne parvenait qu'à les accroître d'à peine 50 %. Le choix d'utiliser ou non ces ressources pour encourager le développement humain dépend en fait largement du modèle de croissance adopté, de la répartition des ressources publiques et privées et des avantages tirés de la croissance. Ces facteurs sont étroitement liés et sont tributaires de l'action de l'Etat.

Ainsi que l'expose le chapitre suivant, les politiques mises en oeuvre peuvent favoriser des modèles de croissance qui créent des emplois, augmentent les salaires réels et la demande de capital humain, et donc la demande de soins de santé et d'éducation qui composent ce capital. Par conséquent, en contribuant à la croissance et en influant sur les facteurs qui la sous-tendent, les pouvoirs publics agissent à la fois sur l'offre et sur la demande de capital humain.

Le développement humain possède une valeur intrinsèque très élevée et justifie à ce titre que l'Etat mène une action en sa faveur. En outre, de solides arguments économiques plaident pour cette action. L'intervention de l'Etat peut par exemple être nécessaire pour pallier des défaillances du marché qui tendent à réduire l'investissement dans le développement humain.

Un marché des capitaux et un système d'information inadaptés diminuent les incitations et la capacité des ménages à investir dans le développement humain. Les prêteurs hésitent souvent à accorder des crédits pour le développement humain car il leur est difficile de revendiquer des droits sur le capital humain (contrairement à ce qui se passe lorsque d'autres types de capital sont apportés en garantie). Par conséquent, les personnes qui seraient disposées à effectuer un emprunt au profit de l'éducation ou de soins médicaux en raison du rendement privé élevé d'un tel investissement ne peuvent souvent pas l'obtenir, particulièrement si elles sont pauvres.

Les systèmes d'information inadéquats induisent souvent en erreur les personnes pauvres ou sans instruction et les empêchent de prendre pleinement conscience des avantages futurs dont elles-mêmes, et leurs enfants, pourraient bénéficier grâce à l'enseignement et aux soins médicaux préventifs. De ce fait, ces personnes investissent moins qu'elles ne le pourraient si elles étaient informées de ces avantages. Pour encourager les investissements privés dans le développement humain, les pouvoirs publics peuvent faciliter l'accès au crédit et améliorer l'information sur le rendement de ces investissements. En traitant ces difficultés ainsi que d'autres problèmes de coordination, les pouvoirs publics peuvent améliorer à un faible coût les progrès en matière de développement humain.

L'un des dysfonctionnements majeurs des marchés est imputable à des effets

externes associés au capital humain. Pour investir, ménages et entreprises se fient aux rendements qu'ils peuvent attendre pour leur propre compte et qui ne reflètent pas les avantages que peuvent en retirer, par un effet d'entraînement, ceux qui agissent conjointement avec les bénéficiaires directs de ces investissements. Ainsi, via l'éducation, un individu accroît non seulement son propre revenu, mais aussi celui des personnes avec lesquelles il travaille, le travail étant souvent la rencontre de plusieurs savoirs.

Certains aspects du développement humain apportent par ailleurs des avantages sociaux qui ne sont pas directement contrebalancés en termes monétaires. L'éducation des masses, par exemple, permet de limiter les maladies infectieuses, et l'éducation des mères contribue à améliorer la santé et le bien-être des enfants.

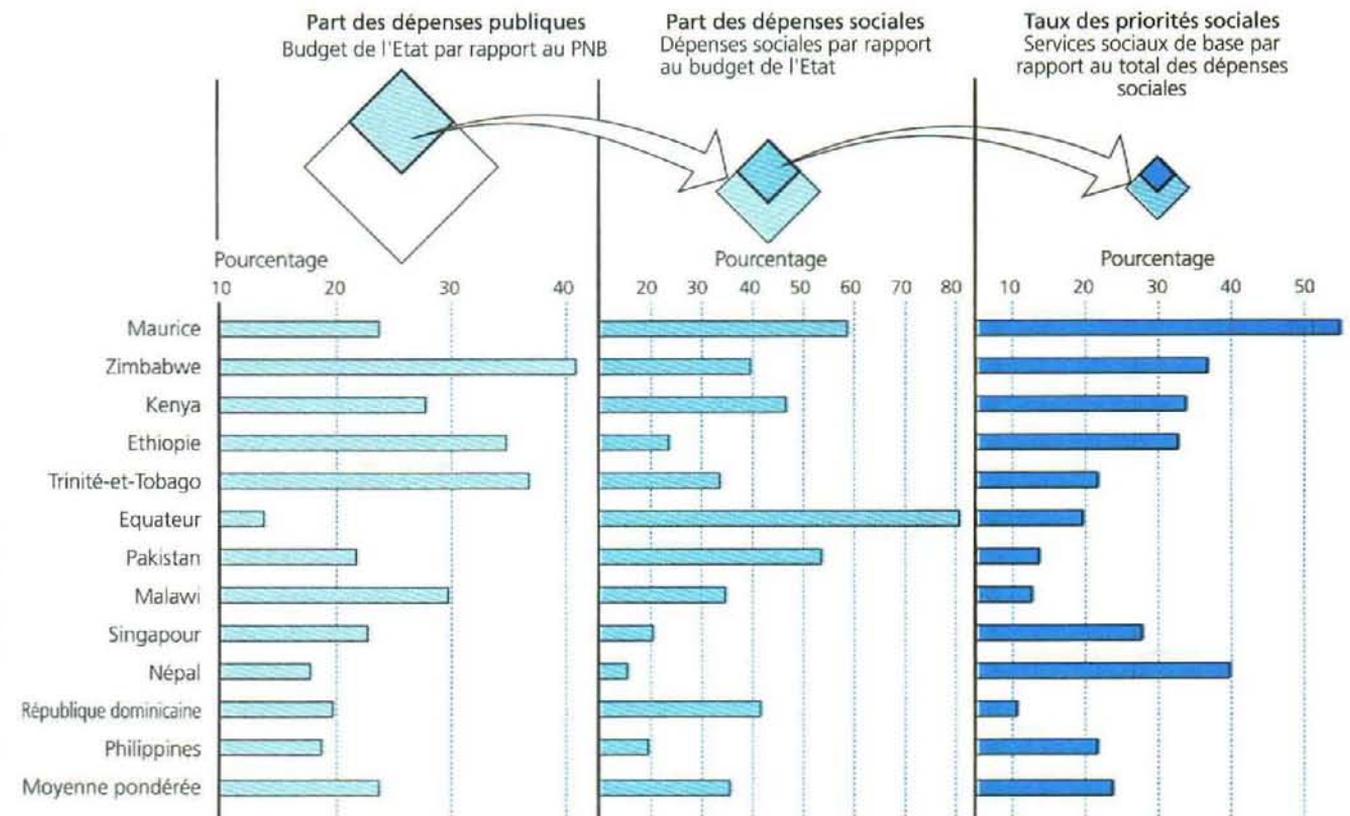
Compte tenu de la valeur intrinsèque des effets d'entraînement des investissements en termes de développement

humain, les pouvoirs publics, agissant pour le compte de la collectivité, devraient réaliser davantage d'investissements de cette nature que les individus ou les ménages.

Les gouvernements des pays riches devraient théoriquement pouvoir soutenir davantage le développement humain. En effet, plus le PNB est élevé, plus il existe de moyens disponibles pour les dépenses publiques consacrées à ce développement humain. Ce n'est toutefois pas toujours le cas. A PNB égal, les dépenses réelles et l'emploi des ressources varient considérablement d'un pays à l'autre. Examinons quelques-uns des taux de dépenses publiques par pays, introduits dans le *Rapport mondial sur le développement humain 1991* (diagramme 3.4) :

- *Taux des dépenses publiques* — Les pays en développement consacrent en moyenne 20 à 30 % de leur PIB aux dépenses publiques, mais ce taux s'échelonne entre 5 et plus de 60 %. Il est largement fonction de la volonté des pays de

DIAGRAMME 3.4
Dépenses consacrées aux priorités sociales



Note : Les taux indiqués se rapportent à différentes années de la décennie 80. La part des dépenses publiques et des dépenses sociales concerne les dépenses au niveau central de l'Etat. La part des dépenses sociales ne reflète que les dépenses de santé et d'éducation. La part des priorités sociales est calculée sur la base des dépenses publiques courantes en faveur de l'enseignement en maternelle et de premier niveau et des dépenses récurrentes de l'Etat consacrées aux soins de santé primaires.

Source : Murray, Govindaraj et Chellaraj 1993, UNESCO 1993b, Banque mondiale 1993c et Mehrotra et Thet 1996.

La croissance économique n'a de l'importance que dans la mesure où elle contribue à développer les services publics et à réduire la pauvreté

collecter les impôts et taxes et de leur capacité à y parvenir. La pression fiscale représente généralement 10 à 20 % du PIB des pays en développement, seulement moitié moins environ que pour les pays industrialisés.

La fraude fiscale explique en partie ces taux relativement peu élevés. Dans le cadre d'une étude menée en Inde en 1985, l'activité économique non répertoriée, et par conséquent non imposée, a été estimée à environ 20 % du PIB. Des études menées dans d'autres pays (Chili, Colombie, Indonésie, Kenya et Nigeria) ont également mis en évidence une fraude fiscale largement répandue.

- *Taux des dépenses sociales* — Le pourcentage des dépenses publiques dans le domaine social (santé, éducation, protection sociale, distribution d'eau et assainissement), est étroitement lié aux progrès du développement humain. En 1993, le taux des dépenses sociales, reflétant les dépenses publiques de santé et d'éducation, était en moyenne de 20 % pour les 61 pays pour lesquels des données sont disponibles. C'est au Costa Rica que ce taux était le plus élevé, près de la moitié des dépenses publiques étant consacrées à la santé et à l'éducation.

- *Taux des priorités sociales* — Le pourcentage des dépenses destinées aux services sociaux essentiels, comme l'éducation de base, les soins de santé élémentaires et la nutrition, ainsi que la distribution d'eau et l'assainissement à moindre coût, dépend des objectifs politiques et du degré auquel l'État cède aux pressions de divers groupes d'intérêt. Sur un échantillon de 12 pays en développement pour lesquels des données sont disponibles, le taux des priorités sociales, reflétant uniquement les dépenses consacrées à l'éducation de base et aux soins de santé primaires, était en moyenne de 24 % dans les années quatre-vingts, avec des variations entre 11 et 55 %.

D'une manière générale, plus les pouvoirs publics apportent un soutien aux services sociaux de base, plus la situation des personnes pauvres s'améliore. Cependant, même si la part du revenu national consacrée au développement humain reste inchangée, les pays peuvent mettre à disposition davantage de ressources pour le développement humain simplement en faisant progresser le revenu. Ainsi, en 1960, le Botswana et le Kenya avaient un PIB pratiquement identique et en ont consacré en moyenne 9 % à la santé et à

l'éducation au cours des trente années qui ont suivi. Cependant, alors que le PIB du Botswana progressait en moyenne annuelle de 6,5 %, celui du Kenya n'augmentait que de 1,6 %, si bien qu'en 1992, les dépenses de santé et d'éducation par habitant étaient cinq fois plus élevées au Botswana qu'au Kenya. On voit ainsi que les pays à croissance rapide ont la possibilité, rarement exploitée, de consolider le processus qui mène de la croissance économique au développement humain.

Sans l'intervention de l'État et en l'absence de dépenses publiques, ce potentiel est peu susceptible d'être exploité. Il existe des preuves empiriques selon lesquelles les dépenses publiques de santé et d'éducation ont un effet significatif sur l'amélioration de l'espérance de vie et la diminution de la mortalité infantile (note technique 4). L'importance de cette interdépendance est encore soulignée par une étude en coupe transversale, qui révèle que l'espérance de vie s'allonge parallèlement à l'augmentation du revenu par habitant. Cette corrélation favorable disparaît toutefois dès lors que l'on considère la part des dépenses publiques consacrée à la santé et la proportion de la population vivant dans la pauvreté. Cela montre que la croissance économique n'a de l'importance que dans la mesure où elle contribue à développer les services publics et à réduire la pauvreté.

Lorsque la croissance économique est absente, il est probablement possible d'améliorer à court terme le développement humain. Plusieurs pays ont réussi à augmenter leurs dépenses publiques en période de marasme économique. Au Nicaragua par exemple, entre 1980 et 1990, les dépenses de santé sont passées, de 3,2 % à 4,9 % du PIB alors que celui-ci perdait en moyenne 2,2 % par an. Ces progrès ne peuvent néanmoins pas être poursuivis à long terme sans croissance économique.

A quoi servent les dépenses publiques ?

Les taux des dépenses sociales et des priorités sociales dépendent de l'engagement des pouvoirs publics dans le développement humain et des demandes budgétaires des autres secteurs. Ces derniers pouvant parfois apporter une contribution non négligeable au développement humain, la fixation des priorités n'en est que plus difficile. Il peut être réservé, par exemple,

une place importante aux infrastructures de base, celles-ci pouvant permettre d'accroître le revenu des personnes pauvres, comme c'est le cas lors de la construction de routes en zone rurale.

Cependant, la plupart des pays consacrent des sommes considérables à des postes budgétaires qui n'améliorent en rien le développement humain, et qui souvent lui sont même défavorables. Les dépenses les plus néfastes au développement humain sont certainement celles consacrées au secteur militaire, qui ont totalisé quelque 778 milliards de dollars en 1994. Ce sont certes les pays industrialisés qui réalisent les dépenses les plus importantes dans ce domaine (82 %), mais les opportunités de développement humain ainsi sacrifiées au profit de ce poste ont fait cruellement défaut dans les pays pauvres.

L'Afrique subsaharienne est toujours fortement militarisée, à un coût très élevé. Entre 1960 et 1994, la part du PIB consacrée aux dépenses militaires y est passée de 0,7 à 2,9 % et avoisine aujourd'hui 8 milliards de dollars, alors que cette région compte 216 millions de personnes vivant dans la pauvreté, plus de 120 millions d'adultes analphabètes et 253 millions de personnes n'ayant pas accès aux services de santé. La situation n'est pas plus réjouissante en Asie du Sud, où les dépenses militaires ont totalisé 14 milliards de dollars en 1994, alors que 562 millions de personnes vivaient dans la pauvreté absolue.

Les décisions des pays concernant le prélèvement et la répartition des ressources sont soumises à des pressions nationales et internationales.

Sur le plan intérieur, ce sont souvent les élites politiques et économiques qui exercent une influence sur l'Etat, et qui, au nom de leurs propres intérêts, canalisent les dépenses publiques au profit des plus riches.

Les subventions publiques à l'enseignement supérieur sont ainsi souvent accordées aux dépens de l'enseignement primaire. Cette répartition est inéquitable puisque les étudiants pouvant accéder à l'enseignement supérieur sont généralement issus des couches sociales les plus favorisées. L'argent public, denrée rare, est ici utilisé dans des domaines qui pourraient être financés par des fonds privés. En outre, ce type de répartition est particulièrement peu utile au développement humain et à la logique économique

lorsque la majorité de la population est analphabète.

L'une des solutions à cette situation consiste à inciter les individus à financer eux-mêmes leurs études supérieures. Cette décision est délicate d'un point de vue politique, mais certainement possible. Entre 1990 et 1993, la proportion des dépenses courantes de l'enseignement supérieur financées par les frais de scolarité est passée de 8 à 16 % au Brésil et au Mexique et de zéro à 21 % au Viet Nam. On peut également introduire des frais de scolarité parallèlement à l'octroi de bourses aux étudiants pauvres, par mesure d'équité.

Le secteur de la santé connaît des problèmes similaires. Les fonds sont souvent confisqués au profit d'hôpitaux de haute technologie, qui peuvent offrir les traitements les plus sophistiqués aux plus riches, alors que la majorité de la population n'a même pas accès aux soins de santé de base, en particulier dans les zones rurales. Il semble évident que les soins de base, qu'ils soient préventifs ou curatifs, devraient être gratuits ou ne nécessiter qu'une participation financière minimale, qui pourrait être prise en charge par la collectivité. Des frais médicaux élevés découragent en effet les populations d'utiliser les services de santé de base, en particulier les familles les plus pauvres qui en ont pourtant souvent le plus besoin.

Outre qu'elles utilisent les fonds publics pour servir leurs intérêts particuliers, les élites économiques et politiques les détournent quelquefois de manière plus directe par le biais de la corruption. Aux Philippines, le président Marcos est accusé d'avoir placé 3 milliards de dollars sur le marché de l'immobilier de New York et sur des comptes bancaires suisses. En Haïti, la dynastie des Duvalier a amassé une fortune colossale au détriment de la population de leur pays, l'une des plus pauvres au monde. La corruption ne se limite cependant nullement aux pays les plus pauvres.

Même des pays animés des meilleures intentions en matière de développement humain ne parviennent pas forcément à les concrétiser en raison de contraintes extérieures, qui trouvent leur origine bien au-delà de leurs frontières. Le remboursement de la dette est un problème crucial qui se pose à bon nombre de pays en développement, et à l'Afrique subsaharienne plus qu'ailleurs. Entre 1990 et 1993, le service de la dette lui a coûté plus de 13 milliards de dollars par an, soit beaucoup plus

La plupart des pays accordent des sommes considérables à des postes budgétaires qui n'améliorent en rien le développement humain, et qui souvent lui sont même défavorables

que ses dépenses d'éducation et de santé cumulées. En outre, si les pays concernés avaient respecté les échéances de paiement, ils auraient versé le double. En l'occurrence, leurs remboursements ont été reportés et la dette s'alourdit encore (elle a été multipliée par deux entre 1990 et 1993).

ENCADRE 3.1

Mobilisation des ressources pour le développement humain : l'initiative 20-20

Les pays en développement sont loin de fournir à tous un accès aux services sociaux de base, l'un des problèmes majeurs étant bien entendu leur financement. Selon les estimations des agences des Nations unies, 30 à 40 milliards de dollars supplémentaires par an seraient nécessaires pour satisfaire d'ici la fin de la décennie les besoins concernant la nutrition, l'éducation et les soins de santé de base, ainsi que l'approvisionnement en eau, l'assainissement et les soins d'obstétrique et de pédiatrie à faible coût.

Cette somme peut paraître considérable mais elle ne représente que le quart du budget militaire annuel des pays en développement ou de ce qu'ils consacrent au remboursement de leur dette. La plus grande partie de l'argent nécessaire pourrait être consacrée à la restructuration des budgets existants. A cette fin, le *Rapport mondial sur le développement humain 1994* a proposé un programme de « développement humain » prévoyant que 20 % de l'aide et 20 % des budgets des pays en développement soient réservés aux services sociaux de base.

S'inspirant de cette proposition, le PNUD, l'UNESCO, l'UNICEF, le FNUAP et l'OMS ont lancé ce que l'on appelle l'initiative 20-20. En 1995, le Sommet mondial sur le développement social et la quatrième Conférence mondiale sur les femmes ont encouragé les parties intéressées à l'adopter. Ce projet n'impose aucun remède universel pour l'attribution des ressources, mais propose des objectifs de dépenses qui aideraient à la fois les pays en développement et les pays donateurs à revoir leurs programmes de façon à tendre vers l'objectif consistant à fournir à tous les services sociaux de base.

Où en est la mise en œuvre de cette initiative ? Premier obstacle, il faut parvenir à disposer d'une base

d'information pour suivre la répartition de l'aide et des budgets nationaux. A cet effet, il est nécessaire d'appliquer des méthodes efficaces pour contrôler l'application de l'initiative 20-20 à la fois sur le plan national et sur le plan international.

Les systèmes de déclaration diffèrent d'un pays à l'autre et n'analysent souvent pas les dépenses effectuées par les secteurs concernés. Quant aux pays donateurs, pratiquement aucun ne fait état des aides consacrées aux services sociaux de base, définis par l'initiative 20-20. Très peu mentionnent des engagements en faveur de l'éducation et de la santé de base. Et ceux qui le font ne sont en mesure d'identifier que des montants minimum consacrés à ces secteurs.

Si les pays et les donateurs utilisaient une nomenclature internationale des postes de dépenses, il serait possible de contrôler plus rigoureusement les progrès réalisés et de diffuser plus largement les informations pertinentes.

Les rapports sur la répartition des dépenses des pays en développement devraient indiquer les dépenses effectuées à tous les niveaux : national, régional et local. Outre les dépenses engagées par les ministères à vocation « sociale », ils devraient mentionner également celles effectuées par d'autres ministères, telles que celles pouvant contribuer au développement ou celles favorisant le développement rural ou l'aménagement urbain. Ils devraient par ailleurs intégrer non seulement les dépenses d'équipement mais aussi les dépenses récurrentes, qui sont particulièrement importantes pour garantir la viabilité à long terme des services sociaux de base.

Si elle était appliquée avec conviction, l'initiative 20-20 pourrait considérablement contribuer au développement humain et, *in fine*, à l'éradication de la pauvreté.

Ces pays africains auraient pu employer différemment ces 13 milliards de dollars. D'après les estimations de l'UNICEF, le coût total de satisfaction des besoins humains essentiels en matière de santé, d'éducation, de nutrition et de soins d'obstétrique et de pédiatrie pour l'ensemble de la population subsaharienne n'avoisine que 9 milliards de dollars.

Le problème de la dette est tout aussi grave dans d'autres pays du monde. Ainsi, le Nicaragua, dont la dette extérieure atteint 11 milliards de dollars, détient le record mondial d'endettement par habitant : chacun doit l'équivalent de six années de salaire à des banques étrangères.

Les donateurs, qui fournissent souvent une part substantielle des ressources des pays en développement, influent sur la répartition des fonds. Cependant, ils s'intéressent trop rarement aux services sociaux, et encore plus rarement aux services de santé de base et soutiennent finalement très peu le développement humain. En 1993, les engagements d'aide bilatérale à l'éducation, la santé et au planning familial correspondaient en moyenne à 13,6 % des engagements d'aide pris par les 21 principaux pays donateurs.

Il existe un énorme potentiel pour restructurer l'aide et permettre ainsi aux pays en développement d'augmenter leurs dépenses dans ces secteurs d'une importance cruciale. A cet égard, l'initiative 20-20 a pour objectif d'accroître les ressources nationales et internationales consacrées aux services sociaux essentiels (encadré 3.1).

Des dépenses mieux réparties

L'augmentation des dépenses de nutrition et d'éducation peut être la bienvenue, mais n'est pas suffisante. Il est en effet tout aussi fondamental de définir correctement les priorités et d'utiliser les ressources à bon escient.

- *Décentralisation* — Le fait de déléguer des responsabilités aux autorités locales peut leur permettre d'être plus efficaces et donne aux populations davantage de possibilités de participer à leur planification et à leur organisation (encadré 3.2).

- *Répartition efficiente des ressources* — Les dépenses consacrées aux services essentiels ont généralement des effets plus significatifs sur le développement humain et la croissance économique que celles consacrées à l'enseignement supérieur ou aux

soins médicaux. Pour l'ensemble des pays en développement, le taux de rentabilité sociale est estimé à 24 % pour l'enseignement primaire, 15 % pour le secondaire et 12 % pour l'enseignement supérieur. La rentabilité sociale de l'enseignement est plus élevée dans les pays où la scolarisation est peu développée. En Afrique par exemple, le taux de rentabilité sociale est évalué à 26 % pour l'enseignement primaire, 17 % pour le secondaire et 13 % pour le supérieur.

- *Complémentarité des intrants* — Le principal facteur de développement est sans conteste l'éducation. L'amélioration de l'approvisionnement en eau potable est par exemple difficilement réalisable si elle n'est pas accompagnée par un effort d'éducation. L'éducation a également des répercussions sur la santé et l'espérance de vie, dans la mesure où elle apporte aux populations des informations et les moyens de choisir des régimes nutritionnels, des comportements et des modes de vie plus sains.

L'éducation des filles, outre qu'elle est nécessaire en soi, a d'importantes retombées positives. Les femmes ayant reçu une éducation sont plus aptes à assurer la survie de leurs enfants et davantage susceptibles d'avoir moins d'enfants. Une étude réalisée dans 14 pays d'Afrique depuis le milieu des années quatre-vingts et portant sur les liens existant entre l'éducation et la fécondité montre que c'est l'enseignement secondaire qui a l'effet bénéfique le plus marqué en termes de diminution du taux de fécondité. L'enseignement primaire a également des effets positifs, dans la moitié de ces pays. Le Botswana, le Kenya et le Zimbabwe, qui ont récemment réussi à réduire considérablement leur taux de fécondité, totalisaient le plus fort taux de scolarisation des femmes et le taux de mortalité infantile le plus bas et disposaient par ailleurs des programmes de planning familial les plus dynamiques.

Renforcer les liens entre la croissance et le développement humain

La solidité des liens entre la croissance économique (monétaire) et le développement humain dépend de plusieurs facteurs. Les plus importants sont les suivants :

- *Équité* — Plus les ressources sont distribuées de façon équitable, plus la croissance économique est susceptible de se traduire par une amélioration des condi-

tions de vie de chaque individu (note technique 4).

- *Dépenses sociales prioritaires* — L'Etat peut fortement influencer sur les progrès du développement humain en orientant une large part des fonds publics vers les secteurs sociaux prioritaires, en finançant notamment les services sociaux essentiels.

- *Opportunités de gains* — La croissance économique se traduit *in fine* par des améliorations du point de vue du développement humain à travers l'accroissement des opportunités de gains. La réalisation de cet objectif suppose des modèles de croissance génératrice d'emplois.

- *Accès aux moyens de production* — La plupart des personnes n'ont pas d'opportunités économiques car elles ont un accès limité aux moyens de production, notamment à la terre, au crédit et aux infrastructures physiques. L'Etat peut jouer un

ENCADRE 3.2

Décentralisation des administrations publiques

Le degré de décentralisation des services publics influe sur la façon dont les ressources de l'Etat contribuent au développement humain. La décentralisation, largement préconisée pour améliorer l'accès aux services, s'étend dans des pays aussi divers que le Pakistan et les Philippines, la Bolivie ou les Etats-Unis.

La décentralisation présente en théorie des avantages. Elle permet tout d'abord l'efficacité : étant présents sur le terrain, les décideurs sont susceptibles d'en savoir plus sur les conditions de vie locales et par conséquent de mieux cibler les ressources en fonction des besoins. Autre avantage, la responsabilité : lorsque les décideurs vivent et travaillent en contact direct avec les usagers, ils sont soumis à un contrôle plus rigoureux et doivent répondre à des demandes qui se font plus pressantes. La population a par ailleurs davantage d'opportunités de participer à la planification des services et d'en financer certains par l'intermédiaire d'impôts locaux.

L'expérience montre en outre que les autorités locales ont tendance à accorder une plus grande priorité au développement humain que les autorités au niveau central. Cette situation peut simplement refléter les responsabilités qui leur ont été délé-

guées, mais également les préférences locales. Selon des études menées en Indonésie, le taux des dépenses sociales et le taux des priorités sociales sont beaucoup plus élevés au niveau local. Des constatations similaires ont été faites au Chili et au Zimbabwe. Au Bangladesh, cependant, la décentralisation a été associée à des taux de dépenses sociales plus faibles.

En pratique, la décentralisation porte ses fruits au Chili, en Indonésie, en Malaisie et dans l'Etat indien du Karnataka, mais elle est moins réussie en Argentine, au Bangladesh et au Brésil. Les problèmes tiennent souvent au manque de qualifications. Les responsables locaux peuvent être investis de responsabilités limitées et avoir reçu une formation moins poussée que ceux qui travaillent au niveau national. De plus, ce sont souvent les élites locales qui s'approprient le pouvoir accordé aux échelons inférieurs du pouvoir, au détriment des plus pauvres. Cependant, plus généralement, la décentralisation est freinée par les autorités au niveau central, peu disposées à accorder des fonds ou des pouvoirs de décision aux responsables locaux.

Source : Behrman 1995b, Tanzi 1994 et 1995, Klugman 1992, Ranis et Stewart 1994 et Prud'homme 1995.

grand rôle dans la réduction de ces inégalités.

• *Bonne gestion des affaires publiques* — Les liens entre la croissance économique et l'amélioration des conditions de vie des personnes sont généralement beaucoup plus solides lorsque l'Etat donne aux populations la possibilité de partager les fruits

de la croissance et de participer largement à la vie publique.

• *Action collective* — L'action collective d'individus au sein d'institutions est essentielle au développement humain (encadré 3.3). De nombreuses organisations non gouvernementales et associations complètent ainsi l'action des pouvoirs publics en intervenant auprès de populations qui ne recevraient sinon aucune aide. Elles jouent par ailleurs un rôle médiatique tout aussi important en mobilisant l'opinion publique et en aidant à façonner les priorités pour le développement humain.

Les liens entre la croissance économique et le développement humain peuvent être renforcés par une série de mesures bien ciblées et corrigeant les inégalités dans la répartition des ressources publiques et privées.

ENCADRE 3.3

Agir ensemble

Lorsque des personnes se côtoient depuis longtemps et partagent des normes, des valeurs et des convictions qui enrichissent leur façon de vivre et de travailler, on considère qu'elles possèdent un capital social. Celui-ci complète le capital physique et humain et permet de l'utiliser et de le gérer avec davantage d'efficacité. En effet, un climat de confiance et de coopération, par exemple, réduit les coûts des transactions commerciales et crée un environnement propice à l'investissement, à l'épargne et à l'emploi. Il contribue ainsi de façon significative à la croissance économique.

Par ailleurs, et c'est un point encore plus important, le capital social est indispensable au développement humain. Les personnes qui se regroupent pour former une communauté forte et soudée, que ce soit dans des associations ou au sein d'autres organisations non gouvernementales, ont une plus grande force d'action que des individus isolés. Elles offrent en outre la possibilité de s'exprimer à ceux qui sont sinon faibles et sans pouvoir.

Lorsque des personnes travaillent ensemble, elles aident à créer une dynamique dans la mesure où une forme de capital social s'appuie sur une autre. Le phénomène inverse, c'est-à-dire lorsque le capital social se dégrade en un comportement individualiste et égoïste, crée plutôt un cercle vicieux, entraînant convoitise, violence et criminalité.

Un sentiment fort d'appartenance à un groupe encourage également la viabilité à long terme. En effet, des personnes qui s'identifient aujourd'hui à leur communauté souhaitent la voir survivre. Cette situation leur offre une perspective à plus long terme et, par là même, favorise des types de développement plus durables.

Cependant, au-delà de sa contri-

bution à la vie de la collectivité, le capital social a une influence beaucoup plus large - sur l'intégralité du processus de gestion des affaires publiques. Lorsque les institutions locales et nationales sont solidement ancrées dans une culture et des valeurs communes, elles sont davantage susceptibles d'être gérées de façon ouverte et transparente, réduisant ainsi les risques d'inefficacité et de corruption.

Le capital social contribue beaucoup au développement humain dans de nombreux pays. En Suède par exemple, la politique de progrès économiques associée à des améliorations du bien-être humain qui a été suivie pendant plusieurs décennies reposait sur un large consensus entre de nombreux segments de la société, telles que les communautés religieuses, les syndicats, les employeurs, les partis politiques et les pouvoirs publics. Au Japon, les progrès extraordinaires réalisés au cours des trente dernières années sont enracinés dans les modes de coopération traditionnels sur le plan social. Certains pays ont en revanche une expérience moins heureuse. Ainsi, l'effondrement de l'Union Soviétique s'explique en partie par l'absence de toute forme d'« espace civique » en-dehors de l'appareil dirigeant.

Comment peut-on alors développer le capital social ? A de nombreux égards, ce n'est pas l'affaire des pouvoirs publics. La plupart des formes de coopération naissent en effet spontanément et s'épanouissent sans l'aide de l'Etat. Celui-ci peut toutefois faire en sorte, grâce aux dépenses d'éducation, de donner aux individus les potentialités nécessaires pour une action collective, en veillant à ce que les nombreuses composantes de la société civile disposent de l'espace et de la liberté leur permettant de développer pleinement leur potentiel.

Source : Coleman 1988, Putman 1993 et de Vylder 1995a.

Du développement humain à la croissance

On souligne souvent les nombreuses façons dont le développement humain contribue à la croissance économique, et, ces dernières années, des études de plus en plus nombreuses ont montré la solidité et la diversité des liens qui existent entre ces deux éléments. Comme il est expliqué au chapitre 2, l'analyse économique récente prend désormais en compte nombre de ces liens dans les modèles de croissance.

Une constatation simple : une population en bonne santé et disposant d'un certain niveau d'instruction est économiquement plus productive. Cela ne signifie pas pour autant que les investissements dans la santé et l'éducation aient pour finalité d'améliorer la productivité, ou qu'il faille renoncer aux investissements qui n'accroissent pas la productivité. Nul ne songerait sérieusement à prôner l'abandon de ces investissements même si l'analyse économique montrait que leurs effets économiques sont faibles. Le développement des potentialités humaines est une fin en soi.

De plus, de nombreux investissements qui pourraient sembler improductifs du point de vue économique contribuent en fait beaucoup au développement humain. Ainsi, l'acquisition de connaissances par les personnes âgées longtemps après leur départ de la vie active en vaut la peine, tout comme l'aide apportée aux malades en phase terminale qui leur permet de vivre dans des conditions aussi satisfai-

santes que possible. Ces investissements n'améliorent pas la productivité mais contribuent beaucoup au développement humain.

De nombreux autres types d'investissements dans le développement humain ont, eux, un réel effet positif sur l'économie. La productivité peut être augmentée en améliorant les capacités, l'organisation et la gestion de la force de travail, en favorisant l'utilisation des technologies de pointe, en attirant les capitaux extérieurs et les technologies étrangères et en renforçant le rôle des institutions publiques et privées, y compris l'Etat et les systèmes juridique et financier.

Le développement humain ne peut à lui seul transformer l'économie. Même les personnes qualifiées et vigoureuses ont besoin de machines, de bâtiments et d'infrastructures. Le développement a également de l'importance dans ce domaine puisque le choix des investissements et les décisions politiques doivent dépendre de la capacité des gestionnaires et des décideurs.

Les bénéfices économiques les plus manifestes qui sont générés par le développement humain sont liés à une plus grande productivité de la population active, et particulièrement des personnes les plus pauvres, dont la nutrition, la santé et l'éducation s'améliorent de ce fait.

- *Nutrition* — Des études réalisées auprès d'agriculteurs en Sierra Leone, d'ouvriers travaillant dans des plantations de canne à sucre au Guatemala ou construisant des routes au Kenya, ont montré qu'une augmentation de l'apport en calories peut accroître la productivité du travail de près de 47 %. Il apparaît que lorsque ces ouvriers absorbent davantage de calories ou de microéléments nutritifs, comme les vitamines ou les oligo-éléments, leur productivité s'améliore presque immédiatement.

Des effets bénéfiques à long terme ont été également observés. Des études menées au Bangladesh, au Brésil, en Inde, aux Philippines et au Sri Lanka montrent l'importance d'investir dans la nutrition des enfants pour qu'ils deviennent des adultes vigoureux. Au Chili, l'apport de compléments nutritionnels aux enfants a généré des gains de productivité six à huit fois supérieurs à l'investissement de départ. A Cali, en Colombie, un programme de santé et de nutrition appliqué aux enfants leur a permis, à terme, de gagner un salaire près de neuf fois supé-

rieur au salaire annuel moyen d'un ouvrier analphabète.

- *Santé* — Une étude en coupe transversale a mis en évidence la contribution globale d'une population en bonne santé à la croissance économique. Ainsi, une augmentation de l'espérance de vie de 10 %, soit un gain de 5,7 ans en 1970, entraîne une hausse du taux de croissance d'environ un point de pourcentage par an. Des études menées en Côte d'Ivoire et au Ghana montrent le coût économique de la maladie : les hommes ayant été malades gagnent un salaire horaire inférieur à celui de ceux en bonne santé, et ils travaillent moins.

- *Education* — De nombreuses études empiriques soulignent les effets positifs de l'enseignement. Les recherches laissent à penser qu'un allongement d'un an de la durée moyenne de la scolarisation de la population active accroît le PIB de 9 %. Cela ne vaut toutefois que pour les trois premières années d'études supplémentaires. Au-delà, la hausse du PIB n'est plus que de 4 % par année d'études supplémentaire. Ces chiffres mettent en lumière une opportunité majeure. En effet, les pays dont le taux de scolarisation est très peu élevé ont beaucoup à gagner en développant l'enseignement primaire. Quant à ceux dont le taux de scolarisation est plus élevé, ils peuvent encore profiter largement de cette opportunité.

Dans les zones rurales, les avantages sont souvent manifestes sur le plan de la production agricole. Au Ghana, en Malaisie et au Pérou, une année d'études supplémentaire se traduit pour les agriculteurs par une hausse moyenne de 2 à 5 % de la production.

Les comparaisons internationales soulignent les avantages plus larges de l'éducation. Ainsi, en 1960, les revenus du Pakistan et de la République de Corée étaient identiques, mais leur taux de scolarisation dans l'enseignement primaire différait. De 30 % au Pakistan, il atteignait 94 % en République de Corée. C'est l'une des raisons principales pour lesquelles le PIB par habitant de la République de Corée a augmenté trois fois plus que celui du Pakistan au cours des 25 années qui ont suivi. Si le taux de scolarisation en République de Corée était resté au même niveau que celui du Pakistan, son PIB par habitant aurait été près de 40 % inférieur à ce qu'il est aujourd'hui.

Les bénéfices apportés par la scolarisation à la croissance économique ne dimi-

Les bénéfices économiques les plus manifestes du développement humain sont liés à une grande productivité de la population active

Les
répercussions
positives de
l'enseignement
sur la
productivité
dépendent des
technologies
disponibles

nuent pas rapidement à mesure que le niveau de développement s'élève. Il est en outre manifeste que les investissements consacrés à l'éducation les plus efficaces tendent à accroître l'égalité. Ce sont les investissements dans l'éducation de base (enseignement primaire et secondaire) qui sont les plus productifs. Le développement de ce type d'enseignement permet de scolariser un plus grand nombre d'enfants issus de familles défavorisées. On estime qu'une augmentation d'un point de pourcentage de la population active accédant à l'enseignement secondaire entraîne une hausse de 6 à 15 % du revenu perçu par les 40 % les plus pauvres. Enfin, ces investissements sont globalement plus rentables pour les femmes que pour les hommes et constituent donc un facteur d'équité à prendre en compte.

Développement humain et technologie

Les répercussions positives de l'enseignement sur la productivité dépendent des technologies disponibles. D'après des études menées en Thaïlande, les agriculteurs ayant eu au moins quatre années de scolarisation étaient trois fois plus susceptibles d'utiliser des engrais modernes et autres intrants que ceux qui n'avaient fréquenté l'école que trois ans ou moins. Au Népal, les agriculteurs scolarisés pendant au moins sept ans ont augmenté leur production de blé de plus d'un quart et de riz de 13 %. En Inde et au Pakistan également, le même niveau de scolarisation a entraîné une hausse de la productivité d'au moins 10 %. L'enseignement permet certes aux agriculteurs d'être mieux informés, mais surtout, il développe leur capacité à tirer des leçons de leur propre expérience ou de celle des autres.

Dans le domaine industriel également, l'emploi des nouvelles technologies est très largement associé à une population active instruite et flexible. La réussite des économies est-asiatiques a essentiellement reposé sur leur capacité d'absorption de la technologie étrangère. Singapour et la province chinoise de Taïwan ont élevé leur niveau technologique en encourageant les investissements étrangers directs. La République de Corée, pour sa part, a davantage misé sur l'achat de licences dans des secteurs technologiques, en mettant en oeuvre des améliorations du point de vue de la conception apportées par des acheteurs étrangers, en important et en

copiant des équipements via la rétro-ingénierie.

Aucun de ces éléments n'aurait fait une différence si les travailleurs n'avaient pas disposé d'un niveau d'instruction suffisant pour adapter et diffuser ces technologies. Ces travailleurs ont peut-être été affectés à l'origine à de simples tâches de montage, mais ils ont ensuite fait preuve de flexibilité pour intégrer un nouvel environnement technologique et de nouvelles conditions de marché. La formation sur le tas assurée par les employeurs est ici un élément essentiel.

A un niveau de technologie supérieur, il importe également d'associer main-d'œuvre qualifiée et activités de recherche et développement. Lorsque les entreprises sont de taille modeste, comme c'est le cas dans la province chinoise de Taïwan par exemple, les pouvoirs publics apportent un soutien en finançant des instituts de science et de technologie et des parcs industriels. En revanche, lorsque les activités industrielles sont plus concentrées, comme en République de Corée, l'aide des pouvoirs publics est davantage axée sur des avantages fiscaux destinés à encourager les entreprises à créer leurs propres services de recherche et développement.

Il faut souligner que ces activités de recherche ne sont utiles que dans la mesure où elles sont liées aux besoins du marché et où les entreprises locales ne sont pas réfractaires aux idées et technologies nouvelles. Ainsi, l'Inde dispose d'une main-d'œuvre qualifiée et de nombreux instituts de recherche de haut niveau, mais qui n'ont pas jusqu'à présent contribué à un accroissement rapide de la productivité autant qu'ils l'auraient dû. Cette situation s'explique en partie par les politiques économiques qui prédominent dans ce pays et par des réticences à l'égard des technologies étrangères.

L'industrie textile de l'Inde est techniquement équivalente à celle de n'importe quel autre pays mais son impact est relativement limité. La raison en est que les pouvoirs publics indiens fixaient auparavant le rendement total que devait atteindre les unités de production, freinant par là même toute initiative d'expansion. Ils protégeaient également ces usines des pressions de la concurrence, si bien que celles-ci ne se préoccupaient guère d'améliorer leur productivité, ne serait-ce qu'en intégrant des connaissances sur la manière de résoudre le problème, banal mais néanmoins important, des fils qui se

cassent pendant le filage. L'économie indienne se libéralisant, ces contrôles et règlements disparaissent peu à peu.

Développement humain et échanges

L'interaction entre développement humain et technologie a également un autre impact, dont on parle moins : celui de modifier le profil des échanges d'un pays, en particulier s'il exporte des matières premières ou des produits manufacturés. Les ouvriers « non qualifiés » qui travaillent dans une usine moderne doivent néanmoins avoir appris à lire, écrire, compter et respecter une certaine discipline dans le cadre d'un enseignement primaire et secondaire. Ces compétences donnent aux pays qui disposent d'une main-d'œuvre instruite un avantage pour l'exportation des produits manufacturés.

Ces compétences sont particulièrement importantes pour les pays pauvres en ressources naturelles, qui ont un intérêt direct à développer une autre forme d'avantage comparatif. Le Japon et Singapour, possédant peu de ressources naturelles mais une main-d'œuvre qualifiée, ont ainsi mis en œuvre un plus grand avantage comparatif dans le secteur des produits manufacturés. En revanche, dans certains pays d'Afrique où les ressources naturelles sont en quantité suffisante mais où les populations sont peu instruites, les exportations sont limitées à des matières premières brutes. De nombreux pays d'Amérique latine occupent une position intermédiaire : avec un niveau d'éducation moyen et des richesses naturelles abondantes, ils privilégient généralement les exportations de matières premières transformées.

A long terme, les échanges tendent à se faire au détriment des matières premières et au profit des produits manufacturés (qui représentent aujourd'hui plus de 70 % du commerce des marchandises). Au sein même de ces produits manufacturés, ce sont les produits à forte intensité de qualifications qui gagnent en importance, ce qui explique pourquoi les pays cherchent à accroître le niveau de compétences de leur main-d'œuvre.

D'une manière générale, les produits manufacturés exportés du Nord vers le Sud ont une plus forte teneur en compétences que ceux exportés du Sud vers le Nord. Dans le secteur des services également, le Nord a tendance à exporter des produits à

forte intensité de qualifications, notamment dans les domaines de l'assurance, des études de projets et des soins médicaux, alors que le Sud exporte des services à forte intensité de main-d'œuvre, tels que les activités de navigation, le tourisme et la saisie informatique de données (diagramme 3.5).

Rôle de l'épargne et de l'investissement dans le développement humain

L'une des caractéristiques des pays en développement qui enregistrent une croissance rapide et encouragent le développement humain est leur capacité à mobiliser l'épargne intérieure au profit d'investissements productifs. Au niveau mondial, l'épargne intérieure représente en moyenne 22 % du PIB. Cependant, en Malaisie, en République de Corée et en Thaïlande, ce taux est compris entre 35 et 40 %, et il atteint même 47 % à Singapour.

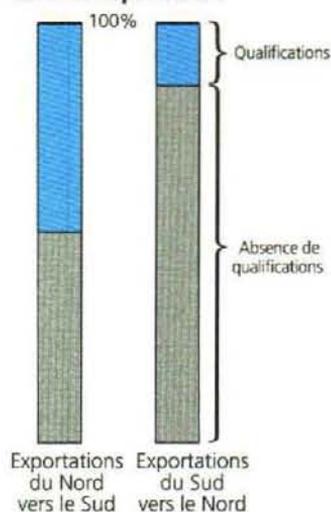
D'autres pays pourraient arguer que leur niveau de revenu ne leur permet pas d'atteindre des taux d'épargne élevés, mais il ne s'agit souvent que d'un prétexte. Un pays pauvre comme la Chine enregistre en effet un taux d'épargne de 40 %. Si le taux d'épargne reste bas dans de nombreux pays, c'est plutôt en raison de la fuite des capitaux à l'étranger, du remboursement de la dette et du versement de dividendes.

S'ils veulent augmenter l'épargne intérieure, les pays doivent s'efforcer en premier lieu de maintenir des taux d'intérêts réels favorables. Il leur faut également veiller à ce que l'épargne soit utilisée de manière suffisamment productive, par exemple en encourageant les entreprises qui réalisent les investissements les plus rentables, comme ceux relatifs à la recherche et au développement. Mais ils devraient aussi proposer des services publics qui complètent les activités du secteur privé, notamment dans l'éducation et la santé de base et les infrastructures telles que les routes, les réseaux d'irrigation et les systèmes de communication.

Les ménages investissent pour l'avenir. Ainsi, lorsqu'ils envoient leurs enfants à l'école, ils sacrifient souvent une part de leur revenu, soit à cause du coût de l'enseignement ou parce qu'ils se privent d'une source de travail pour financer, pour eux-mêmes ou pour leurs enfants, l'accroissement de leur consommation future.

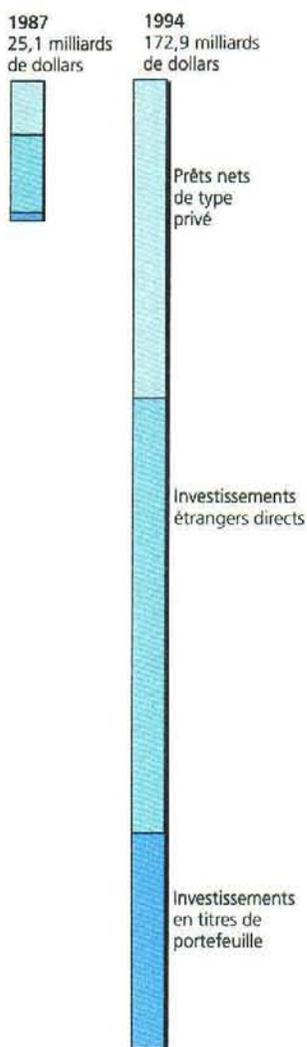
Cependant, comme on l'a constaté en Europe de l'Est et dans l'ex-Union

DIAGRAMME 3.5
Intensité des qualifications dans les exportations



Source : Wood 1995.

DIAGRAMME 3.6
Flux de capitaux privés vers
les pays en développement



Source : ONU 1995d.

Soviétique, un taux d'épargne et un taux d'investissement élevés ne suffisent pas à garantir une croissance durable. Ces taux ne peuvent avoir un effet favorable que dans la mesure où ils sont associés à un bon dosage des compétences humaines et de la technologie, ainsi qu'à un environnement politique et institutionnel favorable.

L'un des moyens de favoriser cet environnement consiste à promouvoir les investissements étrangers. Le flux total des capitaux investis dans les pays en développement a été multiplié par trois entre 1987 et 1994. Ces investissements, réalisés auparavant dans le cadre de l'aide publique au développement (APD), sont aujourd'hui essentiellement d'origine privée. La part de ces capitaux privés dans le flux d'investissement total est ainsi passée de 37 à 76 %. Entre 1985 et 1993, l'APD a diminué de 9 % en termes réels.

Cette stagnation de l'APD est particulièrement regrettable dans la mesure où ce type d'aide reste la principale forme de soutien en devises pour les pays les plus pauvres et les moins avancés et la plus importante source de financement des dépenses publiques. Elle constitue également le moyen le plus direct d'investir dans le développement humain. Au Burundi, l'APD a financé 56 % des dépenses totales de santé et d'éducation en 1988. Sa contribution était également élevée au Tchad (53 %), en Ouganda (48 %), en Somalie (38 %) et en Ethiopie (35 %).

L'augmentation considérable des flux de capitaux privés - qui ont été multipliés par sept - semblerait compenser, dans une large mesure, la stagnation de l'aide (diagramme 3.6). Cependant, ces capitaux privés ne sont généralement pas orientés vers les pays en développement les plus démunis en capitaux, mais plutôt vers les « marchés émergents » semi-industrialisés. En 1993, 68 % du total de ces flux ont concerné l'Argentine, la Chine, le Mexique, Singapour et la Turquie. Les investissements étrangers directs sont également géographiquement concentrés. Outre l'apport de capitaux frais qu'ils représentent, ils contribuent à élever le niveau technologique d'un pays donné. En 1994, selon les estimations, les investissements étrangers directs dans les pays en développement ont atteint le taux record de 37 %, soit 84 milliards de dollars. Près de 40 % de ces investissements sont allés à la Chine. Hong-Kong, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande en ont reçu 24 %. En revanche, l'Afrique

subsaharienne n'en a reçu que 3,6 %, et les pays les moins avancés 1 %.

Cette distorsion s'explique. Les entreprises qui souhaitent produire des biens de qualité internationale sont attirées par les pays où elles n'auront pas à investir pour former intégralement la main-d'œuvre. Les Nations unies ont rassemblé un important volume de données concernant les décisions d'implantation des entreprises. Le facteur déterminant en la matière semble être le niveau de développement humain des pays ciblés.

Renforcer les liens pour favoriser la croissance économique

La solidité des liens menant du développement humain à la croissance économique dépend d'abord de l'accumulation du capital humain, via des investissements dans la santé et la nutrition, l'éducation et la formation, la recherche et le développement. Elle est ensuite fonction des possibilités données aux individus de contribuer au développement économique en participant aux activités sociales, politiques et économiques. Le chapitre 4 sera axé sur les opportunités de participation économique.

Des liens solides, fragiles ou déséquilibrés

Un niveau de développement humain élevé favorise la croissance économique, qui à son tour peut stimuler le développement humain. A l'inverse, un niveau de développement humain faible risque de n'engendrer qu'une croissance limitée, qui compromettra les perspectives de développement humain.

La solidité d'une chaîne dépend de la solidité de chacun de ses maillons. Fragiles, ils créent un cercle vicieux ou, du moins, entraînent un développement déséquilibré. Pour permettre le développement humain, il faut par exemple une bonne répartition des dépenses publiques. Si le taux des priorités sociales est peu élevé, la croissance économique, aussi forte soit-elle, risque de ne pas générer d'améliorations significatives du développement humain. Dans ce cas, le développement est déséquilibré. De même, si la répartition du revenu est inégale, de nombreux ménages ne disposent pas d'assez

La République de Corée, exemple d'un développement humain favorisant une croissance équitable

d'argent pour payer nourriture, éducation et soins médicaux, ralentissant là encore le rythme du développement humain. L'Égypte, le Lesotho et le Pakistan sont des pays où ces liens sont déséquilibrés. La croissance y est relativement bonne mais le développement humain reste faible (diagramme 3.1, page 74).

Des liens fragiles peuvent également déséquilibrer le développement dans l'autre sens. Les liens conduisant à la croissance économique peuvent être fragiles en raison d'erreurs de gestion des pouvoirs publics, par exemple lorsque ceux-ci mettent en œuvre des mesures qui induisent des distorsions sur le marché, qui nuisent à une production génératrice d'emplois et aux exportations, qui découragent l'épargne ou les investissements. Des liens fragiles peuvent également être observés lorsque la science et la technologie ne sont pas orientées sur les besoins de l'économie. Le Costa Rica, la Jamaïque et le Sri Lanka, par exemple, sont des pays dans lesquels le développement humain atteint un niveau exceptionnellement bon, mais qui n'enregistrent qu'une croissance modérée. Il s'agit là encore d'un développement déséquilibré.

Dès lors qu'ils ont été repérés, ces déséquilibres peuvent être corrigés, même s'il est plus facile d'agir sur certains facteurs que sur d'autres. Il est en général plus aisé de traiter le problème d'un « bon développement humain associé à une faible croissance » que l'inverse. Nombre de changements destinés à améliorer l'exploitation des potentialités humaines existantes, notamment par de nouvelles politiques sur le plan commercial ou technologique, peuvent être mis assez facilement en œuvre s'ils s'accompagnent d'une volonté politique. Remédier aux insuffisances du développement humain exige cependant un effort à long terme.

Il ne s'agit pas de sous-estimer la tâche qui consiste à renforcer certains maillons de la chaîne qui mène à la croissance économique, en particulier la nécessité de mettre en place des institutions et un environnement réglementaire appropriés. C'est une tâche délicate, comme sont en train de le découvrir nombre de pays d'Europe de l'Est et de la CEE.

Typologie des pays

Pour les besoins de notre analyse, les pays ont été classés en fonction de leur niveau

Les progrès rapides du développement humain en République de Corée s'expliquent par l'amélioration conjointe du système éducatif et des opportunités d'emplois. Jusqu'au début des années soixante, la République de Corée était un pays pauvre dépendant de l'aide internationale et enregistrant une croissance démographique forte. Mais, dans les années quatre-vingts, son PIB atteignait un niveau moyen et progressait de 9,2 % par an grâce à une stratégie d'exportation bien orientée, des taux d'investissement et d'épargne élevés et un contrôle étendu des pouvoirs publics sur l'économie et la main-d'œuvre.

Le pari sur l'éducation a été lancé à l'issue de la Deuxième guerre mondiale. En 1945, 13 % des adultes seulement avaient reçu un enseignement formel. En 1960, 56 % avaient fréquenté un établissement d'enseignement primaire et 20 % un établissement d'enseignement secondaire. Entre 1960 et 1990, les enfants ont bénéficié en moyenne de plus de cinq années de scolarisation supplémentaires. Cette augmentation est la plus importante au monde, portant le nombre moyen d'années de scolarisation à 9,9 (plus élevé même que celui des pays de l'OCDE). L'enseignement a progressé également en termes qualitatifs : en République de Corée, les enfants réalisent des scores parmi les plus élevés lors des tests scolaires internationaux.

Pourquoi ce choix de développer si intensivement l'éducation ? Dans la société relativement homogène de l'après-guerre (peu de différences raciales, culturelles ou linguistiques), les parents ont perçu l'éducation comme un bon moyen de donner un statut social et une certaine mobilité à leurs enfants. De plus, ils étaient prêts à financer cet enseignement. Une grande part des coûts d'infrastructure et de fonctionnement ont été au départ supportés par l'administration militaire américaine (qui finança près des deux tiers des écoles primaires), puis par l'aide internationale. Une part importante des frais de scolarité restait néanmoins à la charge des parents. A partir des années soixante, l'élan a été donné par les exigences d'une économie

orientée sur l'exportation : les emplois les plus qualifiés étaient mieux rémunérés.

Les pouvoirs publics ont par ailleurs développé la formation professionnelle. Entre 1967 et 1980, ils ont créé 26 instituts publics de formation. Ils ont également accordé des aides aux employeurs afin qu'ils forment leur personnel. Dans les années quatre-vingts, la demande de technologies plus avancées s'amplifiant, les pouvoirs publics ont accru leur soutien aux établissements d'enseignement supérieur et aux universités.

La répartition égalitaire des fruits de la croissance économique a également permis d'accroître la demande d'éducation. De grandes réformes agraires ont eu lieu en 1947 et en 1949. Après la guerre de Corée, alors que la majeure partie du capital physique était détruite, les moyens de production ont été répartis de façon relativement homogène. Par ailleurs, la répartition du revenu est restée relativement équitable même au cours de la période d'essor économique, entre 1965 et 1990.

L'augmentation du revenu a permis à davantage de familles de financer les études de leurs enfants. En 1990 par exemple, 37 % de l'enseignement secondaire s'effectuait dans des écoles privées, ce qui a contribué à un fort accroissement de la scolarisation à ce niveau d'enseignement entre 1960 et 1990, passant de 27 % à 88 %.

De la même façon que l'expansion de l'éducation avait été favorisée par une croissance économique tournée vers l'exportation, l'économie a bénéficié d'une main-d'œuvre plus qualifiée. Les pouvoirs publics, déterminés à renforcer le savoir-faire technologique du pays, ont subventionné l'importation de technologies de pointe. La main-d'œuvre, mieux qualifiée, était capable de s'adapter en souplesse à l'évolution de la demande et les Coréens ont pris pied dans de nombreux domaines technologiques nouveaux, à une vitesse remarquable. Ils sont aujourd'hui parmi les premiers du monde pour la production automobile, la fabrication des semi-conducteurs, les télécommunications, les techniques spatiales et le nucléaire civil.

Source : Lee 1995a.

ENCADRE 3.5**L'action publique au service d'un développement humain durable au Kerala**

Avec une population équivalente à celle du Canada (30 millions d'habitants) et malgré des décennies de revenu faible et de croissance de la productivité peu élevée, le Kerala enregistre des progrès en matière de développement humain qui dépassent ceux d'autres Etats indiens et de nombreux pays en développement.

Les conditions clés de ces progrès au Kerala peuvent être reproduites : alphabétisation de masse, réforme agraire, amélioration du statut des castes opprimées et vision éclairée du statut et de l'éducation des filles et des femmes. Toutes ces initiatives sont soutenues par des mesures publiques prises au niveau de l'Etat.

L'IDH du Kerala est le plus élevé de tous les Etats indiens et se situe à plus de 20 places devant celui de l'Inde dans un ensemble. Ses indicateurs relatifs à la santé sont identiques à ceux des pays enregistrant un développement humain élevé. L'espérance de vie des hommes (69 ans) est supérieure de 10 ans à la moyenne nationale et équivaut à celle de la Hongrie. Quant à l'espérance de vie des femmes (74 ans), elle dépasse de 15 ans la moyenne nationale et est même plus élevée que celle des femmes russes. En outre, il n'existe pas de disparités majeures entre les zones urbaines et rurales.

Une bonne nutrition est un facteur essentiel de la santé. Bien que n'étant pas auto-suffisant sur le plan alimentaire, l'Etat du Kerala dispose du meilleur système public de distribution alimentaire de toute l'Inde.

Par ailleurs, l'éducation bénéficie d'un engagement politique puissant et durable. Dès 1819 en effet, le gouverneur de Travancore, dans le sud du Kerala, demandait à l'Etat de prendre en charge les frais d'éducation. L'alphabétisation de l'ensemble de la population a été achevée en 1991.

Au Kerala, les femmes partagent avec les hommes les fruits de l'éducation et de la santé plus que dans n'importe quel autre Etat de l'Inde. Le taux de représentation des femmes dans la société témoigne

d'ailleurs de leur statut. On dénombrait ainsi 104 femmes pour 100 hommes en 1991, soit plus qu'au Japon, où l'on compte 103 femmes pour 100 hommes. Les structures sociales matrilineaires, l'absence d'opposition sociale organisée à l'éducation des femmes et les progrès socio-économiques ont contribué à améliorer la situation des femmes, même si la discrimination sexuelle perdure dans de nombreux secteurs.

L'effondrement du système hiérarchique et oppresseur des castes est également un facteur fondamental des progrès accomplis au Kerala. La population vivait autrefois sous le joug d'un système de castes parmi les plus brutaux, qui allait jusqu'à proscrire tout contact humain et visuel avec les « intouchables ». Les réformes sociales entreprises au début de ce siècle, soutenues par des mouvements paysans puissants et par un gouvernement emmené par la gauche, ont mis un terme à ces pratiques.

Le Kerala doit cependant résoudre de toute urgence la crise de l'emploi et de la production. Après des années de croissance faible depuis 1970, son revenu par habitant est inférieur à la moyenne nationale.

La tendance de la croissance semble toutefois s'inverser. Entre 1987 et 1992, le taux annuel de croissance de cet Etat en termes de revenu par habitant (6,2 %) a été près de deux fois supérieur à celui de l'Inde (3,8 %). La croissance industrielle s'est améliorée et la stagnation de l'agriculture a laissé place à une croissance annuelle de 7,5 %.

Le prochain défi que le Kerala doit relever est l'accélération de la productivité, afin d'élever les niveaux de vie et de garantir des opportunités économiques à long terme. Cependant, le Kerala ne peut pas miser uniquement sur la croissance des revenus, mais doit s'appuyer sur les progrès du développement humain réalisés grâce à l'action publique - par l'ensemble de la population, ses différentes formes d'organisation et l'Etat.

Source : Ramachandran (à paraître), Shiva Kumar 1996 et Dreeze et Sen 1995.

de croissance et du degré auxquels ils utilisent cette croissance pour améliorer le développement humain.

- *Liens solides* — Les pays figurant dans cette catégorie enregistrent des avancées rapides sur le plan de la croissance économique et du développement humain, qui se renforcent ainsi mutuellement (partie supérieure droite du diagramme 3.1). Les ressources générées par la croissance économique financent le développement humain et créent des emplois, tandis que le développement humain contribue à la croissance économique. Les pays asiatiques très performants, tels que Hong-Kong, le Japon, la Malaisie, la République de Corée (encadré 3.4) et Singapour comptent parmi les exemples les plus frappants de cette catégorie, qui rassemble également certains pays industrialisés, comme l'Espagne et le Portugal, ainsi que le Botswana.

- *Liens fragiles* — Dans les pays de cette catégorie, la croissance économique est faible ou négative et le développement humain progresse lui aussi lentement, ces deux éléments se freinant réciproquement (partie inférieure gauche du diagramme 3.1). En l'absence de croissance économique, les ressources servant à investir dans le développement humain font défaut, et le niveau faible de la santé, de l'éducation et de la nutrition limite les possibilités de croissance économique rapide. Cette catégorie regroupe la plupart des pays les moins avancés, comme le Bangladesh, le Niger et la Tanzanie.

- *Liens déséquilibrés* — Le développement de ces pays est déséquilibré. Leur croissance économique est rapide, mais le développement humain s'améliore peu (partie inférieure droite du diagramme 3.1). Les ressources dégagées par la croissance économique sont insuffisamment utilisées pour favoriser le développement humain. L'Egypte, le Lesotho et le Pakistan, notamment, font partie de cette catégorie de pays.

Le développement peut également être déséquilibré dans le cas d'un développement humain rapide et d'une croissance économique faible ou négative (partie supérieure gauche du diagramme 3.1). Bien qu'il soit souhaitable de progresser sur la voie du développement humain même lorsque la croissance est lente, ce scénario n'est pas viable à long terme et génère des tensions sociales en raison de déséquilibres, tels que le chômage parmi les personnes ayant un certain niveau

d'instruction. Les pays qui entrent dans cette catégorie sont notamment le Costa Rica, la Jamaïque, le Pérou, le Sri Lanka et l'Etat indien du Kerala (encadré 3.5).

Dans les pays où les liens entre croissance et développement sont solides ou à l'inverse fragiles, une telle situation peut perdurer. Dans les pays où ces liens sont déséquilibrés, la situation est bien moins stable. Des crises sociales ou politiques peuvent affaiblir les liens. Au contraire, des actions appropriées peuvent faire avancer la croissance économique et le développement humain, de façon qu'ils progressent de manière dynamique et en se renforçant l'un l'autre.

Analyse décennie par décennie

Bien qu'il n'y ait pas de liens automatiques entre le développement humain et la croissance économique, comme le montrent les cas de développement déséquilibré, il semble néanmoins que les déséquilibres ne perdurent pas (diagramme 3.7). L'analyse décennie par décennie montre que si certains pays ont toujours présenté des liens solides ou fragiles entre leur croissance et leur développement de 1960 à 1992, aucun n'est resté dans une situation de déséquilibre. Les liens entre la croissance et le développement humain finissent toujours par se renforcer, ou bien par se fragiliser.

Dans six pays très performants d'Asie de l'Est (Hong-Kong, Japon, Malaisie, République de Corée, Singapour et Thaïlande), ainsi qu'en Israël, au Portugal et en Espagne, ces liens sont demeurés solides au cours des trois décennies. Au contraire, plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, tels que le Niger, le Soudan ou la Zambie, sont restés dans la catégorie des pays aux liens fragiles au cours de la même période. D'autres, comme le Zimbabwe, ont accéléré leur développement humain grâce à des investissements considérables dans les services de base (encadré 3.6) mais n'ont pu soutenir à long terme leurs efforts en raison de l'absence de croissance.

La situation d'un certain nombre de pays a néanmoins évolué au cours de ces trois décennies :

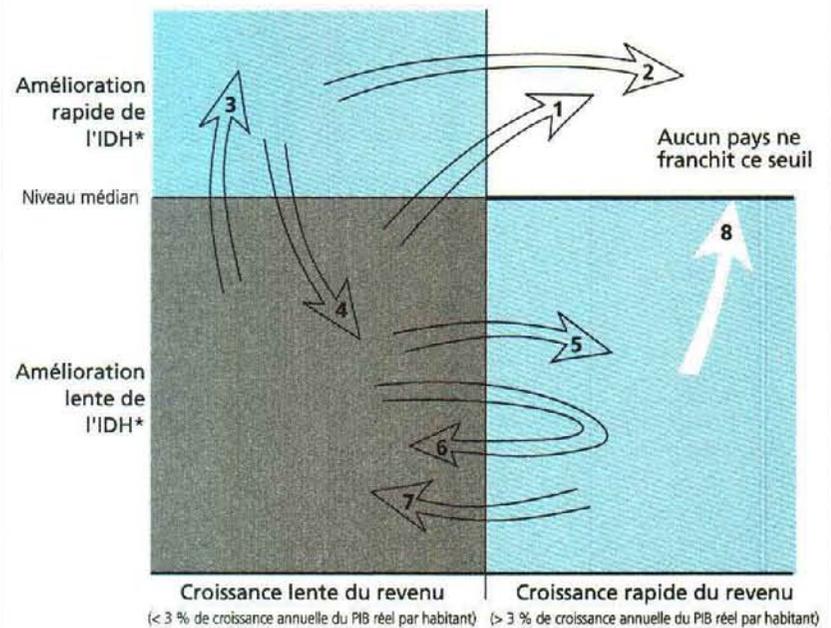
- *Le Botswana et le Sri Lanka* — sont passés dans la catégorie des pays aux liens solides, leur croissance et leur développement humain s'étant mutuellement renforcés. Au Botswana, l'action politique a

permis d'investir les ressources tirées des exportations de diamants dans la santé et l'éducation. Au Sri Lanka, les investissements réalisés dans les années soixante-dix dans les systèmes de santé et d'éducation de base ont porté leurs fruits dans les années quatre-vingts, avec l'accélération de la croissance industrielle. Les progrès de ces deux pays constituent un message d'espoir pour de nombreux pays d'Afrique

DIAGRAMME 3.7

Synergies, impasses, renversements de tendances et pièges

Réduction, décennie par décennie, du déficit en termes d'IDH* (en pourcentage), 1960-92



Source : Bureau du Rapport mondial sur le développement humain et Banque mondiale 1994a.

Pays	Taux de croissance du PIB par habitant			Réduction du déficit d'IDH*		
	1960-70	1970-80	1980-92	1960-70	1970-80	1980-92
Modèle 1						
Botswana	2,4	11,4	6,0	10,9	15,0	21,1
Sri Lanka	2,1	2,8	3,0	10,1	15,2	22,1
Modèle 2						
Chine	1,7	4,1	10,0	24,9	23,4	23,3
Indonésie	1,5	4,8	4,0	16,2	17,9	25,7
Modèle 3						
Argentine	2,5	1,2	-0,7	9,0	13,6	19,5
Honduras	1,5	2,2	-0,8	13,0	17,6	20,3
Modèle 4						
Barbade	6,4	2,5	0,1	17,6	18,3	26,5
Mexique	3,7	3,5	0	15,0	16,5	19,3
Modèle 5						
Inde	1,6	0,8	3,0	8,5	10,2	13,3
Modèle 6						
Cameroun	-0,3	5,1	-2,1	8,5	10,2	14,0
Modèle 7						
Brésil	3,3	6,0	-0,7	11,4	12,9	15,5
Egypte	2,9	5,7	2,3	9,1	10,1	14,8

Source : Bureau du Rapport mondial sur le développement humain et Banque mondiale 1994a.

Zimbabwe, deux pas en avant, deux pas en arrière

Après son indépendance, en 1980, le Zimbabwe a considérablement investi dans le développement humain, en concevant plusieurs programmes novateurs destinés à accélérer les actions en faveur de l'éducation, de la santé, du logement, de la distribution d'eau et de l'assainissement. Cependant, à la fin des années quatre-vingts, ces investissements se sont affaiblis, d'une part sous l'effet des ajustements économiques et, d'autre part, parce que les pouvoirs publics n'ont pas réussi à développer des opportunités économiques permettant d'exploiter les potentialités améliorées de la population. Entre 1980 et 1987, l'indicateur du développement humain du Zimbabwe est passé de 0,386 à 0,576 mais, en 1990, il est retombé à 0,398.

Le premier gouvernement majoritaire du Zimbabwe a adopté une politique de « croissance équitable » et s'est attaché au développement social. La santé figurait en tête de ses priorités. Avant l'indépendance, les dépenses de santé par habitant étaient sept fois plus importantes parmi les Blancs que parmi les Noirs des zones rurales et le taux de mortalité infantile était dix fois plus élevé pour ces derniers que pour les Blancs. Le nouveau gouvernement s'est donc concentré sur l'amélioration des soins médicaux de base en zone rurale. Au cours de ses deux premières années de pouvoir, il a augmenté les dépenses de santé de plus de 60 % et y a consacré autour de 5 % du budget total tout au long des années quatre-vingts. Son action a permis d'élargir la couverture vaccinale et de développer les soins prioritaires. Le taux de mortalité infantile a ainsi chuté, passant de 82 décès pour mille naissances vivantes en 1980 à 67 en 1990. L'espérance de vie est quant à elle passée de 54 à 58 ans.

L'éducation a connu une amélioration tout aussi forte. Avant l'indépendance, le taux de scolarisation parmi la population noire était au plus de 50 %. Le nouveau gouvernement a alors instauré l'enseignement primaire gratuit et obligatoire pour tous et construit des milliers d'écoles. Afin de favoriser un développement rapide du corps enseignant, il a mis en place le programme ZIMTEC, destiné à la formation des enseignants. Le taux de scolarisation est ainsi monté en flèche, atteignant 100 % des enfants d'âge scolaire.

Les dépenses sociales ont en premier lieu été financées par un essor économique. En effet, en 1980 et 1981, suite à des pluies abondantes, au

niveau élevé des prix des produits de base sur le marché mondial et aux mesures de tarification adoptées dans l'agriculture, récompensant les producteurs et stimulant la demande nationale, le PIB du Zimbabwe a augmenté de 7 % par an.

Cet essor a été toutefois de courte durée puisqu'il a été suivi de deux années de sécheresse et d'un fléchissement du PIB par habitant. Le Zimbabwe a ensuite connu un redressement, puis à nouveau un recul. Cette évolution en dents de scie est due en partie aux caprices météorologiques. Cependant, la gravité des périodes de recul est également imputable aux pesanteurs de la réglementation qui ont limité la capacité productive du pays. Ces problèmes se sont accompagnés de dépenses publiques élevées qui ont entraîné, au cours de la majeure partie des années quatre-vingts, un déficit budgétaire dépassant 10 % du PIB.

La création d'emplois n'était pas non plus adaptée. Entre 1980 et 1989, les emplois du secteur formel sont passés de 1 million à seulement 1,25 million, alors que la main-d'œuvre est passée dans le même temps de 2,5 à 4 millions de personnes. Les disparités de revenus se sont donc accentuées et le coefficient de Gini a atteint 0,72.

Ces résultats médiocres sont la conséquence d'une croissance économique lente. Cependant, les mesures visant à diminuer la valeur du capital par rapport à celle du travail et encourageant la substitution de la main-d'œuvre n'ont pas amélioré la situation. Les pouvoirs publics n'ont pas non plus réussi à redistribuer efficacement les ressources produites.

Confrontés à une croissance lente et à un important déficit budgétaire, les pouvoirs publics se sont lancés en 1991 dans un programme d'ajustement structurel. Cette politique a anéanti bon nombre des progrès réalisés dans le développement social, et ne s'est pas encore traduite par des améliorations sur le plan économique. Ainsi, l'instauration de services de santé payants et l'augmentation du prix des produits alimentaires ont conduit à une dégradation des conditions de santé. En 1993, le taux de mortalité infantile représentait encore 56 décès pour mille naissances vivantes et l'espérance de vie avait chuté à 53 ans. Dans le secteur de l'éducation, les réductions budgétaires et l'introduction de frais de scolarité ont entraîné un fléchissement du taux de scolarisation et du niveau d'instruction.

subsaharienne et d'Asie du Sud qui souffrent toujours d'un développement humain faible et d'une croissance lente.

- *La Chine et l'Indonésie* — ont commencé par connaître entre 1960 et 1970 un développement humain rapide mais une croissance lente. A mesure que le capital humain s'est accumulé, la croissance s'est intensifiée et ces pays ont rejoint la catégorie des pays aux liens solides au cours des années 1970-1980. Cette croissance a été encore plus rapide entre 1980 et 1992.

- *L'Argentine et le Honduras* — ont accéléré leur développement humain dans les années quatre-vingts, malgré la persistance d'une croissance lente. Cette tendance se poursuivant entre 1980 et 1992, leur développement s'est déséquilibré.

- *La Barbade et le Mexique* — ont enregistré une croissance économique rapide dans les années soixante. Cette croissance a ensuite fléchi dans les années soixante-dix pour cesser dans les années quatre-vingts. Bien que le développement humain se soit amélioré pour atteindre des taux supérieurs à la moyenne, l'échec de la relance de la croissance pourrait le menacer à l'avenir. Les liens entre la croissance et le développement humain doivent être constamment entretenus afin de maintenir l'effet de réciprocité.

- *L'Inde* — est restée dans la catégorie des pays aux liens fragiles durant les années soixante et soixante-dix, avec un niveau de développement humain et une croissance faibles. Elle a connu ensuite un développement déséquilibré, de 1980 à 1992, sa croissance s'accéléralant alors que les améliorations de développement humain restaient mineures.

- *Le Cameroun, le Malawi, le Pakistan, la Sierra Leone et Trinité-et-Tobago* — alternent des périodes de déséquilibre, avec une croissance forte et un développement humain faible accompagné de liens également peu solides. Le développement humain reste lent, ce qui empêche ces pays de faire durer leur croissance économique.

- *Le Brésil, l'Égypte et le Lesotho* — ont enregistré une croissance économique relativement élevée et un développement humain inférieur à la moyenne dans les années soixante et soixante-dix. Ils ne sont toutefois pas parvenus à utiliser complètement cette croissance pour améliorer l'éducation et la santé, et, dès les années quatre-vingts, leur déficit universel de capital humain a considérablement freiné

Source : Mumbengegwi 1995 et Loewenson et Chisvo 1995.

leur croissance. Le développement humain plus rapide de ces pays dans les années quatre-vingts laisse toutefois présager une hausse de leur taux de croissance.

Après des progrès impressionnants en ce qui concerne leur croissance et les aspects élémentaires du développement humain, les pays d'Europe de l'Est et la CEI ont souffert de la faiblesse des liens entre ces deux aspects pendant la première moitié des années quatre-vingt-dix. La Russie, entraînée dans une spirale descendante, a ainsi connu une forte baisse de son développement humain et sa croissance s'est réduite (encadré 3.7).

Sur la période 1960-1992, aucun pays n'a réussi à passer d'un développement déséquilibré, avec un développement humain faible et une croissance rapide, à un cercle vertueux dans lequel le développement humain et la croissance étaient susceptibles de se renforcer l'un l'autre. Tous les pays qui ont réussi à combiner et à maintenir durablement un niveau de développement humain élevé et une croissance rapide y sont parvenus en accélérant leurs progrès en matière de développement humain.

Recommandations aux pays dans lesquels les liens entre croissance et développement sont fragiles

Les pays dans lesquels les liens entre croissance et développement humain sont fragiles doivent déployer de grands efforts pour générer et accélérer la croissance en investissant dans le développement humain. La croissance est nécessaire pour soutenir l'amélioration des potentialités humaines, qui en retour, sont nécessaires pour accélérer la croissance.

L'expérience permet de penser qu'aucun pays ne peut entreprendre une réforme structurelle de son économie sans élever le niveau de l'éducation de base. Les liens bien connus entre l'éducation de la population féminine et la fécondité, entre l'éducation et le nombre d'années de scolarisation des enfants expliquent pourquoi il en est ainsi.

Du point de vue des politiques menées, un niveau de développement humain élémentaire, en particulier un degré minimal d'alphabétisation et un enseignement primaire accessible à tous, doit ouvrir la voie au processus de transformation et de croissance durable. Ce besoin est désormais d'autant plus impératif que la mondialisa-

tion de l'économie s'accroît et que la concurrence s'intensifie entre les pays sur le marché mondial. Un pays dont la population active ne dispose pas de ces compétences ne peut pas s'adapter aux évolutions des conditions du marché ni passer à des productions qui nécessitent des compétences plus pointues.

La croissance rapide que certains pays d'Afrique ont connue dans les années soixante avec des liens faibles a été de courte durée car elle reposait sur une forte hausse des prix des produits et sur des activités économiques peu diversifiées. Ces pays doivent aujourd'hui accélérer leur croissance afin d'engager et de poursuivre l'amélioration de leur développement humain. Si beaucoup réalisent d'importants progrès dans ce domaine, alors même que leur croissance est modeste, le rythme de ces améliorations s'essouffle néanmoins à mesure que l'activité économique recule. En Côte d'Ivoire par exemple, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire a augmenté régulièrement des années soixante à 1979. La progression s'est ensuite ralentie et, dans les années quatre-vingt-dix, la scolarisation ne suivait plus l'accroissement de la population d'âge scolaire.

Aux taux de progression qui ont prédominé entre 1970 et 1993, ces pays n'atteindront pas l'IDH des pays industrialisés avant près de 65 ans. Quant à des pays comme le Mozambique ou le Niger, il leur faudrait plus de deux siècles pour y parvenir.

Les pays d'Asie du Sud qui ont connu à la fois un développement humain faible et une croissance économique lente dans les années soixante-dix devraient employer les ressources dégagées aujourd'hui par une croissance plus dynamique à l'amélioration de leurs potentialités humaines. Il leur faudrait orienter leurs efforts sur l'amélioration de la répartition du revenu, sur la création d'emplois et sur la lutte contre la pauvreté.

L'accélération du rythme des avancées appelle de nouvelles mesures - et ne peut s'obtenir sans un engagement durable des dirigeants et de la population, afin de préserver l'éducation pour tous, l'alphabétisation et des règles sanitaires minimales. Il est impératif de définir des objectifs aux niveaux national, régional et local, ainsi que pour la collectivité et les familles.

Le financement de cette accélération nécessitera de réorienter l'utilisation des ressources publiques et privées. Il existe

L'accélération du rythme des avancées ne peut s'obtenir sans un engagement durable des dirigeants et de la population

Marche arrière en Russie

Au regard des normes internationales, l'Union Soviétique a réalisé de nombreux progrès impressionnants en ce qui concerne les aspects élémentaires du développement humain sur une grande partie du XX^e siècle. Cependant, en 1990, son IDH (0,862) était moins élevé que celui de pays disposant d'un revenu inférieur, comme le Chili, la République de Corée, Trinité-et-Tobago et l'Uruguay.

Depuis 1991, la croissance et le développement humain se sont effondrés en Russie. La récession sévère et l'hyperinflation font considérablement augmenter le chômage et la pauvreté et exacerbent les disparités de revenus. L'espérance de vie a chuté, la mortalité et la morbidité se sont fortement aggravées. La Russie lutte aujourd'hui pour sortir de cette spirale descendante.

A la fin des années quatre-vingts, seulement 10 % environ de la population vivaient au-dessous du seuil de pauvreté officiel, fixé à la moitié du revenu national par habitant. Malgré un abaissement de ce seuil de pauvreté, ce pourcentage a plus que triplé depuis 1991. Les disparités de revenus ont démesurément augmenté et le coefficient de Gini est passé de 0,26 en 1991 à 0,41 en 1994. Entre 1991 et 1994, les salaires réels moyens ont chuté de plus d'un tiers, et de plus de la moitié dans l'agriculture. Les bas salaires ont été durement touchés. En effet, le salaire minimum correspondait à 23 % du salaire moyen en 1990, mais n'en représentait plus que 6 % début 1995.

En outre, les salaires réels (et non les salaires officiellement déclarés) sont souvent encore plus bas. De nombreux salaires sont versés, quand ils le sont, avec trois ou quatre mois de retard. De plus, l'inflation érode leur valeur réelle, tout comme celle des pensions et des allocations chômage. Début 1995, la pension minimale ne représentait que 30 % environ du revenu de subsistance.

Si le taux de chômage officiel est inférieur à 3 %, on estime en fait qu'un actif sur cinq n'a pas d'emploi. De nombreux chômeurs ne sont pas répertoriés comme tels car ils sont

déclarés en « congé sans solde » sur une longue période. D'autres travailleurs ne sont pas rémunérés. Enfin, beaucoup ne sont pas licenciés, les entreprises évitant ainsi de leur verser les indemnités auxquelles ils auraient droit pendant un ou deux mois.

L'espérance de vie a diminué de façon dramatique, particulièrement parmi les hommes. En 1989-1990, elle était de 64 ans et n'était plus que de 57,3 ans début 1995. L'espérance de vie des femmes a chuté de plus de quatre ans, tombant à 70 ans. Aucun autre pays industrialisé n'a jusqu'à présent enregistré un déclin aussi prolongé. Aucun autre pays n'affiche non plus une telle disparité entre les sexes en matière d'espérance de vie (près de 13 ans).

Sous l'effet du fléchissement du taux de natalité et de la hausse du taux de mortalité, la population russe diminue rapidement. La mortalité infantile a augmenté de manière inquiétante et elle est aujourd'hui quatre fois supérieure à celle des Etats-Unis. La mortalité est en très forte augmentation parmi les hommes jeunes et d'âge moyen, essentiellement en raison des conditions de stress générées par des ajustements structurels déstabilisants, du nombre croissant de maladies cardiovasculaires et de la pollution industrielle. Les homicides, les suicides et les décès accidentels sont également en hausse.

Le système éducatif de la Russie se détériore lui aussi. Les salaires des enseignants sont en forte diminution. Le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire et supérieur est quant à lui en baisse. Ainsi, en 1994, quelque 17 % des adolescents (âgés de 15 à 19 ans) n'étaient ni scolarisés ni titulaires d'un emploi.

D'aucuns estiment qu'il fallait en passer par là pour poser les fondements d'une nouvelle société et d'une croissance économique réelle. Était-il cependant nécessaire que cette transition soit si brutale ou si néfaste ? Par ailleurs, si la croissance est réactivée, les nouvelles structures économiques favoriseront-elles le développement humain ?

dans ce domaine une certaine marge de manoeuvre. Les dépenses militaires sont en hausse dans bon nombre de ces pays. En Afrique subsaharienne, elles représentent 8 milliards de dollars et suffiraient pratiquement à financer l'enseignement primaire pour tous, les soins de santé de base, la nutrition et les activités de planning familial. Dans plusieurs pays, certaines entreprises publiques enregistrent un déficit annuel largement supérieur au budget prévu pour l'éducation et la santé. La cession de ces entreprises permettrait dans certains cas de doubler, voire de tripler, les crédits budgétaires destinés aux services sociaux.

Il faut également répartir différemment les ressources entre les secteurs, en renonçant à des projets de développement de prestige et en favorisant les priorités de développement humain bénéficiant aux personnes sur une large assise. Les aides budgétaires devraient être réservées aux programmes sociaux destinés à la majorité des individus plutôt qu'à ceux qui ne profitent qu'à quelques élites : aux services de santé essentiels plutôt qu'aux hôpitaux urbains, à l'éducation de base plutôt qu'aux universités.

Chacun de ces pays devrait se livrer à un exercice utile : présenter de manière transparente leurs budgets afin d'y faire apparaître les véritables bénéficiaires des crédits accordés. Si des ressources supplémentaires sont toujours souhaitables, il n'en reste pas moins que l'objectif immédiat est la réorientation des ressources existantes. Cette tâche est parfois difficile et laborieuse, mais les gains à long terme sont considérables, comme en témoignent les pays qui ont très tôt investi dans le développement humain et enregistrent aujourd'hui une croissance rapide.

En investissant massivement dans le développement humain, les pays peuvent modifier leur avantage comparatif dans le domaine du commerce extérieur et ainsi promouvoir la croissance. Nombreux sont ceux qui connaissent actuellement un important déséquilibre entre leur capital social et humain (rare) et leur capital naturel (abondant), ce qui les condamne à exporter des matières premières brutes ayant peu de valeur. Les récents progrès technologiques peuvent contribuer à établir des règles du jeu qui donnent les mêmes opportunités à tous sur le plan international, à condition toutefois que les pays fassent l'effort d'acquiescer de nouvelles compétences techniques.

Recommandations aux pays dans lesquels les liens entre croissance et développement sont solides

Les pays dans lesquels un cercle vertueux s'est créé (progrès rapides du développement humain et du revenu) doivent accorder une attention encore plus grande au développement humain, en s'attachant notamment à la réduction de la pauvreté, au respect des droits de l'homme, ainsi qu'à la préservation et à la régénération de l'environnement. Ils doivent veiller à ce que leur forte croissance soit pleinement utilisée au profit du développement humain.

Bien qu'ayant accompli des progrès considérables en termes de développement humain au cours des trois dernières décennies, certains de ces pays, en particulier Hong-Kong, la Malaisie et Singapour, sont encore en retard dans ce domaine par rapport à d'autres pays ayant le même niveau de revenu par habitant. Pour combler cet écart, ils devraient cibler les segments de leur population, notamment les femmes, qui n'ont jusqu'ici pas pleinement bénéficié du développement humain et de la croissance globale.

Outre la nécessité de satisfaire entièrement aux besoins essentiels de leur population, ces pays doivent viser une progression vers des niveaux de développement supérieurs, par exemple à travers l'enseignement supérieur. Ces efforts devraient leur permettre d'être compétitifs sur le plan international et, par là même, de soutenir durablement leur croissance économique.

Recommandations aux pays dans lesquels les liens entre croissance et développement sont déséquilibrés

CROISSANCE RAPIDE ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN LENT. Pour remédier à ce déséquilibre, les pays qui connaissent une croissance rapide et un développement humain lent doivent répartir plus équitablement leurs ressources publiques et privées. Des modèles de croissance reposant davantage sur la participation, mettant dans la plupart des cas l'accent sur la création d'emplois et l'accroissement de la productivité, les y aideraient, de même que la répartition des moyens de production et du revenu et un effort moins important pour le capital physique que pour le capital humain. Il est en effet reconnu depuis

longtemps que ce type de redistribution constitue le moyen le plus efficace de promouvoir l'égalité sans nuire à la croissance.

Des études récentes portant sur l'équité et la croissance permettent de penser que cette redistribution peut stimuler la croissance économique. Une répartition plus équitable du capital humain par le biais d'investissements dans l'éducation est l'un des moyens socialement les plus exploitables et les plus sûrs de favoriser la croissance tout en augmentant l'égalité.

Une répartition plus équitable des ressources privées devrait permettre à davantage de personnes d'investir dans le développement de leurs potentialités. En ce qui concerne les ressources publiques, c'est plus souvent l'inégalité ou l'inefficacité de leur répartition que leur absence qui explique leur impact limité sur le développement humain. Par conséquent, une réorientation des dépenses publiques à l'intérieur même des secteurs et entre les secteurs, de façon à satisfaire les besoins essentiels, devrait renforcer l'effet des investissements dans le développement humain. Les pays dans cette situation devraient eux aussi présenter de manière transparente leur budget en indiquant quels en sont les véritables bénéficiaires.

CROISSANCE LENTE ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN RAPIDE. Afin que soient exploitées les potentialités humaines dans les pays à croissance économique lente et développement humain rapide, il est nécessaire de renforcer les liens entre le développement des ressources humaines et les besoins économiques. Il faudrait ainsi accroître la demande de ressources humaines disponibles en investissant dans des activités productives correspondant aux compétences de la population.

Les pays bénéficiant d'un développement humain plus rapide devraient explorer des activités productives à forte intensité de qualifications. Ils peuvent tirer parti de l'expérience des pays d'Asie de l'Est, dans lesquels les effets du développement de l'éducation sur la croissance ont été renforcés par des actions des pouvoirs publics. Ceux-ci ont notamment mis l'accent sur les exportations de produits manufacturés, afin de créer une demande de main-d'œuvre de plus en plus qualifiée. Les pouvoirs publics doivent également intervenir pour consolider les liens entre les institutions scientifiques et technologiques et les besoins de l'économie.

Une répartition plus équitable du capital humain par le biais d'investissements dans l'éducation est l'un des moyens socialement les plus exploitables et les plus sûrs de favoriser la croissance tout en augmentant l'égalité

Cette action publique est de nature à créer un cercle vertueux favorisant l'accroissement de la demande et de l'offre d'éducation. L'un des moyens les plus importants pour générer et préserver ce

cercle vertueux consiste à faire en sorte que les individus disposent d'un éventail d'opportunités complet, adapté au développement de leurs potentialités. Ce sera le thème du chapitre qui suit.



Traduire la croissance en opportunités d'emplois

La croissance économique peut permettre d'accroître les potentialités humaines et d'élargir les choix des individus. Mais pour que ce potentiel puisse être réalisé, il doit y avoir une expansion continue des opportunités, afin de permettre aux individus d'améliorer leurs possibilités de choix. Et, pour que les individus aient davantage de liberté dans le choix de leur mode de vie, les opportunités doivent être réparties plus équitablement entre les hommes et les femmes, entre les zones rurales et les zones urbaines, entre les minorités ethniques et les groupes dominants et entre tous les membres de la société. Dans le même temps, sans croissance, la recherche d'une répartition équitable pourrait bien se révéler être un jeu à somme nulle et améliorer les opportunités des uns en dégradant celles des autres. Cela revient à une redistribution de la pauvreté. Le but est donc de rendre ces opportunités égales tout en les universalisant.

Les opportunités qui sont vitales pour la vie humaine sont de natures très différentes : l'accès à l'emploi, à l'information et à la technologie, l'accès aux actifs productifs tels que la terre et le crédit financier, l'accès à un véritable abri, à l'eau potable, à l'éducation et à des services de santé de base et l'accès aux infrastructures telles que des routes en bon état, l'électricité et des moyens de communication adaptés. Il est tout aussi important de pouvoir circuler et parler librement, d'avoir des croyances culturelles et religieuses, de prendre part sans discrimination aux processus politiques et aux activités de la société civile, de ne pas être soumis à l'exploitation et de mener une vie d'auto-détermination et de respect de soi en tant que membre d'une collectivité.

Ces opportunités sont de trois ordres : économique, social et politique. Mais ces trois ordres sont étroitement liés entre eux et l'élargissement d'un type d'opportunité aide souvent à élargir les autres.

Encourager l'accès à l'éducation, par exemple, augmente les opportunités d'emplois (économique), permet aux individus d'améliorer leur statut au sein de la société (social) et leur donne souvent des pouvoirs dans la collectivité et dans la société (politique).

Chacun devrait avoir accès à ces opportunités de participer à la vie économique, sociale, culturelle et politique. Elles constituent un droit fondamental. Quand les dirigeants du monde ont rédigé la Déclaration

ENCADRE 4.1

Engagement en faveur des droits au développement

Les déclarations et accords internationaux sur les droits au développement sont explicites et d'une grande portée. Ils indiquent que tous les individus ont le droit d'accéder aux opportunités et aux ressources ainsi que de participer (et de contribuer) au développement de leur pays. Ces droits sont des droits positifs, qui appellent des mesures, contrairement aux droits négatifs, qui impliquent une abstention par rapport à une action. La plupart des droits politiques et civils sont des droits négatifs. C'est le cas, par exemple, du droit de ne pas être soumis à la torture.

Comment les pays peuvent-ils garantir ces droits lorsqu'ils ne disposent pas des ressources nécessaires ? Traités et déclarations reconnaissent que ces droits constituent des buts et des objectifs à atteindre progressivement. Ce qui importe, c'est d'admettre qu'il s'agit bel et bien d'objectifs universels.

Par ailleurs, dans quelle mesure faut-il prendre au sérieux l'engagement des pays à garantir l'égalité des droits ? Nombreux sont ceux qui n'ont

même pas encore signé ni ratifié les conventions sur lesquelles ils se sont entendus dans le cadre des discussions sur le plan mondial. Seule la Convention relative aux droits de l'enfant est près de faire l'objet d'une ratification universelle (voir tableau 48). En effet, ce document a été ratifié par 184 pays, signé mais non encore ratifié par 4 pays (dont les États-Unis), et il n'a été ni signé ni ratifié par 4 autres pays.

Le succès impressionnant de la Convention relatives aux droits de l'enfant contraste avec les lenteurs dans la ratification d'autres traités. Ainsi, 133 pays seulement ont ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 132 le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et 149 la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Il importe que les pays qui se sont engagés en faveur des droits de l'homme oeuvrent à la ratification de tous ces pactes et conventions, puis à leur mise en application.

Source : Centre des Nations unies pour les droits de l'homme 1995.

Mandela

Le défi et l'exemple de l'Afrique du Sud

Dans l'histoire des pays, certaines générations ont laissé leur marque grâce à leur perspicacité dans l'appréciation de tournants cruciaux et parce qu'elles ont su saisir les moments opportuns avec détermination et créativité. Nous ne construirons une vie nouvelle et meilleure que si nous résistons à la tentation d'agir au hasard, au fil du temps, et si nous saisissons à pleines mains les opportunités qui se présentent.

Nous devons nous unir dans un nouvel idéal patriotique et réaliser notre objectif : la création d'une société nouvelle.

Le potentiel de croissance économique et de développement n'a jamais été aussi favorable depuis de nombreuses décennies. Mais soyons francs.

Malgré une croissance bienvenue, très peu d'emplois sont créés. En fait, parallèlement aux nouvelles arrivées sur le marché du travail, on observe une réduction des opportunités d'emploi. Nous avons besoin d'une vision nationale pour nous sortir de ce bourbier.

Si nous n'agissons pas ensemble, secteur public et secteur privé unis, pour développer et mettre en pratique cette vision stratégique nationale, nous courons le risque que même la croissance modeste que nous avons atteinte s'évanouisse en quelques années, lorsque les tensions créées par la limitation des capacités, le manque de compétences et la balance des paiements, ainsi que d'autres contraintes, commenceront à faire boule de neige, et lorsque l'accroissement du chômage et l'aggravation de la pauvreté pèseront encore plus lourdement sur notre société.

La mission du gouvernement consiste à canaliser l'énergie de la population pour la mettre au service de la croissance et du développement. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un partenariat entre les communautés, les pouvoirs publics et le secteur privé.

Nelson Mandela

Président de l'Afrique du Sud

universelle des droits de l'homme en 1947, ils ont inclus une vision holistique des droits - qui va au-delà de la libre participation à la politique et à la société jusqu'au développement économique, culturel et social : « Toute personne est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité » (encadré 4.1). Depuis 1947, un ensemble de conventions et de déclarations définissent la teneur de ces droits.

Opportunité d'emploi productif : la clé

Ce chapitre se concentre sur l'emploi - sur la création d'emplois - car c'est la principale passerelle entre la croissance économique et les opportunités de développement humain.

La plus fondamentale de toutes les opportunités économiques, l'emploi - ou le travail - fournit aux individus un revenu qui leur permet d'accéder à toute une gamme de biens et de services nécessaires à un niveau de vie convenable.

L'emploi signifie ici toutes les manières de se procurer des moyens de subsistance, et pas uniquement le travail salarié. Dans les pays en développement, beaucoup de personnes travaillent dans leur propre ferme ou sont, d'une manière ou d'une autre, travailleurs indépendants, souvent dans le secteur informel. Le travail n'est pas non plus limité aux emplois rémunérés. Les individus participent à de nombreuses activités non rémunérées dans le foyer ou dans la collectivité et apportent ainsi une contribution importante à la société - élever des enfants et s'occuper des malades et des personnes âgées, ou appartenir à titre bénévole à des organismes associatifs ou à des groupes religieux (chapitre 2).

Pour de nombreuses raisons, les personnes accordent à leur travail une valeur qui dépasse celle du revenu. Le travail leur permet d'apporter une contribution productive à la société et d'exercer leurs compétences et leur créativité. C'est une source de reconnaissance, ce qui favorise le respect de soi et la dignité. En outre, le travail leur procure la possibilité de prendre part à l'effort collectif et d'interagir au sein de la société.

Le travail est également étroitement lié à un mode de vie, et les individus choisissent donc un type de travail plutôt qu'un autre comme choix de vie. Les Touaregs nomades d'Afrique occidentale s'occupent du bétail, c'est leur « métier », mais c'est aussi leur façon de vivre. De plus, le bon type d'emploi ouvre une large gamme d'opportunités, qui donnent aux individus des pouvoirs non seulement économiques, mais aussi sociaux et politiques. Pour les femmes, le fait de gagner un revenu est souvent important car il leur donne plus de poids dans la prise de décision au sein de la famille et de la collectivité.

Augmentation du revenu et accroissement des opportunités

Faire en sorte que la croissance économique augmente les opportunités d'emplois qui répondent aux aspirations des individus devrait redevenir l'un des objectifs prioritaires de tous les pays. Cette ambition doit également devenir un

objectif mondial. Ces dernières années, il est devenu plus difficile de relever ce défi et la détermination bat de l'aile (voir la contribution spéciale du président de l'Afrique du Sud, Nelson Mandela).

Les taux de chômage sont élevés et ne cessent de croître, en particulier dans les pays industrialisés. Le chômage progresse dans presque tous les pays de l'OCDE, et, en 1993, il oscillait entre 2,5 % au Japon et 23 % en Espagne. Dans ces pays, le chômage touche 35 millions de personnes, et environ 4 autres millions de « travailleurs découragés » ne sont pas inscrits au registre du chômage parce qu'ils ont perdu tout espoir de trouver un travail acceptable. Et des millions d'autres ne travaillent qu'à temps partiel. Les femmes prédominent parmi les personnes découragées et celles travaillant à temps partiel. Elles représentent 77 % des travailleurs découragés en Australie et 72 % des personnes qui travaillent à temps partiel sans l'avoir choisi au Japon. Le chômage est également particulièrement élevé chez les jeunes : le taux de chômage des jeunes est de 20 % en France et de 25 % en Irlande et en Italie.

Dans les pays d'Europe de l'Est et de la Communauté des États indépendants, le chômage s'est envolé (en partant de zéro) depuis le début des réformes en 1990, avec une chute vertigineuse de l'emploi salarié (-30 % en Bulgarie et en Hongrie).

Même de nombreux pays en développement à croissance rapide s'efforcent de parvenir à un rythme de progression de l'emploi suffisamment soutenu pour faire face à la croissance de leur population, en particulier dans les zones urbaines. Le défi qui se posera dans les années à venir est considérable, même pour la Chine, qui a fortement abaissé son taux de croissance démographique et qui crée de nombreux emplois grâce à une stratégie de croissance fondée sur des industries à forte intensité de main-d'œuvre.

Dans d'autres pays en développement, à l'exception des économies à croissance rapide de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, ainsi que quelques autres, les problèmes liés au chômage sont aigus même s'ils diffèrent dans leur nature. Le chômage connaît de fortes disparités, à la fois à l'intérieur d'une région et entre les différentes régions. Le taux de chômage s'étage entre 2 % en République de Corée et 19 % à la Trinité-et-Tobago. Les chiffres officiels du chômage dans la plupart des pays en développement n'ont cependant

qu'une signification limitée car l'essentiel des chômeurs se trouvent dans les zones rurales et dans le secteur informel urbain, qui sont mal couverts par les statistiques officielles. Pour autant, le chômage déclaré est souvent considérable et en progression dans les zones urbaines, en particulier chez les jeunes. Au Kenya, il est passé à 29 % - contre une moyenne de 10 % en zone urbaine - et à 21 % en Algérie.

Les emplois disponibles sont de moins en moins satisfaisants. La sécurité de l'emploi s'érode. Le travail est de plus en plus souvent à temps partiel et payé à la tâche dans les pays industrialisés et dans le secteur informel des pays en développement. En Amérique latine, les trois quarts des créations d'emplois actuels sont le fait du secteur informel. Les personnes employées dans ce secteur doivent lutter pour utiliser leur créativité et leur esprit d'entreprise, souvent avec peu de capital, peu de qualifications et une technologie limitée.

Dans les pays d'Europe de l'Est et de la Communauté des États indépendants, les personnes qui sont habituées depuis longtemps à la sécurité de l'emploi et au plein emploi font face à une insécurité et un chômage croissants à mesure que le secteur public se restructure et que le secteur privé tarde à créer de nouveaux emplois. Même lorsque la croissance économique est au rendez-vous, les salaires baissent. Les cinq premières économies d'Europe de l'Est - la République tchèque, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie - ont connu une croissance de 3 à 5 % en moyenne en 1994. Mais, à l'exception de la République tchèque, le salaire nominal dans l'industrie a chuté en 1994 et au début 1995.

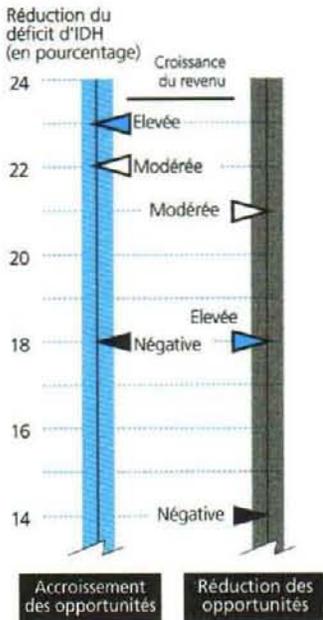
Le problème de la sécurité de l'emploi se fait sentir de la façon la plus pressante aux États-Unis, où la sécurité de l'emploi est remise en cause malgré la croissance économique et le faible taux de chômage. Lors d'une enquête récente, un tiers des personnes interrogées ont déclaré avoir vu leur vie basculer parce qu'elles, ou un membre de leur foyer, ont été licenciées.

Tout cela est source de souci et de débats publics, de Harare à Paris ou à Beijing. Les hommes politiques promettent de faire quelque chose, mais ils ont du mal à concrétiser leurs promesses.

Le chômage aujourd'hui n'est plus simplement un problème lié à la faiblesse de la croissance économique, en particulier dans les pays de l'OCDE. La vieille hypo-

*Les femmes
prédominent
parmi les
personnes
découragées et
celles
travaillant à
temps partiel*

DIAGRAMME 4.1
Un accroissement des opportunités accompagné d'une croissance forte fait progresser le développement humain



Source : BIT, Annuaire des statistiques du travail, diverses éditions, Banque mondiale 1994a et PNUD 1994a.

thèse selon laquelle la croissance économique ferait automatiquement augmenter l'emploi et les salaires est de plus en plus remise en question. On se demande pourquoi, si l'économie progresse à un bon rythme, le chômage augmente et la sécurité de l'emploi s'érode. Et pourquoi est-ce qu'on peut s'offrir moins de loisirs même en travaillant plus dur ? Certains appellent ce phénomène la « fin du travail », quand le lien entre la croissance économique et l'expansion de l'emploi est affaibli, si ce n'est rompu.

La croissance économique augmente-t-elle les opportunités ?

La croissance économique augmente-t-elle les opportunités ? La croissance sans création d'emplois est-elle une réalité ? Où la croissance a-t-elle créé des emplois, et comment ?

Si l'emploi croît plus vite que la main-d'oeuvre, il y aura une expansion des opportunités de travail. Même s'il s'agit d'une mesure rudimentaire et simple, l'augmentation des opportunités suppose l'accroissement du nombre de chances qu'ont les individus de trouver du travail. Une analyse de l'expérience de l'augmentation des opportunités au cours des

années quatre-vingts, fondée sur les données disponibles pour 69 pays, a abouti à deux grandes conclusions.

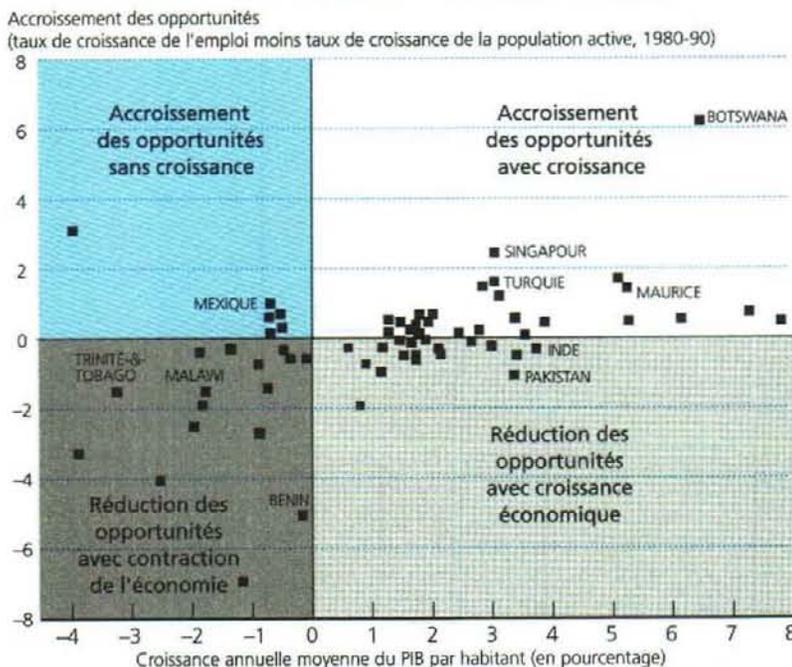
Premièrement, la croissance des opportunités d'emplois est fortement et positivement liée à la croissance du PIB par habitant et à la réduction du déficit d'IDH (diagramme 4.1). Une augmentation d'un point de pourcentage du taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant était associée à une augmentation de 0,18 point de pourcentage du taux de croissance des opportunités. Et une réduction d'un point de pourcentage du déficit d'IDH était associée à une augmentation de 0,09 point de pourcentage du taux de croissance des opportunités. Ces résultats montrent que l'expansion des opportunités d'emplois dépend de la croissance économique et de l'expansion des potentialités humaines élémentaires.

Mais la croissance du revenu ne se traduira pas invariablement et automatiquement par une expansion des opportunités d'emplois en l'absence de mesures de soutien. En effet, des pays ayant des taux de croissance du revenu par habitant similaires obtiennent des résultats tout à fait différents en ce qui concerne l'expansion des opportunités. En d'autres termes, le même niveau d'expansion des opportunités peut s'obtenir avec une croissance par habitant lente ou rapide.

Deuxièmement, comme nous l'avons montré au chapitre 1, les années quatre-vingts ont été une décennie difficile pour la croissance en Afrique, en Amérique latine et dans les pays arabes. La plupart des pays de l'échantillon étudié ont encore moins bien réussi à accroître leurs opportunités (diagramme 4.2). Seul un tiers environ (27) ont réussi à augmenter le revenu par habitant et à accroître les opportunités. Dans 19 autres pays, le nombre des opportunités s'est réduit malgré une croissance du revenu. C'était le cas du Pakistan, par exemple, qui enregistrait un fort taux de croissance, supérieur à 3 % par an (diagramme 4.3). Les 23 autres pays ont affiché une baisse de leur revenu par habitant, il n'est donc pas surprenant que les opportunités aient baissé dans nombre d'entre eux. Même si dans certains de ces pays, les opportunités d'emplois ont augmenté, cela n'a été possible qu'en comptabilisant un grand nombre d'emplois à faible productivité.

Ces tendances, fondées sur les chiffres officiels de l'emploi et de la main-d'oeuvre, exagèrent probablement la faible

DIAGRAMME 4.2
"Croissance sans création d'emplois, emplois sans croissance"



Source : BIT, Annuaire des statistiques du travail, diverses éditions, et Banque mondiale 1994a.

augmentation des opportunités enregistrée par la plupart des pays en développement car elles ne tiennent pas compte de ce qui s'est produit dans le secteur informel. Si c'était le cas, plusieurs pays - notamment en Amérique latine et aux Caraïbes - seraient certainement définis comme ayant créé des emplois avec de la croissance ou même sans croissance. C'est le cas de la Jamaïque, où le PIB par habitant a augmenté de 1,3 % par an, les opportunités ont progressé d'un modeste 0,5 % et la productivité a stagné.

Même là où les opportunités augmentent, la croissance de l'emploi peut être insuffisante pour absorber le chômage accumulé, en particulier dans les zones urbaines. L'urbanisation rapide actuelle crée de fortes pressions en faveur de la création d'emplois, en particulier pour les jeunes. Une analyse qui se concentrerait uniquement sur les zones urbaines pourrait identifier beaucoup plus de cas de croissance sans expansion des opportunités, et d'expansion des opportunités sans croissance.

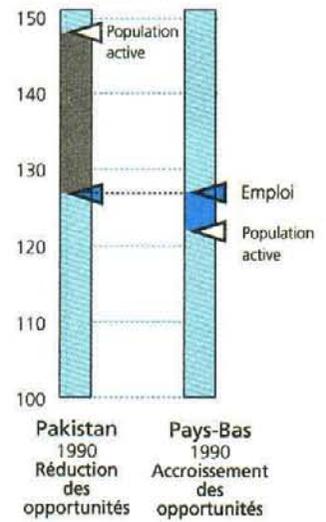
Ces tendances montrent également l'impact de la croissance démographique dans les pays en développement (diagramme 4.4). Dans de multiples cas de croissance sans création d'emplois, de nombreux emplois ont été créés, mais pas assez rapidement pour rattraper la croissance rapide de la population active, comme en Inde, où l'emploi a progressé de 2 %, au Pakistan (3,5 %), en Colombie (3 %) et au Burundi (2,7 %). De nombreux pays qui ont généré des emplois avec de la croissance et une augmentation de la productivité ont également enregistré de forts taux de croissance de la main-d'œuvre. C'est le cas du Botswana (3,4 %), de la Turquie (3 %), de la Malaisie (2,9 %) et du Chili (2,7 %).

L'amélioration de la productivité est nécessaire à la fois à une croissance durable du PIB et aux augmentations de salaires. On a enregistré une augmentation de la productivité dans presque tous les pays qui sont parvenus à une croissance avec expansion des opportunités. Il s'agit du scénario idéal : une croissance économique durable contribue à l'expansion des opportunités, en réduisant le chômage et en distribuant les gains de productivité aux personnes qui travaillent, dont le nombre augmente. Mais la productivité a également progressé dans des pays qui ont connu une croissance sans création d'emplois, tels que la Colombie, l'Inde, le

Pakistan, le Sri Lanka et le Zimbabwe parmi les pays en développement et l'Autriche, la France, l'Italie, la Norvège et la Suède parmi les pays industrialisés (diagramme 4.5). Dans cette situation, la croissance du revenu et de la productivité n'ont bénéficié qu'aux personnes qui avaient la chance d'avoir un travail, alors que le chômage progressait et que les disparités entre les personnes occupant un emploi et les chômeurs se creusaient. En Suède, le revenu par habitant a progressé de 1,7 %, la productivité de 1,5 % et l'emploi de 0,5 %. Mais avec une croissance de la main-d'œuvre de 1 %, les opportunités se sont réduites de 0,5 %.

La productivité totale d'un pays peut augmenter même lorsqu'il y a stagnation et chômage. Cela peut provenir de l'élimination des emplois à faible productivité. De tels gains de productivité se font aux dépens de l'emploi, comme c'est souvent le cas avec les politiques de stabilisation, qui infligent des douleurs aujourd'hui dans

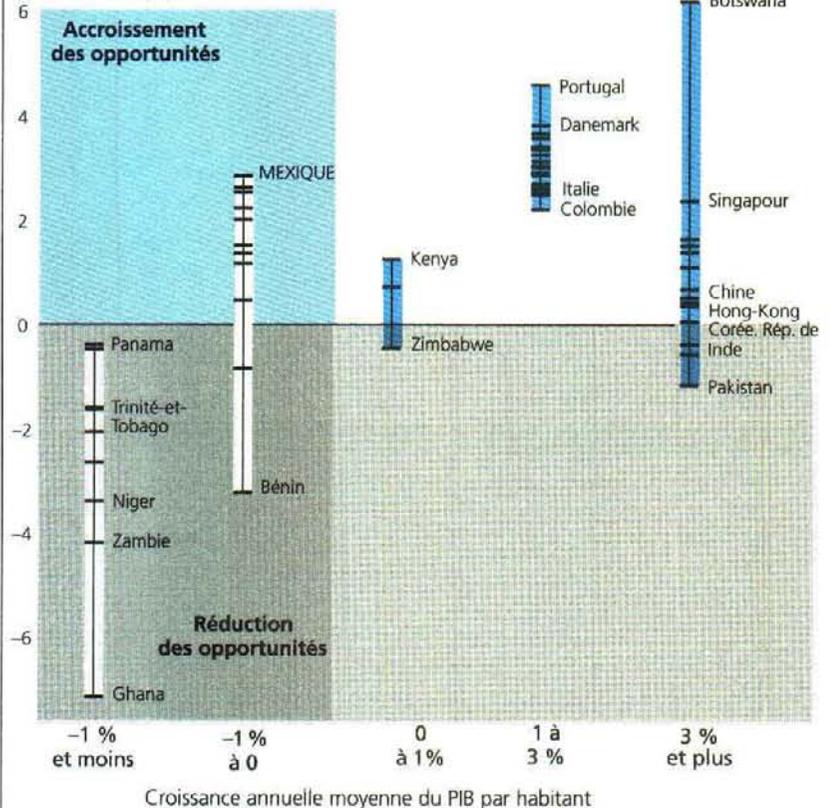
DIAGRAMME 4.3
Similitude dans la croissance de l'emploi, mais différence dans la croissance de la population active
Indice (1980 = 100)



Source : BIT, Annuaire des statistiques du travail, diverses éditions, et Banque mondiale 1994a.

DIAGRAMME 4.4
Les opportunités augmentent à des rythmes différents malgré une croissance du revenu similaire

Accroissement des opportunités
(taux de croissance de l'emploi moins taux de croissance de la population active, 1980-90)

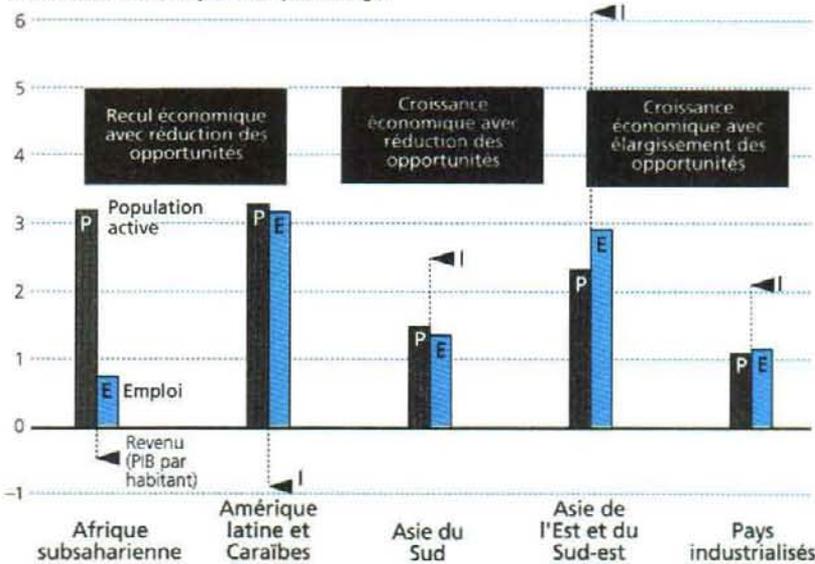


Source : BIT, Annuaire des statistiques du travail, diverses éditions, et Banque mondiale 1994a.

DIAGRAMME 4.5

Accroissement des opportunités, région par région, 1980-90

Croissance annuelle moyenne (en pourcentage)

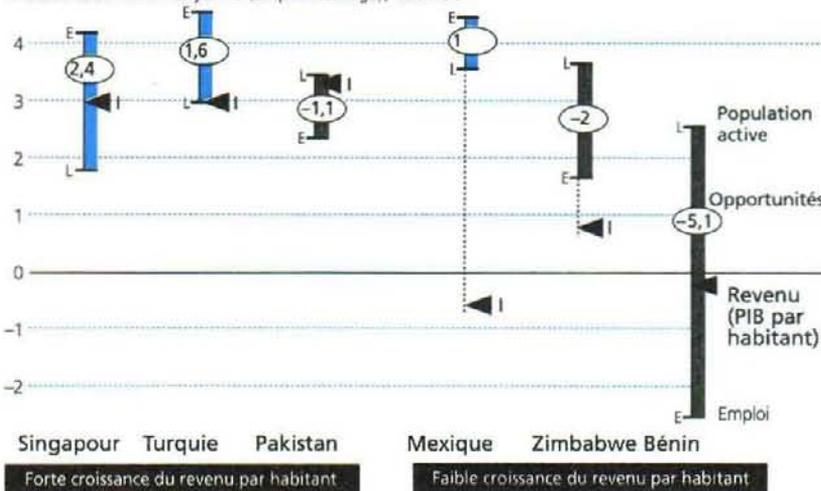


Source : BIT, Annuaire des statistiques du travail, diverses éditions, et Banque mondiale 1994a.

DIAGRAMME 4.6

Certains pays qui présentent une similitude dans la croissance de leur revenu connaissent une différence dans l'accroissement de leurs opportunités

Croissance annuelle moyenne (en pourcentage), 1980-90



Source : BIT, Annuaire des statistiques du travail, diverses éditions, et Banque mondiale 1994a.

l'espoir d'une situation meilleure demain. Ainsi, au Bénin et au Ghana, où l'on a mis en place d'importants programmes d'austérité dans le secteur public en période de récession, l'emploi total a baissé, tout comme le revenu par habitant. Les opportunités d'emplois se sont réduites de 5 % par an au Bénin et de 7 % au Ghana. Mais la productivité a augmenté respectivement de 5 et de 6 %.

Croissance créatrice d'emplois et synergie avec l'expansion des potentialités

Quelles leçons peut-on tirer de ces expériences divergentes ? La croissance économique est un déterminant majeur de l'expansion des opportunités, mais ce n'est pas tout. Les 27 pays qui arrivent à une croissance combinée à une expansion des opportunités comprennent 12 pays industrialisés à croissance modérée, dont le Canada, la Suisse et les Etats-Unis. Le reste est principalement composé des pays à forte croissance de l'Asie de l'Est et d'autres pays qui poursuivent actuellement des stratégies de forte croissance, tels que le Chili, la Chine, Maurice et la Turquie.

Ces pays en développement affichaient une croissance élevée (plus de 3 % par an pour le PIB par habitant), mais leur schéma de croissance a favorisé nettement des secteurs ayant un fort potentiel de création d'emplois et d'accroissement de la productivité. Certains d'entre eux, tels que la République de Corée et Singapour, ont adopté cette stratégie bien avant les années quatre-vingts, et ont réussi à réduire le chômage. Un autre élément important était la synergie créée quand ce type de croissance se combinait à une amélioration rapide des qualifications des travailleurs.

Ainsi, le fait que la croissance augmente ou non les opportunités d'emplois - et contribue au développement humain - dépend non seulement du rythme, mais aussi du modèle de croissance. Cela tient à ce qui est produit, par qui et comment, à la composition de la production et de la technologie utilisée, à l'organisation de la production et à la répartition de moyens de production tels que la terre et les capitaux financiers. Tous ces éléments ont des conséquences sur l'ampleur et la nature de l'emploi généré. Et ils réagissent tous aux mesures de politique économique (diagramme 4.6).

Ainsi, en recherchant la croissance, les pays ont le choix entre une croissance qui génère beaucoup d'emplois et une croissance qui en génère peu ou pas du tout, entre une croissance qui fait augmenter les salaires et une autre qui les supprime, entre une croissance qui améliore les conditions de travail et une autre qui les maintient à un niveau insuffisant et entre une croissance qui garantit les moyens de subsistance et une croissance qui rend la vie précaire. En bref, les pays ont le choix entre une croissance qui améliore la quantité et

la qualité des opportunités de travail et une croissance qui ne fait ni l'un ni l'autre.

La qualité du travail est particulièrement importante. Le travail est souvent pénible, dangereux, et exploite les individus, c'est plus un fardeau qu'une bénédiction. Le travail des enfants constitue un cas extrême de l'exploitation par le travail (encadré 4.2). De fait, si le travail doit améliorer le développement humain, il doit également être créatif, sûr et ne présenter aucun danger. Il doit aussi répondre aux choix et aux aspirations des individus. Là où une croissance économique durable s'allie à l'expansion des opportunités, la forte croissance ne s'est pas seulement traduite en une augmentation du nombre d'emplois, mais aussi du montant des salaires. Entre 1960 et 1990, les salaires réels ont progressé de près de 8 % par an en République de Corée (diagramme 4.7).

Dans le même temps, l'éducation a progressé rapidement. La production est peu à peu passée à des secteurs demandant des compétences plus importantes et assurant des salaires plus élevés. Ces changements ont été rendus possibles par l'amélioration des niveaux d'éducation et de qualifications des travailleurs, des investissements en recherche et développement et des avancées technologiques progressives. Les chercheurs Birdsall, Ross et Sabot expliquent comment, en République de Corée, l'augmentation rapide des emplois et des revenus a alimenté la demande d'éducation. Les familles disposaient d'un revenu plus important, mais elles étaient également conscientes des rendements potentiels de l'investissement dans l'avenir de leurs enfants alors que les différences de salaire se creusaient entre les emplois qualifiés et les emplois peu qualifiés.

Ce schéma de croissance - avec plein emploi et hausse des salaires - est l'une des raisons qui ont permis la réduction de la pauvreté et des inégalités qui ont accompagné la forte croissance au Japon, à Maurice, dans la République de Corée, et à Singapour.

Cette expérience s'oppose à celle des pays d'Amérique latine, tels que le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica et le Mexique. Ces pays sont également parvenus à une forte croissance entre 1960 et 1980, allant de 2,5 % à 8,7 % par an, mais la croissance s'est ralentie durant les années quatre-vingts.

L'emploi a progressé dans le secteur manufacturier moderne, mais pas assez vite pour absorber une main-d'oeuvre en

Le travail des enfants, une injustice

Des millions d'enfants sont contraints de travailler dans des conditions qui reviennent à leur refuser le droit d'être des enfants. Leur journée de travail est toujours très longue et se déroule dans des conditions déplorables, malsaines et dangereuses. Ils nouent des fils pour tisser des tapis, mettent des allumettes dans des boîtes, ramassent des débris, transportent du verre fondu - sans répit ni pause. Ces travaux entraînent souvent des maladies chroniques, des lésions de la vue, un retard physique ou intellectuel et même, dans nombre de cas, une mort prématurée. Le plus souvent, ces enfants vivent au sein de communautés marginales ou de groupes socialement ou économiquement démunis. La conséquence probablement la plus grave est que le travail des enfants empêche leur scolarisation, et donc le développement de leurs potentialités, priorité pour une solution à long terme à la pauvreté et à l'exploitation.

Contrairement à ce qui se passe pour le chômage et le sous-emploi, l'injustice que constitue le travail des enfants a peu retenu l'attention jusqu'à très récemment. Selon les estimations, le nombre des enfants qui travaillent varie entre 14 et 100 millions en Inde, entre 2 et 19 millions au Pakistan, entre 5 et 15 millions au Bangladesh, entre 2 et 7 millions au Brésil, entre 1,3 et 13 millions au Mexique et représente environ 12 millions au Nigeria. On considère que plus de 20 % des enfants travaillent en Afrique, et de 10 à 25 % en Amérique latine. Certaines des formes du travail des enfants les plus fréquentes (travaux

ménagers, travail dans l'agriculture ou servitude, en particulier des filles) restent pour une grande part invisibles.

Le travail des enfants ne relève pas d'une contrainte économique pour toutes les familles pauvres, mais il est la conséquence d'une exploitation socio-économique poussée à son maximum. Comment peut-on y mettre un terme ? Par la prévention.

Le seul moyen d'empêcher le travail des enfants est d'admettre que leur place est à l'école, et non au travail ou à la maison. Il s'agit donc dans un premier temps de garantir l'enseignement primaire gratuit pour tous les enfants. D'un point de vue historique et à l'échelle mondiale, c'est ainsi qu'ont procédé les pays dans lesquels le travail des enfants a été aboli.

Dans le même temps, il est nécessaire de mettre en place un ensemble de mesures complémentaires : programmes d'amélioration du revenu pour les populations pauvres, versement de salaires minimum, amélioration de la condition féminine, promulgation et application de lois adaptées, services sociaux pour les familles des enfants qui travaillent.

D'une manière plus large, l'action publique doit être mobilisée sur tous les fronts - au sein des organisations non gouvernementales, des syndicats, parmi les médias, les défenseurs des droits de l'homme, les groupements commerciaux, les organisations patronales et les enfants - afin de faire évoluer les comportements vis-à-vis du travail des enfants et de constituer une force de pression contre ceux qui emploient des enfants.

Source : Données du BIT et de l'UNICEF.

augmentation. L'emploi a également progressé dans le secteur des services, et le secteur informel s'est développé de façon exponentielle. Mais la plupart des emplois dans ces secteurs ne se caractérisaient pas par une forte productivité, ce qui accentuait la segmentation du marché du travail - entre le secteur moderne, avec des emplois à salaire élevé et de bonnes condi-

tions de travail, et le secteur informel, le secteur des services et l'agriculture, ayant tous une productivité beaucoup plus faible. Au Mexique, la productivité par travailleur dans l'agriculture représentait 20 % de celle dans l'industrie en 1960, 21 % en 1980 et 28 % en 1990. Mais même le taux plus élevé de 1990 est très inférieur aux 57 % de la République de Corée pour la même année. Ce schéma de croissance ne favorise pas la réduction des inégalités.

Politiques pour une croissance créatrice d'emplois

De toute évidence, il n'existe pas de recette universelle pour allier la croissance à l'expansion des opportunités dans une stratégie de croissance « favorable à l'emploi ». Néanmoins, les leçons à tirer de l'expérience des pays qui ont réussi montrent certains des principaux composants qui peuvent se combiner dans une telle stratégie.

1. Un engagement politique clair en faveur du plein emploi

Là où la création d'emplois a le mieux réussi, c'était en général le résultat d'une stratégie délibérée. Plutôt que de supposer que l'emploi se matérialiserait automatiquement, les dirigeants politiques en ont fait un objectif prioritaire.

En 1947, alors que le chômage de masse et les marches de la faim des années trente hantaient encore l'esprit des dirigeants du monde, la garantie du plein emploi figurait en première ligne sur les agendas nationaux et internationaux. Ces dirigeants considéraient le chômage comme une menace pesant sur les moyens de subsistance des individus - et sur la paix et la sécurité mondiales.

La Déclaration universelle des droits de l'homme est très précise quant au droit au travail. L'article 23 de cette déclaration indique que « Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage ». La Convention 122 du BIT sur la politique de l'emploi réaffirme encore la promotion « d'un emploi à temps complet, productif et librement choisi » comme un objectif majeur.

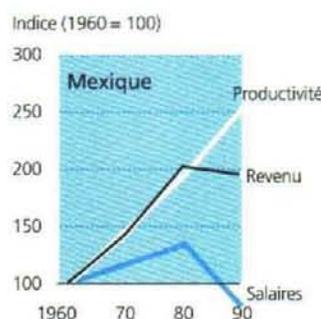
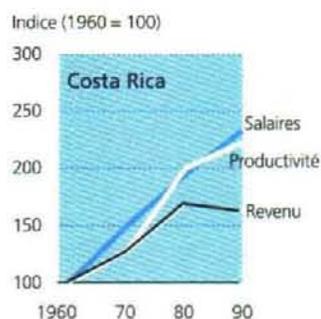
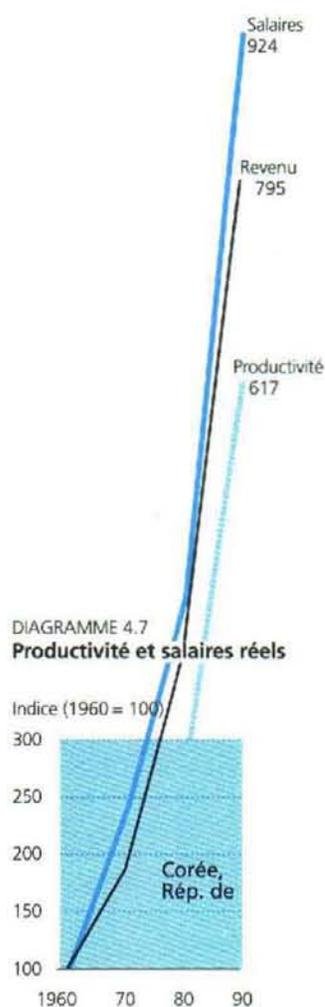
Et historiquement, les pays qui ont le mieux réussi à accroître leurs opportunités ont fait de la croissance de l'emploi un objectif majeur et explicite de leur stratégie de croissance. Qui plus est, ils ont étayé cet objectif par une vision et un engagement à long terme. Maurice a adopté le plein emploi comme priorité essentielle lors de son accession à l'indépendance en 1968, et a poursuivi cet objectif jusqu'à y parvenir en 1990 (encadré 4.3). Au Japon et en Suède, qui ont maintenu les taux de chômage les plus bas des pays industrialisés malgré les cycles conjoncturels et les hausses et les baisses de l'économie, il y a eu un engagement national à long terme - de la part des pouvoirs publics, des hommes politiques, des syndicats et des employeurs - pour protéger l'emploi.

La priorité donnée à l'emploi a incité à choisir une stratégie de développement et a conduit à l'abandon de politiques qui étaient depuis longtemps en place. Face à l'augmentation du chômage au début des années soixante, Singapour a adopté une stratégie de développement fondée sur les industries manufacturières à forte intensité de main-d'oeuvre. La Chine a inversé sa politique d'investissement dans les industries à forte intensité capitaliste pour favoriser l'investissement dans la production à forte intensité de main-d'oeuvre, en particulier pour l'exportation, et l'expansion du secteur privé et des industries rurales (encadré 4.4). Elle a également changé radicalement sa politique agricole, pour encourager davantage les petites parcelles familiales.

L'emploi doit retrouver sa place parmi les principales préoccupations dans la gestion de l'économie. Les cadres macro-économiques définis entre les gouvernements et les institutions de Bretton Woods doivent se concentrer sur l'emploi - et pas seulement l'inflation, la croissance du PIB, les réformes à court et à moyen terme et les objectifs fiscaux et budgétaires à court terme. Ils doivent fixer des objectifs en matière d'emploi, qui sont essentiels au développement humain et à la durabilité de la croissance.

2. Une croissance plus rapide tirée par l'emploi

Les pays qui ont allié la croissance à l'expansion des opportunités ont choisi des stratégies de croissance tirée par les



Source : Tokman et Infante 1995

Maurice : un engagement en faveur de l'accroissement des opportunités

Depuis son indépendance, en 1968, Maurice a toujours donné la priorité à l'accroissement à la fois des potentialités et des opportunités. Les politiques publiques ont toujours visé une croissance équitable via le développement d'emplois productifs, le plein emploi et l'égalité d'accès à l'éducation. Depuis 1968, le PIB progresse de 5 % par an, les inégalités de revenu sont en recul (le coefficient de Gini est passé de 0,42 en 1975 à 0,38 en 1992), l'espérance de vie est passée de 62 à 70 ans, et la part de la population âgée de plus de 5 ans et n'ayant jamais été scolarisée est tombée de 52 à 11 %.

En 1968, l'économie de ce pays insulaire reposait sur une seule culture (la canne à sucre), et souffrait alors de la stagnation de la croissance, d'une démographie galopante et d'un taux de chômage élevé. Pourtant, 65 % des hommes et 51 % des femmes de ce pays étaient alphabétisés en 1960, et le taux de scolarisation de 100 % dans l'enseignement primaire était atteint en 1950 pour les garçons et vers 1970 pour les filles. L'engagement à ouvrir des opportunités remonte à la période coloniale, par le truchement du Plan décennal de développement (1946). Ce plan a été défini comme « s'attaquant aux deux grands handicaps frappant la population mauricienne : la mauvaise santé et l'inadaptation du système éducatif » et devait aboutir à la démocratisation des opportunités en termes d'éducation.

La stratégie qui a permis une croissance économique rapide après l'indépendance a été axée sur les secteurs à forte intensité de main-d'oeuvre, en développant l'activité sucrière par des négociations pour l'accès aux marchés européens dans le cadre de la convention de Lomé, en encourageant le tourisme et en mettant sur pied une zone franche pour les exportations. L'emploi a progressé rapidement et a été multiplié par plus de deux entre 1962 et 1991.

Les femmes, en particulier, ont profité des nouvelles opportunités, et

leur part dans la population active a augmenté, passant de 18 % en 1962 à 35 % en 1991. Elles occupent 56 % des emplois dans le secteur manufacturier.

L'accès à l'éducation est également devenu plus équitable avec la gratuité de l'enseignement secondaire, en 1976, et de l'enseignement supérieur, en 1988. D'autres efforts ont visé l'égalité des chances, via l'amélioration du niveau des écoles primaires peu performantes et la garantie d'accès à l'enseignement secondaire pour deux élèves de n'importe quelle école de laquelle aucun enfant ne sortirait sinon avec le niveau requis. L'Etat a maintenu ces priorités pendant la mise en oeuvre des programmes d'ajustement structurel, sans céder aux projets de réduction des dépenses et d'instauration de frais de scolarité.

Aujourd'hui, le pays continue sur la voie d'efforts concertés pour « gravir l'échelle des qualifications », accroître la productivité et diversifier ses activités économiques en se lançant dans des secteurs à plus forte intensité de compétences, via des politiques couvrant les aspects suivants :

- **Technologie.** Il existe des incitations pour les entreprises qui utilisent une technologie et des qualifications de haut niveau, même pour celles opérant en-dehors de la zone franche pour les exportations et qui produisent pour le marché local.
- **Formation.** Un prélèvement de 1 % sur les salaires de base sert à alimenter un fond destiné à l'octroi d'aides encourageant la formation professionnelle.
- **Education.** Le système éducatif doit subir une refonte afin d'améliorer la formation professionnelle et l'enseignement technique. L'éducation doit devenir obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans.
- **Crédit.** Les réglementations ont été assouplies pour améliorer l'accès des petites et moyennes entreprises aux moyens de financement.

Source : Dommen et Dommen 1995, Banque mondiale 1992a, Gulhati et Nallari 1990 et Hein 1988.

secteurs à forte intensité de main-d'oeuvre au début du développement, lorsqu'il y avait un excédent de main-d'oeuvre. Ils ont identifié les secteurs qui faisaient le meilleur usage de cette main-d'oeuvre abondante non qualifiée ou semi qualifiée et utilisé différents instruments de politique pour les promouvoir. Maurice a mis en place une zone franche pour l'industrie d'exportation et Singapour a octroyé des protections douanières aux industries à forte intensité de main-d'oeuvre orientées vers l'exportation et à d'autres industries qui généraient également de nombreux emplois.

Mais se cantonner aux secteurs à forte intensité de main-d'oeuvre et requérant peu de qualifications n'améliore ni la productivité ni les revenus. Les stratégies de développement à long terme doivent passer des secteurs à faible productivité et demandant peu de qualifications vers des secteurs à main-d'oeuvre fortement qualifiée et à plus forte productivité. Singapour a ainsi adopté une stratégie de restructuration industrielle lors de l'entrée en vigueur de sa nouvelle politique économique en 1979, passant à des activités qui demandent des technologies faisant appel à davantage de qualifications pour fabriquer des produits à plus forte valeur ajoutée, tels que les semi-conducteurs et le matériel de communication.

Les pays ayant des ressources différentes - et se trouvant à différents niveaux de développement - trouveront que différents secteurs présentent le plus grand potentiel de création d'emplois. Les qualifications, l'excédent de main-d'oeuvre et les salaires sont les éléments clé de ce choix. Les exportations de produits manufacturés sont au centre de nombreuses réussites - en Chine, en Malaisie, à Maurice et en République de Corée. Ce secteur crée de nombreux emplois pour des travailleurs relativement peu qualifiés et pour les femmes. Il a, en outre, l'avantage de promouvoir une acquisition de connaissances et une mise à jour de la technologie plus rapide que, par exemple, le secteur minier. Les logiciels informatiques et le traitement de données pourraient bien être les secteurs créateurs d'emplois des années quatre-vingt-dix et au-delà, comme le montre le cas de l'Inde.

Mais d'autres secteurs ne doivent pas être négligés. Pour de nombreux pays en développement, l'agriculture et la petite industrie offrent toujours un potentiel d'accroissement de l'emploi rural et de la

Chine : une nouvelle économie, de nouveaux emplois

Avant les années quatre-vingts, le chômage était pratiquement inexistant en Chine, mais, après 1979 et les bouleversements entraînés par la réforme économique, il est apparu que jusqu'à la moitié de la main-d'œuvre était touchée par ce fléau ou par le sous-emploi dans certaines zones rurales. A cette date, les zones urbaines comptaient, elles, jusqu'à 25 millions de sans-emploi.

Depuis lors, la Chine a mis un terme à des politiques longtemps en vigueur et adopté une stratégie de croissance tirée par l'emploi. Entre 1978 et 1993, l'emploi dans les zones urbaines a ainsi progressé de 3,5 % par an, passant de 95 à 159 millions de personnes. L'emploi en milieu rural a, lui, augmenté de 2,5 % par an, passant de 306 à 443 millions de personnes.

Les restrictions commerciales étant levées, une grande partie des nouveaux emplois dans les villes concernent le secteur privé. Des sources non officielles laissent à penser que ce secteur privé urbain représente environ un tiers du total des emplois, et qu'il remplacera bientôt l'Etat comme principal créateur d'emplois.

Les réformes mises en oeuvre ont également des effets positifs sur l'emploi dans les campagnes, particulièrement du fait de l'expansion des entreprises au niveau des villages et des municipalités. De 1978 à 1993, ces entreprises ont porté leur part dans le PNB industriel de 12 à 39 % et, en 1995, elles fournissaient près de 35 % des emplois en milieu rural.

Tant dans les campagnes que dans les villes, l'augmentation de la production et de l'emploi est principalement due au développement des activités de transformation à forte intensité de main-d'œuvre. Au cours des trente années qui ont précédé la réforme, la plupart des investissements ont été réalisés dans les secteurs de production à forte intensité capitaliste. Cependant, depuis la fin des années soixante-dix, la Chine met en oeuvre des politiques visant à modifier la structure de la production et des investissements au profit de produits à forte intensité de main-d'œuvre, parallèlement à des poli-

tiques d'échanges ouverts, tirées par les exportations. Ces politiques consistent notamment à identifier les piliers de l'emploi et de la production dans les secteurs industriels, à démanteler les règlements commerciaux restrictifs et à encourager l'investissement étranger et la croissance du secteur privé qui en résulte.

Ces mesures portent manifestement leurs fruits. Ainsi, la part de la production manufacturière à forte intensité de main-d'œuvre est passée de 36 % en 1975 à 74 % en 1990, tandis que la part des secteurs de transformation à forte intensité capitaliste a diminué, passant de 50 à 19 %. L'emploi a progressé de manière importante : entre 1985 et 1993, il a augmenté de 20 % dans le textile, de 43 % dans l'habillement et les produits à base de fibres et de 51 % dans les plastiques. La Chine est à présent un grand exportateur de produits à forte intensité de main-d'œuvre vers de nombreux pays industrialisés.

L'Etat joue un rôle actif sur le marché du travail, en aidant les travailleurs à accroître leurs qualifications, en encourageant le réemploi et en modernisant les services de recherche d'emploi. Un dispositif d'assurance chômage a également été mis en place. Quelque 95 millions de travailleurs y cotisent aujourd'hui, et près d'un tiers des chômeurs officiellement recensés en bénéficient.

Malgré le dynamisme de la création d'emplois, la Chine doit encore relever un immense défi dans ce domaine. Les réformes économiques ont en effet généré une « population flottante » d'environ 80 millions d'individus dont la plupart sont à la recherche d'un emploi. Selon les estimations de la Commission du plan, les entreprises d'Etat se sépareront de quelque 20 millions de travailleurs au cours des cinq prochaines années et 120 millions de personnes supplémentaires quitteront les campagnes dans l'espoir de trouver un emploi en ville. La croissance économique à forte intensité de main-d'œuvre devra se poursuivre à un rythme soutenu pour que tous ces individus puissent trouver du travail.

productivité. De nombreux pays, parmi les plus pauvres - autrefois exportateurs de denrées alimentaires - sont à présent des importateurs nets ayant un fort potentiel d'augmentation de la production. Les stratégies de développement agricole peuvent favoriser les petites exploitations plutôt que les grandes, eu égard aux nombreux exemples montrant que les petites exploitations ont des rendements plus élevés que les grandes exploitations mécanisées (encadré 4.5).

D'autres activités à forte intensité de main-d'œuvre sont le développement des infrastructures et les industries rurales. Au Botswana, autre pays qui a su allier croissance et emplois, les dépenses publiques en infrastructures, éducation, services publics et autres programmes de développement représentaient 25 à 30 % de l'emploi dans les années quatre-vingts. Les industries rurales absorbent beaucoup de main-d'œuvre, souvent relativement peu qualifiée, et créent des emplois pour les pauvres habitant en zone rurale.

Dans la province chinoise de Taïwan, la croissance a été tirée par la petite agriculture. Au Japon et en République de Corée, l'investissement dans l'agriculture à petite échelle durant les premières phases de la croissance a également permis de maintenir la main-d'œuvre dans les zones rurales, augmentant les revenus largement et équitablement. Au Japon, encore aujourd'hui, plus de 60 % des travailleurs sont employés dans des entreprises de 100 salariés ou moins. Dans ces économies, la période de croissance économique rapide a vu la naissance et la renaissance ininterrompues de ces petites entreprises car la politique des pouvoirs publics encourageait les entreprises de petite taille à forte intensité de main-d'œuvre grâce à des facilités de crédit spéciales et une réglementation protectrice.

En revanche, de nombreux pays encouragent les secteurs à forte intensité capitaliste, comme l'industrie minière, ou soutiennent les grandes exploitations agricoles mécanisées plutôt que les petites exploitations familiales. Il en résulte une économie duale avec un secteur moderne intégré dans l'ensemble de l'économie, cohabitant avec un secteur informel à productivité plus faible.

De nombreux pays adoptent également des mesures qui découragent la création d'emplois, comme des taux de change surévalués et des taux d'intérêt réels négatifs, qui encouragent les technologies à forte

Des petites exploitations agricoles pour plus d'emplois et plus de production

Les petites exploitations utilisent les ressources de manière plus efficiente que les grandes. Cette proposition a une conséquence pratique bien connue : une stratégie de développement agricole qui favorise les petites exploitations peut servir à la fois les objectifs de croissance et les objectifs de distribution.

Les informations recueillies dans des pays aussi différents que le Brésil et l'Inde font apparaître une relation inverse entre la taille des exploitations et le rendement et la quantité de travail par unité de surface. Une étude menée dans le nord-est du Brésil a montré que les exploitations de 0 à 10 hectares représentaient une production de 85 dollars à l'hectare, contre seulement 2 dollars (production brute) pour les plus grandes exploitations (plus de 500 hectares). Une autre étude, en Inde, a révélé que les exploitations de 0 à 2,5 hectares fournissaient une production de 1474 roupies par hectare, contre seulement 692 roupies pour celles de plus de 12 hectares. Dans cette relation inverse, l'élément décisif est le mode de fonctionnement des marchés des facteurs, particulièrement celui de la main-d'oeuvre rurale. Les raisons majeures de ce phénomène sont au nombre de deux :

- *Intensité d'utilisation des terres.* La proportion des terres utilisées pour la production diminue à mesure que la taille de l'exploitation augmente.
- *Intensité de main-d'oeuvre.* Il existe une relation inverse entre la taille de l'exploitation et la quantité de travail par unité de surface.

Les petits exploitants se heurtent à un faible coût d'opportunité du point de vue de la main-d'oeuvre en raison du travail familial et des prix relativement élevés de la terre et du capital. De leur côté, les grands exploitants sont confrontés à des prix plus élevés pour embaucher de la main-d'oeuvre et à des prix relativement bas pour la terre et le capital. En raison de ces différences dans les prix relatifs des facteurs, les petits exploitants utilisent davantage de main-d'oeuvre pour la production tandis que les grands exploitants considèrent la terre comme une ressource relativement abondante et

remplacent la main-d'oeuvre par des machines.

Les petits exploitants pourraient augmenter encore leur production s'ils pouvaient accéder à la terre ou au crédit à des prix raisonnables. Les ressources supplémentaires non liées au travail dont ils ont besoin pour obtenir des gains de production substantiels sont relativement faibles. En revanche, les grandes exploitations nécessitent un capital important pour atteindre les mêmes taux d'accroissement du rendement en utilisant des moyens mécanisés. Le capital étant une ressource rare, il s'agit là d'une solution socialement inefficace pour augmenter la production dans l'agriculture.

Dans certains pays, la poursuite d'une stratégie centrée sur les petites exploitations nécessite une condition préalable : une vaste refonte des structures de la propriété foncière. La propriété foncière privée étant très largement déviée vers les grandes exploitations, aucune manipulation, dans une mesure plus ou moins large, des prix ou des taxes relatifs à ce domaine n'est en mesure d'orienter l'attribution des terres vers les petites exploitations.

Lorsque les terres sont redistribuées aux petits agriculteurs, non seulement la quantité de travail à l'hectare fournie par l'exploitant agricole et sa famille peut fortement augmenter, mais c'est également le cas de celle fournie par la main-d'oeuvre embauchée. De plus, il est fréquent que les bénéficiaires de la réforme foncière dévient l'activité exercée par les membres de leur famille sur le marché de l'emploi et la réorientent vers leur propre exploitation agricole. Ces deux raisons expliquent l'amélioration de la situation de l'emploi, même pour ceux qui n'ont toujours pas de terres à l'issue de la réforme foncière.

La principale conclusion est la suivante : une stratégie de développement agricole centrée sur les petites exploitations plutôt que sur les grandes accroît dans le même temps l'efficacité sociale de l'utilisation des ressources dans l'agriculture, d'une part, et l'équité sociale, d'autre part, via la création d'emplois et la répartition plus équitable du revenu que génèrent ces petites exploitations agricoles.

Source : Ellis 1993, Lipton 1995 et Berry et Cline 1979.

intensité capitaliste. Au Pakistan, la croissance industrielle ne se traduit pas par une augmentation du nombre d'emplois, en partie parce que les petites industries souffrent de discrimination dans l'accès aux intrants et au financement. Les industries manufacturières à grande échelle, recourant à des technologies à forte intensité capitaliste, sont les principales bénéficiaires des politiques d'échanges et de change - et du rationnement du crédit dans des conditions de taux d'intérêt artificiellement bas. Et, de façon perverse, certaines des industries à plus forte intensité en capital (produits chimiques industriels, produits pétroliers, fer et acier) ont été fortement protégées alors que les produits à forte intensité de main-d'oeuvre (caoutchouc et tabac) bénéficiaient d'une protection faible voire négative.

3. Soutenir l'investissement dans le capital humain pour gravir l'échelle des qualifications, de la productivité et des salaires

Il ne suffit pas de se contenter de générer des emplois. L'objectif doit être d'améliorer les salaires et la productivité de tous ceux qui travaillent, en adoptant progressivement des technologies et en s'orientant vers des secteurs qui demandent davantage de qualifications. Cela permet de gravir l'échelle des augmentations de salaire et de productivité par l'amélioration des qualifications et l'expansion progressive de l'emploi dans les secteurs à plus forte productivité. Ces nouveaux emplois doivent s'accompagner de nouvelles compétences. L'emploi et les potentialités humaines doivent avancer de concert.

À mesure de l'augmentation des salaires, les pays doivent sans cesse améliorer leurs compétences et leur technologie et modifier la composition de leur production en passant de produits demandant une main-d'oeuvre peu qualifiée à des produits à forte intensité de qualification - des chaussures et des perruques à l'automobile et aux semi-conducteurs.

L'ascension est difficile. Accroître l'offre de main-d'oeuvre hautement qualifiée revient cher en termes d'enseignement supérieur. Cela demande aussi de la recherche et du développement. Ainsi qu'une politique industrielle pour s'assurer que des emplois sont disponibles pour que les diplômés acquièrent compétences et expérience.

Aplanir les soubresauts du marché du travail relève non seulement des pouvoirs publics, mais aussi des employeurs

Les économies à niveau d'emploi élevé investissent fortement dans le développement de ces potentialités humaines - de l'éducation et de la santé de base à l'éducation technique, en passant par la recherche et le développement, ou la formation continue. La République de Corée investit 160 dollars par personne et par an dans l'éducation et la santé, et la Malaisie 150 dollars. En revanche, l'Inde n'investit que 14 dollars, le Pakistan 10 et le Bangladesh 5. Mais au-delà de l'éducation formelle, il est nécessaire d'avoir d'autres formations ciblées sur l'augmentation de la productivité, dans des établissements professionnels et en recherche et développement (R&D). L'Asie possède à l'heure actuelle 1,23 million de scientifiques qui s'occupent de R&D, c'est plus qu'en Europe (1,1 million) ou en Amérique du Nord (0,9 million), mais moins que dans la Communauté des Etats indépendants (1,7 million). Mais plus important encore, il faut former les travailleurs sur le lieu de travail, de façon qu'ils puissent maîtriser une technologie en perpétuelle évolution et augmenter sans cesse leurs capacités créatrices et leur productivité. Ainsi, la compétitivité de l'industrie automobile japonaise est principalement le fruit de techniques de gestion et de formation interne. Les techniques mises au point dans l'industrie - telles que le « cercle de qualité » qui mobilise la créativité des travailleurs pour accroître la productivité - s'étendent maintenant internationalement.

4. Incitations en faveur de l'emploi et autres interventions sur le marché du travail

Les marchés du travail ne fonctionnent pas aussi facilement que les marchés des biens. Une intervention est nécessaire pour aider les personnes à s'adapter aux évolutions des marchés du travail et les marchés à s'adapter aux besoins des individus.

Les interventions du gouvernement sur le marché du travail sont traditionnellement orientées vers la réglementation. Certaines de ces interventions - comme les indemnités de licenciement ou un salaire minimum qui ne correspond pas aux réalités du marché du travail - produisent l'effet pervers de décourager la création d'emplois. Cependant, la nécessité d'une réglementation du travail visant à mettre en place des conditions de travail

acceptables et à éviter l'exploitation des travailleurs se fait plus pressante que jamais. De plus, le gouvernement devrait résolument contribuer à adoucir l'ajustement en augmentant les flux d'information et en encourageant le recyclage des travailleurs comme l'a fait Maurice dans les années soixante-dix et quatre-vingts et comme la Chine a commencé de le faire. Dans le contexte de la concurrence mondiale, la mise à jour constante des qualifications pour faire face aux évolutions technologiques est encore plus importante (encadré 4.6).

Le recyclage des travailleurs peut être encouragé non seulement par des programmes de formation publics, mais également par des plans de financement tels que les fonds spéciaux. Les programmes de subventions à l'emploi financés par des fonds publics - tels que les programmes de travaux publics - jouent également un rôle important pour faire progresser l'emploi dans des conditions aussi diverses que celles du Chili des années soixante-dix et du Maharashtra, en Inde, depuis 1972 (encadré 4.7).

La politique de l'emploi a été l'un des piliers du développement réussi de la Suède après la guerre. L'Etat a su maintenir un faible taux de chômage en encourageant la mobilité géographique et sectorielle des travailleurs ainsi que leur adaptation à l'évolution de la demande économique. Mais il a aussi mis en place des privilèges fiscaux spéciaux pour encourager les entreprises à mettre les bénéfices de côté durant les périodes fastes pour investir plus tard, en période de détérioration de la conjoncture.

Aplanir les soubresauts du marché du travail relève non seulement des pouvoirs publics, mais aussi des employeurs. Des contrats sociaux passés entre employeurs et travailleurs peuvent garantir que les conditions de travail respectent la dignité du travailleur. A côté de l'intervention du gouvernement, de tels contrats peuvent inciter à adopter des technologies nouvelles, positives à long terme, mais perturbantes pour les individus à court terme, en soutenant le recyclage et d'autres mesures pour contrer le déplacement à court terme des travailleurs.

En Suède, il existait une convention solide entre les travailleurs et les employeurs : les syndicats étaient puissants, les relations avec les employeurs harmonieuses et il y avait relativement peu de grèves. Au Japon, également, le

Mexique : mondialisation et emploi

Moins de dix ans après son adhésion au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), le Mexique profite déjà des avantages et des coûts d'un système économique de plus en plus mondialisé. Au cours des années quatre-vingts, il a engagé une libéralisation et une diversification rapides de son économie et il est devenu un important destinataire d'investissements étrangers directs. Les capitaux à long terme ont principalement été investis dans les secteurs de la transformation, le développement de l'emploi et le renforcement des capacités d'exportation.

Une grande partie de ces investissements étrangers ont été réalisés dans le secteur automobile qui est devenu, avec une main-d'œuvre qualifiée, l'un des plus efficaces au monde. La forte productivité de ce secteur a permis l'expansion de la production destinée à l'exportation et, par là même, la création de milliers d'emplois pour les Mexicains.

Même avant la signature de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), le Mexique avait considérablement développé ses échanges avec les autres pays. Ainsi, ses exportations ont augmenté de 24 % par an entre 1990 et 1994. Cependant, ses importations ont progressé encore plus rapidement, soutenues par un taux de change surévalué, ce qui a généré un important déficit de la balance des opérations courantes et obligé de nombreux producteurs mexicains à cesser leurs activités. Ce déficit a été financé par des flux de capitaux internationaux, dont deux tiers de capitaux spéculatifs hautement volatils.

Même si l'ALENA a mis en péril de nombreuses petites entreprises, l'agriculture a été relativement épargnée dans la mesure où les tarifs douaniers agricoles doivent être progressivement supprimés, en l'espace de dix ans. Catégorie la plus pauvre de la population active, les agriculteurs mexicains cultivent du maïs dans des exploitations à faible productivité et à forte intensité de main-d'œuvre. Leur production ne peut donc pas concurrencer le maïs meilleur marché produit dans les exploitations du Middle West américain, à forte intensité capitaliste. Pour faciliter la transition vers une économie ouverte, les pouvoirs publics mexicains versent des aides aux agriculteurs de leur pays, afin de leur permettre de passer de cultures de subsistance à des cultures commerciales, tout en réduisant progressivement les subventions accordées.

En 1994, le Mexique a connu plusieurs chocs politiques qui, avec les mutations de l'environnement financier international, ont provoqué une forte baisse de ses réserves en devises. Fin 1994, le taux de change n'était plus réaliste, et les pouvoirs publics ont été contraints de dévaluer le peso, ce qui a plongé le pays dans la plus profonde récession de toute son histoire récente et entraîné la dégradation la plus grave du chômage sur les 60 dernières années.

Quelles conclusions peut-on tirer de la récente expérience mexicaine de la mondialisation des échanges et des opérations financières ? La mondialisation peut accroître les opportunités d'emplois en ouvrant de nouveaux marchés aux exportations d'un pays et en suscitant des investissements étrangers directs qui consolident son infrastructure productive. Cependant, la mondialisation conduit à rejeter les travailleurs qui ne sont pas prêts à faire face à la concurrence internationale. Le capital se déplaçant très rapidement et librement dans le nouvel environnement mondial, les pays qui ne continuent pas sur la voie de mesures saines courent aussi le risque de sévères dysfonctionnements économiques. Le Mexique a commis l'erreur de poursuivre des politiques monétaires et de taux de change incompatibles entre elles, ce qui a conduit, *in fine*, à une grave récession et à un très net resserrement des opportunités d'emplois.

Affirmer pour autant que l'ALENA et la mondialisation doivent être tenues pour responsables des problèmes socio-économiques du Mexique serait une erreur. Du fait de l'ALENA, ce pays continue la libéralisation de son économie et a considérablement développé ses exportations depuis la dévaluation de sa monnaie, en 1994, s'orientant ainsi de plus en plus fermement vers une base économique solide sur laquelle asseoir une croissance durable de l'économie et de l'emploi. L'ALENA a enfermé le Mexique dans cette politique, la rendant inéluctable, même si sa mise à l'essai est douloureuse.

La mondialisation se traduit par des risques et des opportunités tant pour les individus que pour les pays. Le défi à relever consiste à saisir ces opportunités pour accroître le revenu et l'emploi, et à aider ceux qui risquent d'être marginalisés ou licenciés à acquérir les qualifications leur permettant d'être compétitifs dans le nouvel environnement mondial.

Source : Données émanant de l'Instituto Nacional de Estadística, de Geografía e Informática et de Banco de Mexico.

contrat passé entre les travailleurs et les patrons a énormément contribué à la capacité du Japon à maintenir le chômage en deçà de 3 % jusqu'en 1995, malgré les fluctuations cycliques de l'économie. Le système d'emploi à vie dans les grandes entreprises a contribué à cette stabilité, avec des primes permettant un système de rémunération s'adaptant à l'évolution de la rentabilité de l'entreprise. Ce système repose non seulement sur un contrat juridique mais aussi sur la confiance - le capital social - entre les travailleurs et les employeurs. Alors que la plupart des observateurs prévoient une rupture de ce système, il constitue toujours la forme dominante d'emploi pour les grands employeurs (voir encadré 4.10, page 116).

5. Encourager le secteur informel

Le secteur informel peut constituer une source d'emploi majeure dans les pays en développement. Une étude récente montre que le secteur informel représente près de 80 % de l'ensemble de l'emploi à Cotonou, au Bénin, et à Ibadan, au Nigéria, 68 % à Bombay, en Inde, et 66 % à Douala, au Cameroun. En Amérique latine, on estime que 59 % de la population urbaine pauvre et 67 % des indigents tirent leur revenu du secteur informel. C'est également le secteur dans lequel les femmes travaillent le plus souvent.

La plupart des créations d'emplois ont lieu dans le secteur informel. En Amérique latine, entre 1980 et 1993, sur cent nouveaux emplois, 82 ont été créés dans ce secteur. L'emploi y a progressé de 8 % par an, doublant les tendances antérieures et surpassant la croissance de la main-d'œuvre urbaine. Au Brésil, entre 1980 et 1993, la part du secteur informel dans l'emploi non agricole est passée de 34 à 56 %. En Colombie, elle a atteint 60 % et au Costa Rica, elle est passée de 36 à 53 %. Dans de nombreux pays, les municipalités s'aperçoivent que le fait de s'approvisionner auprès du secteur informel et de sous-traiter à des micro-entreprises permet à la fois d'économiser des ressources et de réduire la pauvreté.

La politique des pouvoirs publics décourage souvent l'expansion du secteur informel, soit par inadvertance, soit par souci de respect des législations fiscales et sanitaires et d'autres réglementations industrielles. Certaines conditions ont tendance à étouffer le secteur informel

Maharashtra : garantir l'emploi

Le Programme de garantie de l'emploi dans l'Etat du Maharashtra, en Inde, est largement reconnu comme un filet de sécurité modèle pour les personnes sans travail.

Ce programme a été lancé en 1972 afin de fournir, sur demande, un emploi donnant lieu au versement d'un salaire déterminé, dans un délai de 15 jours et à une distance inférieure à 5 km du village où habite le demandeur.

Malgré une récente perte de vitesse, ce programme a créé quelque 89,4 millions d'hommes-jours de travail en 1990-91. Il a fourni un emploi à environ 2,5 % de la population active et éliminé environ 7 % des cas de chômage rural dans cet Etat.

Ce programme verse le salaire minimum officiel, qui est légèrement supérieur au salaire sur le marché (autour de 1 dollar par jour). Si un emploi n'a pas pu être fourni, une allocation chômage est versée. En 1991, le coût du programme s'est élevé à 2,4 milliards de roupies (environ 103 millions de dollars), dont plus de 60 % ont été consacrés au versement de salaires.

Source : Dev 1993.

Quelque 62 % des travailleurs bénéficiant de ce programme viennent de ménages vivant en-dessous du seuil de pauvreté.

Le programme contribue à mobiliser la population rurale pauvre en tant que force politique, développe les zones en retard et celles manquant de ressources. Il permet également de contrôler le pouvoir exercé par les responsables locaux et constitue l'un des dispositifs les plus rentables d'aide aux pauvres.

Il présente cependant plusieurs points faibles. En effet, étant axé sur la création d'emplois via l'intensité de main-d'œuvre, il néglige parfois la mise en place de moyens de production en milieu rural. Par ailleurs, il vise l'élaboration d'un gisement de projets d'investissement prêts à être lancés, mais cet objectif n'a pas toujours été atteint jusqu'à présent. Enfin, on observe un certain nombre de cas de corruption et de détournements. Pour autant, il est indéniable que ce programme aide à créer des emplois et à réduire la pauvreté.

urbain, dont les lois de répartition en zones, les lois empêchant les entreprises informelles de vendre leurs produits là où le profit est le plus élevé, et les tracasseries de la police locale en quête de pots de vin. De plus, les interventions des pouvoirs publics sur les marchés du travail, des matières premières et des capitaux peuvent introduire des distorsions de prix en faveur des entreprises formelles, réduisant ainsi l'avantage compétitif des entreprises informelles.

Une approche plus satisfaisante consisterait à reconnaître la valeur de l'apport du secteur informel à l'emploi, et à prendre des mesures pour encourager son expansion.

La clé du problème passe par l'amélioration de la productivité et des conditions de travail des petits producteurs et des micro-entreprises. La ville de Cali, en Colombie, a mis en place un programme de promotion des micro-entreprises extrêmement fructueux parce qu'il tient compte du

fait que les pauvres qui vont habiter en ville sont pleins de ressources, créatifs, travaillent dur et ont une propension à épargner. Les interventions doivent se fonder sur la vitalité entrepreneuriale du secteur informel afin de parvenir rapidement à améliorer les conditions de vie et les opportunités d'emplois. De telles interventions devraient créer un environnement favorable à la croissance du secteur informel par la déréglementation et l'aide aux micro-entreprises ainsi que l'accès aux matières premières, aux marchés et à la technologie. Mais le développement des institutions est également nécessaire pour que les opérateurs du secteur informel puissent négocier de façon collective une réglementation et des services qui favorisent plus leurs activités qu'ils ne les entravent.

6. Un accès équitable aux actifs productifs

L'absence d'accès aux actifs productifs, en particulier à la terre et au capital, constitue la principale contrainte pour la population pauvre des zones urbaines et rurales dans les pays en développement, qui se concentrent dans l'agriculture à petite échelle et dans le secteur informel.

ACCES AU CAPITAL. De nombreuses personnes sont à leur compte, possèdent de petites entreprises ou travaillent dans des entreprises familiales ou des fermes, gisements d'opportunités d'emplois. Mais elles n'obtiennent qu'une petite partie des crédits institutionnels. En 1991, aux Philippines, les petites entreprises ont reçu à peine 8 % de ces crédits. Et les entreprises du secteur informel sont particulièrement mal loties ; au Costa Rica, elles reçoivent moins de 15 % des crédits formels, et au Kenya à peine 5 %, ce qui réduit considérablement leur potentiel. Des petites entreprises au Ghana rapportent qu'en raison du manque en fonds de roulement, jusqu'à 50 % de leurs capacités restent inutilisées.

Ce sont les femmes qui ont le plus de difficulté à accéder au crédit. Dans de nombreux pays africains, les femmes représentent plus de 60 % de la main-d'œuvre agricole et assurent jusqu'à 80 % de l'ensemble de la production alimentaire des petites exploitations, mais elles reçoivent moins de 10 % des crédits concédés aux petits exploitants et seulement 1 % de l'ensemble des crédits accordés à l'agriculture. Bien que les femmes constituent

18 % des personnes travaillant à leur compte dans les pays en développement, elles ne représentent que 11 % des bénéficiaires des programmes de crédit formels en Amérique latine et 10 % aux Philippines. On retrouve ce même déséquilibre pour les prêts de sources internationales. En 1990, les banques multilatérales ont alloué environ 6 milliards de dollars de crédits pour les zones rurales des pays en développement, mais seuls 5 % sont parvenus jusqu'aux femmes de ces zones rurales.

Cette discrimination contre les petits entrepreneurs est surprenante. Ils représentent jusqu'aux deux tiers de la main-d'œuvre dans certains pays - apportant la plus forte contribution à la valeur ajoutée, et ce, assez efficacement. Mais les banques commerciales sont réticentes à leur accorder des prêts en raison du risque perçu de non remboursement et du coût de gestion de nombreux petits prêts.

Il y a des exceptions et des innovations. Les banques commerciales les plus importantes d'Afrique du Sud ont lancé une expérience courageuse, celle d'offrir des services bancaires simples aux pauvres. L'Inde, l'Indonésie, la Malaisie et le Pakistan imposent à présent des quotas minimum pour les petites entreprises dans les portefeuilles de prêts des banques commerciales. Et au Botswana, la politique d'assistance financière vise la création d'emplois en encourageant les investissements dans la petite industrie.

La plupart des innovations récentes dans la fourniture de crédits aux pauvres émanent des organisations non gouvernementales (ONG). Ainsi, au Bangladesh, la plupart des programmes de micro-crédit pour les zones rurales sont gérés par des ONG de développement rural.

ACCES À LA TERRE. Une famille qui possède de la terre peut non seulement accéder à un revenu acceptable, mais aussi au sentiment de propriété, à une reconnaissance et à un statut social. Cependant, dans de nombreuses régions du monde, la répartition de la terre est profondément inégale. Le coefficient de Gini mesurant la répartition de la terre - qui va de 0 à 1 (plus on s'approche de 1, plus la répartition est inégale) - est de 0,57 en Jordanie, de 0,62 au Sri Lanka, de 0,64 au Chili, de 0,70 en Colombie, de 0,83 en Arabie Saoudite, de 0,84 au Panama et en Uruguay, et de 0,94 au Paraguay.

Fait déroutant, le coefficient de Gini empire dans certains pays. En Ouganda, entre 1962 et 1984, il est passé de 0,47 à

0,59, au Pakistan entre 1960 et 1980, de 0,41 à 0,54, et en Turquie entre 1963 et 1980, de 0,47 à 0,52.

Une redistribution radicale des terres, la mise hors-jeu des propriétaires fonciers absents, l'imposition de plafonds pour les exploitations et les programmes de repeuplement peuvent considérablement contribuer à améliorer l'accès aux opportunités et donner aux personnes démunies davantage de contrôle sur leur destinée. Les pays socialistes tels que l'Algérie, la Chine, Cuba et l'ancienne République populaire démocratique du Yémen ont quant à eux mis en place des exploitations collectives ou coopératives - vouées à une productivité faible parce que la production agricole demande de la flexibilité et des compétences qui font défaut dans la production à planification centralisée.

La redistribution de la terre à de petites exploitations familiales produit de meilleurs résultats, et de nombreux autres pays essaient de mettre en place ou de poursuivre de tels programmes. Ceux-ci sont néanmoins complexes et se heurtent à des contraintes politiques. Même les gouvernements qui s'y étaient engagés, comme celui du Zimbabwe après l'indépendance, n'ont pas pu pleinement mettre en place de tels programmes. Mais de nombreux pays persévèrent, et certains d'entre eux, comme le Brésil et l'Afrique du Sud, avancent sur cette voie. Le Kenya a remporté quelques succès notables avec les programmes de repeuplement lancés lors de son accession à l'indépendance : plus de 66 000 familles se sont établies sur des terres arables qui appartenaient auparavant à 1 000 familles.

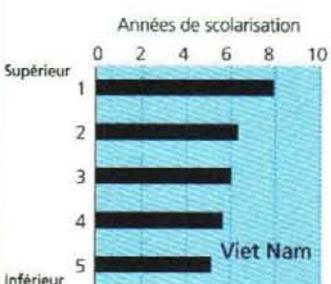
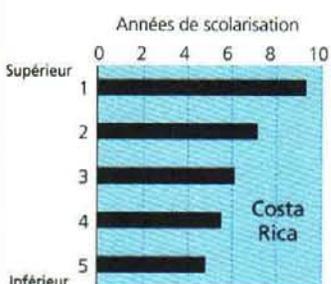
Mais la réforme agraire va plus loin qu'une simple redistribution des terres. Le Programme de réforme agraire mexicain constitue l'effort le plus étendu réalisé dans ce domaine. Sur trois décennies à compter de 1936, près de 43 % des terres agricoles ont été redistribuées, au bénéfice de 44 % des familles rurales. Cette mesure a-t-elle donné des pouvoirs aux paysans sur les plans économique, social et politique - comme il était prévu ? Non, parce que le développement qui y a été associé n'était pas adapté. De plus, l'une des faiblesses chroniques de la plupart des réformes agraires est qu'elles établissent une discrimination envers les femmes. Au Salvador, au Honduras et au Mexique, au cours des deux dernières décennies, les femmes représentaient moins de 25 % des bénéficiaires. Les pouvoirs publics don-

La plupart des innovations récentes dans la fourniture de crédits aux pauvres émanent des ONG

naient les titres de propriété foncière aux hommes, partant du principe qu'ils étaient les chefs du ménage.

Il existe, en effet, un préjugé général contre les femmes en matière de développement agricole. Au Kenya, une femme n'a accès à la terre que si elle a un mari ou un fils en vie, et elle a moins de chances de profiter des services publics de vulgarisation agricole tels que les programmes de formation ou la distribution de semences ou d'engrais. Ce préjugé apparaît nettement dans le recrutement : à la fin des années quatre-vingts, dans les pays en développement, les femmes ne représentaient que 13 % des agents agricoles.

DIAGRAMME 4.8
Scolarisation par quintile de revenu



Source : Banque mondiale 1995f.

7. Accès égal aux services sociaux

Garantir un accès égal aux services sociaux est un autre aspect essentiel de l'expansion des opportunités. Lorsque les services d'éducation et de santé ne couvrent pas tout le monde, ce sont les pauvres les plus désavantagés. L'accès est particulièrement inégal pour les personnes vivant en zone rurale. Les pauvres sont en général ceux qui accèdent le moins facilement à l'éducation (diagramme 4.8). Le chapitre 3 établit les liens entre l'éducation, la santé et la croissance économique. Il convient de souligner ici l'impact direct de l'accès à l'éducation et aux services de santé sur les opportunités d'emplois.

Un accès égal à l'éducation constitue la meilleure façon de garantir un accès ouvert aux emplois, et, par ce biais, une bonne insertion de tous à la vie économique. En République de Corée, au début de la période de croissance rapide, tout le monde était égal dans la pauvreté, et l'éducation constituait la voie menant à un revenu et à un statut social plus élevés. Cette perspective a renforcé les liens entre croissance, éducation et productivité. Les parents investissaient leurs économies dans l'éducation de leurs enfants, qui étaient prêts à aborder des activités plus avancées technologiquement.

Lorsque les individus sont malades, ils ne peuvent pas travailler. L'amélioration de l'accès aux soins élémentaires détermine donc la sécurité de l'emploi et constitue une responsabilité pour l'Etat et les employeurs. De nombreux problèmes de santé proviennent d'un manque d'accès aux installations sanitaires. Même dans les pays à revenu moyen et élevé, comme

l'Argentine, le Mexique et le Venezuela, près de 30 % de la population n'ont pas un accès satisfaisant aux installations sanitaires. Et moins d'un tiers des personnes ont accès à l'eau potable en Afghanistan, en Ethiopie, en Haïti, à Madagascar, au Mozambique et au Tchad. Plus de 70 % de la population en Afghanistan, en Angola, au Bénin, au Mali, au Niger et au Tchad ne peuvent accéder à une installation sanitaire en moins d'une heure avec les moyens de transport locaux. Le problème est en principe bien pire dans les campagnes que dans les zones urbaines. Au Mozambique et au Niger, l'ensemble de la population urbaine a accès aux services sanitaires, contre 30 % seulement de la population rurale.

8. Accroître les opportunités pour les groupes défavorisés

Certains groupes de personnes sont victimes de discriminations - en raison de leur race, de leur appartenance ethnique, de leur sexe, de leur âge ou de leurs caractéristiques physiques. En Inde, 52 % de l'ensemble de la population sait lire et écrire, mais ce taux tombe à 30 % seulement dans les basses castes et les communautés tribales. Dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, les opportunités étaient réparties de façon inégale en fonction de la race, la minorité blanche se taillant la part du lion en matière d'éducation, de santé, de terres, de crédits et d'emplois bien rémunérés. Rendre les opportunités égales pour tous et les accroître grâce à la croissance économique représente le principal défi de la nouvelle Afrique du Sud.

L'inégalité des opportunités pour les femmes se retrouve à travers le monde entier. Le *Rapport mondial sur le développement humain 1995* avait conclu que « l'égalité des chances entre femmes et hommes ne se rencontre dans aucune société actuelle ». Partout, l'indicateur sexospécifique du développement humain est plus faible que l'indicateur composite du développement humain, tous les pays faisant état de réussites plus faibles pour les femmes que pour les hommes en matière de développement humain. Les écarts entre les sexes en matière d'éducation et de santé se resserrent, mais les opportunités de participation à la vie économique et politique sont extrêmement limitées pour les femmes. Celles-ci n'occupent que 12 % des sièges dans les ins-

Inégalité des opportunités pour les jeunes et les moins jeunes

tances parlementaires et seulement 14 % des fonctions d'encadrement et de direction. La moyenne de l'indicateur de la participation des femmes étant à 0,391, tous les pays ont un long chemin à parcourir avant d'atteindre l'égalité.

Dans le travail, les femmes se heurtent à des limitations d'opportunités que les hommes ne rencontrent pas. Les femmes ont la plus grande part de responsabilités en ce qui concerne la famille et la collectivité et passent les trois quarts de leur temps à effectuer des travaux non rémunérés. Or, ces responsabilités sont en conflit avec le travail rémunéré. Il n'est donc pas surprenant de constater que 70 % des pauvres du monde entier (qui représentent 1,3 milliard de personnes) sont des femmes, et que les revenus des femmes ne correspondent en moyenne qu'à 75 % de ceux des hommes. Les femmes bénéficient de moins d'opportunités pour se procurer des moyens de subsistance en raison d'obstacles à la propriété foncière et d'un manque d'accès au crédit. Dans les pays industrialisés, le chômage des femmes avoisinait 8,1 % en 1993, contre 7 % pour les hommes. C'est l'Espagne qui présentait l'écart le plus important, avec 24 % pour les femmes et 10 % pour les hommes. De plus, en Europe, il y a davantage de femmes que d'hommes parmi les travailleurs en chômage partiel.

Accroître l'accès aux emplois et aux actifs productifs pour les femmes constitue donc une priorité pour le développement humain dans le monde entier. L'accès aux opportunités doit également être élargi à trois autres groupes : les personnes âgées, les jeunes et les handicapés. Dans le monde d'aujourd'hui, qui connaît une restructuration rapide et des licenciements, les travailleurs plus âgés sont souvent les premiers à être évincés et les derniers à être réembauchés. Sans expérience, les jeunes ont aussi des opportunités d'emplois limitées. Le chômage des jeunes représente plus du double de la moyenne nationale, avec 17 % pour les femmes et 16 % pour les hommes dans les pays industrialisés (encadré 4.8).

Les personnes ayant des handicaps souffrent également d'un accès limité aux opportunités. La société a souvent des préjugés négatifs à leur encontre et ne procède pas aux aménagements nécessaires pour qu'elles utilisent pleinement leurs capacités (encadré 4.9).

Bien que les opportunités soient étroitement définies en termes d'emploi, deux groupes restent désavantagés : les jeunes et les travailleurs d'un certain âge. Dans la plupart des pays industrialisés, le chômage des jeunes atteint des taux à deux chiffres. Il touche, par exemple, 36 % des jeunes de sexe masculin et 47 % des jeunes de sexe féminin en Espagne, contre respectivement 26 et 36 % en Italie. Dans certains pays tels que l'Australie, le Canada, la Finlande, Israël, la Pologne et la Suède, ce taux dépasse 20 %. La majorité des pays industrialisés présentent un taux de chômage des jeunes près de deux fois supérieur au taux de chômage global.

La situation est tout aussi préoccupante dans les pays en développement, surtout pour les jeunes disposant d'un certain niveau d'instruction. Ainsi, plus de 20 % de ceux qui ont fréquenté l'école primaire étaient au chômage au début des années quatre-vingt-dix en Algérie et en Tunisie, et plus de 20 % de ceux qui ont suivi un enseignement secondaire étaient dans la même situation en Côte d'Ivoire et au Kenya. Plus de 10 % des jeunes ayant suivi des études supérieures étaient sans emploi au Ghana et en Inde. Il s'agit là du gaspillage terrible d'une ressource essentielle.

Même si le nombre des personnes âgées par rapport à la population totale a considérablement augmenté au cours de ces dernières années, leur proportion dans la population active est en baisse. Sur les 20 dernières années, l'activité économique des hommes a en effet diminué de plus des deux tiers en Australie, en France et aux Pays-Bas, de plus de la moitié en Finlande et en Nouvelle-Zélande et de 30 à 40 % dans quelques autres pays. Ce recul est dû en partie au départ à la retraite des travailleurs d'un certain âge. Cependant, un nombre beaucoup plus élevé de travailleurs ont vu leur

emploi supprimé ou ont été licenciés.

De fait, les travailleurs âgés sont souvent les premières victimes des restructurations d'entreprises. Ils sont considérés comme coûtant plus cher que les jeunes, en raison d'un niveau de rémunération plus élevé, des droits qui découlent de leur ancienneté, des avantages annexes et des cotisations sociales dont ils bénéficient. Pourtant, leurs performances et les connaissances qu'ils ont accumulées compensent le plus souvent ces coûts, et leur rémunération ne continue pas forcément de progresser jusqu'au terme de leur vie professionnelle.

Etant donné la pénurie d'emplois, certaines personnes estiment que les travailleurs âgés devraient céder la place aux jeunes. Il est toutefois fréquent que les nouveaux arrivants sur le marché du travail ne disposent ni de l'expérience ni du savoir-faire nécessaires pour occuper les postes laissés vacants par leurs aînés. Bien souvent, également, ces emplois disparaissent purement et simplement. Un autre point de vue largement répandu, selon lequel les travailleurs âgés produisent moins que les jeunes, ne résiste pas toujours à l'analyse des faits. En effet, des études ont montré que les baisses de productivité sont graduelles, et que la productivité des travailleurs approchant de la soixantaine est souvent supérieure à celle des travailleurs âgés de moins de 20 ans ou d'un peu plus de 20 ans. De plus, les baisses de performances peuvent être attribuées à tort à l'âge alors qu'elles proviennent de compétences dépassées ou d'une « usure » qui peut se produire à tout âge. Tous ces mythes limitent les opportunités d'emploi des personnes d'un certain âge... et mènent à un gaspillage des chances, dans la mesure où la société pourrait largement tirer parti de leur savoir, de leur expérience et de leur potentiel productif.

Source : BIT 1992 et 1995e.

Personnes handicapées : des opportunités niées

Quelque 500 millions de personnes dans le monde sont handicapées, dont 400 millions dans les pays en développement. Dans les pays industrialisés, les handicapés représentent plus de 10 % de la population, et, dans les pays en développement, leur nombre augmente considérablement en raison de conflits internes. Ainsi, chaque mois, 120 Angolais et 300 Cambodgiens sont tués ou blessés par des mines antipersonnel.

Les handicapés ont de nombreuses potentialités, mais ils se heurtent à des obstacles lorsqu'ils veulent les exploiter ou les développer. Les préjugés de la société leur refusent donc des opportunités. A Hong-Kong, au début des années quatre-vingts, un quart des handicapés âgés de 15 à 24 ans n'étaient pas scolarisés, contre seulement 2 % de la population totale. En Australie, sur la même période, plus de la moitié des hommes handicapés en âge de travailler ne faisaient pas partie de la population active, contre seulement 13 % de l'ensemble des hommes en âge de travailler, et près des trois quarts des Australiennes handicapées n'étaient pas intégrées à la population active.

L'accès des femmes handicapées aux opportunités est largement entravé. Ainsi, aux Philippines,

80 % d'entre elles ne disposent pas d'un travail rémunéré, et les 20 % qui travaillent gagnent 10 dollars par mois, ce qui correspond à environ un tiers du seuil de pauvreté selon la définition de la Banque mondiale.

Le handicap fait partie de la vie de tous les jours, surtout lorsque les individus avancent en âge. On a estimé, pour plusieurs pays, le nombre moyen d'années que vivront les personnes handicapées, en proportion de l'espérance de vie à la naissance et à l'âge de 65 ans. En Australie, par exemple, ce nombre représente 20 % de l'espérance de vie à la naissance. Les femmes vivent généralement plus longtemps avec un handicap. Aux Pays-Bas, le nombre moyen d'années de vie avec un handicap représente 25 % de l'espérance de vie pour les femmes, et 18 % pour les hommes. La part de l'espérance de vie avec handicap est beaucoup plus grande à 65 ans qu'à la naissance. Elle est de 55 % pour les hommes et de 54 % pour les femmes en Australie, contre respectivement 37 et 58 % aux Pays-Bas. Organiser la vie des handicapés signifie tenir les portes ouvertes, intégrer travail et loisirs, garantir la sécurité dans les lieux publics et accueillir tous les individus sans exception.

Source : Haber et Dowd 1994 et ONU 1990.

Perspectives

Elargir les opportunités d'emplois pour faire face aux nouveaux besoins et aspirations des individus constitue l'une des principales priorités du développement humain dans les années à venir. Ce sera une tâche considérable et difficilement surmontable. Les opportunités doivent être suffisamment élargies pour inverser le mouvement ascendant du chômage, absorber la croissance de la main-d'oeuvre et améliorer la productivité et les revenus des pauvres. Au cours de la dernière décennie, seulement un quart des pays ont réussi à atteindre une expansion satisfaisante des opportunités, minimiser le chômage et augmenter les salaires et la productivité.

Si les tendances mondiales actuelles se poursuivent, la polarisation augmentera au sein des pays et entre les différents pays - entre les travailleurs qui ont des emplois stables et bien rémunérés et ceux qui n'en ont pas, entre les pays qui connaissent une croissance rapide et dont les habitants sont en train de gravir l'échelle des qualifications et des salaires et ceux qui sont laissés en dehors de la compétition mondiale. Les plus touchés seront les personnes vulnérables - les chômeurs de longue durée, les femmes, les personnes peu qualifiées, de nombreux jeunes et les personnes âgées. Parmi les pays, ce seront les moins intégrés et les moins compétitifs dans l'économie mondiale en expansion.

Le besoin de croissance ou la nécessité de redéfinir le travail

Les décideurs peuvent concevoir des stratégies de croissance qui génèrent de l'emploi. Mais sans croissance, le chômage augmentera ou, au mieux, les emplois à faible productivité se multiplieront - cela a été le cas dans près de 70 pays au cours des années quatre-vingts. Nombreux d'entre eux, en particulier les pays d'Amérique latine et certains pays d'Europe de l'Est, voient aujourd'hui leur croissance repartir. Mais un trop grand nombre sont toujours bloqués dans la stagnation ou le déclin économique. Dans ces pays - principalement en Afrique subsaharienne et dans d'autres pays parmi les moins avancés (PMA) - régénérer la croissance tirée par l'emploi constitue une condition préalable au développement humain. Mais cette croissance doit s'accompagner d'une amélioration rapide des potentialités humaines élémentaires.

Dans tous les pays, le défi consiste à forger des liens solides entre la croissance et l'emploi en adoptant des stratégies de croissance génératrices d'emploi et en garantissant une amélioration rapide des compétences humaines.

Les économies à forte croissance d'Asie de l'Est et du Sud-Est doivent rester dans la course et continuer de gravir l'échelle de l'emploi, des qualifications et des salaires. Elles doivent prêter une attention particulière à la qualité des emplois et à l'égalité de l'accès à ces emplois - en particulier pour les femmes. Et, à terme, elles doivent se préparer à un « atterrissage en douceur » pour conserver les emplois et

les opportunités, même avec le ralentissement de la croissance économique.

Les pays d'Amérique latine et d'Asie du Sud dont la croissance économique est forte ou en phase d'amélioration devront adopter de nouveaux schémas de croissance davantage liés à l'emploi et aux qualifications. Ces pays doivent tirer des leçons des années soixante et soixante-dix sur l'importance du schéma de croissance pour l'emploi et la réduction de la pauvreté. Certains pays, tels que le Bangladesh et le Chili, avancent depuis quelques années sur la voie d'une croissance qui augmente les opportunités.

Les pays de l'OCDE luttent pour faire face à la progression du chômage, à la détérioration de la sécurité de l'emploi et à l'augmentation des disparités de salaires. La cause de ces problèmes croissants n'est pas évidente. Est-ce un ralentissement de la croissance ? Est-ce un changement structurel dû à une nouvelle révolution technologique ? Est-ce la pression de la mondialisation et de la concurrence avec les pays en développement ? Ou bien une combinaison des trois ?

Pour les pays de l'OCDE, la révolution technologique rapide promet une productivité accrue et une libération des tâches pénibles. Mais les effets des avancées technologiques en termes de délocalisation de la main-d'oeuvre et les pressions liées à la compétitivité de la mondialisation contraindront de nombreuses personnes à quitter leur emploi actuel et, si elles ne peuvent pas s'adapter, les privera de leurs moyens de subsistance. La technologie bénéficierait à certains mais en laisserait de nombreux de côté.

Un récent rapport du BIT montre que, entre 1975 et 1982, chaque point de pourcentage de croissance du PIB s'est traduit en un demi point de pourcentage de croissance de l'emploi, et légèrement plus (0,63 point de pourcentage) entre 1982 et 1993. Mais ces données n'apaisent pas les inquiétudes quant à une « croissance sans création d'emplois ». Les données quant à la dernière ou aux deux dernières années pour de nombreux pays industrialisés révèlent un affaiblissement de la relation de l'emploi avec la croissance - un ralentissement de la création d'emplois.

Quelle qu'en soit la cause, la solution n'est pas simplement davantage de croissance pour créer plus d'emplois et plus de revenu. La croissance économique doit se traduire plus efficacement en choix d'emplois satisfaisants - non seulement en

réduisant le chômage, mais en améliorant les conditions de travail grâce à la croissance et aux progrès technologiques. Les individus ont moins de garanties, travaillent plus dur et sont soumis à davantage de pressions - souvent pour des salaires équivalents ou inférieurs. Et il est plus difficile d'apporter des soins à ceux qui en ont besoin - les personnes âgées, les jeunes enfants et les malades. Malgré des revenus moyens par habitant de 20 000 dollars et des économies toujours en pleine croissance, la vie professionnelle des individus ne s'améliore pas. Il convient de mettre en place de nouveaux accords institutionnels pour atteindre des objectifs importants en termes de développement humain. Cela signifie davantage de sécurité de l'emploi et davantage d'équité - en particulier l'égalité entre les sexes dans le travail et la rémunération. Cela implique également davantage de temps libre pour l'épanouissement personnel, pour le travail au sein de la famille ou de la collectivité et davantage de garantie que des soins soient disponibles pour les personnes âgées, les jeunes et les malades. Le développement de nouveaux styles de vie et accords institutionnels devrait être un sujet de débats publics et un objectif de la politique publique (encadré 4.10).

L'économie mondiale et l'action internationale

Ces défis actuels en matière d'emploi ne doivent pas être traités comme si le contexte était celui de l'après-guerre, des années cinquante et soixante, caractérisé par une économie mondiale stable, des taux de change fixes, des barrières douanières et des flux d'aide motivés par les intérêts de la Guerre froide. En revanche, on doit y faire face dans le contexte de la « mondialisation », où les vies de 5 milliards de personnes, plus de 180 pays et de milliers d'entreprises transnationales sont étroitement liées - avec des connexions qui se multiplient par les flux internationaux d'échanges, de capital, d'information et de culture.

La libéralisation des échanges et le développement d'accords commerciaux régionaux augmentent les échanges mondiaux et, par ce biais, l'interdépendance économique à l'échelle mondiale. Les échanges de biens et de services s'accroissent considérablement, passant de 25 % du PIB mondial en 1970 à près de 45 %

Les défis actuels en matière d'emplois ne doivent pas être traités comme si le contexte était celui des années cinquante et soixante

en 1990. Le capital devient plus mobile, les flux d'investissements privés en direction des pays en développement ont grimpé en flèche, passant de 5 milliards de dollars en 1970 à près de 175 milliards aujourd'hui.

Une économie mondiale en pleine croissance peut créer un environnement favorable à la croissance et à l'emploi dans chaque pays. L'effet global de cet accrois-

sement des échanges mondiaux et des flux de capitaux sera positif. Mais tous les pays et tous les individus ne profiteront pas de façon égale des gains à l'échelle mondiale. Et les puissantes forces de l'expansion économique mondiale posent de nouveaux problèmes que les organismes mondiaux actuels sont mal équipés pour traiter.

Les pays qui sont mal intégrés dans l'économie mondiale risquent notamment de se trouver encore davantage marginalisés. Les bénéfices escomptés des négociations d'Uruguay, par exemple, devraient s'élever à 200 milliards de dollars par an, selon les estimations. Mais cela ne profitera guère aux pays ou aux personnes qui ne produisent pas pour l'économie mondiale. En effet, on estime que les PMA d'Afrique subsaharienne perdront 8 millions de dollars par an en exportations dans ce contexte. De toute évidence, les efforts de la communauté internationale pour intégrer les PMA dans l'économie mondiale sont loin de correspondre aux besoins réels - et loin d'avoir rempli les engagements pris en 1990 (encadré 4.11).

Certaines régions en développement doivent leur prospérité et leur développement humain actuels aux échanges internationaux. Mais d'autres sont vulnérables à leurs aléas. Les économies d'Asie de l'Est ont maintenu une croissance annuelle des exportations supérieure à 12 % au cours des deux dernières décennies, et l'Asie du Sud essaie de les rattraper. Mais de nombreux pays arabes et l'Afrique subsaharienne, qui restent des producteurs de produits primaires avec une dégradation des termes de l'échange, sont à la traîne. Des disparités similaires apparaissent dans les flux de capitaux internationaux. Entre 1989 et 1994, sur les 585 milliards de dollars de flux de capitaux privés cumulés en direction des pays en développement, l'Asie de l'Est a reçu 40 %, suivie par l'Amérique latine avec 30 %. L'Asie du Sud n'a reçu que 3 % de ces flux et l'Afrique subsaharienne à peine 1 %.

Le risque ne se limite pas simplement à ce que les bénéficiaires de la mondialisation contournent ces pays, mais que ceux-ci se marginalisent de plus en plus à mesure que leur part dans les échanges mondiaux et les flux de capitaux internationaux continue de décroître. Cela ne fera que retarder encore davantage la transformation structurelle de leurs économies, qui est nécessaire pour les rendre plus forts face aux aléas du marché et du climat. Les exportations de l'Afrique subsaharienne

ENCADRE 4.10

Suède et Japon : deux champions confrontés à de nouveaux défis

La Suède et le Japon détiennent le record de croissance durable parmi les pays industrialisés. Ils détiennent également tous deux un autre record, celui du taux de chômage le plus faible, largement inférieur à 3 % sur une période de 40 ans. Ces deux pays ont protégé l'emploi et l'ont préservé des hauts et des bas du cycle économique et de la croissance.

Cette politique de l'emploi a constitué l'un des piliers d'une croissance équitable : dans ces deux pays, le coefficient de Gini a diminué à mesure que la croissance progressait. La Suède et le Japon ont cependant suivi des approches différentes de la répartition des ressources. En effet, la Suède s'est appuyée sur la redistribution du revenu et sur les mécanismes de l'Etat-providence, tandis que le pays du Soleil levant a redistribué la terre et les richesses, avant de protéger la petite agriculture et de soutenir les petites entreprises.

Dans ces deux pays, un ordre social a protégé l'emploi, via un consensus entre les organisations patronales et syndicales, entre la classe politique et l'administration publique, entre les petites et les grandes entreprises, entre le secteur privé et les pouvoirs publics. Les relations employeurs-salariés ont été marquées par l'engagement et la confiance, et par le nombre peu élevé de conflits violents. De plus, les travailleurs ont bénéficié d'un niveau de sécurité élevé, qui a également encouragé une attitude plus positive envers les mutations technologiques, facteur essentiel de l'augmentation de la productivité.

Face au ralentissement de la croissance et à l'extension de la

concurrence dans le cadre d'une économie mondiale, les systèmes qui ont si bien fonctionné pendant 40 ans sont aujourd'hui sous pression. La Suède et le Japon estiment à présent que les subventions publiques constituent un fardeau qui pèse de plus en plus, sur le revenu agricole au Japon et sur l'Etat-providence en Suède. Le chômage est en augmentation - il a fait un bond en Suède, passant de 1,6 % en 1990 à 8,2 % en 1995, et il dépasse le niveau record atteint après-guerre au Japon, en s'établissant à 3,4 % en décembre 1995.

Les règles du jeu sont en train de changer. La Suède a supprimé les restrictions qui protégeaient les travailleurs en surnombre, ouvrant ainsi la voie à des licenciements massifs, même dans la fonction publique. Au Japon, les entreprises réexaminent leurs relations avec les petits fournisseurs, au profit des importations, et le système d'emploi à vie dans telle ou telle entreprise est probablement en train de s'effriter.

L'élan pour le changement vient non seulement des mutations de l'environnement économique, mais aussi des interrogations des individus à propos des modes de vie. Ne faudrait-il pas consacrer plus de temps aux loisirs ? Les Suédoises devraient-elles continuer à dépendre de tiers pour la garde de leurs enfants ? Les hommes au Japon ne devraient-ils pas se consacrer davantage à leur famille ? Il pourrait être nécessaire d'élaborer de nouveaux modèles associant davantage équité, croissance et développement humain, et qui seraient moins axés sur la croissance et davantage orientés sur de nouveaux modes de vie.

Source : de Vlyder 1995a, Ishikawa 1995 et Ito 1992.

Programme d'action en faveur des PMA : des engagements non tenus

restent étroitement concentrées sur les produits primaires, et peu de progrès ont été réalisés pour se diversifier vers des exportations non traditionnelles, en particulier de produits manufacturés. La valeur ajoutée générée par l'industrie de transformation croît seulement de 2 à 3 % par an depuis le début des années quatre-vingts, et ne contribue actuellement qu'à 10 % du PIB.

Un autre risque est que les personnes les moins capables de s'adapter à l'évolution des conditions de marché et d'aborder des technologies nouvelles ou d'acquiescer de nouvelles compétences soient également davantage marginalisées. Le *Rapport sur le développement dans le monde 1995* de la Banque mondiale présente deux scénarios possibles en ce qui concerne les tendances des salaires. Le premier est un scénario « divergent » dans lequel les écarts de salaires entre les travailleurs qualifiés et non qualifiés au sein d'un pays, et les écarts de salaires entre pays et régions, se creuseront. En 2010, les salaires progresseront selon ce scénario de respectivement 15 % pour les travailleurs non qualifiés, contre 47 % pour les travailleurs qualifiés dans les pays de l'OCDE, ou encore de 3 % et 29 % en Europe de l'Est et dans les pays de la CEL, et de -3 % et 45 % en Amérique latine.

Dans un scénario « convergent » plus optimiste, les salaires augmenteront dans toutes les régions et tous les pays, et l'inégalité s'atténuera. Même ainsi, les travailleurs non qualifiés d'Afrique verront leurs salaires augmenter de 44 % d'ici 2010, contre 81 % pour les travailleurs qualifiés d'Asie de l'Est. L'écart à l'échelle internationale entre les salaires des plus riches et ceux des plus pauvres - les travailleurs qualifiés de l'industrie et les agriculteurs africains - se resserrera, mais seulement de 60 contre 1 en 1992 à 50 contre 1 en 2010.

La mondialisation complique la tâche qui consiste, pour les politiques nationales, à forger des liens solides entre la croissance, l'emploi et le développement humain. Tous les pays ont de plus en plus de mal à créer des emplois dans l'environnement actuel. L'intensification de la concurrence pour les parts de marché et les flux de capitaux survalorise la productivité, les restrictions salariales, l'équilibre des budgets, l'expansion des exportations et la réduction des services sociaux. Et cela laisse aux pouvoirs publics une marge de manoeuvre plus étroite pour concevoir

En 1990, la deuxième Conférence des Nations unies sur les pays les moins développés a adopté un programme d'action *ad hoc* pour les années quatre-vingt-dix. Les engagements les plus importants ont concerné la mise en place des conditions d'une croissance économique accélérée et durable pour les PMA, l'intensification des efforts visant à améliorer l'éducation, la formation, la santé et l'hygiène, l'augmentation de la part du PNB des pays donateurs consacrée à l'aide, l'amélioration de l'accès aux marchés d'exportation des produits des PMA, ainsi qu'une réduction significative du fardeau de la dette de ces pays.

Les réalisations sont bien loin d'atteindre le niveau de ces engagements. Une étude menée à mi-parcours afin d'évaluer les avancées en 1995 a tiré les conclusions suivantes :

- *Croissance économique.* La croissance annuelle moyenne du PIB réel dans les PMA n'a été que de 1,6 % sur la période 1990-93, contre 2,2 % en 1980-90. Compte tenu de la croissance démographique, le PIB réel par habitant de ces pays a reculé de 1,2 % en rythme annuel entre 1990 et 1993, contre -0,3 % de 1980 à 1990. Le revenu moyen par habitant diminue donc à un rythme accéléré dans les PMA, ce qui laisse entrevoir des perspectives sombres pour leur développement à venir. Cette situation reflète, dans une certaine mesure, le manque de progrès dans la mise en oeuvre du Programme d'action.

- *Développement des ressources humaines.* Le taux d'alphabétisation des adultes a progressé de 42 % en 1985 à 47 % en 1993, et l'espérance de vie à la naissance est passée de 50 ans en 1990 à 52 en 1993. Cependant, le rythme de ces améliorations se ralentit, et la très faible progression de la croissance économique remet en cause leur viabilité à long terme. Il est donc nécessaire de remodeler de manière décisive le

Programme d'action afin d'inverser ces tendances préoccupantes.

- *Aide.* Les donateurs devaient consacrer au moins 0,15 % de leur PNB à l'aide publique au développement (APD) en faveur des PMA en 1995, et porter cette contribution à au moins 0,20 % à l'horizon 2000. L'aide aux PMA a pourtant diminué, passant de 0,09 % du PNB des pays donateurs en 1990 à 0,07 % en 1993. Seuls quatre pays donateurs (Norvège, Danemark, Suède et Pays-Bas) ont atteint l'objectif de 0,20 % en 1993, et le Portugal a, quant à lui, tenu l'engagement de 0,15 %. En valeur nette, le flux total d'APD vers les PMA est passé de 16 milliards de dollars en 1990 à 15 milliards de dollars en 1993, soit une chute importante de l'APD par habitant, passée de 32 à 27 dollars.

- *Echanges.* Les pays industrialisés ont réduit de 25 % les taxes douanières applicables aux produits industriels importés des PMA. Cependant, les tarifs douaniers concernant les importations d'autres pays industrialisés ont diminué jusqu'à 40 %, ce qui réduit beaucoup les avantages pour les PMA. A l'heure actuelle, les réductions tarifaires limitent considérablement la marge de préférence globale accordée à ces pays, et érodent donc gravement leur compétitivité. De plus, les PMA ont dû accepter les nombreuses obligations définies à l'issue des négociations d'Uruguay, et dont une partie auraient été quasiment inacceptables pour les pays industrialisés il y a seulement quelques années, même si les PMA se voient accorder un échéancier relativement souple pour se conformer à ces obligations.

- *Endettement.* Malgré les mesures d'allègement introduites depuis 1990 dans les PMA, la dette extérieure totale de ces pays a augmenté, passant de 114 milliards de dollars en 1990 à 127 milliards de dollars, selon les estimations, en 1993. De nouvelles initiatives sont nécessaires pour accélérer le traitement de cette question (encadré 4.12).

Source : ONU 1991 et CNUCED 1995.

Sans savoir lire, écrire et compter, la capacité des individus à s'adapter aux méthodes de production et aux technologies en pleine évolution est très limitée

des politiques en faveur de l'emploi et des prestations sociales, telles que les pensions de retraite, l'assurance chômage et des compensations pour le travail non rémunéré, les soins aux personnes âgées et aux malades, par exemple.

Ces risques de marginalisation des personnes et des pays requièrent l'attention de tous les pays et des solutions au niveau mondial.

Il faut premièrement concevoir des mesures internationales pour soutenir les politiques et les actions nationales en faveur du plein emploi. Le plein emploi ne doit plus être traité comme un objectif de politique internationale subalterne. L'engagement de l'après-guerre vis-à-vis du plein emploi a conduit les Nations unies à mettre en place une commission spéciale de cinq économistes de renom. En 1949, ils ont élaboré un rapport sortant des sentiers battus, « *Mesures nationales et internationales pour le plein emploi* ». Prenant la promesse de plein emploi de la Charte des Nations unies (article 55) comme point de départ, ce rapport analysait les implications nationales et internationales et développait des recommandations dans les principaux domaines de la politique nationale, y compris sur la politique budgétaire, le contrôle du volume d'investissement et la stimulation de la demande.

Les mesures internationales recommandées par ce rapport commencent par la création d'un système d'échanges internationaux qui fonctionne pour une économie mondiale stable et en pleine croissance, en éliminant les barrières douanières et en réinstaurant la convertibilité des devises. Elles couvrent également la nécessité « d'accélérer le développement économique méthodique des régions sous-développées du globe ». Et elles soulignent l'importance d'empêcher la propagation des fluctuations de la demande effective au niveau international. Ces objectifs devaient être réalisés par un investissement étranger plus ciblé, soutenu par des politiques nouvelles et plus actives de la part de la Banque mondiale et du FMI.

Une initiative similaire est nécessaire aujourd'hui, pour évaluer les options de politique nationale et formuler des mesures internationales en faveur du plein emploi dans l'environnement actuel, en pleine mutation, caractérisé par l'intégration économique mondiale et les progrès technologiques.

Il faut deuxièmement accroître les niveaux de qualifications et d'éducation dans les pays à faible développement humain. Cet objectif est important en soi, mais c'est également une condition préalable à l'intégration de ces pays dans l'économie mondiale. Comme le rapport mondial 1995 de l'ONUDI le conclut, la compétitivité industrielle dépend à présent de la technologie et des qualifications, et moins de facteurs tels que les matières premières et le capital. Sans savoir lire, écrire et compter, la capacité des individus à s'adapter à des méthodes de production et des technologies en pleine évolution est très limitée.

Réduire les dépenses militaires constituerait un moyen pour les pouvoirs publics nationaux de dégager une partie des fonds nécessaires. Et des initiatives de la part de donateurs bilatéraux et d'institutions multilatérales visant à réduire la dette, d'un montant de 150 milliards de dollars, de l'Afrique subsaharienne pourraient largement contribuer à débloquer les 9 milliards de dollars nécessaires chaque année pour fournir un accès universel aux services sociaux élémentaires. Mais les progrès sont douloureusement lents. Les mesures d'allègement de la dette ne concernent que 7 milliards de dollars sur la dette de l'Afrique subsaharienne, laissant le reste en suspens (encadré 4.12).

Il faut troisièmement mettre en place les mécanismes internationaux pour empêcher la marginalisation des pays les moins avancés. L'aide est le mécanisme institutionnel principal actionné en ce moment. Elle a chuté de 62 milliards de dollars en 1991 à 57 milliards de dollars en 1993 (en dollars 1992).

Le système des organisations des Nations unies a récemment reconnu les besoins vitaux de l'Afrique subsaharienne, lors d'un nouvel engagement pour accélérer le développement en Afrique. « L'initiative spéciale des Nations unies pour l'Afrique », rendue publique en mars 1996, se compose des éléments suivants :

- Un ensemble d'actions de grande envergure coordonnées et centrées sur un engagement visant à fournir une éducation de base universelle et des services de soins améliorés à la collectivité d'ici dix ans.
- Un soutien plus marqué aux efforts déployés pour améliorer la gestion des affaires publiques (y compris le renforcement du processus de paix), mieux assurer la fourniture d'eau potable et de

denrées alimentaires aux foyers et renforcer la société civile en Afrique.

- Une mobilisation particulière de l'engagement politique et du soutien en faveur du développement de l'Afrique, impliquant la participation des responsables de tous les organismes des Nations unies.

- Une nouvelle approche des relations entre donateurs et pays africains visant à augmenter la cohérence des efforts d'aide, en plaçant plus nettement les projets africains au centre du processus et en élargissant le processus de consultation au secteur privé.

On estime à 25 milliards de dollars les ressources externes nécessaires - qui viendront d'aides nouvelles et de réaffectations des ressources des organismes des Nations unies, des donateurs bilatéraux et des organisations non-gouvernementales. Une restructuration des ressources nationales est également prévue dans le cadre de ce programme. Les initiatives en matière d'éducation et de santé devraient, à elles seules, représenter plus de 85 % des ressources de cette initiative spéciale. Cet effort implique une forte impulsion dans le sens de la réorientation des ressources externes et nationales vers le développement humain.

Les forces de l'expansion des échanges mondiaux et des progrès technologiques promettent de nouvelles avancées en termes de croissance économique dans les années à venir. Mais pour qu'elle ait une signification pour le progrès humain, cette croissance doit se traduire en termes de développement humain. Elle doit également atténuer l'inégalité et la pauvreté. Et elle doit garantir la viabilité à long terme, la participation et la paix. Nous devons inverser les tendances qui ont conduit à l'échec de la croissance dans une centaine de pays et à l'incapacité de traduire la croissance en développement humain dans de nombreux autres. Seuls des engagements mondiaux et nationaux plus résolus peuvent créer des liens plus forts entre la croissance et le développement humain.

Mettre la dette extérieure au service du développement

Le remboursement de la dette absorbe souvent entre un quart et un tiers des recettes publiques, déjà limitées, des pays en développement, et évince ainsi les investissements publics dans le développement humain, pourtant cruciaux. Ce problème frappe le plus durement les 32 pays à bas revenu fortement endettés, dont bon nombre enregistrent également de mauvais résultats en termes de développement humain. Dans quatre de ces pays (Guinée-Bissau, Mauritanie, Zaïre et Zambie), le service de la dette échue représente de trois à six fois le niveau des dépenses publiques consacrées à l'éducation. Un endettement élevé et des arriérés impayés dissuadent également les investisseurs privés étrangers et encouragent la fuite de l'épargne nationale, qui constitue une source vitale de financement nécessaire au développement humain, à la croissance économique et à l'amélioration du niveau de vie.

Au cours des dernières années, des mesures ont été prises pour s'attaquer au problème de la dette. Des organisations multilatérales et des donateurs bilatéraux soutiennent des plans de réduction de la dette commerciale. Les créanciers officiels (les pays) ont annulé une partie des dettes sans intérêt qui leur étaient dues. Et les pays créanciers se sont entendus sur un certain nombre de mesures selon les termes de la convention de Toronto, de la convention de Trinidad et, en 1995, de la convention de Naples. Bien que ces mesures contribuent à réduire l'endettement, de nombreux pays à bas revenu fortement endettés ne sont toujours pas débarrassés de la majeure partie de leur dette. Qui plus est, ces mesures ne sont pas suffisantes.

Une analyse des données récentes de la Banque mondiale montre que même si toutes les mesures existantes d'allègement de la dette étaient intégralement appliquées, 23 des 32 pays à bas revenu fortement endettés, et 4 autres pays présentant un endettement similaire, supporteraient toujours un endettement insoutenable (avec un ratio de

la valeur nette courante de la dette sur les exportations dépassant les 200-220 %). Ce groupe comprend des pays tels que l'Angola, le Burundi, l'Éthiopie, la Guinée-Bissau, l'Ouganda, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, la Tanzanie, le Yémen et la Zambie.

Des solutions techniquement réalisables au problème de la dette ont été proposées. Mais leur application prend du retard, même dans les pays à bas revenu fortement endettés qui déploient des efforts considérables pour mettre en place la réforme de leur politique économique et les ajustements structurels. Selon les derniers chiffres disponibles, seulement 7 milliards de dollars ont été annulés sur la dette de l'Afrique subsaharienne, et il reste donc 150 milliards de dollars pour lesquels il faut trouver une solution.

Selon les termes du Secrétaire général des Nations unies, « la dette est un boulet que traîne l'Afrique », qui entrave le développement humain et la croissance économique. Il faut adopter de toute urgence des mesures internationales pour apporter une solution suffisante et durable aux problèmes d'endettement des pays à bas revenu fortement endettés. Ces mesures pourraient être les suivantes :

- Mesures parallèles visant à traiter rapidement et complètement tout l'encours de la dette, commerciale, bilatérale et multilatérale.
- Engagements à utiliser une partie des bénéfices découlant de l'annulation de la dette pour des investissements massifs dans le développement humain.
- Suivi plus direct et accessible au public, permettant aux citoyens intéressés de suivre les progrès réalisés dans chaque pays, dans les pays à bas revenu faiblement endettés et dans les pays d'Afrique subsaharienne en tant que groupe.
- Réunion politique restreinte mais organisée à un niveau élevé, avec des représentants des pays à bas revenu fortement endettés et des pays créanciers, visant à définir une stratégie d'action plus rapide.

Source : Banque mondiale 1994b.

Le PIB réel par habitant du Gabon est de 3 861 dollars (PPA) et ne subit pas d'ajustement, étant inférieur à la valeur de seuil.

L'indicateur de PIB réel corrigé par habitant (PPA) est donc pour les deux pays considérés :

$$\text{Grèce} = \frac{5,825 - 100}{6,040 - 100} = \frac{5,725}{5,940} = 0,964$$

$$\text{Gabon} = \frac{3,861 - 100}{6,040 - 100} = \frac{3,761}{5,940} = 0,633$$

2. Calcul de l'ISDH et de l'IPF

Dans le cadre des comparaisons internationales, l'indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH) et l'indicateur de la participation des femmes (IPF) sont limités aux données généralement accessibles sur le plan international. Cependant, les données détaillées en fonction des deux sexes sont rares. Nous avons donc utilisé les estimations les plus récentes disponibles pour certaines variables entrant dans la composition de ces indicateurs. Par ailleurs, on relève certaines différences dans la définition des grandes catégories auxquelles certaines des variables se rapportent.

Nous nous sommes efforcés, dans le rapport de cette année, d'utiliser les données les plus récentes, les plus fiables et présentant la plus grande cohérence interne possible. Il en a résulté, pour un certain nombre de pays, des changements de classement notables par rapport à l'an dernier. Ces changements sont dus pour la plupart aux nouvelles estimations du PIB réel par habitant, des salaires, des taux de participation à la main-d'oeuvre, et des parts relatives des hommes et des femmes exerçant des fonctions de direction et d'encadrement supérieur ou occupant des postes de cadres et de techniciens.

Le recueil de données sexospécifiques plus nombreuses et plus fiables est une tâche complexe à laquelle la communauté internationale doit s'attaquer résolument. Nous continuons de publier les résultats obtenus selon l'ISDH et l'IPF en nous fondant sur les meilleures estimations disponibles, dans l'espoir que cela permettra d'accroître la demande de telles données.

L'indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH)

L'ISDH est composé des mêmes variables que l'IDH. Il diffère néanmoins de l'IDH en ceci que nous avons corrigé les niveaux moyens obtenus par chaque pays en termes d'espérance de vie, de niveau d'éducation et de revenu de façon à refléter les disparités sociologiques entre les hommes et les femmes

Indicateur du développement humain

L'IDH est la moyenne arithmétique de la somme des trois indicateurs de durée de vie, de niveau d'éducation et de PIB réel corrigé par habitant (PPA), ce qui donne pour la Grèce et le Gabon les résultats suivants :

Pays	Indicateur d'espérance de vie	Indicateur de niveau d'éducation	Indicateur de PIB réel corrigé par habitant	Σ	IDH
Grèce	0,878	0,885	0,964	2,727	0,909
Gabon	0,478	0,558	0,633	1,669	0,557

dans ces trois domaines. Nous avons retenu pour cela un coefficient de pondération qui exprime une aversion modérée pour l'inégalité, le paramètre ϵ , de valeur 2. Cette valeur correspond à la moyenne harmonique des valeurs masculine et féminine.

Nous avons également corrigé, dans le calcul de l'ISDH, les valeurs maximale et minimale de l'espérance de vie pour tenir compte de l'avantage biologique des femmes dans ce domaine. Pour les femmes, la valeur maximale de l'espérance de vie est ainsi de 87,5 ans et la valeur minimale de 27,5 ans. Pour les hommes ces valeurs sont respectivement de 82,5 ans et de 22,5 ans.

Le calcul de la composante du revenu est plus complexe. Pour calculer les parts du revenu du travail des hommes et des femmes, nous utilisons deux données : le rapport entre la moyenne des salaires féminins et celle des salaires masculins et la part de la population active âgée de 15 ans et plus. Concernant les pays pour lesquels il n'y a pas de données disponibles sur le rapport des salaires, nous avons retenu une valeur de 75 %, qui correspond à la moyenne pondérée du rapport des salaires pour tous les pays pour lesquels les données sont disponibles. Nous pondérons ensuite le PIB moyen corrigé par habitant sur la base de la disparité entre les sexes en matière de parts de revenus et de proportion de femmes et d'hommes dans la population, avant d'indexer la valeur du revenu.

La dernière opération du calcul de l'ISDH consiste à additionner les indicateurs de l'espérance de vie, du niveau d'éducation et du revenu et à diviser la somme par 3.

Exemple de calcul de l'ISDH

Nous avons choisi le Paraguay pour illustrer la méthode de calcul de l'indicateur sexospécifique du développement humain. Comme nous l'avons vu, le paramètre d'aversion pour l'inégalité ϵ a été fixé à 2. (Les résultats des calculs présentent parfois de

légères variations dues à l'arrondissement des chiffres.)

Espérance de vie

Femmes 72,0 ans

Hommes 68,2 ans

Alphabétisation des adultes

Femmes 89,9 %

Hommes 93,1 %

Scolarisation tous niveaux confondus

Femmes 61,1 %

Hommes 61,9 %

PREMIERE ETAPE

Calcul des indicateurs d'espérance de vie et d'éducation

Espérance de vie

Femmes $(72,0 - 27,5)/60 = 0,7417$

Hommes $(68,2 - 22,5)/60 = 0,7617$

Alphabétisation des adultes

Femmes $(89,9 - 0)/100 = 0,899$

Hommes $(93,1 - 0)/100 = 0,931$

Scolarisation tous niveaux confondus

Femmes $(61,1 - 0)/100 = 0,611$

Hommes $(61,9 - 0)/100 = 0,619$

Niveau d'éducation

Femmes $1/3 (0,611) + 2/3 (0,899) = 0,803$

Hommes $1/3 (0,619) + 2/3 (0,931) = 0,827$

DEUXIEME ETAPE

Calcul des parts proportionnelles de revenu

Pourcentage de la population active

Femmes 27,6

Hommes 72,4

Pourcentage de la population totale

Femmes 48,9

Hommes 51,1

Rapport des salaires non agricoles féminins aux salaires non agricoles masculins : 75,5 %

PIB réel corrigé par habitant (en PPA) : 3 340 PPA

Rapports du salaire féminin au salaire moyen (W)

et du salaire masculin au salaire moyen (W)

$W = 0,276 (0,755) + 0,724 (1) = 0,9324$

Rapport du salaire féminin au salaire moyen :
 $0,755/0,9324 = 0,8098$

Rapport du salaire masculin au salaire moyen :
 $1,0725/0,9324 = 1,0725$

Part des revenus du travail

Note : [(salaires féminins/salaires moyens) x pourcentage féminin de la population active] + [(salaires masculins/salaires moyens) x pourcentage masculin de la population active] = 1.

Femmes $0,8098 \times 0,276 = 0,2235$

Hommes $1,0725 \times 0,724 = 0,7765$

Parts proportionnelles féminine et masculine des revenus

Femmes $0,2235/0,489 = 0,45705$

Hommes $0,7765/0,511 = 1,51957$

TROISIEME ETAPE

Pondération ($\epsilon = 2$)

Indicateur du revenu également réparti

$[0,489 (0,45705) \cdot 2 + 0,511 (1,51957) \cdot 2] - 1 = 0,70660$,

$7066 \times 3\ 340 = 2\ 360$

$(2\ 360 - 100)/(6\ 040 - 100) = 0,380$

Indicateur de niveau d'éducation également réparti

$[0,489 (0,803) \cdot 2 + 0,511 (0,827) \cdot 2] - 1 = 0,815$

Indicateur d'espérance de vie également répartie

$[0,489 (0,7417) \cdot 2 + 0,511 (0,7617) \cdot 2] - 1 = 0,752$

QUATRIEME ETAPE

Calcul de l'indicateur sexospécifique du développement humain

$1/3(0,380 + 0,815 + 0,752) = 0,649$

L'indicateur de la participation des femmes

L'indicateur de la participation des femmes (IPF) a pour composantes des variables définies explicitement pour mesurer la maîtrise que les hommes et les femmes peuvent exercer sur leur destinée dans les domaines politique et économique.

Le premier ensemble de variables a été choisi pour rendre compte de la participation et du pouvoir décisionnel économiques. Il comprend les pourcentages d'hommes et de femmes exerçant, d'une part, des fonctions de direction et d'encadrement supérieur et, d'autre part, des professions techniques et libérales. Ce sont là des catégories d'emploi très vastes et aux définitions assez floues. Les groupes de population concernés par ces deux grandes catégories étant différents, nous avons calculé des indicateurs distincts pour chacun d'eux, que nous avons ensuite additionnés. La troisième variable est constituée par le pourcentage de femmes et d'hommes occupant des fonctions parlementaires. Elle a été choisie pour refléter la participation à la vie politique et le pouvoir de décision des femmes.

Nous appliquons à chacune des trois variables la méthode de la moyenne pondérée ($\epsilon = 1$) en fonction de la population pour calculer un pourcentage équivalent également réparti (PEER) pour les deux sexes considérés conjointement. Chaque variable est ensuite indexée en divisant le PEER par 50 %.

La variable du revenu est choisie pour exprimer le contrôle des ressources économiques. Elle est calculée de la même manière que pour l'ISDH, à la différence près que c'est le PIB réel par habitant non corrigé que nous utilisons ici (au lieu du PIB corrigé). La valeur maximale du revenu est, là encore, de 40 000 dollars (PPA) et la valeur minimale de 100 dollars (PPA).

En dernière étape, nous additionnons les indicateurs des trois variables - participation et pouvoir décisionnel économiques, participation et pouvoir décisionnel politiques, contrôle des ressources économiques -, avant de diviser le résultat par 3 pour obtenir l'IPF global.

Exemple de calcul de l'IPF

Nous avons choisi le Mexique pour illustrer la méthode de calcul de l'indicateur de la participation des femmes. Le paramètre d'aversion pour l'inégalité ϵ est égal à 2. (Les résultats des calculs présentent parfois de légères variations dues à l'arrondissement des chiffres.)

PREMIERE ETAPE

Calcul des indicateurs de représentation parlementaire, de fonctions de direction et d'encadrement supérieur, et de professions techniques et libérales

Pourcentage de représentation parlementaire

Femmes 13,9

Hommes 86,1

Pourcentage de fonctions de direction et de cadres supérieurs

Femmes 20,0

Hommes 80,0

Pourcentage de cadres et de techniciens

Femmes 43,6

Hommes 56,4

Pourcentage de la population totale

Femmes 50,1

Hommes 49,9

Calcul du PEER de représentation parlementaire

$[0,499 (86,1)-1 + 0,501 (13,9)-1]-1 = 23,90$

Calcul du PEER pour les fonctions de direction et les cadres supérieurs

$[0,499 (80,0)-1 + 0,501 (20,0)-1]-1 = 31,96$

Calcul du PEER pour les cadres et les techniciens

$[0,499 (56,4)-1 + 0,501 (43,6)-1]-1 = 49,168$

Indexation de la représentation parlementaire

$23,90/50 = 0,4780$

Indexation des fonctions de direction et d'encadrement supérieur

$31,96/50 = 0,6392$

Indexation des postes de cadres et de techniciens

$49,168/50 = 0,9834$

Calcul de l'indicateur combiné de fonctions de direction et d'encadrement supérieur et des emplois de techniciens et professions libérales

$(0,6392 + 0,9834)/2 = 0,8113$

DEUXIEME ETAPE

Calcul de l'indicateur des parts de revenu du travail

Pourcentage de la population active

Femmes 29,4

Hommes 70,6

Rapport des salaires non agricoles féminins aux salaires non agricoles masculins : 75 %

PIB réel non corrigé par habitant : 7 010 dollars (PPA)

Rapports du salaire féminin au salaire moyen (W)

et du salaire masculin au salaire moyen (W)

$W = 0,294 (0,75) + 0,706 (1) = 0,9265$

Rapport du salaire féminin au salaire moyen :

$0,75/0,9265 = 0,8095$

Rapport du salaire masculin au salaire moyen :

$1,00/0,9265 = 1,0793$

Part des revenus du travail

Note : [(salaires féminins/salaires moyens) x pourcentage féminin de la population active] + [(salaires masculins/salaires moyens) x pourcentage masculin de la population active] = 1.

Femmes $0,8095 \times 0,294 = 0,2380$

Hommes $1,0793 \times 0,706 = 0,7620$

Parts proportionnelles féminine et masculine des revenus

Femmes $0,2380/0,501 = 0,4750$

Hommes $0,7620/0,499 = 1,5271$

Calcul de l'indicateur du revenu également réparti

$[0,499(1,5271)-1 + 0,501 (0,4750)-1]-1 = 0,7239$

$0,7239 \times 7\ 010 = 5\ 074$

$(5\ 074 - 100)/(40\ 000 - 100) = 0,1247$

TROISIEME ETAPE

Calcul de l'indicateur de la participation des femmes

$(0,4780 + 0,8113 + 0,1247)/3 = 0,471$

3. L'indicateur de pénurie de capacités

Le niveau de vie matériel est généralement considéré comme un facteur déterminant du bien-être individuel. En conséquence, la pauvreté se définit traditionnellement comme un niveau matériel de vie inadmissiblement bas, soit par rapport au niveau de vie d'autres membres de la même société, soit par rapport à un niveau minimum absolu. Le niveau de vie se mesure généralement à partir des dépenses ou du revenu courant. Sur l'échelle des valeurs obtenues, on détermine ensuite un point (le seuil ou

ligne, de pauvreté) en deçà duquel les individus sont considérés comme pauvres.

Etant donné que les dépenses comme le revenu se mesurent en termes monétaires, le choix du seuil (ou de la ligne) de pauvreté est toujours plus ou moins arbitraire. Il n'y a pas de raison clairement définie de fixer ce seuil à une valeur plutôt qu'à une autre, et les opinions sur la somme d'argent nécessaire pour échapper à la pauvreté sont forcément variables. Ce phénomène tient en partie à ce que

L'argent ne fournit qu'une mesure approximative de la valeur des biens et des services, qui ne sont jamais que des moyens de parvenir à la fin qu'est le bien-être.

Il importe alors de définir une mesure de la pauvreté qui soit davantage axée sur les personnes, et qui tienne compte du fait que la misère se manifeste dans différents domaines de l'expérience humaine. Or, l'insuffisance du revenu n'est que l'une des manifestations de la misère et elle concerne les moyens plutôt que les fins. L'indicateur de pénurie de capacités (IPC) constitue en revanche un indicateur de pauvreté pluridimensionnel fondé sur les potentialités.

Potentialités fondamentales

Le développement humain est défini par l'expansion des capacités, ou potentialités ouvertes aux individus. Contrairement au revenu, les capacités sont des fins et elles se situent non pas sur le plan des variables d'entrée, mais sur celui des résultats humains, c'est-à-dire sur le plan de la qualité de la vie. La misère se conçoit alors comme une pénurie de capacités fondamentales, qui fait que les individus ne sont pas en mesure de parvenir à un niveau élémentaire d'accomplissement ou d'organisation de leur vie.

Au nombre de ces potentialités et capacités fondamentales figurent celle d'échapper aux maladies pour lesquelles il existe une prophylaxie, celle d'accéder à l'information et à l'instruction et celle de se nourrir convenablement. Les signes de l'échec dans ces trois domaines sont la maladie, l'analphabétisme et l'insuffisance pondérale. Une autre capacité fondamentale, trop souvent négligée, est celle de pouvoir mettre des enfants au monde dans de bonnes conditions sanitaires.

Dans l'idéal, pour mesurer la pénurie dans chacune de ces capacités, il conviendrait de retenir des indicateurs reflétant directement ces manques. Or, de tels indicateurs sont rarement disponibles. Il faut donc choisir des indicateurs de substitution qui reflètent les moyens de se doter des capacités considérées ou d'en faire usage. La disponibilité de personnel de santé ayant reçu une formation en obstétrique est l'un de ces indicateurs de substitution. On peut y ajouter l'accès aux services de santé, à l'eau potable et à l'assainissement. C'est également le cas de l'accès potentiel de la population à l'alimentation, reflété par l'apport moyen de calories par habitant.

Cependant, les indicateurs d'accès effectif sont plus utiles que les indicateurs d'accès potentiel. C'est ainsi que pour évaluer l'efficacité d'un système de santé publique, les taux de vaccination ou d'administration de thérapie de réhydratation orale (TRO) sont préférables aux données faisant apparaître le pourcentage de la population habitant à moins d'une heure de trajet d'un dispensaire.

La pénurie de capacités est le résultat d'un manque d'opportunités pour les individus : elle indique que la société n'a pas accordé à ceux-ci

l'accès aux moyens de développement ou de maintien de leurs capacités essentielles. C'est ainsi que certains groupes de population ne disposent pas de services de santé qui les protègent des maladies pour lesquelles il existe un traitement préventif ou de systèmes d'éducation leur permettant d'apprendre à lire, à écrire et à compter. C'est à la société qu'il incombe de lever les obstacles qui s'opposent à l'accessibilité de ces services ou de veiller à ce que cette accessibilité ne soit pas purement théorique.

S'il existait des indicateurs reflétant toute la gamme des activités essentielles, il ne serait guère utile de recourir à un indicateur monétaire indirect, tel que le niveau de revenu ou de dépenses, pour rendre compte de la misère humaine. Ces indicateurs indirects permettent d'évaluer le contrôle qu'exerce l'individu sur les moyens directs de s'assurer un niveau de vie matériel adéquat et de satisfaire à ses besoins fondamentaux en termes d'alimentation, d'habillement, de logement, d'énergie et de transport. Ils ont leur utilité - comme dans le cas de l'indicateur du développement humain - en l'absence d'indicateurs directs des moyens dont dispose l'individu pour parvenir à un niveau de bien-être matériel satisfaisant.

Qu'est-ce que l'indicateur de pénurie de capacités ?

L'indicateur de pénurie de capacités (IPC) est un indicateur simple formé de trois composantes reflétant le pourcentage de la population présentant des manques dans trois domaines fondamentaux du développement humain : la capacité de vivre en bonne santé avec une alimentation suffisante, celle de procurer dans de bonnes conditions de sécurité et de santé, et celle de savoir lire et écrire et de pouvoir s'instruire. Les indicateurs retenus pour chacune de ces capacités sont le taux d'enfants de moins de cinq ans présentant une insuffisance pondérale, le taux de naissances non suivies par du personnel de santé ayant reçu une formation *ad hoc*, et le taux d'analphabétisme chez les femmes âgées de 15 ans et plus. Le tableau 3.1 de la présente note technique donne les valeurs de l'IPC et de ses trois composantes pour 101 pays en développement et compare le classement de chacun de ces pays selon l'IPC et selon le PIB par habitant.

L'IPC diffère de l'IDH en ceci qu'il se concentre sur la pénurie de capacités des individus et non pas sur le niveau moyen de capacités dans un pays. En outre, contrairement à l'IDH, il ne tient pas compte du revenu. La comparaison des valeurs de l'IPC et de l'IDH montre que certains pays sont mieux parvenus à accroître les potentialités moyennes de leur population qu'à réduire les pénuries de capacités alors que d'autres ont obtenus les résultats inverses.

Le problème de l'agrégation des trois composantes de l'IPC a été résolu en choisissant des variables exprimées en pourcentage de la population vivant dans la pauvreté. Le seuil de pauvreté est pour sa part défini selon la norme internationale admise

pour la composante considérée. Il existe déjà des définitions établies de l'insuffisance pondérale, du personnel de santé ayant bénéficié d'une formation et de l'alphabétisme. D'autres variables normalisées, telles que le pourcentage de nouveau-nés présentant une insuffisance pondérale ou le pourcentage d'enfants d'un an vaccinés, pourraient également être utilisées dans le cadre d'un indicateur de pénurie de capacités.

Les trois composantes de l'IPC sont affectées d'une pondération égale. On considère en effet qu'une potentialité fondamentale ne peut pas se substituer à une autre, qui serait manquante. Pour des potentialités aussi fondamentales, il s'agit d'une hypothèse raisonnable, qui implique que les politiques ne doivent pas envisager de compenser l'insuffisance de l'une par la mise à disposition d'une autre. Si l'on souhaite modifier l'importance relative des trois composantes de l'IPC, on pourra demander aux ménages interrogés de les pondérer en fixant une somme totale.

Après avoir additionné les pourcentages obtenus pour les trois composantes de l'IPC, on calcule la valeur moyenne de la pénurie de capacités du pays considéré. Dans le cas du Viet Nam, par exemple, environ 20 % de la population présentent une pénurie de capacités, en moyenne, pour les trois dimensions de l'indicateur. Le pourcentage peut être inférieur pour certaines variables, comme pour les naissances non suivies par un personnel soignant approprié (5 %), et pour d'autres plus élevé, comme pour l'insuffisance pondérale des enfants (45 %). Cependant, dans l'ensemble, les résultats du Viet Nam pour chaque composante équivalent à une situation dans laquelle 20 % de la population vit dans la misère selon chacune des trois dimensions retenues.

Un indicateur pluridimensionnel tel que l'IPC est utile pour analyser la pauvreté au niveau des ménages. En effet, en prenant note du nombre de ménages présentant un déficit dans un domaine donné, celui de l'éducation ou de la nutrition, par exemple, les décideurs peuvent cibler leurs interventions de manière plus efficace. En outre, la gravité de la pauvreté de chaque ménage peut être évaluée d'après le nombre de domaines dans lesquels les membres du ménage sont pauvres. Les ménages pauvres selon plusieurs critères devraient être des destinataires prioritaires de l'action publique.

Les trois composantes de l'IPC

Les trois variables composant l'IPC couvrent un champ considérable de l'expérience humaine : elles vont de la nutrition et la santé de l'ensemble de la population (insuffisance pondérale des enfants), aux possibilités d'accès aux soins de gynécologie et d'obstétrique et à l'accès effectif aux services de santé en général (naissances non suivies par du personnel soignant), en passant par le niveau d'éducation de base, avec également des informations sur l'inégalité sociologique entre les sexes (analphabétisme des femmes

adultes). Cette dernière variable permet, par exemple, d'évaluer les pays d'après la façon dont ils traitent le groupe le plus défavorisé de leur société. Plutôt que de viser à l'exhaustivité et de tenter de rendre compte de la misère dans la totalité des domaines prioritaires de l'existence humaine, cet indicateur souligne les points essentiels dans lesquels les progrès sont les plus nécessaires.

Le taux d'alphabétisation des femmes correspond au pourcentage de femmes âgées de 15 ans et plus qui peuvent, en le comprenant, lire et écrire un texte simple et court se rapportant à leur vie quotidienne. Le taux d'analphabétisme chez les femmes est une variable informative permettant d'évaluer l'état de la pauvreté générale dans un pays donné. On sait en effet aujourd'hui que l'éducation des femmes a un effet multiplicateur fort sur le bien-être de la famille et sur le niveau général de développement humain de la société. A mesure que le taux d'alphabétisation des femmes augmente, le taux de fécondité baisse, la santé des nourrissons et des enfants s'améliore, le niveau d'éducation des enfants s'élève et les conditions d'alimentation et d'hygiène des ménages s'améliorent.

On considère qu'un enfant souffre d'insuffisance pondérale lorsque son poids corporel est inférieur de deux écarts-types au poids médian par âge d'une population internationale de référence. C'est une variable significative qui reflète le manque de potentialités dans divers domaines, en particulier les services de santé, l'eau potable, l'assainissement et l'alimentation. En tant que variable de sortie (résultat), elle exprime les effets de nombreuses variables d'entrée.

Le pourcentage de naissances non suivies par un personnel de santé spécialisé est une variable d'entrée, mais qui constitue un indicateur prévisionnel fiable de variables de sortie telles que le taux de mortalité maternelle. Il est inclus dans l'IPC en tant que variable de substitution à la capacité de procréer dans de bonnes conditions de sécurité et de santé. La définition du personnel de santé utilisée ici est large : médecins, infirmières, sages-femmes, aides-soignants qualifiés et accoucheuses ayant reçu une formation traditionnelle. Malgré l'ampleur de cette définition, le taux de naissances non suivies reste très élevé dans un grand nombre de pays.

Pour quelques pays, le taux d'insuffisance pondérale des enfants et le taux de naissances non suivies ont dû être établis par estimation. Pour la première de ces variables, un modèle de régression a été utilisé avec pour variables explicatives le taux d'insuffisance pondérale à la naissance et le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans. Pour la deuxième, les variables explicatives retenues sont le taux de mortalité maternelle et le taux de mortalité infantile.

Indicateur de pénurie de capacités (IPC)

Classement selon l'IPC	Indicateur de pénurie de capacités (IPC)	Naissances non suivies par du personnel de santé (%) 1983-94	Insuffisance pondérale des moins de cinq ans (%) 1985-95	Taux d'analphabétisme des femmes (%) 1993	PIB réel par habitant (PPA) 1993	Classement selon le PIB moins classement selon l'IPC ^a
1	Chili	2,8	2	5,5	8 900	8
2	Trinité-et-Tobago	4,1	2	3,4	8 670	8
3	Uruguay	4,7	4	2,6	6 550	12
4	Costa Rica	6,1	7	5,4	5 680	16
5	Argentine	6,3	13	4,1	8 350	8
6	Barbade	6,5	10 ^b	3,6	10 570	1
7	Panama	7,2	4	10,5	5 890	11
8	Hong-Kong	7,3	0	12,9	21 560	-6
9	Singapour	7,7	0	15,0	19 350	-5
10	Cuba	7,8	10	5,4	3 000	32
11	Corée, Rép. de	8,6	11	3,9	9 710	-3
12	Emirats arabes unis	9,9	1	21,8	20 940	-9
13	Brésil	10,0	5	18,0	5 500	9
14	Koweït	10,8	1	26,4	21 630	-13
15	Jamaïque	12,3	18	11,7	3 180	24
16	Rép. dominicaine	12,4	8	18,8	3 690	16
17	Mongolie	12,6	1	24,4	2 090	41
18	Colombie	13,4	19	9,4	5 790	1
19	Jordanie	14,2	13	23,3	4 380	8
20	Equateur	15,0	16	12,5	4 400	6
21	Venezuela	15,2	31	10,1	8 360	-10
22	Paraguay	15,9	34	10,1	3 340	13
23	Mexique	16,9	23	13,6	7 010	-9
24	Chine	17,5	6	29,1	2 330	26
25	Guyana	18,4	30 ^b	3,0	2 140	30
26	Sri Lanka	19,3	6	13,8	3 030	15
27	Viet Nam	20,1	5	10,5	1 040	50
28	Maurice	20,6	15	22,8	12 510	-22
29	Malaisie	20,6	13	23,7	8 360	-17
30	Thaïlande	21,1	29	8,6	6 350	-14
31	Turquie	21,2	24	29,1	4 210	-3
32	Zimbabwe	22,3	30	21,4	2 100	24
33	Honduras	22,4	19	28,8	2 100	24
34	Jamahiriya arabe libyenne	22,9	24	40,7	6 125	-17
35	Nicaragua	24,3	27	34,1	2 280	16
36	Liban	24,9	55	10,6	2 500	12
37	Swaziland	25,1	39 ^b	26,4	2 940	6
38	Arabie saoudite	25,1	10	52,4	12 600	-33
39	El Salvador	25,6	34	31,5	2 360	10
40	Pérou	25,7	48	18,4	3 320	-4
41	Gabon	28,4	20	50,1	3 861	-11
42	Philippines	28,8	47	6,1	2 590	3
43	Iran, Rép. islamique d'	29,8	30	43,6	5 380	-20
44	Tunisie	29,9	31	48,4	4 950	-19
45	Botswana	30,4	22	42,2	5 220	-21
46	Afrique du Sud	30,4	29 ^b	19,2	3 127	-6
47	Bolivie	31,6	53	26,1	2 510	0
48	Rép. arabe syrienne	32,7	39	47,0	4 196	-19
49	Cameroun	33,5	36	51,0	2 220	3
50	Kenya	33,8	46	33,2	1 400	18
51	Myanmar	34,4	43	23,4	650	45
52	Zambie	35,1	49	31,3	1 110	22
53	Maldives	35,5	43 ^b	7,4	2 200	0
54	Madagascar	36,7	44	39	700	38
55	Gambie	38,0	20	76,9	1 190	18
56	Lesotho	38,6	60	40,0	980	24
57	Ghana	39,3	41	49,5	2 000	2
58	Tanzanie, Rép.-Unie de	39,4	47	46,1	630	40
59	Iraq	39,9	50	57,7	3 413	-26
60	Congo	41,7	65 ^b	36,2	2 750	-16
61	Cambodge	42,0	53	35,0	1 250	10
62	Indonésie	42,3	64	23,1	3 270	-25
63	Egypte	43,7	59	63,0	3 800	-32
64	Malawi	44,1	45	60,2	710	27
65	Soudan	44,3	31	68,0	1 350	4

Indicateur de pénurie de capacités (IPC)

Classement selon l'IPC	Indicateur de pénurie de capacités (IPC)	Naissances non suivies par du personnel de santé (%) 1983-94	Insuffisance pondérale des enfants de moins de cinq ans (%) 1985-95	Taux d'analphabétisme des femmes (%) 1993	PIB réel par habitant (PPA) 1993	Classement selon le PIB moins classement selon l'IPC ^a	
66	Zaire	44,7	66 ^b	33	35,1	300	35
67	Guatemala	45,0	49	34	52,4	3 400	-33
68	Togo	45,4	46	24	65,7	1 020	10
69	Ouganda	45,9	62	23	52,3	910	12
70	Rép. centrafricaine	46,0	54	32	52,1	1 050	5
71	Côte d'Ivoire	46,7	55	12	72,6	1 620	-8
72	Libéria	47,1	42	20	79,3	843	12
73	Algérie	49,5	85	9	54,2	5 570	-52
74	Maroc	49,7	69	9	71,2	3 270	-36
75	Papouasie-Nouvelle-Guinée	49,8	80	30	39,4	2 530	-29
76	Sénégal	50,9	54	20	78,5	1 710	-15
77	Rwanda	51,5	74	29	51,4	740	12
78	Nigéria	51,6	63	36	56,2	1 540	-12
79	Bénin	51,9	55	24	76,8	1 650	-17
80	Rép. dém. pop. lao	54,6	52 ^b	54	57,9	1 458	-13
81	Guinée	56,0	64	24	79,9	1 800	-21
82	Guinée-Bissau	56,6	73	37 ^b	59,9	860	1
83	Haïti	57,8	80	34	59,5	1 050	-7
84	Mali	59,4	68	31	79,2	530	15
85	Burkina Faso	59,7	58	30	91,6	780	3
86	Mauritanie	60,8	60	48	74,7	1 610	-22
87	Pakistan	60,8	65	40	77,0	2 160	-33
88	Tchad	61,2	85	31	67,6	690	5
89	Inde	61,5	67	53	64,0	1 240	-17
90	Sierra Leone	62,3	75	29	83,3	860	-8
91	Yémen	62,7	84	30	74,0	1 600	-26
92	Somalie	63,7	98	39	54,0	712	-2
93	Angola	64,0	85	35	72,0	674	1
94	Burundi	66,1	81	38	79,1	670	1
95	Mozambique	66,9	75	47	78,6	640	2
96	Bhoutan	68,2	93	38	73,8	790	-9
97	Ethiopie	70,1	86	48	76,5	420	3
98	Niger	71,7	85	36	93,9	790	-12
99	Afghanistan	72,5	91	40	86,5	819	-14
100	Bangladesh	76,9	90	66	75,0	1 290	-30
101	Népal	77,3	94	51	87,0	1 000	-22

a. Les résultats positifs indiquent que le classement selon l'IPC est supérieur au classement selon le PIB réel par habitant (en PPA), les résultats négatifs signifiant le contraire.

b. Estimations du Bureau du *Rapport mondial sur le développement humain*.

Sources : Colonne 2 : UNICEF 1996, colonne 3 : OMS 1995a et ONU 1992, colonne 4 : 1995b, colonne 5 : calculs réalisés à partir d'estimations de la Banque mondiale, 1995h.

4. Les relations entre croissance économique et développement humain

Une étude économétrique en coupe transversale a été effectuée pour déterminer la robustesse de la relation qui existe entre développement humain et croissance économique. La première partie de cette étude examine l'impact de la croissance économique, des dépenses sociales et de la répartition du revenu sur le niveau et sur l'évolution de deux indicateurs du développement humain : l'espérance de vie et la mortalité infantile. La deuxième partie de l'étude inverse la relation et examine l'impact de l'espérance de vie, de l'investissement intérieur brut et de la répartition du revenu sur la croissance. Les résultats confirment l'existence d'une relation positive, qui se manifeste dans les deux sens, entre le développement humain et la croissance économique. Ils font également apparaître l'importance d'autres facteurs, tels que les dépenses sociales et la répartition du revenu, dans la détermination du niveau et du rythme des progrès enregistrés par les différents indicateurs du développement humain.

L'analyse utilise des valeurs retardées des variables d'origine comme instruments, afin d'atténuer le biais qui résulterait de l'application de la méthode classique des moindres carrés à ce système d'équations, portant sur des phénomènes dont les effets se manifestent de toute évidence dans les deux sens. Les variables retardées sont de bons instruments parce qu'entre les deux périodes étudiées, la corrélation des résidus n'est jamais très élevée dans les régressions entre développement humain et croissance.

L'équation 1 régresse le pourcentage de réduction du déficit de l'espérance de vie (à partir d'un maximum de 85 ans) entre 1970 et 1992 par le taux moyen de croissance annuelle du PIB par habitant entre 1960 et 1970, la moyenne des dépenses sociales, définies comme le pourcentage du PIB consacré à la santé et à l'éducation pour les années soixante-dix, et la part de revenu des 20 % de la population les plus riches par rapport aux 20 % les plus pauvres entre 1970 et 1980. L'opération effectuée par l'équation 2 est une régression du pourcentage de réduction de la mortalité infantile entre 1980 et 1993 sur le logarithme du taux de mortalité infantile de 1980, de la croissance du PIB réel par habitant, de la moyenne des dépenses sociales, et de la part de revenu des 20 % d'habitants les plus pauvres entre 1970 et 1980.

Les équations 3 et 4 consistent respectivement à régresser les logarithmes de l'espérance de vie et 1992 et de la mortalité infantile en 1993 sur le logarithme du PIB par habitant en 1980, le taux moyen des dépenses sociales et la part du revenu détenu par le quintile le plus pauvre de la population entre 1970 et 1990. Enfin, l'équation 5 opère une régression du taux moyen de croissance annuelle du PIB par habitant entre 1972 et 1992 sur le logarithme du PIB par habitant en 1960, le logarithme de l'espérance de vie

en 1967, l'investissement intérieur brut entre 1970 et 1975, et la part de revenu des 20 % de la population les plus pauvres entre 1960 et 1970. Les données utilisées dans cette analyse proviennent de la Banque mondiale (1994a) et de l'UNICEF (1995).

De la croissance économique au développement humain

(Méthode des moindres carrés ordinaire. Les statistiques de Student sont indiquées entre parenthèses)

1. Réduction en pourcentage du déficit d'espérance de vie
= 0,21 + 2,22 PIB/n taux de croissance (3,7) (3,4)
+ 0,95 dépenses sociales (2,0)
- 0,97 part de revenu des 20 % les plus pauvres (-1,3)
Adj. R² = 0,24 n = 58
2. Réduction en pourcentage de la mortalité infantile
= -5,38 + 0,62 log (taux de mortalité infantile) (-4,1) (3,5)
+ 16,51 PIB/n taux de croissance (2,7)
+ 23,99 dépenses sociales (3,7)
+ 13,2 part de revenu des 20 % les plus pauvres (1,93)
Adj. R² = 0,25 n = 54
3. log (espérance de vie)
= 3,14 + 0,13 log (PIB/n) (39,5) (11,1)
+ 0,03 dépenses sociales (0,1)
- 0,31 part de revenu des 20 % les plus pauvres (-0,7)
Adj. R² = 0,77 n = 66
4. log (mortalité infantile)
= 12,21 - 0,99 log (PIB/n) (22,2) (-13,8)
- 3,53 dépenses sociales (-1,98)
- 7,04 part de revenu des 20 % les plus pauvres (-2,5)
Adj. R² = 0,794 n = 81

Du développement humain à la croissance économique

5. PIB moyen/n taux de croissance annuel
= -0,30 - 0,02 log (PIB/n) (-4,2) (-3,3)
+ 0,11 log (espérance de vie) (4,5)
- 0,01 investissements publics bruts

(- 0,4)

+ 0,16 part de revenu des 20 % les plus pauvres
(1,0)

Adj. R2 = 0,371 n = 38

Les équations 1 et 2 montrent qu'une augmentation d'un point de pourcentage du taux moyen de croissance du PIB par habitant permettrait de réduire le déficit d'espérance de vie de 2,2 points de pourcentage et le taux de mortalité infantile de 16 points de pourcentage. Ainsi, dans un pays où l'espérance de vie moyenne était de 57 ans en 1970, une augmentation du taux de croissance du PIB par habitant de deux points de pourcentage aura pour effet d'accroître l'espérance de vie de 1,5 ans, toutes choses étant égales par ailleurs. De même, dans un pays où la mortalité infantile était de 115 décès pour 1 000 naissances vivantes en 1980, une augmentation du taux de croissance du PIB par habitant d'un point de pourcentage aura pour effet de réduire le taux de mortalité infantile de 18 (pour 1 000 naissances vivantes).

La part de PIB investie dans les domaines de la santé et de l'éducation a également un effet positif significatif sur le rythme d'amélioration des indicateurs du développement humain. Ainsi, on estime qu'une augmentation d'un point de pourcentage de la part moyenne du PIB investie dans la santé et l'éducation réduit le déficit d'espérance de vie d'un point de pourcentage et le taux de mortalité infantile de 24 points de pourcentage. Si un pays dans lequel l'espérance de vie et la mortalité infantile correspondent à la moyenne de 1970 accroît ses dépenses sociales de 3 points de pourcentage, l'espérance de vie doit donc normalement y augmenter d'un an et la mortalité infantile y diminuer de 83 décès pour mille naissances vivantes, toutes choses étant égales par ailleurs.

Par ailleurs, il apparaît qu'une répartition plus égalitaire du revenu a elle aussi un effet positif significatif sur le rythme d'amélioration du taux de mortalité infantile. Une augmentation d'un point de pourcentage de la part de revenu du quintile le plus pauvre de la population correspond ainsi à une réduction de 13 points de pourcentage du taux de mortalité infantile.

Le revenu par habitant, les dépenses sociales et la répartition du revenu présentent également des corrélations significatives avec les niveaux de ces indicateurs. Une augmentation du PIB par habitant de 1 % correspond en effet à une augmentation de 0,13 % de l'espérance de vie en 1992 et à une réduction de 1 % du taux de mortalité infantile en 1993.

De plus, une augmentation d'un point de pourcentage des dépenses sociales et de la part de revenu du quintile le plus pauvre de la population correspondent respectivement à des diminutions de 3 % et de 7 % du taux de mortalité infantile.

Les effets du développement humain sur la croissance économique ont également été examinés. Les résultats de cette analyse montrent ainsi que le développement humain a sur la croissance économique des effets positifs significatifs. On estime qu'une augmentation de 10 % de l'espérance de vie en 1970 - soit 5,7 années - accélère le rythme moyen de croissance du PIB par habitant de 1,1 point de pourcentage par an. Les résultats concernant d'autres indicateurs du développement humain font également apparaître un effet positif significatif sur le rythme de croissance du revenu par habitant. Ces résultats coïncident avec de nombreuses autres études internationales consacrées aux déterminants de la croissance du revenu.

Ces résultats empiriques montrent que l'accroissement du revenu et des dépenses sociales et l'amélioration de la répartition du revenu constituent chacun un facteur important du développement humain. On peut s'attendre à un rythme d'amélioration des indicateurs du développement humain d'autant plus élevé que l'augmentation du revenu et la part du PIB investie dans la santé et l'éducation est forte, et que la répartition du revenu est égalitaire. En outre, plus le PIB par habitant est élevé, meilleurs sont les résultats reflétés par les indicateurs du développement humain (taux de mortalité infantile plus bas et espérance de vie à la naissance plus importante). De même, plus les dépenses sociales sont élevées et plus la répartition du revenu égalitaire, plus le taux de mortalité infantile est bas.

De plus, le développement humain ressort également de cette étude comme étant un facteur important de la croissance économique : plus l'espérance de vie est longue, plus les taux d'accroissement du revenu par habitant sont élevés. C'est bien sûr parce qu'un grand nombre de potentialités humaines dépendent de manière cruciale des conditions économiques auxquelles sont confrontés les individus qu'il importe d'analyser les facteurs de la croissance du revenu. Ainsi, bien que certaines potentialités humaines élémentaires - l'espérance de vie, par exemple - soient utilisées comme variables explicatives dans l'équation exprimant la croissance, il ne faut pas oublier que ces potentialités et capacités sont avant tout des fins en elles-mêmes, alors que la croissance économique constitue le moyen qui permettra d'accroître ces potentialités.

Notes techniques

1. Calcul de l'indicateur de développement humain

L'IDH est un indicateur composite comportant trois éléments : la durée de vie, mesurée d'après l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation, mesuré par un indicateur combinant pour deux tiers le taux d'alphabétisation des adultes et pour un tiers le taux brut de scolarisation combiné (tous niveaux confondus), et le niveau de vie, mesuré d'après le PIB réel par habitant (exprimé en PPA).

Des valeurs minimales et maximales ont été fixées pour chacun de ces éléments :

- Espérance de vie à la naissance : 25 ans - 85 ans.
- Alphabétisation des adultes : 0 % - 100 %.
- Taux de scolarisation : 0 % - 100 %.
- PIB réel par habitant (PPA) : 100 PPA - 40 000 PPA.

Tous les indicateurs qui entrent dans la composition de l'IDH se calculent selon la formule générale suivante :

$$\text{Indicateur} = \frac{\text{Valeur réelle } x_i - \text{valeur minimale } x_i}{\text{Valeur maximale } x_i - \text{valeur minimale } x_i}$$

Par exemple, si l'espérance de vie à la naissance est de 65 ans dans un pays donné, la valeur de l'indicateur d'espérance de vie de ce pays sera la suivante :

$$\frac{65 - 25}{85 - 25} = \frac{40}{60} = 0,667$$

La composition de l'indicateur du revenu est un peu plus complexe. La valeur de seuil (y^*) est fixée par convention au revenu mondial moyen, soit 5 711 dollars (en PPA), et tout revenu supérieur à ce seuil est ajusté en appliquant la formule de l'utilité marginale décroissante du revenu (formule d'Atkinson) :

$$\begin{aligned} W(y) &= y^* \text{ pour } 0 < y < y^* \\ &= y^* + 2[(y - y^*)^{1/2}] \text{ pour } y^* \leq y \leq 2y^* \\ &= y^* + 2(y^{*1/2}) + 3[(y - 2y^*)^{1/3}] \text{ pour } 2y^* \leq y \leq 3y^* \end{aligned}$$

La valeur corrigée du revenu maximum de 40 000 dollars (PPA) se calcule selon la forme suivante de la formule d'Atkinson :

$$W(y) = y^* + 2(y^{*1/2}) + 3(y^{*1/3}) + 4(y^{*1/4}) + 5(y^{*1/5}) + 6(y^{*1/6}) + 7(y^{*1/7}) + 8[(40\,000 - 7y^*)^{1/8}]$$

En effet, le revenu maximum de 40 000 dollars (PPA) se situe entre $7y^*$ et $8y^*$. Selon la formule ci-

dessus, la valeur corrigée du revenu maximum de 40 000 (PPA) s'établit donc à 6 040 PPA.

On trouvera ci-dessous deux exemples de pays pour illustrer le calcul de l'IDH : la Grèce, pays industrialisé, et le Gabon, pays en développement.

Pays	Espérance de vie (en années)	Alphabétisation des adultes (en %)	Taux de scolarisation (en %)	PIB réel par habitant (en PPA)
Grèce	77,7	93,8	78	8 950
Gabon	53,7	60,3	47	3 861

Indicateur d'espérance de vie

$$\text{Grèce} = \frac{77,7 - 25}{85 - 25} = \frac{52,7}{60} = 0,878$$

$$\text{Gabon} = \frac{53,7 - 25}{85 - 25} = \frac{28,7}{60} = 0,478$$

Indicateur d'alphabétisation des adultes

$$\text{Grèce} = \frac{93,8 - 0}{100 - 0} = \frac{93,8}{100} = 0,938$$

$$\text{Gabon} = \frac{60,3 - 0}{100 - 0} = \frac{60,3}{100} = 0,603$$

Indicateur de scolarisation tous niveaux confondus

$$\text{Grèce} = \frac{78 - 0}{100 - 0} = 0,780$$

$$\text{Gabon} = \frac{47 - 0}{100 - 0} = 0,470$$

Indicateur de niveau d'éducation

$$\text{Grèce} = [2(0,938) + 1(0,780)] \div 3 = 0,885$$

$$\text{Gabon} = [2(0,603) + 1(0,470)] \div 3 = 0,558$$

Indicateur de PIB réel corrigé par habitant (PPA)

Le PIB réel par habitant de la Grèce, qui se situe à 8 950 dollars (PPA), est supérieur à la valeur de seuil, mais inférieur au double de cette valeur. Le PIB réel corrigé par habitant de la Grèce est donc : $[5\,711 + 2(8\,950 - 5\,711)1/2] = 5\,825$ dollars (PPA).

Bibliographie et références

Documents de base pour le *Rapport mondial sur le développement humain 1996*

- Anand, Sudhir, et Amartya Sen. 1996. "The Income Component of the Human Development Index."
- Arestoff, F., C.-Dumont, A. Joseph et S. Mesplé-Somps. 1995. "Les nouvelles théories de la croissance et le développement humain. La contribution des auteurs francophones." Développement des investigations sur ajustement à long terme (DIAL), Paris.
- Basu, Kaushik. 1995. "Development as an Instrument of Poverty Eradication: Measurement and Evaluation."
- Behrman, Jere R. 1995a. "The Contribution of Improved Human Resources to Productivity."
- . 1995b. "The Impact of Distributive Policies, Governmental Expenditure Patterns and Decentralization on Human Resources."
- Benchmark Environmental Consulting, Riva Krut et Eric Howard. 1995. "International Industry and Sustainable Development."
- Bourguignon, François. 1995. "Equity and Economic Growth: Permanent Questions and Changing Answers."
- Desai, Meghnad. 1995. "Human Development and Economic Growth: A Micro Theoretic Approach."
- . 1996a. "Capabilities, Functionings, Opportunities."
- . 1996b. "The New Paradigm of Development."
- Fields, Gary S. 1996. "Human Development and Economic Growth: Evidence from Country Experiences."
- FitzGerald, E.V.K. 1995. "Human Development and International Capital Flows."
- Fye, Lucy M. 1995. "Critical Interconnection between Human Development and Economic Growth."
- Klugman, Jeni. 1995. "The Links between Human Development and Economic Growth: A Review of Country Experience."
- Lee, Jong-Wha. 1995b. "Human Development and Economic Growth: Theory and Evidence."
- Noman, Omar. 1995. "Human Development under Transition and Conflict: Coping with Social Disintegration in the Commonwealth of Independent States."
- Özler, Süle. 1995a. "New Growth Theory and Social Reproduction."
- . 1995b. "On Growth and Human Development."
- Pack, Howard. 1995. "The Role of Research, Development, and Technology Transfer in the Industrial Development Process."
- Park, Eul Yong. 1995. "Social Capability and Long-Term Economic Growth."
- Ranis, Gustav, et Frances Stewart. 1995. "Links between Economic Growth and Human Development."
- Singer, Hans W., Dominic Furlong et Shahin Yaqub. 1995a. "Human Development, Economic Development and Efficiency of Conversion."
- . 1995b. "What Determines the Capacity of Countries to Convert GNP/GDP into Human Development?"
- Streeten, Paul. 1996. "The Path to Human Development."
- Tokman, Victor E. et Ricardo Infante. 1995. "Employment-Friendly Growth Patterns: The Performance of Latin American Countries with Reference to the East Asian Experience."
- Wood, Adrian. 1995. "Gains from Human Development through Trade."
- Zaldua-Gorostegi, Enrique. 1995. "Sustainability and Human Development."
- Zhang, Amei. 1995b. "Institutions, Economic Growth, and Human Development."

Etudes par pays

- Benazzou, Chaouki. 1995. "Etude nationale sur le Maroc."
- Block, Thorsten. 1995. "Human Development and Economic Growth in Germany."
- de Dios, Emmanuel S. 1995. "Relationship between Human and Economic Development in the Philippines."
- de Vylder, Stefan. 1995a. "Etude nationale sur la Suède."
- Góra, Marek, et Adam Szulc. 1995. "Etude nationale sur la Pologne."
- Ishikawa, Tsuneo. 1995. "Etude nationale sur le Japon."
- Islam, Nurul. 1995. "Growth, Poverty, and Human Development: Pakistan."
- Lee, Jong-Wha. 1995a. "Economic Growth and Human Development in the Republic of Korea, 1945-92."
- Mumbengegwi, Clever. 1995. "Zimbabwe: Economic Growth and Human Development."
- Mwangi, Njuguna. 1995. "Etude nationale : Kenya."
- Peredes-Molina, Ricardo D. 1995. "Human and Economic Development: The Chilean Case."
- Rao, S.L. 1995. "Links between Economic and Human Development in India: Country Profile." National Centre for Applied Economic Research.
- Sen, Binayak. 1995. "Growth and Human Development in Bangladesh, 1973-93."
- Standing, Guy. 1995. "From 'Twisted' to 'Receding': Human Development in the Russian Federation."
- Tutu, Kwadwo, et A. Baah-Nuakoh. 1995. "Etude de cas au Ghana."
- Witter, Michael. 1995. "Human and Economic Development in Jamaica, 1962-1994."
- Yao, Joseph. 1995. "Etude nationale sur la Côte d'Ivoire."
- Zaanouni, Mustapha. 1995. "Etude nationale sur la Tunisie."
- Zhang, Amei. 1995a. "Economic Growth and Human Development in China."

Notes bibliographiques

Le chapitre 1 s'inspire des documents suivants : BAD 1994, Banque mondiale 1993b, 1994b, 1995a et 1995f, Basu 1995, BIT 1992 et 1995c, Bloom, Bennet, Mahal et Noor 1996, Bread for the World Institute 1995, Bruno, Ravallion et Squire 1995, Cheema, Rabinovitch and Work 1995, Banque de développement de l'Afrique du Sud 1994, CNUEH 1987, 1991 et 1996, CNUCED 1995, Mann, Tarantola et Netter 1992, OECI, PNUD et FNUAP 1995, HCR 1995, OMS 1995b, ONU 1995c et 1995g, PNUD 1991a, 1994b et 1995a, Ramirez 1995, Sen 1990, Tilak 1989, UNESCO 1993a et 1994a, UNICEF 1995, Viravaidia, Obremsky et Myers 1993, et données du Bureau du *Rapport mondial sur le développement humain*.

Les références utilisées pour établir les bilans aux pp. 23-24 et 43-47 sont les suivantes : Banque mondiale 1992b et 1995a, HCR 1995, International Foundation for Electoral Systems 1995, OMS 1995b, ONU 1992, Panos 1994, Reid 1995, PNUD 1995a, UNESCO 1993a, UIP 1995, UNICEF 1993a et 1995, World Resources Institute 1994 et données du Bureau du *Rapport mondial sur le développement humain*.

Le chapitre 2 s'inspire des documents suivants : Anand et Sen 1994 et 1996, Banque mondiale 1995b et 1995g, Bartelmus 1995, Berry 1995, Birdsall, Ross et Sabot 1995a et 1995b, BIT 1995f, Bourguignon 1995, Chenery *et al.* 1974, Commission mondiale de la culture et du développement 1995, Cornia, Jolly et Stewart 1987, Desai 1996a et 1996b, Floro 1995, Lee 1995b, Lewis 1955, ONU 1995f, Özler 1995a, PNUD 1990, A. Sen 1989 et 1995, Streeten 1981 et 1996, Streeten *et al.* 1981, Tabarabai 1995, UNICEF 1996, World Resources Institute 1994, Zaldua Gorostegi 1995 et données du Bureau du *Rapport mondial sur le développement humain*.

La citation de Rabindranah Tagore à la p. 50 est de Tagore 1961, p. 328 ; celle de Gandhi à la p. 50 est de Gandhi 1959b, p. 78 ; celle de Mao Zedong à la p. 51 est de Mao 1977, p. 257 ; celle de Julius Nyerere à la p. 51 est de Nyerere 1974, p. 11 ; celle de Aung San Suu Kyi à la p. 65 est de Aung San 1991, p. 170, et celle de Gandhi à la p. 70 est de Gandhi 1959a, p. 159. Dans tous ces cas, c'est nous qui avons traduit à partir des citations originales anglaises.

Le chapitre 3 s'inspire des documents suivants : Anand et Ravallion 1993, Banque mondiale 1988, 1991, 1993a, 1994a, et 1995f, Behrman 1990, Birdsall, Ross et Sabot 1995a et 1995b, Bourguignon 1995, FitzGerald 1995, Lee 1995a, Mehrotra et Theil 1996, Murray, Govindaraj et Chellaraj 1993, OCDE 1996, ONU 1995d, PNUD 1991b et 1994a, Psacharopoulos 1994 et 1995, Ranis et Stewart 1994, Wood 1995, UNESCO 1991 et 1995c et Watkins 1995.

Le chapitre 4 s'inspire des documents suivants : Adams et Fitchett 1992, BAD 1994, Banque mondiale 1993a et 1995f, Best 1990, Birdsall, Ross et Sabot 1995a et 1995b, BIT 1994a, 1995b, 1995d et 1996, Cheema, Rabinovitch et Work

1995, CNUEH 1987, 1991 et 1996, Disney et Kiang 1990, EIU 1993, Grunber-Filatov 1995, Ishikawa 1995, Islam et Kirkpatrick 1986, Ito 1992, Jazairy, Alamgir et Panuccio 1992, Klugman 1995, Lee 1995a, Lim et Pang 1986, Loewenson et Chisvo 1995, Mead 1994, Morrisson 1995, Mumbengegwi 1995, OCDE 1995f, ONU 1985 et 1988, ONUDI 1995, Peredes-Molina 1995, PNUD 1991a et 1995b, Radwan 1993, Sharma et Luh 1994, Singapour, ministère du Commerce et de l'Industrie 1995, Tokman et Infante 1995, Turnham 1994, Turnham, Foy et Larraín 1995, Tutu et Baah-Nuakoh 1995, Von Furstenberg 1983 et Witter 1995.

Sources

- Adams, Dale, et Delbert Fitchett. 1992. *Informal Finance in Low-Income Countries*. Boulder, Colorado : Westview.
- Alarcón, Diana, et Terry McKinley. 1995. "The Prevalence of Rural Poverty in Mexico." *World Development* 23(9) : pp. 1575-85.
- Alesina, Alberto, et Roberto Perotti. 1994. "The Political Economy of Growth: A Critical Survey of the Recent Literature." *World Bank Economic Review* 8(3) : pp. 351-71.
- Anand, Sudhir, et Martin Ravallion. 1993. "Human Development in Poor Countries: On the Role of Private Incomes and Public Services." *Journal of Economic Perspectives* 7(1) : pp. 133-50.
- Anand, Sudhir, et Amartya Sen. 1994. "Sustainable Human Development: Concepts and Priorities." Document occasionnel du Bureau chargé du Rapport mondial sur le développement humain 8. PNUD, New York.
- ARF (Addiction Research Foundation). 1994. *Statistical Information, International Profile 1994*. Ontario, Canada.
- Aung San Suu Kyi. 1991. "In Quest for Democracy." Dans Michael Aris (sous la direction de), *Freedom from Fear and Other Writings*. New York : Penguin Books.
- Banque asiatique de développement. 1994. *Urban Poverty in Asia: A Survey of Critical Issues*. New York : Oxford University Press.
- Banque de développement de l'Afrique du Sud. 1994. "South Africa's Nine Provinces: A Human Development Profile." Development Information Paper. Development Information Group, Policy and Information Centre. Johannesburg.
- Banque mondiale. 1988. *Rapport sur le développement dans le monde 1988*. New York : Oxford University Press.
- . 1991. *Rapport sur le développement dans le monde 1991*. New York : Oxford University Press.
- . 1992a. "Mauritius: Expanding Horizons." Washington, D.C.
- . 1992b. *Rapport sur le développement dans le monde 1992*. New York : Oxford University Press.
- . 1993a. *The East Asian Miracle: Economic Growth and Public Policy*. New York: Oxford University Press.
- . 1993b. "Poverty and Income Distribution in Latin America: The Story of the 1980s." Département technique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Washington, D.C.
- . 1993c. *Rapport sur le développement dans le monde 1993*. New York : Oxford University Press.
- . 1994a. "World Data 1994." Indicateurs de la Banque mondiale sur CDROM. Washington, D.C.
- . 1994b. *World Debt Tables 1994-95: External Finance for Developing Countries*. Washington, D.C.
- . 1994c. *Rapport sur le développement dans le monde 1994*. New York : Oxford University Press.

- . 1995a. *Les perspectives économiques mondiales et les pays en développement 1995*. Washington, D.C.
- . 1995b. *Monitoring Environmental Progress*. Washington, D.C.
- . 1995c. *Trends in Developing Economies 1995*. Washington, D.C.
- . 1995d. *World Bank Atlas 1995*. Washington, D.C.
- . 1995e. "World Data 1995." Indicateurs de la Banque mondiale sur CDROM. Washington, D.C.
- . 1995f. *Rapport sur le développement dans le monde 1995 : le monde du travail dans une économie sans frontières*. New York : Oxford University Press.
- . 1995g. *World Tables 1995*. Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- . 1995h. Informations sur des données non publiées de la Banque mondiale concernant le PNB par habitant calculé d'après le rapport PIB/PNB pour 1993. Département de l'économie internationale. Washington, D.C. Août.
- Banuri, Tariq, Goran Hyden, Calestous Juma et Marcia Rivera. 1994. "Sustainable Human Development: From Concept to Operation - A Guide for the Practitioner." Document de travail du PNUD. New York.
- Barro, Robert J. 1991. "Economic Growth in a Cross-Section of Countries." *Quarterly Journal of Economics* 106(2) : pp. 407-43.
- Barro, Robert J., et Jong-Wha Lee. 1994. "Losers and Winners in Economic Growth." Dans Michael Bruno et Boris Pleskovic (sous la direction de), *Proceedings of the World Bank Annual Conference on Development Economics 1993*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- Barro, Robert J. et Xavier Sala-Martin. 1995. *Economic Growth*. New York : McGrawHill.
- Bartelmus, Peter. 1995. "Environmental Accounting: A Framework for Assessment and Policy Integration." Document présenté au Seminar on Macroeconomics and the Environment du Fonds monétaire international Washington, D.C., 10-11 Mai.
- Behrman, Jere R. 1990. *The Action of Human Resources and Poverty on One Another: What We Have Yet to Learn*. Document de travail 74 consacré à l'étude sur la mesure des niveaux de vie. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- Berry, Albert. 1995. "The Social Challenge of the New Economic Era in Latin America." FOCAL/CIS Document de travail. Toronto : Centre for International Studies.
- Berry, R.A., et W.R. Cline. 1979. *Agrarian Structure and Productivity in Developing Countries*. Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- Best, Michael H. 1990. *The New Competition: Institutions of Industrial Restructuring*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press.
- Birdsall, Nancy. 1993. "Social Development Is Economic Development." Document de travail 1123 consacré à la recherche sur les politiques. Banque mondiale, Washington, D.C.
- Birdsall, Nancy, David Ross et Richard Sabot. 1995a. "Inequality and Growth Reconsidered: Lessons from East Asia." *World Bank Economic Review* 9(3) : pp. 477-508.
- . 1995b. "Inequality as a Constraint on Growth in Latin America." Dans David Turnham, Colm Foy et Guillermo Larraín (sous la direction de), *Tensions sociales, création d'emplois et politique économique en Amérique latine*. Paris : OCDE.
- Birdsall, Nancy, et Richard Sabot. 1994. "Virtuous Circles: Old and New Perspectives on the Policy Issues." Document présenté à la Conférence on Income Distribution and Sustainable Growth, Fonds monétaire international, Washington, D.C., 1-2 Juin.
- BIT (Bureau international du travail). 1992. *Le travail dans le monde 1992*. Genève.
- . 1993. *Le travail dans le monde 1993*. Genève.
- . 1994a. "News: Latin America and the Caribbean." *Revue internationale du travail*, n° 1.
- . 1994b. *Le travail dans le monde 1994*. Genève.
- . 1994c. *Annuaire des statistiques du travail 1994*. Genève.
- . 1995a. "Estimates and Projections of the Economically Active Population, 1950-2010." 4^e édition Disquette. Genève.
- . 1995b. *Revue internationale du travail* 134(4-5). Numéro spécial : politiques de l'emploi dans une économie mondialisée.

- . 1995c. "Trends and Projections 1995." Disquette. Genève.
- . 1995d. *L'emploi dans le monde 1995*. Genève.
- . 1995e. *Le travail dans le monde 1995*. Genève.
- . 1995f. *Annuaire des statistiques du travail 1995*. Genève.
- . 1996. Politiques de l'emploi dans une économie mondialisée - 83ème session de la Conférence internationale du Travail 1996. Genève.
- . Diverses éditions. *Annuaire des statistiques du travail*. Genève.
- Bloom, David E., Neil G. Bennet, Ajay S. Mahal et Waseem Noor. 1996. *The Impact of AIDS on Human Development*. New Delhi : PNUD.
- Bread for the World Institute. 1995. *Hunger 1996: Countries in Crisis*. Washington, D.C.
- Bruno, Michael, Martin Ravallion et Lyn Squire. 1995. "Equity and Growth in Developing Countries: Old and New Perspectives on the Policy Issues." Document présenté à la Conférence on Income Distribution and Sustainable Growth du Fonds monétaire international, Washington, D.C., 1-2 juin.
- Bruton, Henry. 1992. *The Political Economy of Poverty, Equity, and Growth: Sri Lanka and Malaysia*. Une étude comparative de la Banque mondiale. New York : Oxford University Press.
- Centre des Nations unies pour le développement social et les affaires humanitaires). 1995. "Résultats de la quatrième enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale (1986-90)- Rapport intérimaire du Secrétariat." Vienne.
- Centre pour les droits de l'homme. 1995. "Human Rights: International Instruments-Chart of Ratifications as of 31 December 1995." ST/HR/4/Rev.13. Genève.
- Cheema, Shabbir, Jonas Rabinovitch et Robertson Work. 1995. "Towards Habitat II: The Role of South-South Cooperation through the United Nations Development Programme." Cooperation South (publication préparée à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, Octobre) : pp. 75-82.
- Chellaraj, Gnanaraj, Ramesh Govindaraj et Christopher J.L. Murray. 1995. *Health Expenditures in Latin America*. Document technique 274 de la Banque mondiale. Washington, D.C.
- Chenery, Hollis, Montek S. Ahluwalia, C.L.G. Bell, John H. Duloy et Richard Jolly. 1974. *Redistribution with Growth*. Londres : Oxford University Press.
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). 1995. *Rapport sur les pays les moins avancés 1995 : Examen à mi-parcours du Programme d'action*. New York : Nations Unies.
- CNUEH (Centre des Nations Unies pour les établissements humains). 1987. *Rapport sur la situation des établissements humains dans le monde*. New York : Oxford University Press.
- . 1991. *Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000*. Nairobi.
- . 1996. *Correspondence on preliminary findings from the Habitat Indicators Programme. Urban and housing indicators, sample results for 23 cities*. Nairobi. Février.
- Coleman, James. 1988. "Social Capital and the Creation of Human Capital." *American Journal of Sociology* 94 (supplément) : pp. 95-120.
- Commission économique pour l'Europe. 1995a. *Statistiques des accidents de la circulation routière en Europe et en Amérique du Nord*. New York et Genève.
- . 1995b. *Trends in Europe and North America*. New York et Genève.
- . 1996. "Purchasing Power Parities for Eastern Europe." Communiqué de presse ECE/GEN/7. Genève. 14 février. Commission mondiale de la culture et du développement. 1995. *Notre diversité créatrice*. Paris.
- Cornia, Giovanni Andrea, Richard Jolly et Frances Stewart (sous la direction de) 1987. *Adjustment with a Human Face: Protecting the Vulnerable and Promoting Growth*. Londres : Oxford University Press.
- Cornia, Giovanni Andrea, et Frances Stewart. 1995. "Two Errors of Targeting." Dans Frances Stewart (sous la direction de), *Adjustment and Poverty: Options and Choices*. Londres : Routledge.
- Demery, Lionel, Binayak Sen et Tara Vishwanath. 1995. "Poverty, Inequality and Growth." Document de synthèse sur l'éducation et la politique sociale 70. Banque mondiale, Département de l'éducation et de la politique sociale, Washington, D.C.

- Dev, S. Mahendra. 1993. "India's (Maharashtra) Employment Guarantee Scheme: Lesson from Long Experience." Indira Gandhi Institute of Development Research, Bombay.
- De Vylder, Stefan. 1995b. "Sustainable Human Development and Macroeconomics: Strategic Links and Implications." Document de travail du PNUD. New York.
- Disney, Richard, and Ho Soo Kiang. 1990. "Do Real Wages Matter in an Open Economy? The Case of Singapore, 1966-1987." *Oxford Economic Papers* 42(3) : pp. 635-57.
- Diwan, Ishac, et Michael Walton. 1994. "The Economy of the West Bank and Gaza: From Dependent to Autonomous Growth." *Finance and Development* (Septembre) : pp. 2-6.
- Dommen, B., et E. Dommen. 1995. *Mauritius: The Roots of Success*. Londres : Zed Books.
- Dreze, Jean, et Amartya Sen. 1995. *India: Economic Development and Social Opportunity*. Oxford et Delhi : Oxford University Press.
- EIU (The Economist Intelligence Unit). 1993. *Country Profile: Botswana and Lesotho 1993/94*. Londres.
- Ellis, Frank. 1993. *Peasant Economics*. Cambridge : Cambridge University Press.
- FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). 1994. *1994 Country Tables: Basic Data on the Agricultural Sector*. Département de la politique économique et sociale. Rome.
- Fields, Gary S. 1989. "Changes in Poverty and Inequality in Developing Countries." *World Bank Research Observer* 4(2) : pp. 167-85.
- Floro, M. Sagrario. 1995. "Economic Restructuring, Gender and the Allocation of Time." *World Development* 23(11) : pp. 1913-29.
- Gandhi, Mohandas K. 1959a. "English Learning." Dans *Collected Works of Mahatma Gandhi*. Vol. 20. Delhi : Gouvernement de l'Inde, Division des publications.
- . 1959b. "Hind Swaraj or Indian Home Rule." In *Collected Works of Mahatma Gandhi*. Vol. 3. Delhi : Gouvernement de l'Inde, Division des publications.
- Grunberg-Filatov, Isabelle. 1995. "Rival States, Rival Firms: Where Do People Fit In? An Analysis of the Global Unemployment Problem." PNUD, Bureau des études sur le développement, New York.
- Gulhati, Ravi, et Raj Nallari. 1990. "Successful Stabilization and Recovery in Mauritius." *EDI Development Policy Series Analytical Case Study 5*. Banque mondiale, Institut de développement économique, Washington, D.C.
- Haber, Lawrence D., et John E. Dowd. 1994. "A Human Development Agenda for Disability: Statistical Considerations." Document établi pour la Division de statistique des Nations Unies. New York.
- Haq, Mahbub ul. 1995. *Reflections on Human Development*. New York : Oxford University Press.
- HCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés). 1995. *Populations of Concern to UNHCR: A Statistical Overview, 1994*. Groupe de l'alimentation et des statistiques, Division des programmes et de l'appui opérationnel. Genève.
- Hein, Catherine. 1988. "Multinational Enterprises and Employment in the Mauritian Export Processing Zone." Document de travail 52 du BIT. Genève.
- Institut international d'études stratégiques. 1993. *The Military Balance 1993-94*. Londres : Brassey's.
- . 1995. *The Military Balance 1995-96*. Londres : Brassey's.
- Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática. 1990. *Censo Nacional de Población*. Mexico.
- International Foundation for Electoral Systems. 1995. *Elections Today*. Washington, D.C. Diverses publications.
- Isa, Zainul Arifin Mohd. 1995. "Malaysia: Steady Progress toward 'Vision 2020'." *Institutional Investor* 29(12) : pp. 13-22.
- Islam, I., et C. Kirkpatrick. 1986. "Wages, Employment and Income Distribution in a Small Open Economy: The Case of Singapore." Document de travail du Programme pour l'emploi en Asie. Genève, BIT.
- Ito, Takatoshi. 1992. *The Japanese Economy*. Cambridge, Massachusetts : MIT Press.
- Jazairy, Idriss, Mohiuddin Alamgir et Theresa Panuccio. 1992. *The State of World Rural Poverty: An Inquiry into Its Causes and Consequences*. Publié par le Fonds international de développement

- agricole. New York : New York University Press.
- Klugman, Jeni. 1992. "Decentralization: A Survey of Literature." Document de base pour le Rapport sur le développement humain 1993. PNUD, New York.
- Kuznets, Simon. 1971. *The Economic Growth of Nations*. Cambridge, Massachusetts : Harvard University Press.
- Lewis, Arthur W. 1955. *The Theory of Economic Growth*. Londres : Allen et Unwin.
- Lim, Linda, et Eng Fong Pang. 1986. *Trade, Employment and Industrialization in Singapore*. Genève : BIT.
- Lipton, Michael. 1995. "Successes in Anti-Poverty." Issues in Development Document de travail 8. BIT, Genève.
- Loewenson, Rene, et Munhamo Chisvo. 1995. "Social Development in Zimbabwe." Document commandé par l'UNICEF. New York.
- Mann, Jonathan, Daniel J.M. Tarantola et Thomas W. Netter (sous la direction de) 1992. *AIDS in the World: A Global Report*. Cambridge, Massachusetts : Harvard University Press.
- Mao Zedong. 1977. "On Coalition Government." In *Selected Works*. Vol. 3. Beijing : Foreign Languages Press.
- Mead, Donald. 1994. "The Contribution of Small Enterprises to Employment Growth in Southern and Eastern Africa." *World Development* 22(12) : pp. 1881-1994.
- Mehrotra, Santosh, et Richard Jolly (sous la direction de) A paraître. *Development with a Human Face*. Oxford : Oxford University Press.
- Mehrotra, Santosh, et Aung Tun Thet. 1996. "Public Expenditure on Basic Social Services: The Scope for Budget Restructuring in Selected Asian and African Economies." UNICEF Document de travail du personnel 14. New York.
- Minami, R. 1986. *The Economic Development of Japan: A Quantitative Study*. New York : St. Martin's.
- Morisson, Christian. 1995. "Micro-enterprises and Employment: Experience of Ecuador and Jamaica." Dans David Turnham, Colm Foy et Guillermo Larraín (sous la direction de), *Tensions sociales, création d'emplois et politique économique en Amérique latine*. Paris : OCDE.
- Mundle, Sudipto. 1995. "Financing Human Resource Development in Advanced Asian Countries: A Report." Banque asiatique de développement, Manille.
- Murray, Christopher, Ramesh Govindaraj et Gnanaraj Chellaraj. 1993. "Global Domestic Expenditures on Health." Health Transition Working Paper Series 93.09. Harvard Center for Population and Development, Cambridge, Massachusetts.
- Muslih, Muhammad. 1993. "Palestinian Civil Society." *Middle East Journal* 47(2) : pp. 258-74.
- Nyerere, Julius K. 1974. *Man and Development*. New York : Oxford University Press.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 1993a. *Coopération pour le développement : Rapport du Comité d'Aide au Développement 1993*. Paris.
- . 1993b. *Perspectives économiques de l'OCDE*. Paris.
- . 1994. *Perspectives de l'emploi*. Paris.
- . 1995a. *Coopération pour le développement : Rapport du Comité d'Aide au Développement 1994*. Paris.
- . 1995b. *Perspectives économiques*. Décembre. 58^e édition. Paris.
- . 1995c. *Regards sur l'éducation*. Paris.
- . 1995d. *Perspectives de l'emploi*. Paris.
- . 1995e. *Health Data 1995*. Paris.
- . 1995f. *New Dimensions of Market Access in a Globalising World Economy*. Paris.
- . 1995g. *Données OCDE sur l'environnement : Compendium 1995*. Paris.
- . 1996. *Coopération pour le développement : Rapport du Comité d'Aide au Développement 1995*. Paris.
- OECI (Oficina Central de Estadística e Informática, Venezuela), PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) et FNUAP (Fonds de Nations Unies pour la population). 1995. *Desarrollo Humano en Venezuela: Informe Sobre*. Caracas.
- Ohkawa, K., N. Takamatsu et Y. Yamamoto. 1974. *Kokumin Shotoku*. Tokyo : Tokyo Keizei.
- OMS (Organisation mondiale de la santé). 1993a. *Relevé épidémiologique hebdomadaire*. n°35. Genève.
- . 1993b. *Annuaire de statistiques sanitaires mondiales 1993*. Genève.
- . 1994. *Annuaire de statistiques sanitaires mondiales 1994*. Genève.

- . 1995a. "Global Database on Child Growth 1995." Groupe de la nutrition. Genève.
- . 1995b. *Rapport sur la Santé dans le Monde 1995*. Genève.
- . 1996. Informations sur les cas de SIDA par pays et par région présentées à l'OMS jusqu'au 15 Décembre 1995. Genève. 30 janvier.
- OMS et UNICEF. 1996. *Informations sur les données révisées de la mortalité maternelle*. Genève et New York. 5 Février.
- ONU (Organisation des Nations unies) 1949. *National and International Measures for Full Employment*. New York.
- . 1985. *National Experience Relating to the Improvement of the Situation of Women in Rural Areas*. New York.
- . 1988. *Indigenous Entrepreneurs in Economic Development*. New York.
- . 1990. *Recueil de statistiques sur les incapacités*. Série Y, No. 4. New York.
- . 1991. "Rapport de la deuxième Conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés." New York.
- . 1992. *Second Report on the World Nutrition Situation*. Vol. 1, Global and Regional Results. Comité administratif de coordination, Sous-comité sur la nutrition. Genève.
- . 1993a. *Statistical Chart on World Families*. Division de statistique et Secrétariat de l'Année internationale de la famille. New York.
- . 1993b. *Annuaire statistique 1990/91*. 38^e numéro. Division de statistique. New York. ST/ESA/STAT/SER.S/14.E/F/93.XVII.1.
- . 1994a. *Annuaire statistique*. 38^e numéro. Division de statistique. New York. ST/ESA/STAT/SER.S/15.E/F.94.XVII.1.
- . 1994b. "Women's Indicators and Statistics Database." Version 3. CD-ROM. Division de statistique. New York.
- . 1994c. *World Contraceptive Use 1994*. Division de la population. New York. ST/ESA/SER.A/143.E.94.XII.15.
- . 1995a. *Statistical Chart on World Families*. Division de statistique et Secrétariat de l'Année internationale de la famille. New York.
- . 1995b. *Annuaire statistique 1993*. 40^e numéro. New York.
- . 1995c. *La situation économique et sociale dans le monde 1995*. New York.
- . 1995d. *Rapport sur l'investissement dans le monde 1995 : les sociétés transnationales et la compétitivité*. Genève.
- . 1995e. "World Population Prospects Database, 1950-2050." Révision 1994. Division de la population. New York.
- . 1995f. *Les femmes dans le monde 1995 : Des chiffres et des idées*. New York.
- . 1995g. *World Urbanization Prospects: The 1994 Revision*. Division de la population. New York.
- . 1995h. "World Urbanization Prospects: The 1994 Revision." Database. Division de la population. New York.
- ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel). 1995. *Développement industriel : Rapport mondial 1995*. New York : Oxford University Press.
- Ostrom, Elinor. 1990. *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. New York : Cambridge University Press.
- Panos. 1994. *AIDS: Towards 2000*. Panos AIDS Media Briefing 1. Londres.
- Patel, Surendra J., Krishna Ahuja-Patel et Mahesh S. Patel. 1995. *Development Distance between Nations*. New Delhi : Ashish Publishing House.
- Persson, Torsten, et Guido Tabellini. 1994. "Is Inequality Harmful for Growth?" *American Economic Review* 84(3) : pp. 600-21.
- PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). 1990. *Rapport mondial sur le développement humain 1990*. Paris : Economica.
- . 1991a. "Cities, People and Poverty: Urban Development Cooperation for the 1990s." A UNDP Strategy Paper. New York.
- . 1991b. *Rapport mondial sur le développement humain 1991*. Paris : Economica.
- . 1994a. *Rapport mondial sur le développement humain 1994*. Paris : Economica.
- . 1994b. *Philippine Human Development Report 1994*. Manille.
- . 1995a. *AIDS and Africa: A Challenge to Human Development*. New York.
- . 1995b. *The Employment Challenge: An Agenda for Global Action*. Document de synthèse élaboré par le PNUD pour le Sommet mondial

- pour le développement social. New York.
- . 1995c. *Rapport mondial sur le développement humain 1995*. Paris : Economica.
- . 1995d. *Human Development Report 1995: Turkey*. Ankara.
- Prud'homme, R. 1995. "The Dangers of Decentralization." *World Bank Research Observer* 10(2) : pp. 201-20.
- Psacharopolous, George. 1994. "Returns to Investment in Education: A Global Update." *World Development* 22(9) : pp. 1325-43.
- . 1995. *Building Human Capital for Better Lives. Directions in Development*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- Psacharopolous, George, et Zafiris Tzannatos (sous la direction de) 1992. *Case Studies on Women's Employment and Pay in Latin America*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- Psacharopolous, George, S. Morley, A. Fiszbein, H. Lee et B. Wood. 1992. *Poverty and Income Distribution in Latin America: The Story of the 1980s*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- Putnam, Robert. 1993. *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton, N.J. : Princeton University Press.
- Radwan, Samir. 1993. "Outlook on Employment and Poverty Challenges and Scope for Employment-intensive Growth Strategy." Document présenté au International Food Policy Research Institute International Policy Workshop, Employment for Poverty Alleviation and Food Security, Washington, D.C., 11-14 October.
- Ramachandran, V.K. A paraître. "Kerala's Development Achievements: A Review." Dans Jean Dreze et Amartya Sen (sous la direction de), *Indian Development: Selected Perspectives*. Oxford et Delhi : Oxford University Press.
- Ramirez, Alejandro. 1995. "Measuring Human Development in Mexico: An Explanation of the Cross-Municipality Variation." Mémoire de maîtrise Science in development economics, University d'Oxford, Oxford.
- Ranis, Gustav, J.C.H. Fei et S.W.Y. Kuo. 1979. *Growth with Equity: The Taiwan Case*. New York : Oxford University Press.
- Ranis, Gustav, et Frances Stewart. 1994. "Decentralization in Indonesia." *Bulletin of Indonesian Economic Studies* 30(3) : pp. 41-72.
- Ravallion, Martin, et Gaurav Datt. 1991. Growth and Redistribution Components of Changes in Poverty Measures: A Decomposition with Applications to Brazil and India in the 1980s. Document de travail 83 consacré à l'étude sur la mesure des niveaux de vie. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- Reid, Elizabeth (sous la direction de) 1995. *HIV and AIDS: The Global Connection*. West Hartford, Connecticut : Kumarian.
- Sahn, D.E., et Harold Alderman. 1988. "The Effects of Human Capital on Wages, and the Determinants of Labour Supply in a Developing Country." *Journal of Development Economics* 29(2) : pp. 157-83.
- Schultz, T. Paul. 1988. "Education Investments and Returns." Dans Hollis B. Chenery et T.N. Srinivasan (sous la direction de), *Handbook of Development Economics*. Vol. 1. Amsterdam : Pays-Bas.
- . 1993a. "Investments in the Schooling and Health of Women and Men: Quantities and Returns." *Journal of Human Resources* 28(4) : pp. 694-734.
- . 1993b. "Returns to Women's Education." In Elizabeth M. King et M. Anne Hill (sous la direction de), *Women's Education in Developing Countries: Barriers, Benefits, and Policies*. Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- Sen, Amartya K. 1989. "Development as Capability Expansion." *Journal of Development Planning*, no. 19 : pp. 41-58.
- . 1990. "More Than 100 Million Women Are Missing." *New York Review of Books* 37(20) : pp. 61-66.
- . 1995. "Wrongs and Rights in Development." *Prospect* (Octobre) : pp. 28-35.
- Serageldin, Ismail. 1996. *Sustainability and the Wealth of Nations : First Steps in an Ongoing Journey. Environmentally Sustainable Development Studies and Monographs Series 5*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- Shaban, Radwan A., et Samia M. Al-Botmeh. 1995. *Poverty in the West Bank and Gaza Strip*. Jérusalem : Palestine

- Economic Policy Research Institute (MAS).
- Sharma, Basu, et Lan Luh Luh. 1994. "Labour Market Flexibilities as HRM Strategies: The Example of Singapore." *Journal of Asian Business* 10(1) : pp. 61-77.
- Shiva Kumar, A.K. 1996. "PNUD' Gender-Related Development Index: A Computation for Indian States." UNICEF, New Delhi.
- Singapour, ministère du Commerce et de l'Industrie. 1995. *Economic Survey of Singapore 1994*.
- SIPRI (Institut international de recherches pour la paix de Stockholm). 1995. *SIPRI Yearbook 1995*. New York : Oxford University Press.
- Stewart, F. 1978. *Technology and Underdevelopment*. Londres : Macmillan.
- Strauss, John. 1986. "Does Better Nutrition Raise Farm Productivity?" *Journal of Political Economy* 94(2) : pp. 297-320.
- Streeten, Paul. 1981. *Development Perspectives*. Londres : Macmillan.
- Streeten, Paul, avec Shahid Javed Burki, Mahbub ul Haq, Norman Hicks et Frances Stewart. 1981. *First Things First: Meeting Basic Needs in the Developing Countries*. New York : Oxford University Press.
- Summers, Robert, et Alan Heston. 1991. "Penn World Tables (Mark 5): An Expanded Set of International Comparisons, 1950-1988." *Quarterly Journal of Economics* 106 : pp. 327-68.
- Tabatabai, Hamid. 1995. "Poverty and Inequality in Developing Countries: A Review of Evidence." Dans Gerry Rodgers et Rolph van der Hoeven (sous la direction de), *The Poverty Agenda: Trends and Policy Options*. Genève : BIT.
- Tagore, Rabindranath. 1961. "Crisis of Civilization." In *Collected Works of Rabindranath Tagore*. Vol. 18. Shantiniketan, India : Vishya Bharati.
- Tanzi, Vito. 1994. "Corruption, Governmental Activities, and Markets." Fonds monétaire international, Washington, D.C.
- . 1995. "Fiscal Federalism and Decentralization: A Review of Some Efficiency and Macroeconomic Aspects." Fonds monétaire international, Washington, D.C.
- Tilak, Jandhyala B.G. 1989. *Education and Its Relation to Economic Growth, Poverty, and Income Distribution: Past Evidence and Further Analysis*. Document de travail No. 46 de la Banque mondiale. Washington, D.C.
- Turnham, David. 1994. "What Can We Learn from Past Efforts to Encourage Employment-Intensive Development?" Document de base pour le Rapport mondial sur le développement humain 1995. Banque mondiale, Washington, D.C.
- Turnham, David, Colm Foy et Guillermo Larraín (sous la direction de) 1995. *Tensions sociales, création d'emplois et politique économique en Amérique latine*. Paris : OCDE.
- UIP (Union interparlementaire). 1995. *Les femmes dans les parlements 1945-95 : Etude statistique mondiale*. Genève.
- UIT (Union internationale des télécommunications). 1995. *Annuaire de l'UIT*. Genève.
- UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'éducation, les sciences et la culture). 1991. *Rapport mondial sur l'éducation 1991*. Paris.
- . 1993a. *Trends and Projections of Enrolment by Level of Education, by Age and by Sex, 1960-2025*. Division des statistiques. CSRE63. Paris.
- . 1993b. *Rapport mondial sur l'éducation 1993*. Paris.
- . 1994a. *The Impact of HIV/AIDS on Education*. Paris.
- . 1994b. *Annuaire statistique 1994*. Paris.
- . 1995a. *Annuaire statistique 1995*. Paris.
- . 1995b. "Statistics on Illiteracy, 1994 Estimates and Projections." Disquette. Paris.
- . 1995c. *Rapport mondial sur l'éducation 1995*. Paris.
- . 1995d. Informations sur les inscriptions dans les cycles du primaire, du secondaire et des études supérieures. Division des statistiques, Section pour le développement des services de statistiques. Disquette. Paris. 15 novembre.
- UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance). 1993a. *Central and Eastern Europe in Transition: Public Policy and Social Conditions*. Regional Monitoring Report I. Florence : Centre international de développement de l'enfance.
- . 1993b. *Le progrès des nations*. New York.

- . 1994a. Central and Eastern Europe in Transition: Crisis in Mortality, Health and Nutrition. Regional Monitoring Report 2. Florence : Centre international de développement de l'enfance.
- . 1994b. *Women and Gender in Countries in Transition: A UNICEF Perspective*. New York : UNICEF, Bureau régional pour l'Europe centrale et orientale, la Communauté des Etats indépendants et les pays baltes.
- . 1995. *La situation des enfants dans le monde 1995*. New York : Oxford University Press.
- . 1996. *La situation des enfants dans le monde 1996*. New York : Oxford University Press.
- Van Tongeren, Janv. 1995. "Human Development Accounts." Nations Unies, Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques, New York.
- Viravaidia, Michai, S.A. Obremskey et Charles Myers. 1993. "The Economic Impact of AIDS in Thailand." In David Bloom et Joyce Lyons (sous la direction de), *Economic Implications of AIDS in Asia*. HIV/AIDS Regional Project for Asia. New Delhi : PNUD.
- Von Braun, Joachim, et Patrick J.R. Webb. 1989. "The Impact of New Crop Technology on the Agricultural Division of Labor in a West African Setting." *Economic Development and Cultural Change* 37(3) : pp. 513-34.
- Von Furstenberg, George (sous la direction de) 1983. *International Money and Credit: The Policy Roles*. Washington, D.C. : Fonds monétaire international.
- Wagner, Nancy. 1995. "A Review of PPP-Adjusted GDP Estimation and Its Potential Use for the Fund's Operational Purposes." Document de travail - Fonds monétaire international WP/95/18. Washington, D.C.
- Watkins, Kevin (sous la direction de) 1995. *Oxfam Poverty Report*. Oxford : Oxfam.
- World Resources Institute. 1994. *World Resources 1994-95: A Guide to the Global Environment*. New York : Oxford University Press.
- Worldwide Government Directories. 1995. *Worldwide Government Directory with International Organizations 1995*. Bethesda, Maryland.
- Yoke, Teh Hoe, et Goh Kim Leng. 1992. *Malaysia's Economic Vision: Issues & Challenges*. Selangor Darul Ehsan, Malaysia : Pelanduk Publications.

Quelques définitions

Accès à l'assainissement Pourcentage de la population ayant accès aux moyens sanitaires d'évacuation des excréta et des déchets, y compris les latrines extérieures et le compostage.

Accès à l'eau potable Pourcentage de la population disposant d'un accès raisonnable à l'approvisionnement en eau potable, comprenant les eaux de surface traitées ou non traitées mais non polluées, telle que celle des sources, des puits et des forages protégés.

Accès aux services de santé Pourcentage de la population qui peut se rendre dans les centres de santé locaux, à pied ou en utilisant les moyens de transports locaux dans un délai maximal d'une heure.

Aide alimentaire en céréales Céréales fournies par des pays donateurs et des organisations internationales, notamment le Programme alimentaire mondial et le Conseil international du blé, telles qu'elles ont été comptabilisées pour l'année agricole considérée. Les céréales comprennent le blé, la farine, le blé concassé, le riz, les céréales secondaires et les ingrédients céréaliers des aliments composés.

Aide publique au développement (APD) Montant net des dons et des prêts accordés aux pays et aux territoires figurant sur la liste des bénéficiaires du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), par des organismes publics des membres du CAD avec pour objectif principal la promotion du développement économique et du bien-être, à des conditions de faveur (dans le cas des prêts, l'élément assorti de conditions libérales doit être d'au moins 25 %). Les chiffres des versements nets d'APD se fondent sur les données de l'OCDE pour les pays du CAD, les organismes multilatéraux et les pays arabes.

APD multilatérale. Sommes versées au titre de l'APD à une organisation inter-

nationale dont sont membres des Etats et dont l'activité est consacrée en totalité ou en grande partie au développement et à l'aide à des pays destinataires. Une contribution effectuée par un donateur à un tel organisme est considérée comme multilatérale si elle est groupée avec d'autres contributions et déboursée à la discrétion de l'organisme en question. L'APD reçue par un pays est considérée comme multilatérale lorsqu'elle provient d'organismes multilatéraux, tels que les banques multilatérales de développement (Banque mondiale, banques régionales de développement), les institutions des Nations unies et des organismes régionaux (certains organismes de l'Union européenne et organismes arabes).

Apport quotidien de calories par habitant Equivalent en calories de l'approvisionnement alimentaire net d'un pays, divisé par le nombre d'habitants, par jour.

Chômage Sont au chômage toutes les personnes au-dessus d'un âge déterminé, qui n'ont pas d'emploi rémunéré ou ne sont pas travailleurs indépendants, sont disponibles pour travailler, et se sont efforcées de trouver un emploi rémunéré ou en tant que travailleurs indépendants.

Coefficient de dépendance Proportion des personnes définies comme à charge, âgées de moins de 15 ans ou de plus de 64 ans, par rapport à la population définie comme active, âgée de 15 à 64 ans.

Consommation alimentaire en pourcentage de la consommation totale des ménages Valeur calculée d'après les détails du PIB (dépenses aux prix du marché national) défini dans le système de comptabilité nationale (SCN) des Nations unies, recueillis pour la plupart au cours des phases IV (1980) et V (1985) du programme de comparaison international (PCI).

Consommation d'alcool par habitant Chiffre calculé d'après les données relatives aux ventes de bière, vins et spiritueux, converties en volume d'alcool absolu selon

la teneur en alcool de ces boissons. Ce volume d'alcool absolu est ensuite divisé par le nombre d'habitants pour obtenir la consommation par habitant.

Consommation d'eau Prélèvements d'eau, y compris ceux effectués sur les aquifères non renouvelables et aux installations de déassement, mais à l'exclusion des pertes par évaporation.

Consommation d'énergie commerciale Quantité d'énergie primaire à l'échelon national avant conversion en d'autres formes d'énergie utilisables (telles que l'électricité ou les produits pétroliers raffinés). Les chiffres comprennent la production nationale, majorée des importations et des changements des réserves, et minorée des exportations et du contenu des soutes internationales. La consommation d'énergie comprend également des produits consommés à des fins non énergétiques, pour la plupart dérivés du pétrole. La consommation de bois de feu, déjections animales séchées et autres combustibles traditionnels, bien qu'importante dans certains pays en développement, n'est pas comptabilisée, faute de données complètes et fiables.

Consommation des ménages Valeur marchande de tous les biens et services, y compris les biens durables (tels que les automobiles, lave-linge et ordinateurs personnels) achetés ou reçus en tant que paiement en nature par les ménages et les organisations à but non lucratif. Sont exclus de cette catégorie les achats de logements, mais y sont inclus les loyers théoriques de logements occupés par les propriétaires.

Couverture sociale Fait référence à la fourniture, par les pays membres de l'OCDE à leur population, de prestations de sécurité sociale dans les domaines de la santé, de la retraite, de l'assurance-chômage et autres services de protection du revenu. Ces prestations visent non seulement à aider les personnes nécessiteuses, mais également à atteindre certains objectifs économiques en assumant les coûts sociaux de restructuration économique.

Déboisement Voir Déforestation.

Décaissement Versement de fonds destinés à l'achat de biens ou de services par un bénéficiaire ou pour un bénéficiaire ; par extension, somme décaissée. Les décaissements reflètent les transferts internationaux effectifs de ressources financières ou de biens ou de services comptabilisés au prix coûtant pour le donateur. Pour les activités ayant lieu hors des pays donateurs, tels que les programmes de formation,

d'administration ou de sensibilisation du public, les décaissements sont considérés comme ayant lieu lorsque les fonds ont été transférés au prestataire des services ou au bénéficiaire. Ils peuvent être exprimés en montant brut (montant total décaissé au cours de la période de référence) ou net (déduction faite en cas de prêt de tout remboursement de principal effectué au cours de la période de référence).

Déchets urbains Déchets ramassés en milieu urbain par les services municipaux ou par des sous-traitants. Ils comprennent les ordures ménagères, les déchets provenant d'établissements commerciaux, de bureaux et d'établissements tels les écoles et les services de l'administration publique, et des petites entreprises qui mettent leurs déchets au rebut selon les modalités établies pour le ramassage des ordures ménagères.

Déforestation Défrichage définitif de terres forestières aux fins de la culture itinérante, de la mise en valeur agricole ou de l'installation humaine. Ne comprend pas les autres traitements tels que la coupe sélective.

Densité de population Nombre total d'habitants divisé par la superficie considérée.

Dépenses d'enseignement Dépenses engagées pour le fonctionnement, l'administration, l'inspection et l'appui des écoles maternelles, primaires et secondaires ; des universités et des établissements d'enseignement supérieur ; des établissements d'enseignement professionnel, technique et autres ; et de l'administration générale et des services annexes.

Dépenses de consommation publique Total des dépenses courantes engagées pour les achats de biens et de services par les entités du secteur public à tous les échelons. Les dépenses d'investissement pour la défense et la sécurité nationales sont considérées comme des dépenses de consommation.

Dépenses de santé Les dépenses publiques de santé comprennent les dépenses de fonctionnement et d'équipement engagées par tous les bureaux, départements, établissements du gouvernement central et autres organes qui sont des institutions ou des instruments de l'autorité centrale du pays considéré, qui sont consacrées aux hôpitaux, aux maternités, aux centres de santé dentaire et aux dispensaires possédant un service médical important, aux systèmes nationaux d'assurance-maladie et à la planification familiale et

aux soins préventifs. Les données relatives à ces dépenses ne sont pas immédiatement comparables d'un pays à l'autre et il convient de procéder avec prudence en la matière. Dans un grand nombre d'économies, les services de santé privés fournissent des prestations importantes dans ce domaine ; dans d'autres, les services publics interviennent pour une large part mais les dépenses de santé sont parfois financées à un niveau autre que celui du gouvernement central.

Dépenses militaires Dépenses engagées par les ministères - notamment de la défense - pour l'entretien des forces armées, y compris l'achat de fournitures et d'équipements militaires, la construction, le recrutement, la formation et les programmes d'aide militaire.

Dépenses publiques Dépenses de fonctionnement et d'équipement réalisées par tous les bureaux, départements, établissements du gouvernement central et autres organes constituant des institutions ou des instruments de l'autorité centrale d'un pays.

Dépenses publiques totales de couverture sociale Dépenses publiques réalisées dans les domaines de la santé, de la retraite, de l'assurance-chômage et autres formes de maintien du revenu.

Dettes extérieures totales Somme de la dette publique à garantie publique et des obligations extérieures privées non garanties à long terme, de la dette à court terme et de l'utilisation de crédits du FMI. Les données relatives à la dette proviennent du système de notification de la dette à la Banque mondiale et sont complétées par les estimations de cet organisme. Ce système ne rend compte que de la dette des pays en développement et ne recueille pas de données sur la dette extérieure d'autres groupes d'emprunteurs ou d'économies non membres de la Banque mondiale. Les montants sont exprimés en dollars des Etats-Unis (USD) convertis au taux de change officiel.

Diplômés de l'enseignement scientifique Diplômés de l'enseignement supérieur dans les domaines des sciences naturelles et appliquées, y compris en médecine.

Disparités femmes-hommes Ensemble d'estimations nationales, régionales et autres dans lequel tous les chiffres relatifs aux paramètres retenus sont exprimés pour les femmes par rapport aux chiffres correspondants pour les hommes (base 100).

Disparités Sud-Nord Ensemble d'estimations nationales, régionales et autres

dans lequel tous les chiffres relatifs aux paramètres retenus sont exprimés pour les pays en développement par rapport aux chiffres moyens correspondants à l'ensemble des pays industrialisés (base 100).

Disparités zones rurales-zones urbaines Ensemble d'estimations nationales, régionales et autres dans lequel tous les chiffres relatifs aux paramètres retenus sont exprimés pour les zones rurales par rapport aux chiffres correspondants pour les zones urbaines (base 100).

Domaines humains prioritaires Education de base, soins de santé primaires, eau potable, assainissement adéquat, planning familial et nutrition.

Emissions de CO₂ par source Emissions de dioxyde de carbone liées aux activités humaines et découlant uniquement des utilisations de l'énergie. Elles comprennent également les émissions provenant du pétrole contenu dans les soutes marines internationales, les quantités étant imputées aux pays ayant pris livraison, et de la tourbe. Les émissions du pétrole et du gaz utilisés à des fins autres qu'énergétiques et des combustibles provenant de la biomasse sont exclus.

Emissions de soufre et d'azote Emissions de soufre, sous forme d'oxydes de soufre, et d'azote, sous forme d'oxydes divers, contribuant conjointement aux précipitations acides et affectant l'agriculture, les forêts, les habitats aquatiques et les matériaux de construction.

Encadrement et fonctions techniques Sont compris dans cette catégorie les spécialistes et le personnel technicien des domaines suivants : sciences physiques, architecture, ingénierie, aviation et marine (officiers inclus), sciences biologiques, médecine, dentisterie, médecine vétérinaire, mathématiques, informatique, économie, comptabilité, droit, enseignement, religion, littérature, journalisme, sculpture, peinture, photographie et autres arts de création, composition et interprétation musicales, athlétisme, sports, et autres domaines du travail intellectuel, technique et connexe non répertoriés ailleurs, conformément à la classification internationale type des professions (CITP-1968).

Encadrement supérieur et direction Catégorie d'emploi comprenant les législateurs, les cadres supérieurs de l'administration publique, les chefs traditionnels et chefs de villages, et les administrateurs d'organismes à vocation particulière. Sont

également inclus les dirigeants du secteur privé, chefs d'entreprise, et directeurs généraux, ainsi que les gestionnaires spécialisés et les superviseurs exerçant des fonctions de direction, conformément à la Classification internationale type des professions (CITP-1968).

Energie commerciale Formes commerciales d'énergie primaire - hydrocarbures (pétrole brut, gaz naturel liquéfié, hydrocarbures de sources non classiques, gaz naturel), combustibles solides (houille, lignite et autres combustibles dérivés) électricité primaire (d'origine nucléaire, hydraulique, géothermique ou autre) - converties en équivalent pétrole.

Enseignement primaire Enseignement au premier niveau (niveau 1 de la classification internationale type de l'éducation - CITE), dont la principale fonction est de fournir les éléments de base de l'éducation, dispensé par exemple dans les écoles élémentaires et les écoles primaires.

Enseignement secondaire Enseignement au deuxième niveau (niveaux 2 et 3 de la CITE), basé sur au moins quatre années d'instruction préalable au premier niveau et fournissant une instruction générale ou spécialisée ou les deux, dispensé par exemple dans les écoles intermédiaires, les écoles secondaires, les lycées, les écoles normales à ce niveau et les écoles à vocation professionnelle ou technique.

Enseignement secondaire technique Enseignement dispensé dans les établissements secondaires visant à former les élèves directement à une activité ou une profession autre que l'enseignement.

Enseignement supérieur Enseignement au troisième niveau (niveaux 5, 6 et 7 de la CITE), dispensé par exemple dans les universités, les écoles normales et les écoles professionnelles supérieures, exigeant comme condition minimale d'admission d'avoir achevé avec succès l'enseignement de deuxième niveau ou de prouver qu'un niveau équivalent de connaissances a été assimilé.

Epargne intérieure (brute) Produit intérieur brut moins la consommation des administrations publiques et la consommation privée.

Espérance de vie à la naissance Nombre d'années que vivrait un nouveau-né si les caractéristiques de mortalité de sa population au moment de sa naissance demeuraient les mêmes tout au long de sa vie.

Excédent ou déficit budgétaire Recettes, courantes et en capital, et aide publique,

reçues par l'Etat, minorées du total des dépenses et des prêts publics.

Exportations de biens et services Valeur de tous les biens et les services non-facteurs fournis au reste du monde, y compris les marchandises, le fret, l'assurance, le transport et autres services non-facteurs.

Fonctions administratives et d'encadrement Voir Administrateurs et gestionnaires.

Homicides Les chiffres comprennent les homicides intentionnels, y compris les infanticides, et les homicides involontaires, y compris les homicides par imprudence, mais non les homicides résultant d'accidents de la route.

Importations d'énergie commerciale en pourcentage des exportations de marchandises Taux calculé sur les agrégats de groupes des importations d'énergie et des importations de marchandises exprimées en dollars courants.

Importations de céréales Quantités importées de toutes les céréales de la classification type pour le commerce international (CTCI), révision 2, Groupes 041-046. Ces céréales comprennent le blé, et la farine exprimée en équivalents de blé, le riz, le maïs, le sorgho, l'orge, le seigle, le millet et autres céréales secondaires. Les données relatives au commerce des céréales comprennent les opérations commerciales et l'aide alimentaire mais excluent les échanges entre les Etats membres de l'Union européenne et au sein de la Communauté des Etats indépendants. Les données relatives aux importations de céréales se fondent sur les données pour l'année considérée fournies par les pays importateurs.

Indice de production alimentaire par habitant Quantité annuelle moyenne de vivres produits par habitant par rapport à la quantité produite dans l'année de référence. Les produits alimentaires sont définis comme comprenant les noix, les oléagineux, les légumineuses, les fruits, les céréales, les légumes, la canne à sucre, les betteraves sucrières, les racines amylicées, les huiles comestibles, le bétail et les produits d'élevage.

Indice de serre Emissions nettes de trois principaux gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane et chlorofluorocarbones), avec pondération de chaque gaz selon ses propriétés de rétention calorifique, en équivalent de dioxyde de carbone, et exprimé en tonnes de carbone par habitant.

Indice synthétique de fécondité Nombre d'enfants que mettrait au monde une femme pendant sa vie, en donnant naissance, à chaque âge, au nombre d'enfants correspondant au taux de fécondité prévalant pour cet âge.

Infirmiers/Infirmières Personnes qui ont suivi avec succès un programme d'enseignement infirmier de base et qui sont qualifiées et enregistrées ou autorisées par l'Etat pour fournir des services responsables et compétents pour la promotion de la santé, la prévention des maladies, les soins des malades et la rééducation.

Insuffisance pondérale (malnutrition modérée et aiguë) Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans dont le poids corporel est inférieur de deux écarts-types au poids médian par âge de la population de référence.

Insuffisance pondérale néonatale Pourcentage de nouveau-nés pesant moins de 2500 grammes.

Investissement intérieur (brut) Dépenses destinées à accroître l'ensemble des biens durables de l'économie du pays considéré, compte tenu des variations brutes du stock des immobilisations.

Main-d'oeuvre Voir Population active

Médecins Catégorie comprenant les praticiens et tous les diplômés de toute faculté ou école de médecine en activité dans tout domaine médical (pratique, enseignement, administration et recherche).

Naissances suivies par du personnel soignant Pourcentage de naissances suivies par des médecins, des infirmières, des sages-femmes, des agents de soins de santé primaires qualifiés ou des accoucheuses ayant reçu une formation traditionnelle.

Ordures ménagères Voir Déchets urbains.

Parité de pouvoir d'achat (PPA) La PPA se définit comme le nombre d'unités de compte monétaires du pays nécessaires pour acheter le même panier représentatif de biens et de services, ou un panier équivalent, à ce que l'on pourrait acheter pour un USD (monnaie de référence) aux Etats-Unis. Habituellement indiquée en USD, la PPA pourrait également s'exprimer en d'autres monnaies nationales ou en droits de tirage spéciaux (DTS).

Part du revenu Répartition du revenu ou des dépenses (ou part des dépenses) au profit de groupes de ménages (percentiles) classés selon le revenu total des ménages, le revenu par habitant ou les dépenses. Le calcul des parts du revenu se fait sur la

base de quintiles de la population et du premier décile de revenu total ou de dépenses de consommation. Les données relatives aux pays proviennent pour la plupart de sondages de ménages représentatifs effectués pour différentes années au cours de la période 1978-1992. Les données des pays de l'OCDE à revenu élevé se fondent sur des informations de l'Office des statistiques de l'Union européenne (Eurostat), de l'étude du Luxembourg sur le revenu et de l'OCDE. Les diverses données sont à interpréter avec prudence en raison des différences qui existent entre les études sur le revenu dans l'utilisation du revenu et des dépenses de consommation pour estimer les niveaux de vie.

Pays les moins avancés Catégorie de pays en développement à faible revenu établie par les Nations unies. Ces pays souffrent d'une ou plusieurs limitations qui font obstacle à la croissance économique. Ils présentent en particulier un faible niveau de développement des ressources humaines et de graves faiblesses structurelles. L'objectif visé par les Nations unies en dressant la liste de ces pays est de guider les organismes et les pays donateurs en matière d'allocation de l'aide.

Population active Population comprenant toutes les personnes des deux sexes fournissant de la main-d'oeuvre aux fins de la production de biens et de services selon la définition des systèmes de comptabilité nationale des Nations unies, pendant une période considérée. Selon ces systèmes, la production de biens et de services économiques doit comprendre toute la production et le traitement de produits primaires, qu'ils soient destinés à la commercialisation, au troc ou à la consommation propre, la production de tous les autres biens et services en vue de leur commercialisation, et dans le cas des biens et services produits par les ménages en vue de leur commercialisation, la production correspondante pour leur consommation propre.

Population desservie par des stations d'épuration des eaux usées Population dont les habitations sont raccordées à un réseau d'assainissement avec traitement des eaux usées.

Population urbaine Pourcentage de la population vivant dans les zones urbaines définies selon les critères nationaux appliqués lors du dernier recensement de population.

Prestations de sécurité sociale Indemnités de perte de revenu versées aux personnes malades ou temporairement

incapacités, paiements aux personnes âgées, aux invalides, aux chômeurs, allocations familiales, de maternité et pour enfants à charge, ainsi que le coût des services sociaux.

Production d'énergie commerciale Les données se rapportent au premier stade de la production. Il s'agit donc : pour la houille, de la production minière ; pour les briquettes, de la production des briquetteries ; pour le pétrole brut et le gaz naturel, de la production des puits ; pour les gaz naturels liquéfiés, de la production des puits ou des installations de liquéfaction [selon le type de gaz] ; pour les produits pétroliers raffinés, de la production brute des raffineries ; pour les cokes et le gaz de cokerie, de la production des fours ; pour les autres gaz manufacturés, de la production des usines à gaz, des hauts-fourneaux ou des raffineries et pour l'électricité, de la production brute des centrales.

Production d'énergie en pourcentage des réserves nationales Les données relatives à la production énergétique se rapportent au premier stade de la production, à savoir pour la houille et la lignite à la production minière, et pour le pétrole brut et le gaz naturel à la production des puits. Les données relatives aux réserves se rapportent aux réserves prouvées extractibles (sous forme brute) à l'avenir dans les conditions économiques actuelles et escomptées et dans les limites techniques existantes. Le rapport production/réserves exprime la part annuelle de la production énergétique par rapport au total des réserves prouvées extractibles.

Produit intérieur brut (PIB) Total, au niveau de l'utilisation finale, des biens et services d'une économie, produits par les résidents et les non-résidents, quelle que soit la répartition des droits sociaux entre nationaux et étrangers. Ne comprend pas les déductions au titre de l'amortissement des biens de production ou de l'épuisement ou de la dégradation des ressources naturelles.

Produit intérieur brut (PIB) réel par habitant Produit intérieur brut par habitant exprimé en dollars des Etats-Unis sur la base de la parité de pouvoir d'achat de la monnaie nationale. Les chiffres exprimés en monnaies nationales ne permet pas de mesurer le pouvoir d'achat intérieur relatif des monnaies. Le Projet de comparaison internationale (PCI) des Nations unies a mis au point des mesures du PIB réel sur une échelle comparable au niveau international en utilisant les parités de pouvoir

d'achat (PPA) au lieu des taux de change qui sont sujets à d'amples fluctuations.

Produit national brut (PNB) Total du PIB et du revenu net des facteurs à l'étranger, qui est le revenu que les résidents reçoivent de l'étranger pour des services facteurs (main-d'oeuvre et capital), moins les paiements similaires faits à des non-résidents qui contribuent à l'économie nationale.

Produit national brut (PNB) par habitant et taux de croissance du PNB Produit national brut divisé par le nombre d'habitants. Les PNB annuels par habitant sont exprimés en dollars (USD) courants. Les taux de croissance du PNB par habitant sont des taux de croissance annuels moyens, calculés à partir de la tendance estimée en prenant les valeurs logarithmiques des PNB par habitant, à prix du marché constants pour chaque année de la période considérée.

Profession La classification par profession regroupe les individus selon leur type de travail, abstraction faite du lieu d'activité. La plupart des pays ont fourni des données établies conformément à la Classification internationale type des professions (CITP). Les groupes professionnels peuvent toutefois présenter des variations d'un pays à l'autre selon les définitions retenues et les méthodes de recueil des données appliquées.

Reboisement Etablissement de plantations à des fins industrielles et non industrielles. Ne comprend généralement pas la reconstitution de peuplements forestiers vieillissants, encore que certains pays englobent les données de reconstitution dans leurs données de reboisement.

Recettes fiscales Recettes provenant des prélèvements obligatoires, non remboursables et sans contrepartie directe effectués par l'Etat ou les collectivités locales afin de subvenir aux dépenses publiques. Elles comprennent les intérêts sur les arriérés d'impôts, pénalités et amendes fiscales perçus pour non paiement ou paiement tardif des impôts, et sont exprimées nettes de remboursements et autres opérations rectificatives.

Recyclage des déchets Réutilisation de matériaux extraits des déchets mis au rebut, à l'exclusion du recyclage effectué dans les installations industrielles et de l'utilisation des matériaux comme combustible. Le taux de recyclage est le pourcentage de la quantité de matériaux recyclés par rapport à la quantité de matériaux apparemment consommés.

Réfugiés Conformément à la définition de la Convention des Nations unies relative au statut des réfugiés et de son protocole de 1967, les réfugiés sont des personnes qui craignent avec raison d'être persécutées du fait de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un certain groupe social ou de leurs opinions politiques, se trouvent hors de leur pays d'origine et sont dans l'incapacité de demander la protection de ce pays ou, ne sont pas disposées à la demander en raison de leur crainte, ou qui, n'ayant pas de nationalité, se trouvent hors de leur pays de résidence habituel et sont dans l'incapacité d'y retourner ou ne sont pas disposées à le faire en raison de leur crainte. Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, les réfugiés comprennent également les groupes de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, personnes revenant dans leur pays et autres personnes auxquelles le HCR s'intéresse ou fournit un appui.

Réserves en devises Voir Réserves internationales (brutes).

Réserves internationales (brutes) Avoirs en or monétaire, droits de tirage spéciaux (DTS), positions de réserve des membres du FMI et avoirs en devises sous le contrôle des autorités monétaires exprimés en mois d'importation de biens et de services que ces avoirs permettraient d'acquérir, compte tenu du niveau courant des importations.

Ressources en eau intérieures renouvelables Débit moyen annuel des cours d'eau et des formations aquifères provenant des précipitations endogènes.

Revenu salarial Total des rémunérations des salariés en prix constants obtenus en déflétant le salaire nominal par salarié par l'indice des prix à la consommation du pays considéré.

Salariés Personnes recevant un salaire régulier, propriétaires travaillant dans le cadre de leur fond de commerce, associés actifs d'une entreprise et travailleurs familiaux non rémunérés, à l'exclusion néanmoins des personnes occupées au foyer.

Scientifiques et techniciens Les scientifiques comprennent les scientifiques et les ingénieurs ayant une formation scientifique ou technique, ayant généralement terminé leurs études supérieures dans un domaine scientifique, exerçant des activités professionnelles en recherche et développement, y compris les administrateurs et autres cadres directeurs de ces activités.

Les techniciens comprennent les personnes exerçant des activités scientifiques de recherche et développement, qui ont une formation professionnelle ou technique d'au moins trois ans après le premier cycle de l'enseignement secondaire.

Service de la dette Total des paiements d'intérêts et des remboursements du principal de la dette extérieure totale.

Seuil de pauvreté Notion fondée sur le concept d'une pauvreté « absolue » exprimée en termes monétaires comme le niveau de revenu ou de dépenses au-dessous duquel il est impossible pour l'individu d'obtenir une alimentation adaptée du point de vue nutritionnel et de satisfaire à ses besoins de base non alimentaires. Les estimations nationales ayant pour référence un seuil de pauvreté relative (tel que la part de l'alimentation par rapport au total des dépenses) ont été exclues, comme l'ont été celles qui définissent un seuil de pauvreté exclusivement par rapport à une autre variable (telle que le salaire minimum) plutôt que par rapport à l'aptitude à satisfaire des besoins alimentaires et non alimentaires à un niveau minimum acceptable. Les estimations de la pauvreté sont fondées sur des données provenant de sondages effectifs du budget, du revenu ou des dépenses des ménages. Des exceptions ont été admises pour certains pays africains et pour certains petits pays ou territoires insulaires pour lesquels il n'y avait pratiquement pas d'autres relevés disponibles.

Solde des opérations courantes Différence entre a) les exportations de biens et de services (facteurs et non-facteurs) ainsi que les influx de transferts privés sans contrepartie mais avant les transferts officiels et b) les importations de biens et de services ainsi que tous les transferts sans contrepartie avec le reste du monde.

Taux brut de mortalité Nombre de décès annuels pour 1 000 habitants.

Taux brut de natalité Nombre de naissances annuelles pour 1 000 habitants.

Taux d'achèvement des études primaires Proportion d'enfants inscrits à la première année d'enseignement du cycle primaire qui achèvent ce cycle avec succès.

Taux d'administration de TRO Proportion des cas de maladies diarrhéiques survenant chez les enfants de moins de 5 ans traités par l'administration de sels de réhydratation orale ou d'une solution de réhydratation confectionnée à domicile.

Taux d'alphabétisation (adulte) Pourcentage de personnes âgées de 15 ans et plus qui peuvent, en le comprenant, lire et écrire un texte simple et court sur leur vie quotidienne.

Taux d'inflation Taux moyen annuel d'accroissement des prix ; il est mesuré par la croissance du facteur déflateur implicite du PIB pour chacune des périodes considérées. Le déflateur du PIB est calculé en un premier temps en divisant, pour chaque année de la période considérée, la valeur actuelle du PIB par sa valeur constante, en monnaie nationale. Comme les autres, cette mesure de l'inflation a ses limites, mais elle a l'avantage de rendre compte des fluctuations annuelles des prix de tous les biens et les services produits dans une économie.

Taux d'insertion scolaire dans le primaire Nombre d'enfants entrant en première année d'enseignement, indépendamment de leur âge, exprimé en pourcentage de la population d'âge officiel d'admission au premier niveau d'enseignement.

Taux d'utilisation des contraceptifs Pourcentage de femmes mariées en âge de procréer qui utilisent, ou dont les époux utilisent, toute forme de contraception, c'est-à-dire des méthodes modernes ou traditionnelles.

Taux de mortalité des (enfants de) moins de 5 ans Moyenne annuelle calculée sur cinq ans du nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes. Plus spécifiquement, probabilité de décès entre la naissance et le cinquième anniversaire.

Taux de mortalité infantile Nombre de décès d'enfants âgés de moins d'un an pour 1 000 naissances vivantes au cours d'une année. Plus spécifiquement, probabilité de décès entre la naissance et le premier anniversaire.

Taux de mortalité maternelle Nombre de femmes décédant chaque année par suite d'une grossesse pour 100 000 naissances vivantes.

Taux de passage du premier au deuxième niveau d'enseignement Nombre d'élèves entrant dans l'enseignement général secondaire, exprimé en pourcentage du nombre total d'élèves se trouvant en dernière classe de l'enseignement primaire l'année précédente.

Taux de remplacement de la main-d'oeuvre Population de moins de 15 ans divisée par un tiers de la population de 15 à 59 ans.

Taux de scolarisation (brut et net) Le taux brut de scolarisation est le nombre d'élèves inscrits à un cycle (niveau) d'enseignement (qu'ils soient ou non en âge de le fréquenter), exprimé en pourcentage du nombre d'individus appartenant au groupe d'âge correspondant à ce niveau d'enseignement. Le taux net de scolarisation est le nombre d'élèves inscrits à un cycle (niveau) d'enseignement et qui appartiennent au groupe d'âge pertinent, exprimé en pourcentage du nombre d'individus appartenant à ce même groupe d'âge.

Taux de scolarisation primaire Voir Taux d'insertion scolaire dans le primaire.

Termes de l'échange Rapport de l'indice des prix moyens des exportations d'un pays à l'indice des prix moyens de ses importations.

Travailleurs découragés Personnes qui souhaiteraient travailler et dont la force de travail est disponible, mais qui ne recherchent pas activement de travail, soit parce qu'elles déclarent qu'aucun emploi leur convenant n'est disponible, soit parce qu'elles ne savent pas où trouver du travail. Le nombre des travailleurs découragés est utilisé par l'OCDE comme mesure complémentaire de la morosité du marché de l'emploi.

Travailleurs en chômage partiel Cette expression se rapporte directement au concept de sous-emploi visible et englobe trois catégories de travailleurs : ceux qui travaillent habituellement à plein temps, mais sont au moment considéré obligés de travailler à temps partiel pour des raisons de marasme économique, ceux qui travaillent habituellement à temps partiel, mais doivent au moment considéré travailler moins d'heures, là encore pour cause de marasme économique, et ceux qui travaillent à temps partiel faute d'avoir pu trouver un emploi à plein temps. Le nombre des travailleurs au chômage partiel est utilisé par l'OCDE comme mesure complémentaire de la morosité du marché de l'emploi.

Utilisation d'énergie commerciale par habitant Chiffre exprimé en kilogrammes d'équivalent pétrole par habitant.

Vaccinés Moyenne des couvertures vaccinales des enfants de moins d'un an pour les quatre antigènes utilisés dans le programme de vaccination universelle des enfants.

Versement Voir Décaissement.

Classification des pays

Pays regroupés selon leur niveau de développement humain

Développement humain élevé
(IDH supérieur ou égal à 0,800)

Antigua-et-Barbuda
Allemagne
Argentine
Australie
Autriche
Bahamas
Bahreïn
Barbade
Belgique
Brunéi Darussalam
Canada
Chili
Chypre
Colombie
Corée, République de
Costa Rica
Danemark
Dominique
Émirats arabes unis
Espagne
États-Unis d'Amérique
Fidji
Finlande
France
Grèce
Hong-Kong
Hongrie
Irlande
Islande
Israël
Italie
Japon
Koweït
Lettonie
Luxembourg
Malaisie
Malte
Maurice
Mexique
Norvège
Nouvelle-Zélande
Panama
Pays-Bas
Pologne
Portugal
Qatar
République tchèque
Royaume-Uni
Russie, Féd. de
Saint-Kitts-et-Nevis
Singapour
Slovaquie
Suède
Suisse
Thaïlande
Trinité-et-Tobago
Uruguay
Venezuela

Développement humain moyen
(IDH compris entre 0,500 et 0,799)

Afrique du Sud
Albanie
Algérie
Arabie saoudite
Arménie
Azerbaïdjan
Biélarus
Belize
Bolivie
Botswana
Brésil
Bulgarie
Cap-Vert
Chine
Congo
Corée, Rép. pop. dém. de
Cuba
Dominique
Égypte
Équateur
El Salvador
Estonie
Gabon
Géorgie
Grenade
Guatemala
Guyana
Honduras
Indonésie
Iran, Rép. islamique
Iraq
Jamahiriya arabe libyenne
Jamaïque
Jordanie
Kazakhstan
Kirghizistan
Liban
Lituanie
Maldives
Maroc
Moldova, Rép. de
Mongolie
Namibie
Nicaragua
Oman
Ouzbékistan
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Paraguay
Pérou
Philippines
République arabe syrienne
République dominicaine
Roumanie
Sainte-Lucie
Saint-Vincent
Salomon, Îles
Samoa
Seychelles
Sri Lanka
Suriname
Swaziland
Tadjikistan
Tunisie
Turkménistan
Turquie
Ukraine
Vanuatu
Viet Nam
Zimbabwe

Faible développement humain
(IDH inférieur à 0,500)

Afghanistan
Angola
Bangladesh
Bénin
Bhoutan
Burkina Faso
Burundi
Cambodge
Cameroun
Comores
Côte d'Ivoire
Djibouti
Ethiopie
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Haïti
Inde
Kenya
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Mauritanie
Mozambique
Myanmar
Népal
Niger
Nigéria
Ouganda
Pakistan
République centrafricaine
République démocratique pop. lao
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Tanzanie, Rép.-Unie de
Tchad
Togo
Yémen
Zaïre
Zambie

Pays regroupés selon leur revenu

Revenu élevé
(PNB par habitant supérieur à
8 625 USD en 1993)

Allemagne
Australie
Autriche
Bahamas
Belgique
Brunéi Darussalam
Canada
Chypre
Danemark
Emirats arabes unis
Espagne
Etats-Unis d'Amérique
Finlande
France
Hong-Kong
Irlande
Islande
Israël
Italie
Japon
Koweït
Luxembourg
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pays-Bas
Qatar
Royaume-Uni
Singapour
Suède
Suisse

Revenu moyen
(PNB par habitant entre 696 et
8 625 USD en 1993)

Afrique du Sud
Algérie
Angola
Antigua-et-Barbuda
Arabie saoudite
Argentine
Arménie
Azerbaïdjan
Bahreïn
Barbade
Biélarus
Belize
Bolivie
Botswana
Brésil
Bulgarie
Cameroun
Cap-Vert
Chili
Colombie
Congo
Corée, Rép. de
Corée, Rép. pop. dém. de
Costa Rica
Cuba
Djibouti
Dominique
El Salvador
Equateur
Estonie
Fidji
Gabon
Géorgie
Grèce
Grenade
Guatemala
Hongrie
Iran, Rép. islamique d'
Iraq
Jamahiriya arabe libyenne
Jamaïque
Jordanie
Kazakhstan
Kirghizistan
Lettonie
Liban
Lituanie
Malaisie
Maldives
Malte
Maroc
Maurice
Mexique
Moldova, Rép. de
Namibie
Oman

Faible revenu
(PNB par habitant égal ou
inférieur à 695 USD en 1993)

Ouzbékistan
Panama
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Paraguay
Pérou
Philippines
Pologne
Portugal
Rép. arabe syrienne
Rép. dominicaine
Rép. tchèque
Roumanie
Russie, Féd. de
Sainte-Lucie
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Vincent
Salomon, Iles
Samoa
Sénégal
Seychelles
Slovaquie
Suriname
Swaziland
Thaïlande
Trinité-et-Tobago
Tunisie
Turkménistan
Turquie
Ukraine
Uruguay
Vanuatu
Venezuela

Afghanistan
Albanie
Bangladesh
Bénin
Bhoutan
Burkina Faso
Burundi
Cambodge
Chine
Comores
Côte d'Ivoire
Egypte
Ethiopie
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Guyana
Haïti
Honduras
Inde
Indonésie
Kenya
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Mauritanie
Mongolie
Mozambique
Myanmar
Népal
Nicaragua
Niger
Nigéria
Ouganda
Pakistan
Rép. centrafricaine
Rép. démocratique pop. lao
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Sri Lanka
Tadjikistan
Tanzanie, Rép.-Unie de
Tchad
Togo
Viet Nam
Yémen
Zaïre
Zambie
Zimbabwe

Classification des pays en grands groupes

Pays les moins avancés (PMA)

Afghanistan
Angola
Bangladesh
Bénin
Bhoutan
Burkina Faso
Burundi
Cambodge
Cap-Vert
Comores
Djibouti
Ethiopie
Gambie
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Haïti
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Maldives
Mali
Mauritanie
Mozambique
Myanmar
Népal
Niger
Ouganda
Rép. centrafricaine
Rép. démocratique pop. lao
Rwanda
Salomon, Iles
Samoa
Sao Tomé-et-Principe
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Tanzanie, Rép.-unie de
Tchad
Togo
Vanuatu
Yémen
Zaïre
Zambie

Pays en développement (y compris les PMA)

Afghanistan
Afrique du Sud
Algérie
Angola
Antigua-et-Barbuda
Arabie saoudite
Argentine
Bahamas
Bahreïn
Bangladesh
Barbade
Belize
Bénin
Bhoutan
Bolivie
Botswana
Brésil
Brunéi Darussalam
Burkina Faso
Burundi
Cambodge
Cameroun
Cap-Vert
Chili
Chine
Chypre
Colombie
Comores
Congo
Corée, Rép. de
Corée, Rép. pop. dém. de
Costa Rica
Côte d'Ivoire
Cuba
Djibouti
Dominique
Emirats arabes unis
Egypte
El Salvador
Equateur
Ethiopie
Fidji
Gabon
Gambie
Ghana
Grenade
Guatemala
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Guyana
Haïti
Honduras
Hong-Kong
Inde
Indonésie
Iran, Rép. islamique d'
Iraq
Jamahiriya arabe libyenne
Jamaïque
Jordanie
Kenya
Koweït
Liban
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Malaisie
Maldives
Mali

Maroc
Maurice
Mauritanie
Mexique
Mongolie
Mozambique
Myanmar
Namibie
Népal
Nicaragua
Niger
Nigéria
Oman
Ouganda
Pakistan
Panama
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Paraguay
Pérou
Philippines
Qatar
Rép. arabe syrienne
Rép. centrafricaine
Rép. démocratique pop. lao
Rép. dominicaine
Rwanda
Sainte-Lucie
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Vincent
Salomon, Iles
Samoa
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Singapour
Somalie
Soudan
Sri Lanka
Suriname
Swaziland
Tanzanie, Rép.-Unie de
Tchad
Thaïlande
Togo
Trinité-et-Tobago
Tunisie
Turquie
Uruguay
Vanuatu
Venezuela
Viet Nam
Yémen
Zaïre
Zambie
Zimbabwe

Pays industrialisés

Albanie
Allemagne
Arménie
Australie
Autriche
Azerbaïdjan
Bélarus
Belgique
Bulgarie
Canada
Danemark
Espagne
Estonie
Etats-Unis d'Amérique
Finlande
France
Géorgie
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Israël
Italie
Japon
Kazakhstan
Kirghizistan
Lettonie
Lituanie
Luxembourg
Malte
Moldova, Rép. de
Norvège
Nouvelle-Zélande
Ouzbékistan
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni
Russie, Féd. de
Slovaquie
Suède
Suisse
Tadjikistan
Turkménistan
Ukraine

Autres groupes de pays

Union européenne

Allemagne
Autriche
Belgique
Danemark
Espagne
Finlande
France
Grèce
Irlande
Italie
Luxembourg
Pays-Bas
Portugal
Royaume-Uni
Suède

OCDE

Allemagne
Autriche
Australie
Belgique
Canada
Danemark
Espagne
Etats-Unis d'Amérique
Finlande
France
Grèce
Irlande
Islande
Italie
Japon
Luxembourg
Mexique
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pays-Bas
Portugal
Royaume-Uni
Suède
Suisse
Turquie

Pays scandinaves

Danemark
Finlande
Islande
Norvège
Suède

Principaux thèmes abordés dans les *Rapports mondiaux*
sur le développement humain

- 1990 : Définition et mesure du développement humain
- 1991 : Financement du développement humain
- 1992 : Aspects mondiaux du développement humain
- 1993 : Participation populaire au développement humain
- 1994 : Nouvelles dimensions de la sécurité humaine
- 1995 : Egalité sociologique entre les sexes et développement humain
- 1996 : Croissance économique et développement humain

Publiés pour le PNUD par ECONOMICA, Paris.